

مركز الامم

Arts et Spectacles : Toscanini/Berlin

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15031 - 7 F

JEUDI 27 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## « Autogolpe » au Guatemala

Le « coup d'Etat civil » auquel le président du Guatemala a eu recours, à l'aube du mardi 25 mai, a des allures de « déjà vu ». Reprenant presque point par point les mesures qu'avait imposées son homologue péruvien Alberto Fujimori en avril 1992, Jorge Serrano a dissous le Parlement, la Cour suprême et suspendu « temporairement et partiellement » les garanties constitutionnelles. Trant toutes les leçons du précédent péruvien, le chef de l'Etat guatémaltèque a d'emblée promis l'« action, d'ici deux mois, d'une Assemblée constituante. A Lima, la tenue d'un tel scrutin avait permis d'« amadouer » la communauté internationale, dont les molles sanctions économiques contre le Pérou n'ont pas été durcies par la suite.

L'Organisation des Etats américains avait trouvé quelques circonstances atténuantes. A M. Fujimori lorsqu'il avait invoqué les menaces - réelles - que faisait peser la guérilla du Sentier lumineux sur la démocratie péruvienne. Les justifications avancées par M. Serrano paraissent beaucoup moins convaincantes.

La corruption, souvent liée au trafic de drogue, s'est, certes, comme il l'affirme lui-même, emparée de l'administration, du Congrès et du pouvoir judiciaire, mais son gouvernement de centre-droit ne s'est-il pas lui-même privé des moyens de la combattre? Les lois sur la répression du trafic des stupéfiants - la Guatemala est devenu le cinquième producteur de pavot au monde - et sur la prévention du blanchiment de l'argent sale existent, mais les procureurs qui ont tenté de les appliquer en ont vite été empêchés.

Ce coup de force sans effusion de sang résulte plutôt d'une conjonction de facteurs, tous défavorables à M. Serrano, qui a succédé en 1991 à un autre président civil après trois décennies de régime militaire. La cote de popularité de ce prédicateur évangéliste, privé de majorité au Parlement après la défection récente de deux partis, était au plus bas, en raison des mesures néo-libérales qu'il avait imposées. Les négociations menées avec les quatre mouvements de guérilla actifs dans certaines zones du pays depuis trente ans paraissent, d'autre part, bloquées.

Les guérilleros, qui n'ignorent pas les pressions, notamment américaines, en faveur d'un règlement du dernier conflit d'Amérique centrale ou du respect des droits de l'homme traditionnellement bafoués, en ont profité pour faire de la surenchère, demandant une « réduction immédiate » des effectifs de l'armée. Or jamais les militaires guatémaltèques n'accepteront de bonne grâce un règlement à la salvadorienne, persuadés qu'ils sont d'avoir quasiment gagné la guerre contre la subversion. La guérilla guatémaltèque, qui compterait moins de deux mille combattants, n'a jamais bénéficié du même rapport de forces qu'au Salvador.

Pour remettre le Guatemala sur la voie de la démocratie et y assurer la paix, il faudra, de la part de la communauté internationale, plus que de vertueuses condamnations de cet « autogolpe ».

(Lire l'article de notre correspondant BERTRAND DE LA GRANGE page 5.)

M0147 - 0527 0 - 7.00 F

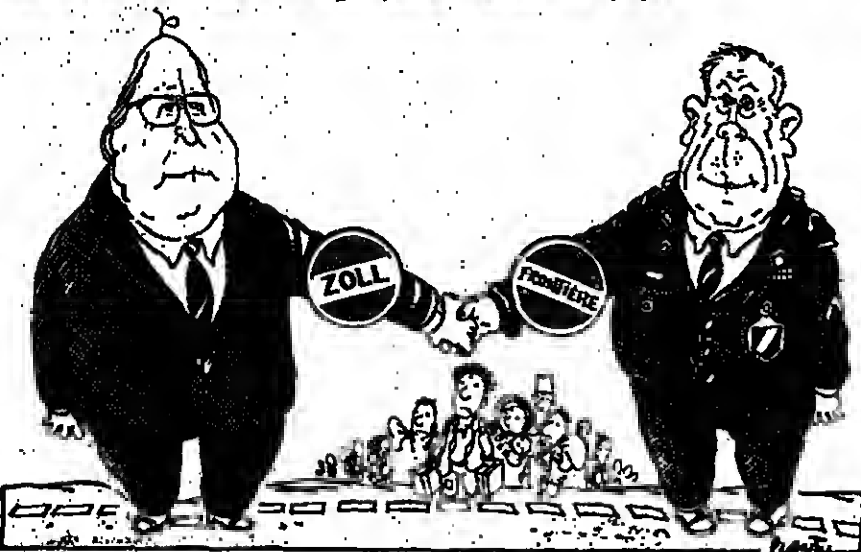


## La situation des étrangers en Europe

- Le Conseil d'Etat critique la loi Pasqua
- L'Allemagne limite le droit d'asile

Le Bundestag devait adopter, mercredi 26 mai à Bonn, une réforme constitutionnelle sur le droit d'asile pour mettre un frein à l'arrivée massive d'immigrés en Allemagne. Le débat parlementaire s'est ouvert de manière houleuse, tandis que plusieurs milliers de manifestants étaient rassemblés aux abords du Parlement. (Lire page 4.)

En France, l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers n'a pas eu lieu mercredi. Le texte est toujours à l'examen au Conseil d'Etat, qui en critique certains aspects, notamment sur le droit d'asile et le regroupement familial. (Lire page 9.)



## La Chine en marche vers le capitalisme

Quatre ans après le « printemps de Pékin », le pays se convertit à l'économie de marché

PÉKIN

de notre correspondant

On les voit dans les galeries marchandes, perplexes devant des étalages Nina Ricci ou Shiseido, Sony ou Rolex. On les trouve parfois dans le lobby de grands hôtels de classe internationale où officient de jolies serveuses en qipao, la longue robe fendue haut sur la cuisse, à la mode des grands hôtels de l'Asie capitaliste. A l'occasion, ils pointent le nez à l'entrée d'une boîte disco, avant d'opérer une retraite prudente.

Parfois en couple, vareuse et pantalon déformés, ils se tiennent par le bras, vieux et podiques amoncelés chinois - l'un ou l'autre, ou les deux, s'appuyant sur une canne. Leurs yeux sont ouverts comme des soucoupes, ou pas coosternés, plutôt timide et encochés.

Ce sont les vieillards de l'époque communiste, encore assez

vallants, à l'approche de leurs soixante-dix ou quatre-vingts ans, pour se déplacer dans les hauts lieux de la Chine post-maoïste décriée par Deng Xiaoping.

Leurs enfants et petits-enfants, quand il ne sont pas à Harvard, ou ailleurs à l'étranger, pour des études ou gestion d'entreprise, voire dans le circuit du rock'n'roll ou autre aventure d'avant-garde, sont les gestionnaires de ces temples de la consommation envahis par des

foules que rien ne distingue plus de leurs homologues de Hongkong ou Taiwan. Ce y fait ses comptes au rythme de la monnaie qui dégonfle de la soix. Téléphone portable en main, de préférence.

A Haïnan, l'île la plus méridionale de Chine, une scène vue récemment en disant long sur ce passage désordonné du témoin entre générations.

FRANCIS DERON  
Lire la suite page 6

## Concernant une vingtaine de groupes dont Renault

### Les privatisations rapporteraient 40 milliards de francs cette année

Le projet de loi de privatisation devait être présenté au conseil des ministres du mercredi 26 mai. Les privatisations, dont le gouvernement espère retirer 40 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, s'enclencheront à l'automne. Elles pourraient concerner les douze groupes privatisables de 1986 et neuf nouvelles sociétés dont Renault. L'emprunt, du même montant, annoncé le 25 mai leur servira donc de relais. D'autre part, M. Balladur a critiqué sévèrement certaines « méthodes expéditives » de licenciement. Il a annoncé le versement d'une aide de l'Etat aux salariés qui accepteraient des baisses de salaires.

## Indispensables recettes

par Pierre-Angel Gay  
et Caroline Monnot

Lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, jeudi 8 avril, Edouard Balladur avait fait d'un grand programme de privatisations - « avoir et sincère, cette fois » - l'un des points clés de sa politique de modernisation économique. « Notre volonté », déclarait alors le premier ministre, est de dégager, sans tarder, des marges de manœuvre permettant une croissance économique plus forte et donc une amélioration de la situation de l'emploi. Malgré les prudences et les explications en demi-teinte, il était clair, déjà, que le produit des privatisations servirait davantage à financer l'action du gouvernement qu'à désendetter l'Etat.

Sept semaines plus tard, les recettes des privatisations apparaissent à ce point indispensables que le gouvernement se s'embarrasse plus de ces circonlocutions. Mardi 25 mai, Edouard Balladur en a dit crânement l'utilité : « La lutte pour l'emploi ». Il co a fixé le montant - impressionnant : 40 milliards de francs en 1993.

Quarante milliards de recettes à mobiliser de façon si urgente qu'un grand emprunt d'Etat permettra de les recueillir par anticipation (le Monde du 26 mai). C'est dire si le temps presse. Dès mercredi, le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, devait présenter, en conseil des ministres, le projet de loi fixant le cadre juridique des privatisations.

Lire la suite et nos informations page 17

## Le jugement des crimes commis dans l'ex-Yugoslavie

La Conseil de sécurité a décidé de créer un tribunal international.

Lire page 3

## La réforme de la Constitution

Les sénateurs souhaitent que la nouvelle Cour de justice soit présidée par un parlementaire.

Lire page 7

Le sommaire complet se trouve page 24

## ARTS ET SPECTACLES

### Toscanini, le bâtisseur révolté

Trente-cinq ans après sa mort, RCA publie l'intégralité des enregistrements réalisés pour la firme américaine par le chef italien. Quatre-vingt-deux disques à écouter pour apprendre.

page 25

### Construire Berlin

La capitale de l'Allemagne nouvelle affiche son ambition : être le centre économique et culturel du pays.

page 27

Lire dans « Arts et spectacles » pages 25 à 34  
Le troisième volet de notre enquête sur « L'art et l'Etat » : « Un toit pour créer ».

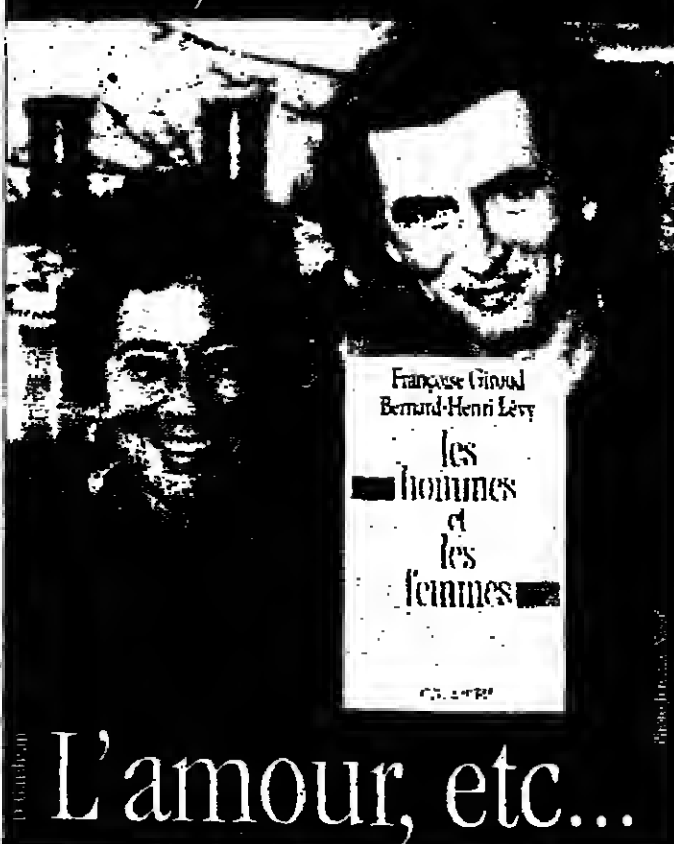
page 14

## ÉDUCATION ♦ CAMPUS

• Le bon profil des enseignants • L'esprit d'entreprise dans les universités • Collèges et universités : les zones d'ombre • Brassage académique contre nationalismes.

pages 11 à 13

Déjà 100 000 ex.



## Délocaliser, malgré tout

En dépit du Conseil d'Etat, le gouvernement poursuivra les transferts d'administrations

par Valérie Devillechabrolle

Depuis l'automne 1991, plusieurs décisions de « délocalisation » d'organismes publics ou provinces souffriraient d'avoir été prises à l'emporte-pièce par le gouvernement d'Edith Cresson. Absence de concertation avec les organismes visés, mépris des règles régissant la vie de ces établissements : le gouvernement de l'époque s'était engagé dans une véritable impasse juridique. Impasse qui s'est d'ores et déjà traduite par l'annulation de certaines décisions pour vice de forme - SEITA, Caisse centrale de coopération économique (CCCE) - et par une vingtaine de recours contentieux et coûteux.

Les commissaires du gouvernement se sont, mardi 25 mai, prononcés en faveur de l'annulation par le Conseil d'Etat des décisions de transfert de l'ENA et de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), au motif que les procédures n'avaient, là encore,

pas été respectées. Si leur argumentation était reprise, le 4 juin, lors de la décision de la Haute Assemblée, d'aucuns pourraient toujours ironiser sur la solidarité de corps des magistrats du Conseil d'Etat, pour la plupart issus de l'ENA. D'autres dénonceraient sans doute, à l'instar du président de la République, la « résistance » menée par l'Assemblée du Palais-Royal à l'encontre de la politique gouvernementale. Le chef de l'Etat n'avait-il pas observé lors de l'inauguration du TGV-Nord, le 15 mai, qu'il faudrait que l'on s'habitue à Paris, du côté du Palais-Royal, à considérer que la province française n'est pas le Kamichatka ou le désert de Kalahari.

Reste que, comme dans le cas de la SEITA ou de la CCCE, l'analyse juridique développée, mardi, ne remet pas en cause le bien-fondé des choix du pouvoir exécutif en matière d'aménagement du territoire.

Lire la suite et nos informations page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 960 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 95 ATG ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 C CAN ; Antilles-Néerlandaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 L ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1,80 FS ; USA (INV.), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



# DÉBATS

Procédure pénale

## Pour un compromis

par Georges Flécheux

DANS quelques semaines, par la volonté commune du gouvernement et du Parlement, le débat sur les nouvelles dispositions du code de procédure pénale, c'est-à-dire sur les libertés publiques, va s'ouvrir à nouveau et, si l'un en croit les déclarations d'intention, modifiera la loi du 4 janvier 1993, moins de deux mois après sa mise en vigueur, de paralyser l'appareil judiciaire et d'entraver l'action des forces de police, bref, de faire le jeu des voyous en déclin de la protection des honnêtes gens.

En exergue, une première question me préoccupait : allons-nous, pour une fois, pouvoir en débattre sereinement ? Sécurisé (je préférerais sûreté) et libéré sont-elles deux notions définitivement antagonistes dans notre pays, leur affrontement permanent étant gendarme de synthèses ponctuelles et insatisfaisantes pour tout le monde ? De réformes qui, votées sous l'impulsion des gardes des sceaux successifs, restent lettre morte parce qu'insuffisamment pensées, concertées... et financées ? Or, une réflexion s'est déjà faite pour le 20 avril lorsque, à l'initiative du président du Sénat, législateurs, magistrats, policiers, avocats et journalistes ont pu confronter leurs points de vue sur tous les aspects de cette réforme.

Nul doute que ce ne soit sur ce ton que se poursuivra le débat parlementaire mais qu'une seconde question soit permise ici, cette journée de réflexion n'ayant réuni que des spécialistes : lorsqu'il porte une appréciation sur un texte concernant les libertés, le citoyen français se demande-t-il « et si j'étais personnellement concerné ? » Ou affirme-t-il, bien à tort : ces lois ne concernent que les délinquants et ne sauraient m'intéresser ? Car tout le débat est là : ces textes nous intéressent tous. Et que personne ne se méprenne : nous, avocats, sommes aussi des parents, des propriétaires, des automobilistes, des citoyens ordinaires aussi soucieux que d'autres de la sécurité de leurs proches et de leurs biens.

Peut-on croire, dès lors, que parce que nous sommes aussi des auxiliaires de justice, comptables du fonctionnement de cette institution auprès de nos clients - victimes ou délinquants - nous nous satisfaisons d'un système répressif inefficace ? Nous le voulons simplement plus contradictoire, plus conforme au principe européen de l'égalité des armes entre les parties, par exemple dans le domaine de l'expertise pénale où la loi devra être complétée. Ces malentendus dissipés, du moins puis-je l'espérer,

il faut analyser deux des aspects principaux de cette loi nouvelle qui constitue, ou veut constituer, un progrès pour les libertés sans entraver le nécessaire répression des infractions.

Il reste la Belgique. C'est le seul pays d'Europe dans lequel l'avocat ne pénètre jamais dans les locaux de police. Cette « incursion » de la défense, pour la première fois en France, s'effectue depuis le 1<sup>er</sup> mars au-delà de la dix-neuvième heure de garde à vue. L'entretien dure une demi-heure, pendant laquelle l'avocat choisit ou désigne s'entretient avec la personne retenue dont il ne connaît pas le dossier et aux interrogatoires de laquelle il n'assistera pas. Son rôle est donc de s'assurer du respect des droits essentiels du gardé à vue et de son état de santé physique et psychique. S'il relève des anomalies, il les consigne par écrit. Il conserve un secret absolu sur cet entretien. Voilà toute l'affaire.

### La lourde tâche de la garde à vue

Fel personnellement tenu à ce que le barreau de Paris mette en œuvre sans délai cette réforme capitale. Les avocats de toutes les disciplines ont eu l'honneur d'assurer ce service, le parquet et les services de police, loin d'entraver nos interventions, s'y sont prêtés de bonne grâce dans le respect absolu du rôle des uns et des autres. Le colloque organisé par le Sénat en e pris acte. Nul n'ignore les difficultés auxquelles se heurtent certains petits barreaux pour assurer correctement cette lourde tâche qui, eu surplús, ne fait pas encore l'objet de mesures d'indemnisation par l'Etat. Mais aucun ne conteste la légitimité de la présence de l'avocat dans les locaux de police.

Que des discussions s'instaurent pour savoir si l'avocat doit intervenir en début de garde à vue ou à la fin de sa première journée, rien n'est plus légitime. Le barreau de Paris s'opposera, cependant, à certains projets qui interdiraient au gardé à vue de choisir son avocat pour lui imposer un conseil obligatoirement désigné par le bâtonnier, alors qu'il suffit que le bâtonnier avise, sous sa responsabilité, l'avocat choisi par le gardé à vue. Jamais dans les démocraties occidentales la liberté de choix de l'avocat n'a été contestée. L'intervention en garde à vue est, en effet, le premier acte qui s'inscrit dans le processus de défense. Cette présence de l'avocat évitait peut-être que, demain, le plus reproduit des drames comme celui que nous venons de connaître.

Nous entrons ici sur l'un des terrains les plus brûlants de la pratique judiciaire française : celui des pouvoirs du juge d'instruction, le plus généralement du contrôle de cet acte exceptionnel, la mise en détention à titre provisoire. Toute réforme sérieuse suppose une augmentation des moyens matériels et humains des chambres d'accusation. Manquant de moyens dans des proportions dramatiques, ces juridictions auxquelles est dévolu un rôle éminent, non seulement de contrôle des actes d'information mais encore de contrôle a priori du fonctionnement des cabinets d'instruction, ne peuvent tout simplement pas le remplir.

### La « mise en examen » assistée d'un avocat

Trois affaires sont trop présentes dans toutes les mémoires pour n'être pas évoquées : le drame de Bruey-en-Artois, celui de la Volange, l'affaire Roman enfin. Dans ces trois dossiers où des crimes atroces restent impunis mais où des destins multiples se sont brisés, les chambres d'accusation n'ont pas pu jouer le rôle qui était leur, lequel était avant tout de guider les investigations de magistrats instructeurs sans doute ennemis des meilleures intentions mais manifestement trop incriminés et trop occupés. eux aussi, des fonctions peu valorisantes en termes de carrière.

Il faut rappeler cette carence générale du système français lorsque l'on aborde le régime de l'information préalable : les pouvoirs d'investigation du juge doivent être assortis de contre-pouvoirs qui ne soient pas simplement formels. C'est pourquoi nous combattons pour que, dès sa première comparution, le « mis en examen » soit assisté d'un avocat. C'est un acquis essentiel de la nouvelle loi. Par là, chacun s'y rallie. Au nom de quoi, en effet, ce premier contact avec le juge aurait-il lieu sans la présence d'un défenseur ? Qu'on ne compte pas sur nous pour laisser perdurer la traditionnelle menace : « Parlez, donnez des noms, sinon je vous incarcère ». N'est-ce pas ce qu'on entendait chefs ou possesseurs d'entreprise dans bien des dossiers récents ? Que ceux qui ne veulent pas entendre nos langages se rassurent : les grands délinquants résistent très bien à cette pression-là. Eux y sont préparés.

En revanche, lorsqu'un juge d'instruction doit valoir qu'il lui paraît absurde d'avoir à adresser une lettre recommandée avec accusé de réception l'informant de ce qu'il va être mis en examen à un traquant de drogue sur lequel

la police enquête depuis plusieurs mois ou plusieurs années, nous ne pouvons qu'abonder dans son sens. Voilà l'une des scores de la loi qui nous vient d'être votée, et il en est d'autres qui ne sont que le fruit de la précipitation passionnelle dans laquelle elle a été adoptée.

Quant à la détention provisoire maintenant : majoritairement, les juges d'instruction font le pari qu'ils peuvent instruire à charge et à décharge contre un mis en examen dont ils ont décidé de la liberté et donc de l'honneur, le secret de l'instruction étant systématiquement violé. Limiter cette redoutable prérogative paraît outrager à certains alors que ces contraintes doivent libérer la conscience du juge. N'est-ce pas bûcher de tenter de justifier a posteriori une mesure aussi grave, au besoin de s'entêter dans l'erreur, de ne pas reconnaître que l'information eût pu aussi bien progresser sans cette « pré-sanction » ?

Si l'on oublie les corporatismes et les idées reçues, ce problème peut être abordé à la lumière de quelques réalités simples : tout d'abord, la question de l'opportunité de la détention ne se pose que dans une minorité de dossiers. Les gens dont la représentation n'est pas assurée et dont les aveux sont corroborés dans des affaires graves ne peuvent y échapper. Ensuite, la détention ne doit pas être assimilée à un moyen de pression étranger aux nécessités de l'enquête qui, seules, justifient cette très grave mesure.

### Le scandale de l'excès des détentions préventives

Il est vrai que le système actuel et temporaire du juge délégué est administrativement lourd et chargé de quelques absurdités : pourquoi, par exemple, l'arrêt du juge d'instruction signe le mandat de dépôt qu'il a sollicité mais qui a été décidé par un autre magistrat ? De même, croire que la mise sur pied d'un système d'échec (un juge et deux citoyens) relève sans doute de la chimère en matière pénale. Ce seront à l'évidence toujours les mêmes échecs (si l'on trouve) qui s'élèveront et statueront forcément dans le même sens.

Une solution de compromis peut cependant parfaitement être trouvée, pourvu qu'elle soit fondée sur la philosophie dite du « double regard », que ce soit celui de l'actuel juge délégué ou celui du président du tribunal, saisi par la voie d'un référé suspensif. L'important est d'éviter, à l'avenir, le plus souvent possible, le traumatisme de l'incarcération à des gens dont le procès peut fort bien être instruit sans que cette pré-sanction leur soit infligée.

Quelle que soit la solution adoptée par le législateur, elle devra s'inspirer de ce constat : depuis un siècle, toutes opinions politiques confondues, les gardes des sceaux successifs ont dénoncé l'excès des détentions préventives ou provisoires dans notre pays et les désastres que ces détentions humaines qui en résultent. Ne peut-on, sans offenser personne, prendre enfin sérieusement mais lucidement ce scandale à bras-le-corps ?

En conclusion, et sur cette question essentielle de la conciliation des libertés publiques et du respect de l'ordre public, les principes suivants devraient sans cesse être présents à l'esprit du législateur et de tous ceux dont il recueille l'opinion : oublier les clivages politiques et les corporatismes, savoir remettre ses convictions en question, se donner le temps de sa réflexion et refuser de voter des lois abrogées dès que promulguées, n'hésiter jamais qu'une réforme a un coût et qu'il est inutile de la voter si elle n'est pas assortie des mesures financières permettant sa mise en œuvre.

On constate que c'est plus souvent le manque de moyens qui est dénoncé par ceux qui veulent suspendre l'application de ce texte que sa philosophie même. Ne renouons pas à cette avancée des libertés et à cette mise en harmonie de la pratique française avec les engagements internationaux de notre pays au seul motif que le budget de notre justice n'est une priorité nationale que dans les discours.

► Georges Flécheux est bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Paris.

REVUES

FREDERIC GAUSSEN

## 25 ans : mai 68 et le « printemps de Prague »

Pendant que les étudiants se révoltaient à Paris, les Tchèques faisaient vaciller le régime - avant d'être écrasés en août. Vingt-cinq ans après, le communisme s'est effondré, entraînant dans sa chute la gauche française. Le paysage mondial a bien changé, mais l'oppression n'est toujours pas disparue...

LES interprétations des événements historiques sont fortement influencées par le contexte de l'époque où elles s'expriment. Mai 68 nous en fournit un bon exemple. En 1983, pour son vingt-cinquième anniversaire, alors que la gauche servait encore sa victoire, l'historien Pascal Ory avait souligné, dans un livre intitulé *Entre-deux Mai*, la filiation directe entre les barricades de 1968 et l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Les troupes du premier de ces Mai, expliquait-il, avaient fourni l'électorat du second. En 1993, pour ce vingt-cinquième anniversaire qui coïncide avec la disparition du PS de la scène politique, le *Revue des Deux Mondes* donne la parole à deux des acteurs les plus engagés du mouvement : les anciens maos Michel La Brie et Jean-Pierre Le Dantec, qui expliquent, au contraire, que la mission historique de mai 68 a été... d'en finir avec la gauche.

Michel La Brie fait de l'expérience qu'il a vécue avec ses camarades une analyse intéressante. Pour lui, c'est par une sorte de malentendu que le mouvement s'est trouvé entraîné et pris en charge par la pensée marxiste. C'est simplement parce que les révoltes d'élèves n'avaient pas d'autres concepts, d'autres mots, d'autres dispositions pour traduire, en action, une impulsion révolutionnaire. En réalité, la contradiction entre la signification profonde d'un mouvement essentiellement culturel et spirituel et la pratique marxiste était totale. Et l'acquis du mouvement a été de faire apparaître de façon définitive l'incompatibilité entre les aspirations de la société moderne et le marxisme. Mai 68 doit être compris comme « le premier mouvement anticomuniste de masse » - un mouvement qui aboutira à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement du « socialisme réel » et qui entraînera dans sa déconfection toute la gauche française. Celle-ci n'a pas compris qu'elle perdait sa raison d'être à partir du moment où ses valeurs n'étaient plus portées d'espérance.

### Le risque pour l'insurgé de se retrouver boursoufflé

La Brie et Le Dantec regrettent-ils de s'être ainsi « trompés », eux, les anciens gauchistes ? Non, pour deux raisons. D'abord, ils ont conscience d'avoir vécu une expérience irremplaçable de révolte collective et de fraternité. Ensuite, ils ont conscience que l'illusion marxiste au bout de l'insurrection à laquelle ils ont participé a été à l'origine de leur désillusion. Ils ont été, en quelque sorte, les écoliers, les messagers, qui, poussés jusqu'à ses extrêmes limites une expérience funeste, ont pu témoigner des risques qu'elle portait en elle.

C'est ce témoignage vécu, expliquent ces « repentins », qui a permis aux anciens maos d'être plus crédibles dans leur combat contre le communisme et pour la dissidence et les droits de l'homme que n'avaient pu l'être, avant eux, les théoriciens du Socialisme ou barbares ou un intellectuel comme Raymond Aron. « Je sais maintenant avec le recul du temps, écrit La Brie, que c'est bien en ce lieu à que se retrouve portée à son plus haut point d'incandescence la contradiction entre la Révolution et le discours de la Révolution. Nous n'aurions pas trouvé la force de mettre bas l'idéologie marxiste si nous n'avions pas expérimenté en nous-mêmes l'attachement fatal pour lequel l'insurgé ou se retrouve gardien de camp, bourreau, policier, chacun de tous les autres ».

Le risque pour l'insurgé de se retrouver boursoufflé serait-il insurmontable ? Il est, cette année, un

autre vingt-cinquième anniversaire qui résonne étrangement : celui du « printemps de Prague ». On pourrait croire qu'après la disparition des chars qui l'ont assassiné il serait commémoré joyeusement dans l'ex-Tchécoslovaquie. Or il semble qu'il n'en est rien. L'écrivain tchèque Václav Jankel et l'intellectuel polonais Adam Michnik nous expliquent pourquoi dans la *Lettre internationale*. C'est que la roue de l'histoire a tourné vite dans les pays de l'Europe de l'Est. Si les stalinistes ont été balayés, l'opinion n'est guère plus tendre à l'égard des communistes réformateurs, qui ont été à l'origine des premiers mouvements de contestation. La tentation est grande de mettre tout le monde dans le même panier et de ne voir dans les luttes anciennes entre orthodoxes et libéraux que « magouilles politiciennes ».

Michnik s'inquiète de voir les « prudents aux mains propres », ceux qui se taisaient sous la dictature, à en prendre aux ennemis communistes libéraux qui risquaient leur liberté ou leur vie en critiquant le régime. « Aujourd'hui, écrit Michnik, le communisme n'existe plus, mais on assiste encore à la lutte entre l'esprit de liberté et de tolérance et l'esprit de revanche politique et de xénophobie ethnique et religieuse. » Et il conclut par ces interrogations auxquelles sur la discussion à propos de 1968 : « C'est aussi un débat sur la manière de créer l'avenir. Est-ce que ce sera un avenir de sociétés libres, tolérantes, ouvertes ? ou sera-ce un monde fondé sur le mensonge, où l'on verra la dictature de nouvelles orthodoxes ? »

### « L'Oiseau ébahi » et « l'Organiste »

Les « réformateurs » du « printemps de Prague » étaient-ils des naïfs ? Peut-être, et la *Revue internationale* publie une savoureuse nouvelle de Marian Brandys écrite peu après 1968 et imaginant la rencontre qui eut lieu (réellement) entre Dubcek et Gomulka. Le premier, qui ressemble à un « oiseau ébahi », essai de communiquer à son interlocuteur narrogné l'enthousiasme qui secouait les rues de Prague. « Gustav, dit de ses longs bras tendus des ailes qui battent », il veut le convaincre de se joindre au mouvement pour impressionner les « camarades de la Grande puissance protectrice ». Mais c'est en vain... Marchant à ses côtés, celui qu'on appelle « l'Organiste », « du fait de son aspect sérieux et de ses discours ennuyeux (...), écoute ces discussions, qui se veulent rassurantes, tout en essayant de ne pas rire. Quelle naïveté incroyable ! Avait-il vécu si longtemps parmi eux et ne pas les connaître ! »

Gomulka « se dur à cuire » suit lui à quoi s'en tenir... Et la Pologne participe sans barguigner à l'écrasement du « printemps de Prague ».

Vingt-cinq ans après la révolte de Prague, vingt-cinq ans après l'occupation de la Tchécoslovaquie, il était « interdit d'interdire », l'oppression n'a pas disparu. Sa victime a même un nom emblématique et ressemble comme un frère aux étudiants et aux intellectuels révoltés du Quartier Latin ou de Prague : Salman Rushdie, condamné à mort pour ses écrits par la nouvelle inquisition des mollahs. Quelques-uns de ses confrères lui adressent un salut fraternel, mais impuissant, dans la *Règle du jeu* : « Bien à vous, cher Salman Rushdie, avec respect et admiration », lui écrit l'écrivain cubain Eduardo Manet...

En mai 1988, des millions de jeunes dans le monde se sont soulevés contre les guerres impérialistes et la corruption. Ces guerres-là ont pris fin et le communisme est entamé. Mais il y a toujours, quelque part tout près de nous, un écrivain condamné à mort et qui se cache...

► *Revue des Deux Mondes*, mai 1993, 61 F. 216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

► *Lettre internationale*, n° 36, printemps 1993, 60 F. 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

► *La Règle du jeu*, n° 10, mai 1993, 55 F. 35, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Croc  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Talbot

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73

Téléc. MONDPUB 634 128 F  
Téléc. : 46-62-98-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Télévision Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE  
ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, M. Gaudon  
94832 Ivry Cedex

### REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

### ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et non
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 990 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour nous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - mailing) is published daily for \$ 5.00 per copy by LE MONDE S.A., plus Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Inc., 370 Park Avenue South, 10th Floor, New York, N.Y. 10014.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 370 Park Avenue South, 10th Floor, New York, N.Y. 10014 - 200 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie

## Le « programme d'action » de Washington sur la Bosnie divise l'OTAN

Tandis que plusieurs dirigeants occidentaux, ainsi que le médiateur international Thorvald Stoltenberg, s'efforcent, mardi 25 mai, de défendre le « programme d'action » sur la Bosnie élaboré, le week-end dernier, à Washington et qui est l'objet de vives critiques, une réunion à Bruxelles des ministres de la défense de l'OTAN a fait apparaître d'importants désaccords entre les pays membres à propos de ce programme. Il a également été contesté à l'ONU par les pays islamiques et les non-alignés.

Les ministres réunis à Bruxelles devaient commencer à réfléchir à la contribution éventuelle de l'OTAN à la mise en œuvre des mesures arrêtées, samedi, à Washington. Celles qui portent sur l'établissement de « zones de sécurité » en Bosnie et sur le contrôle de la frontière serbo-bosniaque doivent de toute façon être précisées par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui décidera ou non de saisir l'OTAN. Mais au premier jour de la réunion de Bruxelles, des divisions sont apparues quant au bien-fondé de cette nouvelle approche, critiquée notamment par les ministres allemand et turc.

« Le plan ne propose aucune mesure qui arrêterait la partie qui veut continuer ses attaques (les Serbes) et qui a défilé le monde », a

déclaré la Turquie dans un communiqué. « Le nouveau programme n'est pas clair sur les perspectives à offrir aux musulmans bosniaques », a de son côté estimé devant les journalistes le ministre allemand de la défense, Volker Rühe. « C'est un plan qui est au mieux une solution provisoire et qui soulève de nombreuses questions », a-t-il ajouté, estimant qu'il risquait de figer le statu quo militaire au détriment des musulmans. M. Rühe a rappelé que son pays s'était prononcé en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie que proposaient les Américains. Le secrétaire américain à la défense, Les Aspin, a dit à ses alliés que, même si la « nouvelle approche » excluait cette levée de l'embargo sur les armes et une option militaire, il fallait les garder en réserve.

### « Contresens » selon M. Juppé

L'autre mesure prévue par le programme de Washington — le déploiement d'observateurs internationaux à la frontière entre la République de Serbie et la Bosnie pour contrôler que les Serbes ne soutiennent pas les forces bosniaques — s'est d'autre part heurtée à une fin de non-recevoir des dirigeants serbes qu'a rencontrés, mardi dans la capitale de la fédération yougoslave, l'émissaire spécial russe, Vitaly Tchoukine.

M. Milosevic, à l'issue de sa rencontre avec l'émissaire russe, a indiqué qu'il se réservait l'essentiel du nouveau programme d'action est qu'entre la poursuite du processus de paix et l'intervention militaire, il a opté pour le processus de paix.

En visite à Zagreb, Thorvald Stoltenberg (qui a succédé à Cyrus Vance) s'est de son côté efforcé de démentir que les dispositions arrêtées à Washington entreraient le plan Vance-Owen, lequel prévoyait notamment la restitution par les Serbes de Bosnie d'une partie des territoires qu'ils ont conquis. « Les principaux éléments du programme s'inspirent de ce plan », a-t-il affirmé, en faisant une distinction entre « l'application » du plan Vance-Owen, qui est reportée, et « le processus » qui y mène et qui, lui, est toujours en cours.

Le ministre français Alain Juppé s'est pour sa part élevé contre « le contresens ou la manipulation » que représentent selon lui les critiques de la presse internationale à l'encontre du texte adopté à Washington. « On dit par exemple que ce texte est l'abandon du plan Vance-Owen alors qu'il affirme le contraire », a-t-il notamment déclaré; ce texte n'est pas un aboutissement, c'est un point de départ. — (AFP, Reuters)

## Le Conseil de sécurité a décidé de créer un tribunal international pour juger les criminels de guerre

Conformément à une précédente résolution du 22 février dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé mardi 25 mai, la création d'un tribunal international pour juger les criminels de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Il n'y a pas de précédent, puisque le tribunal de Nuremberg concernait les criminels de guerre d'une puissance vaincue et occupée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Le texte stipule qu'aucun jugement ne pourra être prononcé en l'absence des accusés et on voit mal pour l'instant qui les arrêterait, alors qu'aucune disposition internationale n'a été prise à ce jour pour les empêcher de poursuivre leurs exactions.

Le texte ne prévoit aucune sanction contre les États qui refuseraient de coopérer. Enfin, certains des chefs de guerre qui, d'évidence, pourraient être présumés coupables, sont des interlocuteurs permanents des forces des Nations unies sur place.

### NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

A l'unanimité de ses quinze membres, le Conseil de sécurité des Nations unies a donc décidé la création d'un tribunal international. Il sera chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commises, sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et une date que déterminerait le Conseil après la restauration de la paix.

Selon le texte de cette résolution présentée par la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Fédération de Russie, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande, cette juridiction criminelle internationale est créée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies relatif aux « menaces pesant sur la paix et la sécurité internationale », lequel confère au Conseil de sécurité toute autorité pour décider des moyens de son application. Au vu des trente-quatre articles figurant dans les statuts de ce tribunal, celui-ci devrait juger les auteurs (un an ou plus communaux) reconnus responsables d'actes de tueries massives, de viols organisés, de transferts de population, de pillages et de toutes autres atrocités commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Ce tribunal ne devrait pas être créé, au plus tôt, avant l'automne.

SERGE MARTI

### Selon le trésor américain

## De nombreuses sociétés violent l'embargo

Le trésor américain a publié, mardi 25 mai, une liste de 165 sociétés, opérant dans 52 pays, et cinq personnes violent l'embargo international contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Il s'agit de la première action majeure des États-Unis pour appliquer la résolution 820 du Conseil de sécurité des Nations unies, souligne le Trésor dans un communiqué.

« La Yougoslavie a continué ses opérations commerciales internationales et ses gains en devises fortes à travers son réseau de filiales à l'étranger, de branches et de représentants divers », a déclaré Richard Newcomb, directeur du

bureau des affaires étrangères au trésor, « et nous espérons que ces actions aideront à révéler et à interdire les transferts de millions de dollars d'avoirs gouvernementaux dans les banques privées de l'étranger ». Les cinq personnes identifiées sont Miroslav Zecovic, de la Banque franco-yougoslave à Paris, Bosko Kostic, de l'Anglo-American Bank à Londres, Stanislav Andjic et Branka Vucic, de Belgrade, et Slobodan Sarenac d'Inter-Export de Belgrade. Quatre réseaux ont été mis au jour : l'un à l'étranger, deux en France et un en Belgique. Ces deux sociétés possédant des bureaux à Paris, General Export et l'agence de voyages YugoTours. — (AFP.)

Président du comité des droits de l'homme, l'écrivain s'est enfoncé dans les locaux de la revue qu'il dirige à la Maison de la presse. Il veut ainsi dénoncer la décision des autorités serbes d'imposer à tous les médias la teneur de la nouvelle maison d'édition Panorama, qui a sommé les journalistes de ces publications de reconnaître son autorité, sous peine de licenciement. — (AFP.)

## « Lorsque la paix revient... »

Les chefs militaires serbes bosniaques ont du mal à admettre que la guerre n'est pas un but en soi. Exemple : les appétits du général Ratko Mladic

### BELGRADE

de notre correspondant

« Lorsque la paix revient, ce sont les chefs militaires qui ont gagné la guerre ou qui croient l'avoir gagnée qui perpétuent les déshonnestés », cette constatation faite par Winston Churchill dans ses Mémoires pourrait s'appliquer, aujourd'hui, aux Serbes. Que ce soit en Bosnie-Herzégovine ou dans la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), certains responsables militaires donnent du fil à retordre aux dirigeants politiques qui voudraient se résigner à la paix.

Le 14 mai dernier, Zeljko Raznjajovic, alias Arkan, député au Parlement de Serbie et chef d'un groupe paramilitaire présumé coupable de crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine, accusait le commandant en chef des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, d'avoir « interféré » au Parlement des Serbes de Bosnie de ratifier le plan Vance-Owen, venait de confirmer les rumeurs qui circulaient depuis quelques jours.

Certains journaux avaient laissé entendre que le général Mladic avait joué « un rôle déterminant » dans la décision des députés serbes bosniaques réunis le 5 mai dernier à Pale. Son discours, prononcé à huis clos puis publié par le quotidien local Javna, avait levé les dernières hésitations d'un Parlement qui décidait, après avoir envisagé une signature conditionnelle, de rejeter le plan Vance-Owen, défiant le premier ministre grec Konstantin Mitsotakis ainsi que les présidents Covic (Yougoslavie), Milosevic (Serbie) et Bulatovic (Monténégro), venus à Pale pour tenter de sauver le plan de paix.

### « Entré par la gloire »

Un officier de l'état-major de l'armée des Serbes de Bosnie qui a requis l'anonymat expliquait quelques jours plus tard au Monde que le général Mladic ne peut accepter de rendre des territoires où il a remporté des victoires, car il le vivrait comme une défaite personnelle. Selon lui, son commandant en chef, « entré par la gloire, est devenu mégalomane et a perdu tout sens des réalités ». Il ne comprend pas que l'on ne peut pas se battre contre le monde entier et que l'on n'a plus le droit à l'erreur, ajoutait-il.

tail officier, estimant que, sans l'intervention du général Mladic, le Parlement de Pale aurait « fini par ratifier le plan Vance-Owen ».

« Ratko Mladic est un bon stratège pour concevoir ou mener une opération sur le terrain, mais il ne peut pas gérer les choses à l'échelle d'un État », a-t-il ajouté. Toutefois, le commandant des forces serbes de Bosnie a, semble-t-il, toujours aspiré à jouer un rôle important en politique. La revue indépendante, belgradeoise, Vreme affirme même qu'il aurait tenté, en prenant pendant l'été 1992 le commandement de la toute nouvelle armée de la « République serbe » de Bosnie, de soumettre les autorités civiles à son pouvoir en demandant au leader Radovan Karadzic de ne prendre aucune décision politique sans son accord.

### A la solde de Belgrade

Le dirigeant des Serbes de Bosnie aurait rejeté les exigences de ce général de l'ex-armée yougoslave qui avait fait ses preuves sur les fronts de Croatie et de Bosnie de la Bosnie. Fervent partisan de la création d'un État serbe indépendant dans les Balkans, sans lequel, comme il le dit, « les Serbes se sentiraient comme du bétail destiné à l'abattoir », Ratko Mladic aurait également contesté à Radovan Karadzic le droit de se rendre à New-York pour négocier le plan de paix en lui faisant remarquer que c'était grâce à lui que M. Karadzic pouvait se targuer d'avoir une « République serbe » sur 70 % du territoire de la Bosnie.

Jusqu'à ces derniers jours, les différends entre le leader des Serbes de Bosnie et le commandant en chef de son armée étaient restés secrets. Ils apparaissent pour la première fois au grand jour lorsque le général Mladic déclare, un soir d'ébriété, à un journaliste de Reuters qu'il bombarderait Londres et Washington si l'Occident lançait une intervention militaire contre les positions serbes en Bosnie. Le lendemain, lundi 17 mai, Radovan Karadzic se déclarait consterné par ces déclarations « idiotes et irréfléchies » et menaçait Ratko Mladic de « mesures disciplinaires » en cas de récidive.

« Ce sont les autorités civiles qui décident de la politique, et les chefs militaires n'ont pas la permission de parler de la sorte », avait souligné M. Karadzic. Et notre interlocuteur militaire de constater que les dirigeants politiques de Pale sont « irrités » par le général Mladic, qui « veut imposer son pouvoir dans tout les domaines ». Pour ajouter que « l'armée se mêle non seulement de politique mais de justice et de législation ».

Favorable à la signature du plan Vance-Owen, cet officier supérieur a reconnu que, compte tenu de la conjoncture internationale, les Serbes de Bosnie devaient se satisfaire de « leurs conquêtes », qu'il a jugées « suffisantes ». « On ne peut pas non plus gérer la situation sur le terrain et maintenir le statu quo; nous devons continuer à négocier pour obtenir trois États indépendants, viables pour leur compte, sans nous résigner à une reprise de la guerre », a-t-il conclu.

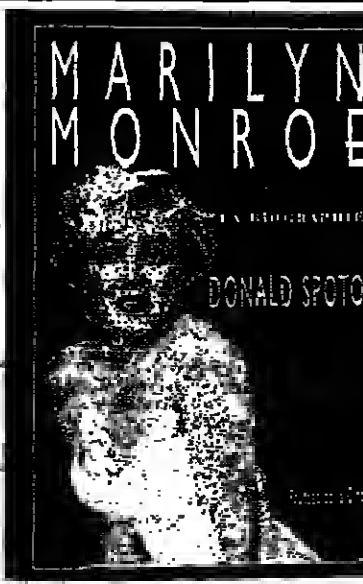
Cet officier supérieur ainsi que plusieurs de ses collègues nés en Bosnie, comme le major Vinko Pandurevic, commandant de la région de Zvornik (Bosnie orientale), ont récemment admis être à la solde de Belgrade et avoir été « détachés » par l'armée yougoslave, qui s'est engagée à les réintégrer une fois le conflit terminé. Le major Pandurevic a toutefois affirmé, jeudi 20 mai, que Belgrade venait de rappeler ses officiers. Un ultimatum qui, selon lui, ne sera pas écouté tant que la paix ne sera pas restaurée mais qui marque la rupture profonde entre Belgrade et les Serbes de Bosnie depuis que ces derniers ont « entré » le plan Vance-Owen.

La nouvelle attitude de Belgrade en faveur de la paix a, de surcroît, provoqué des remous au sein de l'armée serbo-monténégrine. Les ultranationalistes, qui s'étaient alliés à M. Milosevic lorsque celui-ci encourageait la guerre, tentent de se concilier l'armée pour défaire le président serbe, qu'ils accusent d'avoir abandonné le projet de la Grande Serbie. Vojislav Seselj, leader du Parti radical serbe (SRP, extrême droite) et chef d'une milice paramilitaire qui a sévi en Bosnie, vient d'accuser le chef des forces armées yougoslaves, le général Zivota Panic, de corruption.

### S'emparer des « territoires serbes »

Si ses accusations ne sont pas complètement infondées, son objectif est toutefois d'égarer un homme qui s'est non seulement accommodé de la volte-face de M. Milosevic en faveur de la paix, mais qui a également déclaré que « l'armée yougoslave ne réagira pas en cas d'intervention militaire étrangère en Bosnie tant que ses frontières ne seront pas menacées ».

Vojislav Seselj a des adeptes au sein de l'armée, et notamment parmi les officiers qui ont combattu en Croatie et en Bosnie et qui n'ont pas l'intention de renoncer à ce qu'ils ont « défendu » ou « conquis » au nom de la Grande Serbie, qui était apparemment l'objectif de l'armée yougoslave. C'est



MARILYN MONROE

ENFIN LA VÉRITÉ

« Avec Donald Spoto beaucoup de rumeurs sont dissipées... il a pris le temps de mener son enquête aussi loin qu'il le pouvait et il a eu accès à des documents secrets ou totalement inédits. » MICHEL CONTAT - Le Monde

PRESSES DE LA CITE



## EUROPE

## ALLEMAGNE

## Un débat houleux a précédé l'adoption par le Bundestag du texte restreignant le droit d'asile

Le quartier gouvernemental à Bonn était, mercredi 26 mai en état de siège, par crainte des manifestations contre l'adoption par le Bundestag du compromis élaboré par la majorité et le Parti social-démocrate (SPD) pour réformer le droit d'asile politique. Le projet devait sans difficultés obtenir la majorité requise des deux-tiers des députés.

BONN

de notre correspondant

Le débat parlementaire s'est ouvert en début de matinée par une discussion houleuse entre les Verts, les anciens communistes du PDS et la droite sur le droit de manifestation dans le périmètre de protection du Parlement. Dès 9 heures du matin, les abords du Bundestag étaient bouclés par la police, qui avait mobilisé pas moins de 4000 hommes pour en assurer la sécurité.

La réforme de la Constitution en matière de droit d'asile fait suite à un long débat passionnel engagé, il y a plus de deux ans, sous la présidence d'un nombre croissant de demandeurs arrivant d'Europe de l'Est. Divers mouvements, allant des Verts à l'extrême gauche,

avaient appelé leurs militants à venir une dernière fois protester à Bonn contre ce qu'ils considéraient comme la fin du droit d'asile en Allemagne.

400 000 demandeurs en 1992

Pancartes et banderoles, brandies par les manifestants, portaient le deuil de l'article 16 de la Loi fondamentale allemande, qui stipulait jusque-là - généralement - que « les personnes poursuivies pour raison politique ont le droit d'asile » en RFA. Dénonçant l'attitude du SPD, le quotidien *Die Tageszeitung*, proche des Verts, avait publié en première page les portraits de tous les dirigeants sociaux-démocrates, à commencer par Willy Brandt, qui n'avaient dû leur salut sous le régime nazi qu'à leur fuite à l'étranger.

Mardi soir, l'adoption de la réforme constitutionnelle ne faisait plus de doute. Dans le camp de la coalition gouvernementale, où les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl et la CSU bavaroise s'étaient fait les porte-drapeaux de la réforme, les défections à attendre du côté du Parti libéral (FDP) se

comptaient sur les doigts d'une main. A l'issue d'une dernière discussion, les députés sociaux-démocrates ont approuvé, mardi, par 133 voix contre 96 le compromis laborieusement négocié l'année dernière avec les formations de la coalition au pouvoir. Soixante voix SPD suffisaient cependant à assurer la majorité des deux-tiers requise pour tant de réforme constitutionnelle. Ce vote avait été précédé d'un baroud d'honneur des députés de l'aile gauche du SPD qui dénonçaient la « compromission » de ses dirigeants et tentaient d'obtenir un rejet de la réforme. La direction du groupe parlementaire avait engagé sa responsabilité en affirmant que le compromis n'était pas modifiable et qu'un rejet par le SPD entraînerait sérieusement sa crédibilité de parti de gouvernement auprès de l'électorat. A un an des élections législatives, le nombre toujours croissant d'immigrés clandestins demandant à bénéficier de l'asile, qui a atteint 400 000 l'année dernière, a poussé à un réalisme. Gerhard Schröder et Rudolf Scharping, les deux principaux candidats à la présidence du SPD, ont défendu le compromis.

Le point le plus controversé de la réforme prévoit l'adjonction à l'article 16 existant d'un second paragraphe énonçant que les per-

sonnes arrivant en Allemagne en provenance d'un pays de la Communauté européenne ou d'un pays tiers respectant les conventions internationales en matière de réfugiés « ne bénéficient pas du droit d'asile » et restreignant les possibilités de le demander pour les ressortissants de pays jugés « sûrs » en matière de respect des droits de l'homme.

HENRI DE BRESSON

Un néo-nazi relâché par un tribunal de Munich. - Ewald Althaus, vingt-sept ans, l'un des chefs de file des néo-nazis allemands, a été relâché, mardi 25 mai, par un tribunal de Munich devant lequel il comparait pour avoir « exprimé des doutes » sur la réalité du génocide des juifs par les nazis. Ces propos, diffusés en 1992 par la télévision publique, ont été jugés « recevables » par le juge Florian Schenk, et ne relèvent donc pas, selon lui, de la loi allemande qui punit la propagation de thèses « négationnistes » sur l'Holocauste. Ewald Althaus avait déjà organisé plusieurs congrès « révisionnistes » auxquels avaient participé les principaux défenseurs de ces thèses en Europe. - (AFP)

## POLOGNE : tension sociale et politique

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Suchocka à l'épreuve d'une motion de censure

La tension sociale et politique est remontée, ces dernières semaines, en Pologne, où plusieurs catégories de travailleurs, en particulier les enseignants et le personnel hospitalier, refusent les restrictions budgétaires imposées par la réforme économique. Le syndicat Solidarité a organisé des arrêts de travail diversifiés et a fait déposer par son groupe parlementaire une motion de censure contre le gouvernement minoritaire. Elle devait être présentée, jeudi 27 mai, pour être mise au vote le lendemain.

Le ministre polonais de la défense, Janusz Onyszkiewicz, vient de faire une concession à haute teneur symbolique à l'opinion publique : contrairement à la plupart de ses collègues du gouvernement ou du Parlement, il ne se déplace ni en Lancia ni en Mercedes mais dans une simple Pologne de fabrication locale. L'économie est peut-être moins évidente qu'il n'y paraît, car la Pologne consomme plus d'essence et requiert un entretien fréquent, mais le Polonais moyen, qui vit très mal les nouvelles difficultés causées par la transition économique, sera sans doute sensible à cette attention. Le ressentiment social en ce moment en Pologne est tel que l'acquisition récente par le président de la Diète, Wiesław Chrzanowski, d'une Mercedes blindée a provoqué un tollé dans la presse.

Le moment était particulièrement mal choisi : les enseignants et le personnel hospitalier observent depuis le 5 mai des grèves tournantes à travers le pays pour protester contre les restrictions budgétaires et demander des augmentations de salaire. Alors qu'une petite minorité commence à s'enrichir en Pologne grâce à un secteur privé en pleine expansion, ces catégories de salariés sont particulièrement dévalorisées avec des salaires dégringolés en-deçà de la moyenne européenne. La grève des enseignants a notamment provoqué le report des épreuves du baccalauréat dans certaines académies.

C'est un nouveau test pour le premier ministre, Hanna Suchocka, qui, depuis sa prise de fonction il y a dix mois, a réussi à tenir tête aux autres conflits sociaux graves dans l'industrie automobile et minière. Les contraintes des accords passés avec le Fonds monétaire international, qui lui interdisent un déficit budgétaire supérieur à 5 % du PNB, l'empêchent de céder aux exigences de Solidarité. Lundi 17 mai, M<sup>me</sup> Suchocka a jugé l'heure suffisamment grave pour prendre la parole à la télévision et mettre en garde ses compatriotes contre tout « dérapage » social au moment où les efforts entrepris depuis trois ans « commencent à porter leurs fruits ». « Les transfor-

mations profondes s'accompagnent toujours de conflits, a-t-elle déclaré, il faut poursuivre ces réformes. Le gouvernement, quel qu'il soit, devra le faire ».

En fait, Solidarité - qui n'a jamais retrouvé la puissance syndicale de 1980-1981 et, avec deux millions de membres, compte aujourd'hui moitié moins d'adhérents que l'OPZZ, ex-centrale syndicale communiste - hésite à provoquer l'épreuve de force qui risquerait de révéler sa faiblesse et ses divisions. C'est donc sur le terrain politique que le syndicat a décidé d'affronter le gouvernement ; les députés élus sous l'étiquette Solidarité en 1991 ont déposé une motion de censure contre le gouvernement à la Diète, où le cabinet de coalition de M<sup>me</sup> Suchocka ne dispose que de 177 sièges sur 460.

## Elections anticipées ?

Plusieurs groupes parlementaires de droite ont déjà fait savoir qu'ils voteraient contre le gouvernement le 28 mai, et il ne reste plus à Hanna Suchocka qu'à compter sur les votes du parti de la Gauche démocratique, c'est-à-dire l'ex-Parti communiste, pour sauver sa tête. Mais elle a déjà fait savoir qu'elle ne céderait pas sur le budget et la Gauche démocratique pourrait choisir de s'abstenir. Cette motion de censure pourrait donc déboucher, soit sur un remaniement ministériel, soit, à terme, sur des élections législatives anticipées, une hypothèse de plus en plus fréquemment avancée ces temps-ci à Varsovie. Il faudrait toutefois attendre pour cela que le Sénat ait voté à son tour la nouvelle loi électorale déjà adoptée par la Diète, qui, en introduisant un seuil minimal de 5 % des voix, permettra à la Pologne d'avoir un Parlement « normal » et non plus émié.

M<sup>me</sup> Suchocka s'alignerait sans doute avoir un peu plus de temps devant elle, alors qu'elle a réussi, en moins d'un an, à rétablir la Pologne sur les rails de la réforme en passant quelques écueils importants, comme celui de la loi sur les privatisations dites de masse, finalement adoptée début mai après avoir été remaniée.

C'est aussi, semble-t-il, l'avis du président Lech Wałęsa, qui lui a prêté main-forte récemment : redevenant le chef du syndicat Solidarité, il a assuré qu'il « ne permettrait pas qu'on mette le feu à la Pologne ». « Le pays a besoin de stabilité, le gouvernement aussi », a-t-il encore dit, avant d'ajouter, dans une interview à l'agence PAP : « Dans de telles circonstances, avec un tel Parlement, avec ces compétences et cette immense tâche, aucun autre gouvernement n'aurait pu faire mieux que celui de Hanna Suchocka. »

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Le salaire moyen annuel est de 3,6 millions de zlotys, soit environ 120 F.

## ITALIE : ancien président du conseil

## Ciriaco De Mita fait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds

L'ancien président du conseil démocrate-chrétien Ciriaco De Mita, qui avait dirigé le gouvernement italien de 1988 à 1993, fait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds destinés, à l'origine, à venir en aide aux victimes d'un tremblement de terre en 1980. Après, Giulio Andreotti, Arnaldo Forlani, Bettino Craxi et Giovanni Goria, M. De Mita est le cinquième ancien chef de gouvernement à être mis ainsi sur la sellette. Selon l'agence Ansa, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, Elvino Pastorelli, directeur général de la défense civile, aurait été également mis en cause. Trois autres personnes n'ont déjà été arrêtées pour être intervenues, à l'investigation, semble-t-il, de M. De Mita et Pastorelli, auprès de chefs d'entreprise pour leur conseiller d'engager certaines personnes sous peine de perdre des contrats publics.

D'autre part, la justice italienne a ouvert le 18 mai une enquête préliminaire contre le numéro deux de Fiat, Cesare Romiti, afin de savoir s'il est au non compromis dans l'affaire des pots-de-vin aux partis politiques. Cette enquête tend également à déterminer si le directeur général du groupe de Giovanni Agnelli était informé des faits répréhensibles que les magistrats imputent à plusieurs dirigeants de filiales de Fiat. Depuis le début de l'opération anti-corruption « Mani pulite » (mains propres), le groupe automobile est l'un des plus touchés par les enquêtes des magistrats. La direction de Fiat, à Turin, se refuse à tout commentaire.

Enfin, de nouvelles informations judiciaires ont été divulguées cette semaine contre Bettino Craxi (PSI) et l'ancien ministre des postes et télécommunications, Oscar Mammì (républicain). - (AFP, Reuters, AP)

## ROUMANIE

## Plusieurs ministres sont accusés de corruption

BUCAREST

correspondance

Après plusieurs semaines d'une campagne de presse intense, qui a ébloué plusieurs ministres en poste, le président Iliescu a finalement réagi, lundi 24 mai, en lançant un appel à la mobilisation contre la corruption. L'événement à l'origine de cette campagne, passé dans un premier temps inaperçu, s'est produit fin avril, quand tous les yeux étaient fixés sur la libération imminente des prix et les menaces de grève générale. Le général Gheorghe Florica, le chef de la garde financière qui venait d'être relevé de ses fonctions, a alors remis à une commission parlementaire un dossier accusant de corruption plusieurs ministres du gouvernement Vaccariu, dont ceux des finances et de

l'intérieur, ainsi que le secrétaire général du gouvernement.

La tension sociale une fois retombée, le scandale Florica a pris sa pleine mesure. Depuis la mi-mai, la presse, toutes tendances confondues, titre sur des cas plus ou moins avérés de corruption, n'obligeant finalement le président à lancer cette opération « mains propres », version roumaine. Il a appelé « toutes les institutions du pays chargées de l'ordre public à conjuguer leurs efforts pour rechercher et sanctionner toutes les personnes impliquées dans des cas de corruption (...) indépendamment des fonctions qu'elles occupent ». Aucune incrimination n'est encore venue confirmer les accusations lancées par l'ancien chef de la garde financière. En revanche, la « procureure » générale (parquet) de Bucarest s'est saisie des dossiers abordés par le général Florica.

CHRISTOPHE CHATELOT

## TURQUIE : trente-trois militaires tués

## Une sanglante attaque des rebelles kurdes menace le processus de paix

Deux mois après le début du cessez-le-feu unilatéral annoncé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) les espoirs de mettre fin au conflit qui déchire le pays depuis 1984 étaient encore permis. Mais l'attaque sanglante qui a causé la mort, lundi 24 mai, de trente-cinq personnes, dont trente-trois militaires turcs (le Monde du 26 mai), menace de faire dériver le processus de paix.

ISTANBUL

de notre correspondante

Les détails des événements demeurent confus. Selon le super-préfet de la région sous état d'urgence, Unal Erkan, une quarantaine de véhicules ont été interceptés par des combattants kurdes à un barrage dans la province de Bingöl, lundi 24 mai, en début de soirée. Les militants kurdes auraient ensuite pris à part une cinquantaine de personnes, pour la plupart de jeunes recrues en civil qui regagnaient leur unité, avant d'ouvrir le feu. La découverte, le lendemain matin des corps de trente-trois soldats et de deux civils a soulevé la consternation en Turquie.

Les autorités n'ont pas expliqué pourquoi ces soldats en civil circu-

laient sans escorte dans une région dangereuse, à la tombée de la nuit. Dans un communiqué publié en Allemagne, le PKK affirme que les séparatistes kurdes avaient, en fait, riposté à une attaque lancée par les forces armées et qu'il détenait quinze « prisonniers de guerre, dont un lieutenant et plusieurs espions civils ».

« Zeki sans doigts »

Or, c'est également lundi soir que le Conseil national de sécurité s'était réuni à Ankara, peu après l'attaque, et avait décidé d'accorder une amnistie partielle aux repentis du PKK. Cette décision ne pouvait satisfaire les revendications des Kurdes de Turquie, mais elle indiquait que les autorités souhaitent encourager une certaine détente.

L'embuscade a cependant fourni aux « faucons » l'excuse qu'ils attendaient, et la décision d'amnistie a immédiatement été suspendue. « Nous l'avons bien dit, a déclaré le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin, cette période de solidarité cessez-le-feu n'était qu'une préparation. Le Sud-Est anatolien sera débarrassé de ces terroristes dès que possible. » Les forces armées ont rapidement lancé une vaste opération, survolant la région avec des hélicoptères de combat :

dix militants du PKK ont été tués mardi.

L'attaque brutale des militants kurdes semble également avoir pris de cours les représentants du PKK en Europe qui se sont abstenus de tout commentaire pendant de longues heures. Leur silence a alimenté des rumeurs selon lesquelles l'attaque avait été lancée par un groupe de dissidents du mouvement, dirigé par « Zeki sans doigts », le commandant de la région « Amed ».

Outre le communiqué rejetant la responsabilité de l'attaque sur les forces turques publiées mardi en fin de journée, le PKK a annoncé à Beyrouth cinq conditions pour la poursuite du cessez-le-feu : levée de l'état d'urgence, arrêt immédiat des opérations contre les Kurdes, reconnaissance de l'identité kurde, abolition de la torture et libération des détenus.

« Si le PKK avait révoqué le cessez-le-feu, Abdullah Ocalan (dirigeant du PKK) l'aurait annoncé publiquement », a déclaré M. Sirri Sakik, député kurde de l'Assemblée nationale, en déplorant cette attaque. M. Sakik, frère du commandant « Zeki », faisait récemment partie d'une délégation de parlementaires kurdes ayant rendu visite, à Damas, à M. Ocalan qui, selon lui, permit d'établir à maintes reprises le cessez-le-feu, malgré la poursuite des opérations de l'armée.

Depuis le début de la trêve, le

20 mars dernier, le PKK avait cessé ses attaques et un calme relatif régnait dans la région. Le cessez-le-feu « conditionnel » avait été renouvelé « indéfiniment » en avril, Abdullah Ocalan indiquant alors qu'il attendrait juillet pour évaluer la situation. Mais les forces turques de sécurité ont poursuivi les razzias, causant la mort, selon la Fondation turque des droits de l'homme, d'au moins quatre-vingt-dix combattants kurdes. Une grande « campagne de printemps » pour anéantir le PKK avait été suspendue après le 20 mars, mais il est désormais fort probable qu'elle sera lancée prochainement.

NICOLE POPE

Le Monde des DEBATS

## LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende.

Numéro de mai 1993 - 30 F



## AMÉRIQUES

**GUATEMALA : dissolution du Parlement et suspension des garanties constitutionnelles**

### Le président Serrano invoque « un chantage des mafias de la drogue » pour justifier son « coup d'Etat civil »

Le gouvernement américain a « vigoureusement » condamné les « moyens non démocratiques » employés mardi 25 mai par le président guatémaltèque, Jorge Serrano, qui a annoncé la dissolution du Parlement et de la Cour suprême, suspendu les garanties constitutionnelles et décidé de gouverner par décret jusqu'à l'élection, d'ici deux mois, d'une Assemblée constituante. Washington, qui envisage de suspendre une partie de son aide à ce pays, et l'Organisation des états américains (OEA) ont demandé la retour à l'Etat de droit. M. Serrano a justifié son « autogolpe » en invoquant notamment la nécessité de lutter contre le trafic de drogue et contre la corruption croissante au sein de l'administration.

Le chantage des trafiquants qui ont investi l'Etat, la justice, l'entreprise privée et la presse, a ajouté M. Serrano, qui a reconnu que « l'armée appuyait » sa décision. Il a soutenu que « plusieurs commandants militaires étaient de plus en plus préoccupés par le niveau de déstabilisation provoqué par les événements violents survenus la semaine dernière dans les rues de la capitale à la suite de notre victoire aux élections municipales du 9 mai » (la petite formation politique du président, le Mouvement d'action solidaire, MAS, a largement dominé le scrutin, qui a été cependant marqué par un taux d'abstention de 70 %).

Des affrontements avaient en effet opposé, au cours des quinze derniers jours, les forces des milices secondaires aux forces de l'ordre. La mort d'un manifestant, tué par la garde du corps d'un député démocrate-chrétien, avait encore aggravé la tension. Des barricades avaient été dressées dans certaines avenues et plusieurs autobus incendiés.

L'ancien ministre reconnaît la validité des arguments de M. Serrano à propos de la corruption qui a envahi le Congrès et la justice, mais, ajoute-t-il, le président n'aurait pas dû d'instaurer un régime d'exception, former un nouveau gouvernement en invitant les deux principaux partis, la Démocratie-chrétienne et l'Union nationale du centre (UNC), à participer à l'élaboration d'une politique d'union nationale pour sortir le pays de la crise et mener à bien les négociations avec la guérilla.

Il reste, reconnaît M. Serrano, que la décision de M. Serrano pourrait, comme au Pérou, trouver des appuis dans des secteurs importants de la société, en particulier dans les milieux populaires qui ne sont pas organisés politiquement et sont choqués par la « norme corruption au sein de la classe politique ».

Bertrand de la Grange

#### MEXICO

de notre correspondant

Dans un entretien accordé mardi 25 mai à une chaîne de télévision mexicaine, le président guatémaltèque, Jorge Serrano, a affirmé qu'il avait décidé quelques heures plus tôt de suspendre « temporairement et partiellement » la Constitution « pour mettre fin au chantage des mafias de la drogue et à la corruption croissante au sein de l'administration ».

#### Profond malaise social

La révolte des étudiants est sans aucun doute un des symptômes du profond malaise social provoqué par l'aggravation des conditions de vie des secteurs populaires, durablement touchés par l'augmentation des prix et par les restrictions budgétaires. Mais elle s'inscrit aussi dans une stratégie mise au point par la guérilla qui, simultanément, a multiplié ses opérations militaires dans plusieurs régions du pays au moment où les négociations

## ÉTATS-UNIS

### Le scandale du service des voyages de la Maison Blanche tourne à la confusion de l'équipe Clinton

La Maison Blanche a annoncé, mardi 25 mai, qu'elle revenait partiellement sur une mesure administrative annoncée la semaine dernière : le licenciement du personnel du service des voyages de la présidence. Cette mesure avait, au fil des jours, pris une allure de plus en plus embarrassante pour l'équipe Clinton.

#### WASHINGTON

de notre correspondant

Parmi les conseillers du président, ils sont les plus en vue. Parce qu'ils sont jeunes, ils devaient incarner ce que voulait être la nouvelle administration : une machine plus directe, plus ouverte, de l'ère de la politique. Ils furent, un temps, la coqueluche de Washington. Ils passent aujourd'hui pour des amateurs, auteurs d'une monnaie de bronze que la presse a surnommée le *travelgate* qui vient miner un peu plus l'image déjà malmenée du président Clinton.

Le chef de la communication de la Maison Blanche, George Stephanopoulos, et son adjoint, Dee Dee Myers, porte-parole, se sont vu vertement réprimandés pour avoir voulu utiliser le FBI - la police fédérale - à des fins politiques. Accusation grave. D'une certaine manière, elle rappelle les agissements du républicain Richard Nixon du temps où il cherchait à « couvrir » le cambriolage, qu'il avait commandité, de

quartier général démocrate dans le fameux immeuble du Watergate. L'ampleur de l'affaire n'est évidemment pas la même. Mais le correspondant de CBS observait que « *travelgate* n'est pas *Watergate* ». Certes, mais *travelgate* est venu confirmer l'impression d'une Maison Blanche dirigée par des jeunes gens passablement incompétents, portés aux « copinages » politiques les plus douteux, ayant mal fait la transition entre la campagne électorale et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Tout commence il y a une semaine lorsque M. Myers annonce que la Maison Blanche a soudainement décidé de licencier les sept personnes chargées du service des voyages de la présidence depuis une dizaine d'années. Elles organisaient les déplacements des membres du cabinet, des journalistes couvrant tous les déplacements du président. M. Myers cite un audit comptable loquace de la présidence, réalisé par une firme privée pour rationaliser la gestion de la Maison Blanche. L'audit ferait apparaître de graves irrégularités financières dans les comptes du service des voyages. Pour faire bonne mesure, la porte-parole ajoute que le FBI pourrait demander à regarder le dossier, ce qu'un représentant de la police fédérale confirme.

Entre-temps, M. Stephanopoulos et M. Myers, dont tous les points de presse sont dominés par « l'affaire », doivent avouer que le service des voyages était depuis longtemps convoité par des proches de M. Clinton : Catherine Corneliou (vingt-cinq ans), ancienne cousine du président, ancienne collaboratrice d'une agence de voyages de l'Arkansas qui finança une partie de la campagne électorale, et un des plus vieux amis de Bill Clinton, le producteur de télévision Harry Thompson, qui, comme par hasard, possède aussi une compagnie d'avions charter fort intéressée par le marché des voyages présidentiels. Ni M. Corneliou ni M. Thompson, tous deux disposant de bureaux à la Maison Blanche, ne sont étrangers à la décision de licencier le personnel des voyages.

L'effet est catastrophique dans la presse, qui accuse l'équipe Clinton d'indécence, et probablement aussi dans l'opinion. Voilà une Maison Blanche démocrate qui se voit un modèle d'austérité et de vertu et qui se comporte comme une « république des copains » peu scrupuleuse. L'affaire

tourne au fiasco. C'est là que M. Stephanopoulos, M. Myers et d'autres collaborateurs de la Maison Blanche, commencent, sur la défensive, une grosse bataille politico-juridique.

#### Une tentative de manipulation du FBI

Il s'agit d'un porte-parole du FBI et lui demandent de publier une déclaration plus mesurée laissant entendre que le personnel du service des voyages pourrait fuir l'objet d'une enquête pour comportement criminel. L'objectif est clair : il s'agit de jeter le limogeage des sept fonctionnaires du service, en nourrissant leur réputation, afin de faire oublier M. Corneliou et M. Thompson (la cousine et le oncle du président). La manœuvre est découverte par la presse, produit un effet plus négatif que positif sur l'image de la Maison Blanche : du fiasco, on passe au désastre.

Car cette malheureuse initiative est, en plus, contraire à toutes les règles de procédure qui veulent que le FBI ne puisse être sollicité

qu'à la seule demande du ministre de la justice. L'attorney général, M. Janet Reno, qui a son franc parler et l'esprit indépendant, ne s'est pas fait prier pour le rappeler à tous ces jeunes gens de la Maison Blanche. Pensez, la mine défaits, ayant dû répondre à cent dix-sept questions de la presse sur le *travelgate* au briefing de mardi, M. Stephanopoulos a reconnu qu'il avait commis une « erreur » en demandant cette intervention du FBI.

La Maison Blanche a fait marche arrière. Elle a annoncé qu'elle revenait sur le licenciement de cinq des sept personnes du service des voyages limogées la semaine dernière. Elle a ordonné une enquête interne sur l'ensemble de l'affaire. M. Clinton a fait savoir qu'il ignorait presque tout de *travelgate*, déclaration qui a été accueillie avec scepticisme et a augmenté le gommé l'impression d'une Maison Blanche mal dirigée, flottante, sans forte personnalité à la barre.

Alain Frachon

## CANADA : dans le Grand Nord

### Un accord prévoit la création d'un territoire des Inuit

Le premier ministre canadien Brian Mulroney a officiellement signé mardi 25 mai à Inukjuat, sur l'île de Baffin (Territoires du Nord-Ouest), un accord ouvrant la voie à la création du Nunavut, nouveau territoire du Grand Nord canadien où habitent 17 500 Inuits (Esquimaux). L'accord modifiera la carte du Canada - pour la première fois depuis 1949, date de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération - en divisant les Territoires du Nord-Ouest (un tiers de la surface du Canada) pour créer d'ici à 1999 un nouveau territoire de 2,2 millions de kilomètres carrés dans l'Arctique.

Représentant 80 % de la population du futur territoire, les Inuits se verront transférer les titres de propriété sur 350 000 kilomètres carrés de terre, le gouvernement fédéral leur octroyant également certains droits d'exploitation du sous-sol et des redevances

miotères. Les Inuits renoncent à toute revendication territoriale sur le reste du Nunavut qui demeure propriété du gouvernement fédéral, lequel leur accordera des compensations financières de plus d'un milliard de dollars américains sur quatre ans à partir de la date de création du territoire. (AFP)

John Savage nouveau premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Le Parti libéral a remporté mardi 25 mai la majorité absolue des voix aux élections législatives dans la province de la Nouvelle-Écosse, dans l'est du Canada, portant son chef John Savage, soixante et un ans, à la tête du gouvernement provincial. Les électeurs de la Nouvelle-Écosse ont accordé 40 sièges de députés sur 52 au Parti libéral, l'assurant d'une large majorité face au Parti conservateur au pouvoir depuis quinze ans dans la province. (AFP)

## PROCHE-ORIENT

**ÉGYPTE : psychose de l'attentat**

### Des soldats ont tiré par mégarde sur un car de touristes

#### LE CAIRE

de notre correspondant

C'est à cause d'une « bavure » commise par des militaires que cinq touristes - trois Australiens, un Anglais et une Hollandaise - ont été légèrement blessés, mardi 25 mai, près d'Abou Simbel, dans l'extrême sud de l'Égypte. Les premières informations avaient indiqué qu'il s'agissait d'un attentat (le Monde du 26 mai). Le car qui transportait les touristes a pris par erreur une route se trouvant en zone militaire. Les soldats de garde ont ouvert le feu sur le car qui, selon eux, a refusé de s'arrêter au barrage. Un lieutenant et trois soldats ont été déferés devant le parquet militaire, tandis qu'un porte-parole du ministère du tourisme exprimait les « regrets » du gouvernement.

L'incident a été accueilli avec amertume par les voyageurs, qui espèrent que la cessation, depuis deux mois, des attentats contre les touristes, entraînerait une reprise de leur industrie. Les extrémistes musulmans de la Jamaa Islamiya semblent en effet avoir changé de tactique, depuis la fin du mois mars, en s'attaquant aux hauts responsables de l'Etat et de la police. Selon la presse égyptienne, depuis l'attentat qui a tué sept morts et non vingtaine de blessés près d'un commissariat au Caire le 21 mai, six engins explosifs de fabrication artisanale ont été démantelés au Caire, à Damiette dans le delta du Nil, mais aussi à Hourgada, une station balnéaire sur la mer Rouge.

Cette vague de terrorisme provoque une véritable psychose et tout

objet suspect est dénocté à la police. Malgré l'arrestation de quelques centaines d'extrémistes musulmans présumés en trois jours, une bonne partie de l'opinion publique estime les mesures gouvernementales insuffisantes. « Qu'est-ce qu'on attend pour les pendre ? », cotent-on de plus en plus souvent à propos des sectes islamistes condamnées à mort - dont sept par courroux, - par des tribunaux militaires depuis décembre dernier.

Dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme musulman et l'islamisme en général, le gouvernement a retiré la licence de publication à l'hebdomadaire *Al Ousra al Arabiya* (la famille arabe) devenu depuis quatre semaines l'organe officiel de la confrérie des Frères musulmans.

Alexandre Bucciantti

Amnesty International dénonce de graves violations des droits de l'homme. Dans un rapport publié mardi 25 mai, Amnesty International exhorte le gouvernement égyptien à « agir sans délai pour mettre un terme à la dégradation constante de la situation des droits de l'homme dans le pays ». Amnesty relève « un nombre alarmant » de militants islamistes tués alors qu'ils tentaient d'échapper à leur arrestation. « Outre les homicides, la situation se caractérise également par des vagues d'arrestations, par des recours à la torture, par des procès politiques inéquitables et par des condamnations à mort », ajoute Amnesty, qui accuse par ailleurs « les groupes armés d'opposition » d'une longue série d'homicides délibérés et arbitraires depuis la mi-92.

#### IRAK

### L'aviation iranienne a bombardé des bases des Moudjahidins du peuple

L'aviation iranienne a effectué, mardi 25 mai, trois raids contre deux bases, soixante-dix kilomètres au sud de Téhéran, l'organisation des Moudjahidins du peuple.

Selon le président du Parlement iranien, Ali Akbar Nategh-Nouri, ces bombardements sont une réponse à une série de « sabotages récents ou Khoushistan » en Iran, menés par des commandos des Moudjahidins venus d'Irak et dont plusieurs membres ont été « tués ou arrêtés ». « Ce n'est pas la première fois que les Moudjahidins viennent nous porter des coups et se retirent en territoire irakien. Si nous attrapons les Moudjahidins en Iran, nous les libérons chez nous, s'ils franchissent la frontière, il est naturel que nous les poursuivions », a dit M. Nategh-Nouri.

Les Moudjahidins ont précisé de leur côté que l'un des raids a visé une de leurs bases à Adnan, à près de 90 kilomètres de la frontière. Deux autres raids ont visé un camp à Jaloula, au nord-est de Bagdad et à quelque 30 kilomètres de la frontière iranienne. Selon un porte-parole des Moudjahidins, ces bombardements ont fait des « blessés parmi la population civile irakienne ».

L'Irak a officiellement protesté auprès du chargé d'affaires iranien

à Bagdad, soulignant qu'il avait « le droit de prendre toutes les mesures appropriées pour défendre son espace aérien, son intégrité territoriale et la sécurité de ses citoyens », et le droit « conformément aux lois internationales, d'être totalement indemnisé pour les dégâts subis ». Selon Bagdad, un dispensaire, deux réservoirs de produits pétroliers, deux maisons et un tracteur ont été endommagés et des câbles électriques ont été coupés.

Le département d'Etat américain a appelé les deux pays à respecter « la résolution 598 du Conseil de sécurité qui a servi de base au cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak ». A Paris, le ministère des affaires étrangères a rappelé que « la France est attachée au respect des frontières internationales reconnues » et que « si des violations dans un sens étaient avérées, cela ne saurait justifier qu'il y ait dans l'autre sens ».

En avril 1992, les Iraniens avaient déjà bombardé des positions des Moudjahidins en Irak et, cette année, ils avaient, après une longue interruption, attaqué de nouveaux camps de Kurdes iraniens installés eux aussi dans le nord de l'Irak (le Monde du 18 mars). (AFP)

## EN BREF

**CAMEROUN** : une dizaine de morts lors d'affrontements entre des Frelus et des habitants de Mbanga-Rey, dans la province du Nord, ont fait récemment une dizaine de victimes et de nombreux blessés, a-t-on appris, mardi 25 mai, de diverses sources concordantes à Yaoundé. Trois cents hommes armés avaient fait le siège de la localité afin d'en destituer le plus d'un milliard de dollars américains sur quatre ans à partir de la date de création du territoire. (AFP)

**COTE-D'IVOIRE** : un prêtre français tué par des cambrioleurs. Le principal du collège catholique Saint-Viateur de Bouaké, à 300 kilomètres au nord d'Abidjan, a été tué par balles, dimanche, par des malfaiteurs qu'il venait de surprendre en flagrant délit de cambriolage. Le décès du père Chomienne porte à trois le nombre de prêtres français tués par balles en Côte-d'Ivoire depuis mars 1992. (AFP, Reuters)

**HAÏTI** : les Etats-Unis envisagent un renforcement des sanctions. « Déçu » du rejet, par les autorités haïtiennes, d'une proposition visant à envoyer une force de police internationale en Haïti, les Etats-Unis discuteront d'un durcissement des sanctions contre Port-au-Prince avec les autres pays de la zone, a indiqué, mardi 25 mai, le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. Les deux parties en conflit dans la crise haïtienne - le président renversé Jean-Bertrand Aristide d'une part, et les militaires et le premier ministre Marc Bazin de l'autre - ont rejeté l'idée de cette force qu'ils considéraient comme une ingérence dans les affaires de leur pays. (AFP, UPI)

**MAROC** : prochaine visite d'Alain Juppé. Le ministre français des affaires étrangères se rendra à Rabat, vendredi 28 et samedi 29 mai. Alain Juppé, dont c'est le premier déplacement dans un pays arabe depuis sa nomination, doit notamment rencontrer le roi Hassan II et le premier ministre.



## Le gouvernement de Phnom-Penh et les partisans du prince Sihanouk se rapprochent

# La Chine en marche vers le capitalisme

# AFRIQUE

## L'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain met en péril le processus de négociations

## Deuxième journée de manifestations à Lhassa

**FRANCIS DERON**

o Libération d'un important dissident. - Le dissident du « premier printemps » de Pékin » (1979) Xu Wenli, qualifié par les autorités chinoises de « prisonnier spécial numéro un », a été libéré mardi 23 mai. Il avait été maintenu en isolement pendant l'essentiel d'une détention de douze ans et sa libération avait été annoncée comme imminente il y a quelques jours (*le Monde* date 23-24 mai). Xu Wenli, quarante-neuf ans, électricien de métier, avait été éconduité à quinze ans de prison. Il avait publié sur le « mur de la démocratie » un journal, *Forum du 4 avril*, qui plaçait pour des réformes politiques. - (Ruxter.)

□ **NIGÉRIA** : plusieurs dizaines de morts dans un accident d'autobus à Lagos. - Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans un autobus tombé d'un pont, mercredi

□ **ZAMBIE** : levée de l'état d'urgence. — Le président zambien Frederick Chiluba a annoncé, mardi 25 mai, la levée de l'état d'urgence, qui avait été décrété le 4 mars dernier après la publication par la presse d'un projet de campagne de désobéissance civile, attribué à l'ancien parti unique (UNIP) et visant à renverser le gouvernement. M. Chiluba a estimé que la mesure avait « atteint son objectif ». — (AFP)

L'équipe de M. De Klerk est, elle aussi, divisée : les modérés plaident la poursuite du processus, les « faucous » prénommant une politique plus radicale. Les pressions d'un cercle de conseillers politiques à rude épreuve — 226 policiers ont été assassinés en 1992, 60 l'ont été depuis le début de l'année — conjuguées à la concurrence d'une extrême droite co voie de regroupement paraissent, pour le moment, avoir eu raison des « colombes » proches du chef de l'Etat. Marc Macmillan, alors que le monde s'attendait à une nouvelle phase de négociations, la mine défilée de Roelf Meyer, ministre du développement constitutionnel, laissait entrevoir que le « camp » favorable aux négociations venait de subir un revers lourd de menaces.



# POLITIQUE

Le projet de révision de la Constitution

## Les sénateurs souhaitent que la nouvelle Cour de justice soit présidée par un parlementaire

Les sénateurs ont commencé, mardi 25 mai, l'examen du projet de loi révisant la Constitution déposé lors de la précédente législature par Pierre Bérégovoy, repris par Edouard Balladur, et qui comporte notamment la réforme de la Haute Cour de justice. Sur ce point, le gouvernement et la majorité UDF-RPR du Sénat s'opposent sur la place qui doit être faite aux magistrats au sein de la nouvelle Cour de justice de la République prévue à l'intention des ministres dont la responsabilité pénale serait mise en cause. Le gouvernement souhaite que cette Cour soit présidée par un magistrat et les sénateurs de droite par un membre du Parlement.

Des travaux préparatoires de commission des lois menés tambour battant, un hémicycle souvent distrait, un gouvernement réduit au ministre de la Justice et au ministre délégué chargé des relations avec le Sénat, la révision constitutionnelle amorcée mardi au Sénat n'a eu que l'on très lointain rapport avec celle qui avait permis, il y a bientôt un an, la ratification du traité de Maastricht. L'enjeu, il est vrai, n'était pas le même. Le président du groupe RPR, Josselin de Rohan (Morbihan), a d'ailleurs estimé que ce n'était pas faire injure au gouvernement que de souligner « la portée peu considérable » de cette révision.

**Les socialistes au secours du ministre de la Justice**

Et revanche, il n'en a pas été de même avec la troisième disposition émise par le texte : la refonte de la Haute Cour de justice. Le projet prévoit de maintenir cette Haute

Cour pour le président de la République et de constituer une Cour de justice de la République pour les ministres, qui pourront y être déférés à la suite de la plainte d'une personne morale.

Soucieux d'une « judiciarisation » de cette procédure délicate, et pour mettre fin à l'impression selon laquelle « les hommes politiques règlent toujours leurs affaires entre eux », M. Méhaignerie a souhaité que la présidence de cette Cour soit confiée à un magistrat, en l'occurrence le premier président de la Cour de cassation. « Si le président est un parlementaire, a expliqué le ministre de la Justice, ce président sera présenté comme étant de la majorité ou de l'opposition, voire de

RPR, de l'UDF, des socialistes ou d'autres ».

Dans un discours très ferme, Charles Jolibois (RI, Maine-et-Loire), rapporteur de ces dispositions, a pris l'exemple du projet de loi. « Pourquoi remettre en cause cette tradition parlementaire ? », s'est-il demandé à propos de cette présidence. Le projet modifie l'équilibre des institutions, les juges parlementaires deviendraient des jurés, avec le risque d'être récusés. Favorable à ce que le président de cette Cour demeure un parlementaire, M. Jolibois a proposé également d'ajouter à la procédure de mise en route de la responsabilité des ministres par des personnes morales un système de « filtre » des

poursuites, et de maintenir la saisine directe par le Parlement lui-même, comme c'est le cas aujourd'hui.

Paradoxalement, le ministre de la Justice a repus sur ce point le soutien des sénateurs socialistes, partisans d'une adoption sans modifications du projet de loi. Pierre Mauroy (PS, Nord) qui a participé aux travaux du comité consultatif pour la révision de la Constitution réuni par le président de la République et dont les conclusions constituent la matière principale du texte de loi, et Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) sont intervenus pour défendre la réforme de la Haute Cour prévue par le texte. « Cette instance doit

être présidée par le premier président de la Cour de cassation », a rappelé M. Mauroy après s'être félicité du fait que le gouvernement se soit décidé à inscrire ce projet de loi à l'ordre du jour du Parlement.

Le texte a évidemment suscité d'autres réserves. Pierre-Christian Taittinger (RI, Paris), Pierre Fauchon (UC, Lot-et-Garonne), Jacques Habert (non-inscrit, Français établis hors de France) ont ainsi redouté un encombrement de la saisine de la Cour de justice de la République, et le « harcèlement » des ministres par des personnes morales. Yves Guéna (RPR, Dordogne) s'est montré pour sa part radicalement hostile au projet de loi dans son ensemble.

**M. Guéna (RPR) :**

**à la limite de l'acceptable**

Il s'en est tout d'abord pris vivement au Conseil constitutionnel. « Nous sommes à la limite de l'acceptable », a-t-il assuré, en dénonçant le lent passage « de la loi contrôlée à la loi jugée (...) la loi supplante par le juge », qui « n'est pas dans notre tradition ». « Que nous restera-t-il, bientôt ? Les groupes d'amitié ? », a-t-il lancé à son auditoire. A propos du CSN, M. Guéna n'a pas été amené à l'égard du ministre. « Vous voulez dépolitiser, vous allez complètement politiser », a-t-il ironisé en critiquant le mode de désignation des magistrats membres du Conseil : le tirage au sort sur la base de listes d'élus. Pour la Haute Cour, le sénateur a poursuivi dans le même registre en indiquant sa préférence pour « le système actuel » plutôt qu'« une réforme bancale ». « La responsabilité pénale des ministres doit rester exceptionnelle », a-t-il dit. La saisine va devenir banale et essentiellement judiciaire. Il ne faut pas banaliser cette procédure. Or, c'est ce que l'on nous propose. « Vous tremblez (...) d'indécision car votre main exerce ce qui a été arrêté par une autre tête avant les élections. De grâce, retirez ce texte que je ne saurais voir », a conclu M. Guéna à l'attention de M. Méhaignerie.

Avant celles de ce garde du temple de l'actuelle Constitution, le projet de loi avait suscité les critiques d'un opposant d'un tout autre ordre, Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui a rappelé l'hostilité persistante des communistes à l'encontre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

GILLES PARIS

La saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables

## Une réforme « facile »... selon Edouard Balladur

Le Sénat « conservateur » : longtemps, l'Assemblée du palais du Luxembourg s'est vantée de cette tradition aussi vieille que la République. Aujourd'hui, elle s'en défend, tout en semblant la respecter. La manière dont elle aborde la discussion de la réforme constitutionnelle le confirme.

Devant un projet proposé par le président de la République, mais qui, de fait, redonne pour l'essentiel les suggestions d'un comité présidé par Georges Vedel — à la composition aussi pluraliste qu'incontestable —, le projet que le gouvernement d'Edouard Balladur a globalement repris à son compte, la droite sénatoriale n'a cherché qu'à défendre ses propres privilèges.

Refuser de dépolitiser entièrement la procédure de jugement des ministres ou anciens ministres pour les crimes et délits fonctionnels, c'est s'interdire de tirer les conséquences d'un des dysfonctionnements mis au jour par l'affaire du sang contaminé. Tenir à ce qu'un parlementaire préside la nouvelle instance de jugement, c'est oublier qu'un élu,

quelques que soient ses qualités, aura du mal à convaincre qu'il peut oublier ses préférences partisans lorsqu'il conduit un procès dans l'écueil sera soit un ami, soit un adversaire politique. Plus grave encore : en exigeant que le Parlement puisse décider de poursuivre un membre du gouvernement alors même que la justice « ordinaire » ne l'aurait pas estimé nécessaire, la droite sénatoriale veut conserver la possibilité, pour une majorité, de régler ses comptes politiques en usant d'une apparence de justice.

**« Pusillanimité » ?**

Le refus du Sénat de permettre aux justiciables de saisir directement le Conseil constitutionnel lorsqu'ils estiment qu'une loi leur est appliquée est contraire à leurs droits fondamentaux traduits aussi une conception archaïque de la prééminence de la volonté parlementaire. Depuis 1958, pourtant, la France s'est engagée, après la plupart des autres grandes démocraties occidentales, sur la voie du contrôle de constitutionnalité des lois. Contrairement, il est vrai, à la tra-

dition née de la Révolution, elle a fini par admettre que la majorité du moment ne peut pas faire ce qu'elle veut, mais doit respecter les grands principes du droit. Seulement, jusqu'à maintenant, le privilège de demander l'abrogation des garanties de la Constitution est réservé aux élus eux-mêmes. Pour aller jusqu'au bout d'un principe affirmé par le général de Gaulle, il reste donc à l'accorder aux citoyens. C'est ce que refuse la droite sénatoriale.

Que nul ne cherche à surmonter ce « veto » est pour le moins curieux. René Manory, président du Sénat, est favorable à la « saisine directe » ; Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, aussi ; Jacques Chirac, devant les représentants des Cours constitutionnelles européennes, le 12 mai, a expliqué qu'il « serait peut-être souhaitable » que soit envisagée, à certaines conditions, la saisine du Conseil constitutionnel par les citoyens ». Edouard Balladur lui-même, qui, pourtant, a demandé à son ministre de la Justice de soutenir le rejet de cette partie de la réforme proposée par François Mitterrand, la soutenait

avant d'être à Matignon. Dans son Dictionnaire de la réforme, il la proposait, affirmant : « La réforme est vraiment facile à concevoir, elle serait facile à décider et à mettre en œuvre ».

Pourquoi, alors, cet entêtement ? Est-ce simplement pour que la droite puisse dire qu'elle ne reprend pas entièrement à son compte les souhaits du président de la République ? Est-ce parce que, la aussi, le premier ministre est obligé de donner des gages à sa majorité parlementaire ? Pourtant, dans son dernier ouvrage, Edouard Balladur, après avoir souhaité une série de réformes institutionnelles — pas fondamentalement différentes de celles proposées par François Mitterrand dans un autre projet que le gouvernement ne veut pas, pour l'instant, inscrire à l'ordre du jour du Parlement, — déclarait : « Depuis des années, chacun évoque à tour de rôle telle ou telle de ces réformes, mais nul n'ose s'y aventurer — par conviction, intérêt ou pusillanimité, — alors qu'elles seraient, à coup sûr, bien accueillies par les citoyens ».

THIERRY BRÉHIER

Dénouant des choix communautaires « criminels »

## M. Séguin refuse d'assister à la conférence des présidents des Assemblées de la CEE

Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, devait se rendre, vendredi 28 et samedi 29 mai à Dublin (Irlande), pour participer à la conférence annuelle des présidents des Assemblées parlementaires de la CEE. Ce déplacement avait été minutieusement préparé. Finalement, M. Séguin n'a pas à Dublin. Le maire (RPR) d'Epinal a annoncé, mardi 25 mai, sa décision inopinée de ne pas assister à cette réunion.

Dans un communiqué, le député des Vosges explique son revirement par « l'aggravation continue de la situation de l'emploi dans son département qui requiert à ses yeux sa présence sur place ». « Les hommes et les femmes qui m'ont élu, souligne M. Séguin, ne comprendraient pas que je ne sois pas avec eux en de telles circonstances. Ils ressentiraient d'autant plus que je paraissais apporter, fût-ce indirectement, ma caution à des choix communautaires constants dans le domaine des relations commerciales internationales, qui sont criminels en termes de chômage et de remise en cause des acquis sociaux ».

Selon l'entourage du président de l'Assemblée nationale, c'est l'an-

nonce du transfert d'une entreprise alimentaire de Golbey vers Reims, provoquant la suppression de plus de cent emplois dans les Vosges, qui aurait provoqué la réaction de M. Séguin. Ces suppressions d'emplois s'ajoutent, en effet, aux pertes qui touchent gravement les secteurs du textile et du bois, principales ressources économiques du département. En toile de fond, la dénonciation des « technocrates bruxellois », qui avait fait la trame du discours anti-Maastricht de M. Séguin pendant la campagne du référendum sur le traité d'Union européenne, fait ainsi sa réapparition. D'une certaine manière, M. Séguin prend date, ou au l'avance, pour les futures élections européennes. Face au gouvernement pro-européen d'Edouard Balladur, il imprime sa marque sur le RPR.

Le président de l'Assemblée nationale sera représenté à Dublin par M<sup>me</sup> Nicole Catala, députée RPR de Paris, vice-présidente de l'Assemblée, qui avait fait campagne également contre le traité de Maastricht.

OLIVIER BIFFAUD

## L'Irlande avec sa voiture : plus on prend le ferry, moins c'est cher. Bizarre, très bizarre.

3 ferries : à partir de 728 F A/R\*



\* par personne, base 5 personnes, voiture comprise, jusqu'au 8 juillet.

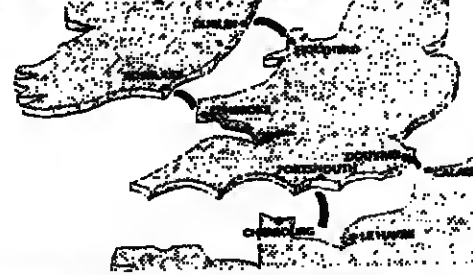
Un trajet en ferry direct, l'autre par la Grande-Bretagne.

Dans un sens (celui que vous voulez), le confort d'une traversée sans escale et d'une vraie croisière entre la France (Le Havre ou Cherbourg) et l'Irlande (Rosslare ou Cork). Dans l'autre, des traversées très courtes : à peine 3 heures 30 entre l'Irlande et l'Angleterre, 1 heure et quart entre l'Angleterre et la France.

**Irlande**

IRISH FERRIES

4 ferries : à partir de 552 F A/R\*



\* par personne, base 5 personnes, voiture comprise, jusqu'au 8 juillet.

Les deux trajets en passant par la Grande-Bretagne.

Vous pouvez choisir les traversées les plus courtes dans un sens : Calais-Douvres (1 heure 15) et Holyhead-Dublin (3 heures 45). Et le chemin des écoliers dans l'autre sens : Rosslare-Pembroke (4 heures 15) et Portsmouth-Cherbourg ou Le Havre (un peu moins ou un peu plus de 5 heures). Ou partir et revenir par le même chemin.

**B&I LINE**

**P&O**  
European Ferries

Renseignements et brochures : 3615 IRLANDE, votre Agent de Voyages ou  
Bennett Voyages  
32, rue du Quatre-Septembre 75002 Paris  
Tel.: (1) 42 46 90 90 - Minitel 3615 IRISH FERRIES  
28, boulevard Haussmann 75009 Paris  
Tel.: (1) 48 01 87 77 - Minitel 3615 BENNETT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
DES LIVRES







Droit d'asile et regroupement familial

# Le Conseil d'Etat critique plusieurs aspects du projet de loi de M. Pasqua sur l'immigration

L'adoption par le conseil des ministres du projet de loi sur l'immigration, prévue mercredi 26 mai, a dû être reportée à huitaine. Le Conseil d'Etat, qui devait rendre son avis sur le texte lundi 24 mai, n'en a pas terminé l'examen. Mais les hauts magistrats ont déjà exprimé plusieurs réserves d'importance sur un projet contesté par les Eglises et les associations de défense des droits de l'homme.

Ce n'est pas une fronde, juste un mouvement de mauvaise humeur, mais il est symbolique. En se donnant le temps d'un examen approfondi du projet de loi sur l'immigration, les magistrats du Conseil d'Etat ont contraint le ministre de l'Intérieur à reporter d'une semaine le lancement d'un texte qui, contrairement au code de la nationalité, ne prétend pas favoriser l'intégration mais contrôler strictement les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

L'ampleur et la complexité du projet sont telles que douze heures de délibérations en assemblée générale, lundi 24 mai, venant après une autre journée de discussions, le

vendredi précédent, par la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, n'ont pas suffi à en venir à bout. Une autre séance a été programmée pour jeudi 27 mai. Le calendrier gouvernemental était si serré et l'ordre du jour du Conseil déjà si chargé que la date du 26 mai pour l'adoption en conseil des ministres, pourtant confirmée lundi par M. Pasqua, ne pouvait plus être tenue.

## Réserves sur le droit d'asile

Ces péripéties doivent plus aux caprices du calendrier qu'à la lourdeur des problèmes posés qu'à la défiance. Les conseillers d'Etat ont cependant tenu à rectifier quelques-unes des dispositions les plus audacieuses d'un texte dont la philosophie générale consiste à réserver au maximum les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers en traquant la moindre fraude, la moindre possibilité d'évasion vers d'autres pays les candidats à l'immigration ou à l'asile (lire ci-dessous). Les magistrats ont aussi pointé du doigt des modifications qui vont nettement à l'encontre des retouches proposées par M. Veil et déjà acceptées.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat demande que soit maintenu à une

année le délai de séjour exigé pour qu'un étranger en situation régulière puisse faire venir sa famille. Les magistrats insistent aussi pour que l'étranger puisse continuer de faire venir ses enfants en plusieurs fois, ce qu'interdit en principe le projet gouvernemental.

En matière de droit d'asile, le Conseil d'Etat souhaite que soient limités les nouveaux pouvoirs de filtrage confiés par le projet au ministre de l'Intérieur et à la police. Les avis du Conseil d'Etat, confidentiels, n'engagent nullement le gouvernement. Mais le statut des étrangers est un domaine où les « sages » du Palais-Royal, dont le vice-président, Marcel Léonard, est aussi le président du Haut Conseil à l'Intégration, entendent manifester une vigilance particulière. Leurs premières délibérations ne semblent pas remettre en cause les grands axes du projet gouvernemental qui, à travers le statut des étrangers, concerne l'ensemble des libertés publiques. Ainsi, la volonté de traquer les mariages de complaisance aboutit-elle à donner aux magistrats du parquet le pouvoir d'apprécier les motivations réelles d'un mariage et d'en suspendre la célébration si des indices laissent présumer qu'un « résultat étranger à l'union matrimoniale » est recherché. Le désir pour des concubins

français d'obtenir un rapprochement professionnel ou un prêt immobilier en se mariant, pourrait être visé. En matière de regroupement familial, l'intervention du maire, même sous la forme d'un simple « avis » risque de dresser un obstacle quasi systématique au droit de vivre en famille. Quel préfet osera passer outre l'avis de l'élu d'une grande ville ?

Quant au droit d'asile, pourtant déjà largement contrôlé et limité (29 000 demandes en France en 1992 contre 433 000 en Allemagne), il serait drastiquement encadré par les interventions policières. Après les Eglises, les associations de défense entendent donner l'alerte. Le Groupe d'aide et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) dénonce une « régression spectaculaire » et la Ligue des droits de l'homme a décidé de décliner l'invitation de Charles Pasqua à une réunion de présentation du texte prévue au lendemain du conseil des ministres reporté. Le projet Pasqua sur l'immigration, attendu avec impatience par les députés de la nouvelle majorité et dont le Conseil constitutionnel pourrait, lui aussi, être saisi, n'a pas fini de faire parler de lui.

PHILIPPE BERNARD

## MÉDECINE

Intervenant devant le congrès national des pharmaciens

# M. Douste-Blazy veut définir une politique « industrielle » du médicament

A l'occasion du 46<sup>e</sup> congrès national des pharmaciens, réuni à Besune (Côte-d'Or) du 22 au 26 mai, le ministre délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy, a annoncé mardi 25 mai un certain nombre de mesures, parmi lesquelles l'abrogation prochaine d'un article du décret créant l'Agence du médicament et la publication d'une circulaire précisant les modalités d'application de la loi interdisant aux médecins de percevoir des avantages en espèces ou en nature.

Comme prévu, le gouvernement de M. Balladur va revenir sur deux mesures adoptées par le précédent gouvernement et qui avaient suscité des critiques, en particulier de la part de l'industrie pharmaceutique. La première décision annoncée par M. Douste-Blazy concerne l'abrogation d'un article du décret créant l'Agence du médicament, qui imposait aux industries pharmaceutiques sollicitant une autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament d'en préciser d'emblée le prix. L'Agence doit avoir la charge de réaliser « l'évaluation technique, pharmaceutique et médicale du médicament », mais pas d'en fixer le prix, a déclaré le ministre délégué à la Santé.

Ces dispositions de l'article 2 du décret du 8 mars 1993 avaient été tour à tour dénoncées par le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), mais aussi par M.M. Foucade (UDF) et Charnard (RPR), qui refusaient que des « critères économiques » puissent intervenir au stade de l'autorisation de mise sur le marché (le Monde du 12 mars). Dans une déclaration au Monde (daté 14-15 mars), Bernard Kouchner, alors ministre de la Santé, avait tenté d'apaiser les choses en précisant que les compétences de l'Agence du médicament étaient d'ordre purement scientifique et technique et que la procédure de fixation des prix relevait exclusivement des ministres.

Soucieux de mettre sur pied « une véritable politique industrielle du médicament » conciliant des objectifs de croissance de l'industrie pharmaceutique et des objectifs de contrôle des dépenses de santé, M. Douste-Blazy a également indiqué qu'il souhaitait « mettre en chantier dès avant l'été une convention globale avec l'industrie pharmaceutique définissant les objectifs de croissance en prix et en volume ».

Par ailleurs, Philippe Douste-Blazy a annoncé qu'il présentera très prochainement une circulaire clarifiant les modalités d'application de la loi du 27 janvier 1993, qui interdit aux médecins de recevoir des « avantages en espèces ou en nature » des laboratoires pharmaceutiques (le Monde du 13 avril). Indiquant qu'il n'est pas question pour le gouvernement de

revenir sur l'objectif premier de cette loi, qui s'oppose « énergiquement à l'attribution par l'industrie pharmaceutique d'avantages directs ou indirects aux professionnels de santé, pouvant les inciter à des prescriptions de médicaments ou de matériels remboursés par la Sécurité sociale », le ministre de la Santé a indiqué que ce texte recèle toutefois « bien des ambiguïtés » et qu'il « importe de couper court à de mauvaises interprétations ».

## « Médicaments de réserve »

Selon le ministre, les réunions ou congrès d'information organisés par les laboratoires pharmaceutiques devraient ainsi être autorisés à la condition qu'ils respectent la législation européenne sur la publicité des médicaments, que l'hospitalité qu'ils offrent aux professionnels de santé fasse l'objet d'une invitation « individuelle », qu'elle « reste raisonnable » et que la durée du congrès soit « en rapport avec la durée de la formation elle-même ». « C'est au prix de cette moralisation que nous pourrions développer et poursuivre la formation médicale continue (FMC) », a ajouté M. Douste-Blazy.

Le ministre de la Santé a enfin annoncé qu'il allait très prochainement revoir le circuit de distribution des « médicaments réservés » comme l'AZT et l'interféron. Estimant que le circuit actuel de distribution en milieu hospitalier est « trop lourd », il a précisé qu'il « serait préférable de recourir au circuit normal de distribution, celui des pharmaciens d'officine, beaucoup plus proche des patients ».

F. N.

# Les principales dispositions du texte gouvernemental

Destiné à favoriser la répression de toutes les formes d'immigration illégale, le projet de loi examiné par le Conseil d'Etat resserre les principales dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui, déjà modifiée à plusieurs reprises, régit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (1). Le texte ne se limite cependant pas à un renforcement des règles d'attribution des cartes de résident et du régime des reconduites à la frontière et des expulsions. Il incorpore à la loi des dispositions considérées jusqu'à présent comme d'ordre réglementaire sur le regroupement familial et sur le droit d'asile ; il modifie enfin le statut de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), le code de la Sécurité sociale et celui de la famille et de l'aide sociale afin d'écarter systématiquement les étrangers en situation irrégulière de l'accès aux prestations sociales et à certains soins.

Dans la version qui a été soumise au Conseil d'Etat après discussions interministérielles, le projet de loi sur l'immigration, dont voici les principales dispositions, diffère assez peu du texte primitivement rédigé par les services de M. Pasqua (le Monde du 6 mai).

• Un filtrage policier des demandes d'asile. — La loi donnera au ministre de l'Intérieur, à la police de l'air et des frontières (PAF) et aux préfets le pouvoir de refuser l'accès à la procédure d'asile à un étranger se présentant comme demandeur d'asile. L'admission en France d'un demandeur d'asile se présentant à la frontière pourra être refusée par le ministre de l'Intérieur si l'intéressé peut être refoulé dans un pays tiers réputé sans danger, ou dans un pays signataire de la convention de

Schengen, par lequel il a transité. Le demandeur d'asile pourra aussi être refoulé s'il « peut trouver une protection effective dans une autre partie de son pays d'origine ». Un Kurde de Turquie ou un Bosniaque de Serbie pourra-t-il, dès lors, trouver refuge en France ? Cette disposition est critiquée par le Conseil d'Etat.

• Des conditions plus strictes pour obtenir la carte de résident de dix ans. — Les étrangers en situation irrégulière mariés à un ressortissant français ou parents d'enfants français ne pourront plus obtenir de plein droit une « carte de dix ans ». L'étranger polygame qui fait venir en France une deuxième femme pourra se voir retirer une carte déjà délivrée. Les enfants étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans hors regroupement familial n'obtiendront plus de plein droit, à leur majorité, une carte de dix ans. Les étudiants étrangers ne pourront plus transformer leur carte temporaire en carte de résident. Même dans le cas d'automatisme, l'administration pourra refuser un titre de séjour si elle estime que la présence en France de l'étranger constitue « une menace pour l'ordre public ». L'intervention des juges en cas de refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour est supprimée avec la disparition des « commissions du séjour des étrangers » créées par la loi Joxe de 1989.

• Des obstacles aux mariages « suspects ». — Le conjoint étranger de Français n'obtiendra ses papiers qu'un an après le mariage et seulement s'il justifie d'une « communauté de vie effective », comme c'était le cas entre 1986 et 1989. Pendant l'année suivant le mariage, il ne sera pas protégé con-

tre la reconduite à la frontière. La disposition du projet initial qui soumettait tout mariage à la condition que le régulier de séjour a été obtenu par l'étranger pourra suspendre pendant huit jours la célébration d'un mariage suspect « en cas d'urgence », et demander au procureur de la République de saisir le tribunal d'instance pour trois mois s'il « existe des indices sérieux laissant présumer que le mariage n'est envisagé qu'en vue d'atteindre un résultat étranger à l'union matrimoniale ».

• Des freins au regroupement familial. — Désormais inscrit dans la loi (et non dans un seul décret), le droit pour un étranger de faire venir sa femme et enfants sera limité. Pour en bénéficier, il devra vivre en France depuis deux ans au lieu d'un (et non trois comme dans le projet initial). Le Conseil d'Etat, lui, propose de maintenir le délai d'un an. L'étranger ne pourra plus tenir compte des allocations familiales prévisibles dans le calcul de ses revenus et devra faire venir toute la famille en une seule fois (sauf « motifs tenant à l'intérêt des enfants »). Le Conseil d'Etat suggère de supprimer cette dernière exigence. Le feu vert à la venue de la famille ne sera donné qu'après avis du maire. Le regroupement sera interdit aux étudiants et, en cas de polygamie, aux co-épouses et à leurs enfants. En cas de séparation du couple, la femme pourra perdre sa carte de séjour.

• La fin de la protection sociale pour les étrangers. — Les étrangers en situation irrégulière n'auront plus accès à aucun régime de la Sécurité sociale (certains travailleurs étrangers ont eu et bénéficient aujourd'hui des prestations de l'assurance-maladie). Le respect de cette interdiction sera assuré

par l'accès des caisses de sécurité sociale aux fichiers des étrangers de la police. Les aides sociales et médicales sont supprimées aux étrangers illégaux, à l'exception (ajoutée sous la pression de M. Veil) de l'aide médicale hospitalière.

• Un placement systématique en rétention en cas de reconduites à la frontière. — En attendant son rapatriement forcé, l'étranger en situation irrégulière sera systématiquement placé dans un centre de rétention (il ne l'est aujourd'hui qu'en cas de « nécessité absolue » pendant dix jours (au lieu de sept actuellement)). S'il ne présente aucune pièce d'identité, le Conseil d'Etat pourrait critiquer cette dernière disposition. S'il refuse de déclarer son identité, l'étranger pourra être placé pendant trois mois en rétention (et non en prison) par le tribunal correctionnel. La possibilité de former un recours suspensif contre un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, ouverte par la loi Joxe est maintenue. Mais ce principe ne s'applique plus en cas de « recours manifestement tardif », ni dans le cas où l'étranger est passé par un pays de la CEE avant d'entrer irrégulièrement en France. Il peut alors être « remis aux autorités compétentes de l'Etat » européen en question sans possibilité de recours.

• Des protections limitées en cas d'expulsion. — S'ils « menacent l'ordre public », pourront être expulsés les étrangers même s'ils vivent en France depuis l'âge de dix ans. L'étranger marié depuis moins d'un an, et toute personne majeure condamnée à cinq ans de prison ferme ne seront plus protégés. Les magistrats de la commission d'expulsion n'auront plus qu'un rôle consultatif. D'autre part, un étranger socialement protégé (parent d'enfant français, conjoint de français) pourra être expulsé s'il est condamné par « décision expresse et spécialement motivée » d'un tribunal, pour trafic de stupéfiant.

Ph. Be.

(1) Sur l'application pratique de la législation et de la réglementation actuelle, on consultera *Le guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France* rédigé par le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) édité par La Découverte, 174 p., 75 F.

## La polémique entre le ministre de l'intérieur et les Eglises

# L'épiscopat se défend d'avoir voulu s'en prendre au gouvernement

L'Eglise catholique n'a pas du tout l'intention de polémiquer avec le gouvernement sur la politique d'immigration. Dans un entretien à la Croix du mercredi 26 mai, Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques de France, exprime un souci de dédramatisation, après la vive réaction de M. Pasqua au « message aux immigrés » du président de la commission épiscopale des migrations.

« Il s'agit d'un épiphénomène. On ne va pas en faire une affaire d'Etat », dit Mgr Duval, qui traduit la surprise ressentie par nombre d'évêques devant l'ampleur médiatique donnée à l'affaire. Le « message aux immigrés » publié par Mgr Joatton ne comporte aucun reproche direct au gouvernement, estime l'épiscopat. Il est même « modéré » que la « lettre à M. Balladur » publiée peu avant par la Cimade et le service catho-

lique de la Pastorale des migrants (le Monde du 19 mai).

Mgr Duval n'en souligne pas moins que « lorsque l'Eglise prend la parole simplement pour s'adresser aux immigrés ou pour être l'expression de ce qu'ils peuvent ressentir, elle est dans son rôle (...). Que le gouvernement se préoccupe des problèmes des immigrés, c'est dans son devoir. Que l'Eglise se fasse le porte-parole des plus pauvres, dont font partie les immigrés, est aussi dans son devoir (...). Il serait de bonne démocratie de s'écouter mutuellement et non pas de refuser l'expression des uns et des autres ».

Reçu mardi 25 mai au ministère de l'Intérieur par Jean-Claude Barreau et André Damien, conseillers de M. Pasqua respectivement pour les questions d'immigration et de cultes, le pasteur Maury, président de la Cimade, et le Père Berjonneau, secré-

taire de la Pastorale des migrants, ont souligné à leur tour que les Eglises ne cherchaient pas du tout à « mettre en doute le droit du gouvernement à légiférer ».

Dans un entretien « clair et cordial », ils ont invoqué « des raisons éthiques, spirituelles et pastorales » (les communautés chrétiennes comprennent aussi des étrangers), pour rappeler leurs critiques à propos des projets actuellement en discussion, notamment celui sur les droits d'entrée et de séjour des étrangers en France.

De son côté, M. Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national et président du mouvement intégriste Chrétien-Solidarité, a dénoncé, mardi 25 mai dans un communiqué, « la malhonnêteté intellectuelle, la démagogie gauchiste et l'esprit antichrétien qui animent l'épiscopat français ».

## REPÈRES

### FOOTBALL

Le Sporting Club de Toulon et du Var rétrogradé après examen de sa gestion

La direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), réunie mardi 25 mai à Paris, a décidé la rétrogradation sportive du Sporting Club de Toulon et du Var à l'issue de la saison 1992-1993. Actuellement en position de relégable à deux journées de la fin du championnat de première division, Toulon avait déjà été repêché à l'extrême de la saison dernière et est toujours en proie à de graves problèmes financiers. Deux audits ont fait apparaître un déficit de 68 millions de francs. Le club varais

serait relégué en super-division 2 s'il parvient à se maintenir sportivement en première division, ou en championnat national 1 dans le cas contraire.

### POLICE

Rapprochement entre syndicats de gardiens de prison et de policiers parisiens

Le Syndicat général de la police (SGP-FASP), principale organisation des gradés et gardiens parisiens et l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), premier syndicat de personnels pénitentiaires ont lancé, mardi 25 mai, un comité d'initiative syndicale ouvert à tous les syndicats et à tous les militants voulant « contrer la politique antiscandale du gouvernement Balladur ». La comité prépare notamment une « grande manifestation populaire pour le pouvoir d'achat, l'emploi, la sauvegarde des retraites », mercredi 20 octobre à Paris, à laquelle seront invités les fonctionnaires, les salariés, les retraités ou les chômeurs. « Il peut paraître surprenant de voir des flics et des surveillants de prison prendre l'initiative d'une manifestation contre l'exclusion sociale », ont noté Richard Gerbaud, secrétaire général du SGP, et Gilles Sicaud, son homologue de l'UFAP.

**TOKYO :**  
**7 JOURS 7.700 F**

VOYAGEURS AU JAPON

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

## La mesure d'un risque

Ouvert depuis trois semaines, le procès en appel de l'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris semble avoir bien du mal à s'installer sur des bases solides. Chaque déclaration, chaque témoignage remet en question ce qui paraissait établi quelques minutes ou quelques heures plus tôt. Pourtant, une certitude se dégage de l'audience : l'affaire ne se réduit pas aux simplifications émises par quelques avocats de parties civiles, et le dossier, déjà énorme, s'enrichit chaque jour d'une multitude d'éléments de nature politique, économique, industrielle, médicale ou éthique.

Parmi les témoins, chacun a sa vérité. Elle s'exprime avec plus ou moins de véhémence ou plus ou moins d'humilité sur des faits qui ont entre sept et dix ans. Jean Weber se souvient de l'époque où il était président de l'école du « praticienisme » avancée par certains pour justifier le retard de l'homologation des tests de dépistage des dons de sang. Pour lui, il s'agit tout simplement de « barrières budgétaires » passées par le ministère des affaires sociales qui refusait la prise en charge des tests par l'Etat. Le test américain Abbott n'était pas fiable, selon M. Weber, « il provoquait 26 % de faux positifs et surtout 0,8 % de faux négatifs ». Et ce n'est pas pour protéger l'Etat, qui n'aurait pas été prêt à commercialiser, que l'enregistrement a été reporté. « Nous n'avons fourni cent mille tests par mois, d'avril à juin » (1985), affirme Jean Weber. Certes, c'était insuffisant, mais il ajoute : « On pouvait déjà couvrir toutes les collections dangereuses », il s'est donc battu contre les cabinets ministériels dont il dénonce l'incapacité.

Le 21 mars, il a écrit au docteur Weissberg, « enseignant technique du secrétariat d'Etat à la santé, en lui livrant cette parole : « Un enfant tombe d'une trottoir, il est transfusé ; il est

contaminé : la presse titre : « mort pour 20 francs » (soit d'un test). Le professeur Claude Got, qui a démissionné deux fois d'organismes gouvernementaux, est, lui aussi, très sévère envers les enseignants techniques des cabinets ministériels, qu'il assimile à « une interface opaque ». Il dénonce également le principe de la soumission du secrétariat d'Etat à la santé au ministère des affaires sociales, qui conduisait nécessairement à des conflits d'ordre financier.

Avec le professeur Jean-Claude Chermann, directeur de recherches à l'INSERM, on quitte les couloirs des ministères pour entrer dans les laboratoires. Pourtant, lui aussi estime que le retard pris par le dépistage résulte du manque de crédits. Travaillant avec le professeur Luc Montagnier, le professeur Chermann s'est intéressé très tôt au chauffage des produits sanguins. Mais un autre dysfonctionnement apparaît qui, en l'absence, cette fois, de la communication scientifique. En septembre 1983, il avait constaté que le chauffage à 56 pendant trente minutes inactivait certains virus. « Nous étions une petite équipe d'inconnus », rappelle le professeur. On n'était pas entendu. Si les seront il peu que leurs travaux ne soient publiés dans *The Lancet* qu'en janvier 1985.

## Témoignages et petites phrases

Cette technique sera pourtant étudiée par le CRTS (Centre régional de transfusion sanguine) de Lille dès le début de l'année 1985. Mais elle n'a pu être véritablement utilisée qu'à partir du 21 juin 1985, et ce délai est principalement dû au manque de matériel. La validation de la technique de chauffage par le laboratoire national de la santé.

Un retard apparemment insupportable que le docteur Jean-Jacques Huet défend énergiquement : « Le maître-mot, c'est la validation ! Il doit être matériel ». Insiste l'actuel directeur du CRTS de Lille en rappelant que des laboratoires privés, qui ne s'étaient pas assurés de l'efficacité de leurs dérivés sanguins

avaient commercialisé des produits chauffés contaminés en 1986 et 1987.

Lille a été le premier à adopter le chauffage, mais son directeur précise avec humilité : « Ce qui nous a fait changer d'attitude, c'est la mesure d'un risque. La preuve de l'efficacité est arrivée bien plus tard ». Le CRTS de Lille n'a pas rappelé systématiquement les produits non chauffés, se contentant d'adresser une lettre aux centres et aux hôpitaux pour leur proposer un échange. Et M. Huet ajoute : « Sans scrupule, le décret de juillet 1985 sur le remboursement à partir du 1<sup>er</sup> octobre des produits chauffés n'aurait pas, dans sa philosophie, à faire un repartitionnement ». Il remarque aussi que personne n'a repatrié les produits chauffés pourtant contaminés par l'hépatite C lorsque le chauffage a été abandonné au profit de la technique solvant-détergent. Quant à la collaboration entre le CRTS et le CRTS de Lille, M. Huet se demande si dans le contexte de l'époque cette collaboration aurait été « possible », et si n'est pas certain qu'elle ait été « souhaitable ».

Chacun a donc sa vérité. Mais au travers de témoignages, des petites phrases lancées dans la foule des arguments incitent à la réflexion. Sur les connaissances dans le domaine de la contamination, sur la savoir, M. Huet se montre modeste : « Savoir... La notion de savoir devrait pendant quelque temps être bannie de la conversation sur ce sujet ». Le professeur Got a un regard plus précis sur l'affaire qu'il résume en estimant qu'il ne s'agit pas d'un « scandale » mais d'un « drame », ajoutant : « Dans la situation de 1983-1985, on est dans le domaine de l'erreur humaine ». Enfin, le professeur Chermann quitte le passé pour parler du présent ; et il n'est pas certain qu'il s'écarte de l'affaire lorsqu'il dit : « Pour le côté, actuellement, on est en train de masquer la transmission hétérosexuelle. On a parlé, mais on n'est pas écoulé... On parle de l'affaire du sang contaminé ».

MAURICE PEYROT

Nouvelle erreur judiciaire en Grande-Bretagne

## Un Français innocenté par la justice britannique après avoir été condamné à neuf ans de prison

Alfred Cannamela, un Français de vingt-neuf ans accusé, en décembre 1989, de tentative de meurtre, a été réjugé et reconnu non coupable, mardi 25 mai, après avoir passé trois ans en prison. Son cas s'ajoute à une liste déjà longue d'erreurs judiciaires en Grande-Bretagne.

## LONDRES

de notre correspondant

Lorsque le représentant de l'accusation, M. Mc Kinnon, demanda à « Freddie » (Alfred Cannamela) de brandir, cinq fois de suite, devant les jurés, l'arme ayant servi à la tentative de meurtre, le corréant sans cesse pour qu'il tienne ce grand couteau de façon menaçante, il était difficile de ne pas éprouver une sorte de malaise. Cette mise en scène pouvait-elle être au service d'une recherche impartiale de la vérité ? Les douze jurés pouvaient-ils croire qu'il s'agissait d'un couteau pour « couper les croissants », comme s'obstinait à le brandir le malheureux plaignant ? Puis, au fur et à mesure du déroulement des débats, le doute s'imposa. Freddie Cannamela était décidément un « coupable » trop commode pour que l'on renonce à lui facilement.

L'accusation ne semblait pas prête à se laisser impressionner par les invraisemblances d'une enquête manifestement bâclée. Freddie, c'est sûr, allait être de nouveau condamné. Peut-être est-ce justement cette sorte d'acharnement qui aura ébranlé le juge et les jurés, cet acte d'accusation finalement plein de trous, le défaut de mobile, l'insistance d'empreintes sur l'arme, un alibi qui, au bout du compte, en valait bien un autre, bref, l'absence de la moindre preuve. Toujours est-il qu'Alfred Cannamela, jugé en appel mardi 25 mai, a été reconnu « non coupable ». de la tentative de meurtre perpétrée dans la nuit du 16 au 17 août 1989 sur la personne de Sally-Ann Light, une Anglaise de vingt-six ans.

Scène 1 : cette nuit-là, à 4 h 40 du matin, le jeune homme se trouve dans une cabine téléphonique située près de la tour de Londres. La porte s'ouvre et un homme « au fort accent irlandais »

le poignarde. Elle en réchappe. Scène 2 : le 21 décembre de la même année, Alfred Cannamela fume (c'est interdit) sur un quai de métro. Un homme manifestement éméché l'interpelle. Une altercation s'engage. Manque de chance, il s'agit d'un policier en civil. A partir de là, la conjonction d'un certain acharnement policier et la maladresse de Freddie feront le reste. Dans le sac du jeune homme, on élit en tissu comportant une impressionnante batterie de couteaux. Sur les lieux de l'agression, on retrouvera l'arme, de même que la marque que l'un des couteaux - français - du pâtisseries...

## Les doutes de la justice

Arrêté dès le lendemain, inculpé de la tentative de meurtre de la jeune femme, Freddie proteste de son innocence. En vain. Le 16 novembre 1990, il est condamné à neuf ans de prison ferme. En novembre 1992 cependant, le jugement est cassé par la cour d'appel du tribunal de l'Old Bailey. Alfred est libéré en liberté provisoire moyennant le paiement d'une caution de 150 000 francs, et un autre procès est convoqué. La justice, en effet, a des doutes : sur le couteau, les experts de Scotland Yard ne déclarent que des « marques » de paume, lesquelles n'ont rien à voir avec celles de l'accusé. La victime s'est rétractée. Il n'est plus question d'accent irlandais, mais elle a reconnu (« Je pense que c'est lui ») Freddie, au cours d'une unique parade d'identification organisée le lendemain de l'arrestation. Tant pis si la description vestimentaire ne « colle » pas.

L'alibi du jeune homme est immédiatement discrédité. Sa compagne, Véronique, avec laquelle il vit depuis plusieurs années et qui prétend qu'il ne peut pas s'être absenté cette nuit-là, est droguée et alcoolisée. D'ailleurs, il s'agit en France le lendemain de l'agression (peu importe si son billet avait été retenu plusieurs mois auparavant). Le mobile ? Là, l'accusation est plus hésitante. Pas de motif apparent, bien que le doute plane sur la personnalité de l'accusé. On laisse entendre que quelqu'un qui vit avec une droguée et une alcoolisée ne peut pas être « violent », ce garçon avec une

queue de cheval, qui a longtemps passé ses nuits dans les discothèques du West End ? Sûrement.

Tout ou presque repose sur le témoignage du sergent Robert Ellison, un policier dévoué corps et âme à cette affaire, et qui fournit à l'accusation toutes les « preuves » dont elle a besoin. Procès parmis abusques, où une interminable discussion sur la longueur et la couleur de la chevelure de Freddie se concorde par cette remarque définitive de l'accusation : « De toute façon, quand on vieillit, les cheveux deviennent plus foncés ». Sans cesse amené à se répéter, se contredisant d'autant plus facilement que l'accusation semble prendre un malin plaisir à jouer sur sa compréhension parfois incertaine de l'anglais, Alfred Cannamela, qui vient de passer trois ans dans les prisons anglaises (dont celle, de sinistre réputation, de Brixton), perd pied plus d'une fois au cours des débats.

Heureusement pour lui, les jurés ont estimé que sa première condamnation n'ajoutait à la longue liste des erreurs judiciaires britanniques. Il est libre. Mais Alfred n'a pas l'intention d'en rester là. Il exigera des dommages et intérêts.

LAURENT ZECCHINI

Des militants basques incarcérés en France et en Espagne font une grève de la faim. — Selon un communiqué du Collectif des prisonniers politiques basques, diffusé à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), près de six cents militants nationalistes basques, incarcérés en Espagne et en France dans des affaires concernant l'organisation ETA, ont commencé, lundi 24 mai, une grève de la faim pour réclamer « l'autodétermination et l'annulation ». Ce mouvement qui s'inscrit, selon le communiqué, dans le cadre de la campagne pour les élections législatives en Espagne, durera jusqu'au 6 juin, date de la consultation. Les détenus membres présumés d'Iparratarrak se sont associés à cette grève, à l'exception de ceux qui, tel Philippe Bidart, chef supposé du mouvement, doivent comparaître à partir du 2 juin devant la cour d'assises spéciale de Paris.

A la cour d'appel de La Haye

## Un médecin et un psychiatre néerlandais acquittés après avoir aidé une malade dépressive à mourir

Pour la seconde fois en l'espace de cinq semaines, une juridiction néerlandaise vient de légitimer le suicide médicalisé assisté d'une personne dépressive. Cette décision elle-même le débat qui se développe en même temps que celui sur l'euthanasie au sens strict : quelle est la capacité des patients psychiques ou psychiatriques à disposer de leur vie avec l'aide d'un médecin ?

## AMSTERDAM

de notre correspondant

La cour d'appel de La Haye a acquitté, mardi 25 mai, un médecin généraliste et un psychiatre qui avaient fourni en 1985 une dose mortelle de somnifères à une quinquagénaire. Epuisée, seule, et ne voyant plus la vie qu'en noir, elle avait déjà fait trois tentatives de suicide et, déterminée à récidiver, se montrait rétive à tout traitement.

Confirmer le jugement prononcé en première instance le 23 juin 1992 par le tribunal de Rotterdam, les magistrats de La Haye ont estimé que les praticiens s'étaient légitimement sentis « coincés » entre l'obligation de préserver la vie de leur patiente et l'appel pressant de celle-ci au soulagement radical de ses douleurs, et qu'ils avaient donc agi « par force majeure ». Selon la jurisprudence constante de l'euthanasie aux Pays-Bas, cette dernière notion offre une échappatoire pénale aux médecins qui apportent leur aide au suicide d'une personne souffrant de façon irréductible.

L'arrêt de la cour de La Haye est moins novateur que celui rendu le mois dernier dans un cas similaire

par le tribunal d'Assen, qui avait refusé de se demander si la malade était malade, au sens pathologique du terme, considérant que la réalité de ses souffrances était en soi suffisante (*le Monde* du 27 avril). Mais dans les deux cas les magistrats néerlandais ont admis la nature psychique des douleurs subies par les patients et estimé que la volonté de mourir manifestée par ces derniers n'était pas affectée par leurs troubles d'esprit.

Saisis du projet de loi devant réglementer « les décisions médicales sur la fin de la vie », les sénateurs de la majorité gouvernementale ont demandé qu'une distinction nette soit établie entre les douleurs physiques et psychiques, ces dernières laissant une marge d'appréciation trop grande aux médecins.

## CHRISTIAN CHARTIER

Non-lieu en faveur de Cheyenne Brando. — Le juge d'instruction Jean Tallierin a rendu, mardi 25 mai à Pau (Pyrénées-Orientales), une ordonnance de non-lieu en faveur de Cheyenne Brando, fille de l'acteur Marlon Brando, inculpée depuis trois ans de complicité d'homicide volontaire à la suite du meurtre de son ami Dag Drollet. Ce jeune Tahitien âgé de vingt-six ans, avec lequel Cheyenne vivait depuis quelques années, avait été tué lors d'une dispute par le demi-frère de la jeune femme, Christian Brando, le 16 mai 1990, dans la villa californienne de leur père, à Santa-Monica, en Californie. En janvier 1991, Christian Brando fut condamné par un tribunal californien à dix ans de prison, tandis que sa sœur était inculpée à la suite d'une plainte du père de Dag Drollet.

## EN BREF

Des programmes militaires majeurs menacés, selon le PS. — Le député PS d'Ille-et-Vilaine, Jean-Michel Boucheron, ancien président de la commission de défense au Palais-Bourbon, a constaté avec inquiétude que le collectif budgétaire comporte une nouvelle annulation de 6,5 milliards de francs de crédits pour le ministère de la Défense. Il considère qu'il s'agit d'un « dictat imposé aux armées, sans négociation, par le ministère des Finances, qui n'est pas compétent dans les choix stratégiques de sécurité ». « Les conséquences de ces décisions sur notre système de sécurité et sur l'emploi dans ce secteur industriel seront extrêmement sévères », estime M. Boucheron.

Attentats à l'explosif contre deux agences de Nouvelles Frontières en Corse. — Deux nouveaux attentats à l'explosif ont été commis contre des agences de Nouvelles Frontières en Corse, à Ajaccio et Bastia. La première charge a explosé mercredi 26 mai, vers 2 h 50, dans le centre d'Ajaccio, place Foch, et vers 3 heures, en plein cœur de Bastia, rue César-Campinchi. Les charges explosives, de 300 grammes chacune, étaient placées devant les portes d'entrée et ont causé d'important dégâts matériels. Ces deux attentats, non revendiqués, font suite à deux attentats similaires déjà perpétrés contre l'agence de voyages, le 9 mai à Marseille (*le Monde* du 11 mai) et le 20 mai boulevard Saint-Michel à Paris (*le Monde* du 21 mai).

Affrontements violents à Sarcelles, Garges-lès-Gonesse et Suresnes. — Trois quartiers sensibles de la petite couronne parisienne ont été le théâtre d'affrontements avec la police, dans la nuit de lundi 24 à mardi 25 mai. A la cité des Roisiers de Sarcelles (Val-d'Oise), où Ali Sediri, vingt-deux ans, avait été tué dimanche soir au cours d'une rixe entre deux groupes de jeunes (*le Monde* du 26 mai), des amis de ce dernier se sont rassemblés pour protester. Des vitres de commerces et du centre social du quartier ont été brisées. A Garges-lès-Gonesse, des gardiens de la paix ont interpellé deux mineurs se livrant à un

« rodéo » à bord d'automobiles volées. Ils ont été contraints de les relâcher après avoir été agressés par une trentaine de jeunes. Les deux mineurs ont été placés en garde à vue. Enfin, à Suresnes (Seine), des habitants de la cité des Indes tentant de s'opposer à l'interpellation de deux hommes en état d'ivresse, ont pris à parti des policiers qui ont dû tirer en l'air pour se dégager.

Nucléaire : incident au Centre de Saclay. — Une anomalie dans le circuit de refroidissement du réacteur de recherche Osiris du Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne) a été découverte, lundi 17 mai, indique le réseau Magnac du Minut. A la suite d'une oscillation anormale observée par un agent sur un flexible du circuit de refroidissement du réacteur, les responsables de l'installation ont mis en évidence une fissuration locale sur une grosse conduite de 70 cm de diamètre. Le réacteur a aussitôt été arrêté. Cet incident, qui n'a eu aucune conséquence radiologique pour le personnel et l'environnement, a été classé au niveau 1 de l'échelle de gravité des accidents nucléaires.

Espace : la station Mir livrée. — Le vaisseau cargo Progress M-18 que les Russes avaient lancé, samedi 22 mai, de la base de Baïkonour (Kazakhstan) s'est amarré, lundi 24 mai, à la station orbitale Mir. Ce vaisseau, chargé de divers équipements et d'un certain nombre d'appareils scientifiques, va permettre la station à bord de laquelle les cosmonautes Guennadi Manakov et Alexandre Polesitchouk se trouvent depuis quatre mois. — (*AP, Tass*)

Rectificatif : la réunion du Programme des Nations unies pour l'environnement à Trondheim (Norvège). — Une erreur de transmission a déformé les propos de Gro Harlem Brundtland, premier ministre norvégien, cités dans un article intitulé « Les experts de quatre-vingts pays étudient un recensement du patrimoine biologique de la planète » dans nos éditions datées mercredi 26 mai. Il fallait lire : « La bibliothèque de la vie est en flammes... » (et non « la bibliothèque de la ville... »).

## Ce mois-ci dans SCIENCES AVENIR

## L'ORDINATEUR DEVINE LE VIEILLISSEMENT

L'informatique permet aujourd'hui, à partir d'une simple photographie, de vieillir un visage, de connaître la physiologie d'un enfant avant sa naissance, de retrouver des enfants disparus, de savoir quelle tête on aura dans dix ans, de visualiser le visage qu'une star de cinéma aura dans vingt ans...

Ces programmes existent déjà. Découvrez-les dans un dossier passionnant.

Dans ce numéro également :

Thélys : 250 millions d'années d'histoire de la terre

Espace : les nouvelles routes vers la lune

En vente partout 25 F.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi (éditions du jeudi) 46-62-75-13



# EDUCATION • CAMPUS

## Le bon profil des enseignants

Plusieurs initiatives ont été prises pour déjouer les règles habituelles du mouvement des professeurs et des proviseurs. Le bilan est pour le moment mitigé.

### Jack Lang en pleine mutation

Agrégé de droit public, Jack Lang retrouvera-t-il, à l'automne prochain, le chemin de l'université de Nanterre (Paris-X) pour y reprendre ses cours, comme il l'avait fait, entre 1986 et 1988, au moment de la première cohabitation ? La question n'est pas encore tout à fait tranchée. Mais il ne fait pas de doute que l'ancien ministre de l'éducation nationale et de la culture, préférerait, de beaucoup, renouer avec l'enseignement dans une université parisienne et, mieux encore, obtenir sa mutation à Paris-I.

Question de prestige, sans doute. A moins que quelque secrète nostalgie ne le ramène vers cette place du Panthéon qui fut le théâtre, en mai 1981, d'une de ses plus flamboyantes mises en scène, pour l'inauguration du grand spectacle du président François Mitterrand.

En décembre dernier, soucieux de l'avenir, M. Lang avait déjà tenté le terrain et tenté d'obtenir sa mutation de Paris-X vers Paris-I. Il s'était vite rendu compte que la procédure engagée - le transfert d'emploi, qui ne nécessite pas l'approbation formelle de l'université d'accueil, mais seulement celle de l'université de départ - provoquait de sérieux grincements dans la communauté universitaire, tant elle donnait le sentiment que le ministre en exercice voulait forcer le passage.

Jack Lang avait donc fini, il y a quelques semaines, par se porter candidat selon la procédure normale, sur l'un des trois postes disponibles cette année et publiés au Journal officiel du 13 mars. Comme c'est la règle, sa candidature a été soumise, le 17 mai, à l'examen de la commission de spécialistes de cette université. Or celle-ci n'a pas approuvé le vœu du ministre. Non point qu'il ait été blackboulé par d'autres candidats puisqu'ils étaient trois pour trois postes. Mais parce qu'il a été victime d'une règle et d'un climat singuliers.

### Clochemerie académique

La circulaire du 25 juin 1992, établie par les propres services de celui qui était alors ministre de l'éducation nationale, est en effet formelle : lors du vote à bulletin secret par lequel la commission de spécialistes se prononce sur une candidature, « les bulletins blancs sont considérés comme défavorables à la proposition. La proposition est adoptée si une majorité des bulletins « oui » est constatée. En cas de partage égal des voix, la proposition n'est pas adoptée ». Pour son malheur, M. Lang s'est retrouvé précisément dans ce cas de figure : il a recueilli treize voix en sa faveur, contre dix voix et trois bulletins blancs, ratant donc d'une voix la majorité nécessaire.

S'agit-il d'un règlement de comptes politiques ? Chacun se garde bien de le dire. Pour autant, le fait est que le ministre de l'éducation nationale, en tant que ministre, ne peut pas se permettre de se faire élire à la tête d'une université. Mais plusieurs des acteurs de ce clochemerie académique notent que les partisans de l'ancien ministre ont soutenu leur champion avec trop d'énergie pour ne pas raider la position de ses détracteurs.

La messe est-elle dite pour autant après cette décision des juristes de Paris ? Ce n'est pas certain. Pour effacer le camouflet, une autre commission de spécialistes, dans une discipline voisine, pourrait bien prendre l'initiative de faire appel directement à M. Lang. Nul doute que celui-ci céderait volontiers à cette bienveillante attention.

GÉRARD COURTOIS

Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, le dit et le répète à la moindre occasion : il ne souhaite pas être l'artisan d'une réforme globale du système éducatif. Pour autant, il ne désigne pas les actions symboliques, fussent-elles fort discrètes et peu médiatiques. Ainsi, dès son arrivée, a-t-il décidé de « geler » le mouvement national des chefs d'établissement des lycées et collèges. Une décision qui aurait pu passer inaperçue, n'était l'évocation répétée, par François Bayrou lui-même, d'une nécessité urgente : mieux faire coïncider les qualifications des personnels, enseignants et chefs d'établissement. Bref, renouer avec une idée déjà ancienne, longtemps combattue dans l'éducation nationale mais qui a finalement réussi à faire son chemin, celle des postes « à profil ».

Contrairement à ce que laisse entendre le ministre, le terrain n'était pas vierge. De négociations en table ronde et en manifestations de rue, il aura fallu sept ans pour entamer, fut-ce légèrement, le sacré principe de l'égalité de traitement entre les enseignants. Véritable ciment de la solidarité entre les maîtres, il semblait encore inattaquable lorsque René Monory décida de s'y atteler en 1986. La tentative s'effrita, et le ministre dut renoncer son projet de « maîtres directeurs » pour les écoles primaires.

Mais une brèche était ouverte, qui s'allait plus se réouvrir et dans laquelle s'engouffra Michel Rocard et, à sa suite, Lionel Jospin. La revalorisation entamée en 1988 et l'hémorragie syndicale dans le milieu enseignant ont ouvert une double occasion de faire glisser le dossier. L'ajout d'un « chef d'établissement » au projet de différenciation salariale proposé par M. Jospin, traduit par le milieu par une expression-repossession - le « salaire au mérite » - fut également écarté. Il se résuma en fait à l'octroi, en juillet 1989, d'une « indemnité de suivi et d'orientation des élèves » (ISOE) à tous les enseignants du secondaire, d'un montant de 6 624 francs par an.

C'est à travers la situation dans les zones sensibles que le gouvernement parvint, finalement, à sortir de l'impasse. Dans le cadre de la réforme de la



politique des zones d'éducation prioritaire (ZEP), Lionel Jospin décide, en février 1990, d'octroyer à tous les enseignants de ZEP, quel que soit leur statut, une « indemnité de situation spéciale ». Et ce premier vrai coup de canif à l'égalité de traitement réussit à passer la ligne de feu des syndicats, alors très mal en point.

### Zones sensibles

Fort de ce succès, Jack Lang poussa, deux ans plus tard, en avant le drapeau en proposant que, pour la première fois, une petite centaine d'établissements qualifiés de « sensibles » fissent l'objet d'un « mouvement particulier sur postes à profil ». Et ce, pour la seconde fois, les organisations syndicales furent très rudes et laissent fuir. Comment pourraient-elles en effet refuser de collaborer à la recherche de solutions visant à endiguer le turn-over incessant des enseignants dans les établissements les plus difficiles, et à éviter que des bêtises y soient commises ? Les recteurs de cinq académies - Créteil, Versailles, Aix-Marseille, Lyon et Lille - sont mis à contribution pour désigner les établissements « sensibles ». A la rentrée 1992, ces derniers sont retirés du mouvement national, les enseignants, quelle que

soit leur académie d'origine, étant invités à se porter volontaires pour occuper ces postes à la rentrée 1993. Contre un engagement à rester trois ans dans une zone sensible, le ministre promet une rémunération complémentaire d'au moins 7 800 francs par an, un temps de service allégé d'une heure hebdomadaire et un coup de pouce au barème pour une mutation ultérieure.

Ce dispositif inédit, curieusement passé sous silence par François Bayrou depuis deux mois introduit donc un véritable changement culturel dans la gestion des mutations et du mouvement.

En prenant, pour le moment, la seule initiative de « geler » le mouvement des chefs d'établissement François Bayrou a visiblement cherché de ne pas forcer le pas. Soucieux sans doute de ne point trop insister ses pas dans les traces de ses prédécesseurs (qui ont, qu'on le veuille ou non, particulièrement réussi là où la droite avait échoué), il a choisi d'agiter d'abord des symboles.

Vers la mi-avril, tous les recteurs ont été conviés à désigner un certain nombre d'établissements (129 au total) où les primes de fonction des proviseurs (pour les lycées) et des principaux (pour les collèges) seraient légèrement réévaluées.

Car le choix d'un poste par un chef d'établissement relève d'une alchimie complexe, où se mêle le prestige de l'établissement, l'ampleur des effectifs, le confort du logement de fonction. On ne gouverne pas de la même façon un petit collège rural et un gros collège de banlieue, un « behut » parisien et un jeune LEP de banlieue. Depuis toujours, l'administration le reconnaît volontiers et distingue financièrement la nature du service rendu. En plus de leur traitement, proviseurs et principaux perçoivent donc une indemnité de fonction (de 1 760 francs à 3 300 francs par mois environ), dépendante des contraintes locales (taille de l'établissement, présence ou non d'un internat, de classes préparatoires, de filières techniques, etc.). Les 12 000 lycées et collèges de France sont répartis en quatre catégories selon un calcul minutieux, revu et corrigé tous les trois ans par une commission ad hoc. Cent dix-neuf établissements (tous des lycées parmi les plus prestigieux) échappent enfin à ce classement et appartiennent à une cinquième catégorie enviable, dite « exceptionnelle ». Soit pour les heureux élus une indemnité supplémentaire de 13 000 francs par an, en sus de leurs 3 300 francs de prime mensuels.

### Deux cents postes sur les bras

Chaque année, quelque trois mille chefs d'établissements et adjoints demandent à « muter » pour un autre établissement : environ 600 obtiennent satisfaction. En outre, 600 postes, essentiellement des postes d'adjoint, ne trouvent pas preneurs et doivent être pourvus, souvent en catastrophe, par des non titulaires. D'où l'idée de François Bayrou de donner un petit coup de pouce à une centaine d'établissements en y majorant la prime de fonction. Dans l'espoir d'y attirer les meilleurs, les plus expérimentés et les plus motivés.

Mais le résultat, si on le compare au désengagement occasionné par l'arrêt brutal de la machine, ne semble guère spectaculaire. Dans les cent vingt-neuf lycées et collèges concernés, seulement dix-neuf postes étaient en fait vacants par suite de départs en retraite ou sous forme de mutation des chefs d'établissement, et donc inscrits au mouvement. Cent huit candidats se sont portés volontaires pour occuper ces postes.

Mais il est évidemment difficile d'affirmer que les 500 à 600 francs de prime supplémentaire ont véritablement permis d'élargir le vivier potentiel de volontaires. Au ministère, on affirme que oui, mais fort prudemment et sans triomphalisme.

En revanche, il semble bien qu'après une période de flottement les candidatures soient plus nombreuses que prévu pour les postes à profil d'enseignant dans les établissements sensibles. Les choses avaient mal démarré puisqu'à une semaine environ de la clôture des candidatures, en février dernier, le ministre publiait au bulletin officiel une circulaire de relance faisant état « du faible nombre de demandes » enregistrées. Cette relance, jointe aux efforts d'information des cinq rectorats concernés, a-t-elle porté ses fruits ? A Créteil, par exemple, où se trouve la moitié des établissements déclarés « sensibles », la situation était assez critique en février dernier. Cent soixante candidatures ont finalement été transmises par le recteur Lambert au ministre pour deux cents postes vacants auxquels viendront évidemment s'ajouter des postes non pourvus par le mouvement national.

On ne fera donc pas le plein dans les établissements sensibles avec des « enseignants volontaires, motivés et expérimentés » mais on aura, au moins, deux-cent-cinq demandes de moins sur les bras à Créteil. A Versailles, cinquante-deux demandes ont été enregistrées pour un total de postes évalué par le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) à trois cent. Enfin, à Lyon - émirance du sud oblige - le rendement semble avoir été meilleur (quarante candidatures pour une quarantaine de postes vacants dans dix établissements).

Reste évidemment à passer à la vitesse supérieure : le choix des enseignants les plus expérimentés - et non plus seulement des volontaires - dans les postes les plus difficiles. C'est en tous cas le but que s'est fixé le nouveau ministre de l'éducation nationale. Pour cela, il faudra évidemment parvenir à un flux de candidatures bien supérieur au nombre de postes à pourvoir. On est encore bien loin du compte.

CHRISTINE GARIN

## Esprit d'entreprise dans les universités

Une douzaine d'établissements pilotes devraient tester, dès cette année, des mesures de modernisation de leur gestion

A peine installé rue Descartes, François Fillon, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur, avait annoncé son intention de renforcer vigoureusement l'autonomie des universités (Le Monde du 16-17 mai). Son objectif est de mener, d'ici à janvier 1995, une opération globale de transfert vers les universités de responsabilités de gestion traditionnellement assumées par l'administration centrale.

Au-delà de la conviction personnelle du nouveau ministre, il se fait pas de doute que cette orientation constitue une réponse directe aux propositions vigoureuses de M. Fillon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, en faveur d'un changement rapide et profond de l'autonomie des universités. Sur ce dossier, François Fillon a pour lui l'avance sur un terrain déjà bien balisé par ses prédécesseurs. Certes, de la base au sommet, chacun continue à pester contre les lourdeurs administratives trop souvent dénoncées ou blâmées - du système universitaire français. Et de citer, en vrac, les délais de mise en œuvre de la moindre décision en matière de gestion du personnel, dont les intéressés ne constatent souvent l'application formelle que douze mois, voire davantage, après la décision dans les bureaux parisiens du ministère. Ou encore les règles taillonnées et souvent pénétrantes de la comptabilité publique, qui ont conduit les universitaires à multiplier, de façon anarchique, les associations privées pour bénéficier d'un peu de souplesse financière.

Mais il est indéniable que les esprits ont sérieusement évolué depuis quelques années. Lancés dès 1984 pour la recherche et à partir de 1988 pour le fonctionnement des universités, la politique contractuelle entre l'Etat et les

établissements d'enseignement supérieur a provoqué une véritable prise de conscience que l'autonomie universitaire pouvait ne pas être une éternelle illusion. De même la transformation, à partir de 1992, de la politique de recrutement et de promotion des enseignants et élargi les marges de liberté des établissements. Enfin le travail en profondeur engagé, depuis deux ans, par l'Observatoire des coûts a fait émerger, de façon encore plus claire, un soul de la gestion - et de la bonne gestion - jusqu'à largement ignoré, pour ne pas dire méprisé, à l'université.

Or toutes ces mutations vont dans le même sens : elles ont rapidement démontré à quel point les universités étaient peu préparées à une logique plus entrepreneuriale et combien elles manquaient d'outils de pilotage efficaces. Dans le même temps, la persistance de pratiques administratives et réglementaires immuables risquait d'ôter toute crédibilité à la volonté de déconcentrer le système. C'est pour dépasser ces deux obstacles que le ministre de l'éducation nationale et la communauté universitaire, sous l'impulsion de la Conférence des présidents d'université, se sont lancés dans plusieurs expérimentations.

Ainsi, depuis l'automne dernier, une douzaine d'établissements d'enseignement supérieur (les universités Bordeaux-II, Cergy, Clermont-II, Dijon, Le Mans, Orléans, Nice, Paris-XI, Paris-XII, Strasbourg), ainsi que l'Ecole normale supérieure de Cachan et l'Ecole des hautes études en sciences sociales) se sont portés volontaires pour tester un certain nombre de mesures de modernisation de leur gestion. Sur deux terrains : la gestion des personnels et l'organisation financière et compa-

Le transfert partiel aux universités de la gestion de leur personnel est le dossier le plus symbolique, mais, à l'évidence, le plus délicat. La loi de juillet 1992 a levé un verrou juridique en reconnaissant aux présidents d'université des pouvoirs de gestion jusqu'à la compétence du ministre. A terme, l'ambition serait d'arriver à mettre en place un système qui affecterait à chaque établissement une main d'œuvre globale, à charge pour ses responsables de choisir le statut et le profil des personnels les plus pertinents. Dans l'immédiat, dès la rentrée prochaine, une première étape consistera à transférer aux universités pilotes la gestion d'un certain nombre d'actes de gestion actuellement pris en charge de façon centralisée, comme les congés ou les avancements d'échelon des personnels administratifs.

### Les promesses de NABUCO

De fait, cette modeste ouverture provoque davantage de frustration que d'enthousiasme. Certes, s'émanciper des présidents d'université ou sous-directeurs généraux concernés, cela permettra de raccourcir les délais administratifs, et c'est un gros avantage. Mais la plupart regrette que cette déconcentration se résume encore à un simple transfert de charge sans véritable transfert de responsabilité. « Si la déconcentration consiste pour l'administration centrale à se débarrasser sur nous de bouillottes sans intérêt, de pure application, ce sera un fiasco », note l'un d'eux. « Le véritable enjeu consistera à passer de l'administration à la gestion, et, en plus, à nous faire reconnaître dans les établissements, à engager une vraie réflexion sur la répartition des fonctions et leur répartition », ajoute Bernard Dismont, président

de l'université Paris-Val-de-Marne (Paris-XII). Beaucoup plus ambitieux est le projet baptisé NABUCO (Nouvelle approche budgétaire et comptable), élaboré par le ministère de l'éducation, la Conférence des présidents d'université et les responsables de la comptabilité publique. L'objectif consiste à doter les universités d'un outil de gestion moderne, complètement indispensable de la politique contractuelle Etat-universités. Cela passe par l'introduction, à côté du budget actuel des universités, très formaliste, un « budget à gestion », beaucoup plus lisible et organisé en fonction de la destination des crédits correspondant au projet de l'établissement.

Cela suppose, en même temps, la mise en place d'un contrôle de gestion permettant de suivre l'exécution du budget et d'une comptabilité analytique. L'ensemble du dispositif nécessite la conception d'un système d'informa-

tion de gestion sur lequel travaillent activement les responsables du GIGUE (Groupe pour l'informatique de gestion des universités), dont sont membres, désormais, une centaine d'établissements d'enseignement supérieur et que préside M. Dismont.

Enfin la mise en œuvre de cette petite révolution passe par une meilleure définition des niveaux de responsabilité financière à l'intérieur des universités : c'est l'enjeu d'un projet de « décret financier », déjà examiné - et rejeté - par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 1<sup>er</sup> mars dernier, et que le nouveau ministre a trouvé sur son bureau. Sous réserve que cette étape soit franchie, cinq universités commenceront à tester NABUCO en 1994 avant une généralisation éventuelle en 1995-1996. Un calendrier dans lequel, on le voit, M. Fillon s'inscrit parfaitement.

G. C.

**A.I.M.**  
HOTEL ADMINISTRATION  
Paris

3 ANNÉES D'ÉTUDES BILINGUES  
(FRANÇAIS/ANGLAIS) APRÈS BAC.

LA "BUSINESS SCHOOL"  
DES CADRES ET DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES  
DU SECTEUR DE L'ACCUEIL ET DES SERVICES.

25, Quai André Citroën 75015 Paris  
Tél.: (1) 45.73.65.75 - (1) 40.59.03.02 Fax: (1) 45.79.19.53  
Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé



## EDUCATION • CAMPUS

### REPÈRES

**COMITÉ D'ÉVALUATION.** En même temps que la nomination de son nouveau président, René Mornex (le Monde du 22 mai), a été rendu public le renouvellement de la moitié des membres du Comité national d'évaluation des universités (CNE). Ont été nommés : Jean Cluzel, sénateur de l'Ailier (Union centriste) ; François Dagognet, professeur de philosophie à Paris-1 ; Henri Duranton, professeur de sciences naturelles et ancien président de l'université Strasbourg-I ; Robert Flament, professeur de médecine ; Raymond Legasia, professeur de droit et ancien président de l'université de Poitiers ; Maurice Maurin, professeur de chimie à Montpellier. Ont également été nommés, au titre des personnalités qualifiées : Claude Camus, secrétaire national de la CGC et membre du Conseil économique et social ; Yves Cheigneau, membre du Conseil économique et social ; Pierre Gleson, vice-président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ; enfin Jean Richard, professeur à l'université de Dijon.

**ERASMUS.** La Commission des Communautés européennes vient de sélectionner les projets qui pourront bénéficier, dans le cadre des pro-

grammes Erasmus et Lingua, d'un financement pour l'année académique 1993-1994. Au titre d'Erasmus, 2 153 programmes interuniversitaires de coopération (PIC), associant plus de 14 000 établissements d'enseignement supérieur, ont été retenus. Ce nouveau développement devrait permettre à plus de 100 000 étudiants et à plus de 9 000 enseignants de bénéficier de ce programme l'an prochain. A quoi s'ajoute la programmation Lingua (action II), pour laquelle 229 PIC ont été retenus, permettant la mobilité de près de 9 000 étudiants. Les pays de l'Association européenne de libre-échange commencent à occuper une place non négligeable (3 % de l'ensemble) dans ces échanges.

**IUT.** La politique de relance des instituts universitaires de technologie, depuis deux ans, commence à se traduire dans les chiffres, comme le démontre une note du ministère de l'éducation nationale. A la rentrée 1992, 82 983 étudiants étaient inscrits en IUT, soit 5 739 de plus qu'en 1991 (+ 7,4 %) et 14 637 de plus qu'en 1990 (+ 21 %). Cette hausse repose sur l'ouverture, en deux ans, de 11 IUT et de 77 départements d'enseignement supplémentaires ; une cinquantaine de nou-

veaux départements sont prévus à la rentrée 1993. Hors formation continue, le nombre de diplômés d'IUT a dépassé pour la première fois en 1992 le cap des 30 000 (31 204, soit une progression de près de 8 %). Contrairement aux recommandations, ce développement des IUT ne bénéficie pas aux bacheliers des séries technologiques (F et G). C'est particulièrement sensible pour les bacheliers F, dont l'importance relative continue à diminuer (25 % en 1992 contre 39 % en 1990), au bénéfice des bacheliers généraux, en particulier de la série C. Enfin, 43 % des diplômés d'IUT de 1991 ont poursuivi des études, soit en premier ou deuxième cycle universitaire, soit en écoles d'ingénieurs.

**LANGUES RÉGIONALES.** Dans une lettre adressée au premier ministre, les comités pour la charte européenne et le respect des droits linguistiques ont invité le chef du gouvernement à signer et faire ratifier par le Parlement la convention européenne des langues régionales ou minoritaires mise au point par le Conseil de l'Europe, qui déclare notamment « l'imprescriptibilité » le droit à la pratique des langues régionales. Forte du soutien de plusieurs

états (de la majorité comme de l'opposition) manifesté notamment durant la campagne électorale et de 38 000 signatures recueillies sur une pétition, les comités souhaitent que la France rejoigne la douzaine d'États membres qui ont déjà signé la Convention (dans la communauté européenne, seules la Grèce et la Grande-Bretagne ont refusé de signer, voir le Monde du 21 janvier). De son côté, l'association Culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle s'est demandé qu'à l'occasion du débat sur la révision constitutionnelle « soit levée l'hypothèque que fait peser sur l'avenir [des] langues régionales l'éventualité d'une interprétation restrictive de l'article 2 » de la Constitution, par lequel il est précisé que le français est « la langue de la République ».

**TOGO.** L'année blanche se profile pour les écoliers et les étudiants togolais. Fermées depuis le 16 novembre 1992, au moment des troubles politiques qui ont secoué le pays, les écoles et les universités n'ont toujours pas repris les cours malgré les appels des autorités académiques et universitaires.

## Les fonceurs d'Oyonnax

Le pôle européen de la plasturgie veut inventer une filière originale de formation

### BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Le sang des Oyonnaxiens n'a fait qu'un tour. A peine connues les propositions de Charles Millon, député de l'Ain et président du conseil régional Rhône-Alpes, pour l'enseignement supérieur (le Monde du 8 mai), l'Union nationale interuniversitaire (UNI) publiait un communiqué canon. Ce syndicat proche du RPR dénonçait une vision étriquée de l'université, et ajoutait, in fine, « ce qui est bon pour Oyonnax n'est sûrement pas bon pour l'université française » (le Monde du 13 mai).

On ne pouvait être plus vexant pour les élus et les industriels de la région, tant ceux-ci ont le sentiment d'avoir apporté, avec la création de l'École nationale supérieure de plasturgie d'Oyonnax (Ain), une réponse spécifique aux besoins de formation exprimés par une filière professionnelle en pleine mutation ainsi qu'aux préoccupations d'élus soucieux de développement local et d'aménagement du territoire.

Née de l'engagement conjoint des industriels et des collectivités, locales et régionales, l'ENSP, qui fait partie intégrante du pôle européen de plasturgie, souhaite, en effet, apporter sa contribution à la mise en place progressive d'un type d'enseignement universitaire et technologique innovant, capable de dépasser des cloisonnements institutionnels trop souvent paralytants.

Or les enjeux sont lourds, et tous les responsables du secteur souhaitent réagir rapidement. La mondialisation de l'économie, la perspective de l'ouverture des frontières européennes, les bouleversements technologiques et le retard du secteur français sur son homologue allemand ont accéléré l'émergence d'une filière, la plasturgie, devenue branche industrielle à part entière lors de la constitution officielle, en 1989, de la Fédération française de la plasturgie. La naissance d'une nouvelle profession qui, en 1992, pèse 104 milliards de francs de chiffre d'affaires, emploie 144 000 salariés (1) et se situe au troisième rang européen, allait très vite faire ressortir aux professionnels la nécessité de la mise en place d'une formation spécifique de très haut niveau.

### La formation de l'oiseau rare

Traditionnellement, la transformation des matières plastiques emprunte indistinctement ses cadres à la mécanique ou à la chimie. Or, selon les professionnels, l'une et l'autre de ces deux formations préparent mal l'ingénieur à l'exercice d'une responsabilité qui, outre l'indispensable pratique de terrain, nécessite d'emblée une compétence plurielle et interactive dans les deux disciplines de base de la plasturgie. Ce constat est renforcé par la complexité croissante des matériaux de base utilisés, les polymères.

La formation opérationnelle de l'ingénieur représente dans un investissement lourd pour l'entreprise. Selon Bernard Brochier, président du pôle européen, l'ingénieur plasturgiste « doit pouvoir introduire la venue et le marketing dans la production et la production dans la conception ». Enfin, « il doit avoir une vision plus large de mission qui lui est confiée pour améliorer et faire évoluer les systèmes d'organisation du travail et les process, tout en agissant pour modifier les comportements et les structures dans une filière plasturgiste encore très cloisonnée ».

Pour mettre en place la formation de l'oiseau rare, capable « de maîtriser les technologies nouvelles et le génie des procédés de la transformation des polymères par voie thermodynamique » (les Anglo-Saxons emploient à dessein l'expression *plastics processing*), les industriels français du secteur se sont naturellement tournés vers l'université. L'exemple du lycée Arbez-Carme, à Oyonnax, qui travaille en réelle osmose avec le bassin industriel environnant, ne pouvait que les conforter dans leur démarche.

Mais l'industrie plasturgique est allée plus loin : elle a sensibilisé les collectivités locales (ville et district d'Oyonnax) et territoriales (département de l'Ain, région Rhône-Alpes, chambre de commerce et d'industrie), qui ont très vite compris que le maintien et le développement du tissu industriel et de l'emploi dans la « Plastique Vallée » passaient par la création d'une technopole de référence susceptible de fixer la matière grise et de répondre aux besoins croissants des entreprises du secteur.

C'est ainsi que l'action conjointe de la profession et des collectivités aboutit à la création du pôle européen de plasturgie. A la formation supérieure initiale et continue, s'ajoute un centre de recherche-développement, un centre d'essai et de certification, un centre de documentation, le tout étroitement inséré

dans une région qui concentre 40 % de l'activité plasturgiste Rhône-Alpes et 12 % de l'industrie française dans ce domaine.

L'école d'ingénieurs (2) n'est que l'une des composantes d'une plateforme dont l'ambition plus large est de cristalliser, sur un site réservé de 30 hectares, la création d'une technopole accueillant, en outre, des entreprises spécialisées dans la recherche. « Il s'agit du choix stratégique de toute une filière », indique Raphaël Favier, directeur du pôle européen de la plasturgie, avant de souligner que ce pôle regroupe, parmi ses cent vingt membres, toutes les grandes entreprises du secteur.

Dès le départ, l'engagement des collectivités est total. Sur les 260 millions de francs d'investissements du pôle (tout compris : plateforme ENSP, logements et services pour les étudiants, etc.), elles en apportent 200 (les 60 restants correspondent à la quote-part des industriels), avec une part prépondérante pour le conseil général. « Si l'on ajoute les 250 millions que le lycée Arbez-Carme va investir dans son développement (sous la tutelle de la région) et le montant consacré par le département au désenclavement routier et autoroutier, on arrive au milliard de francs », indique Raphaël Favier.

### L'engagement des collectivités

« Il fallait faire vite », réchérte Lucien Guichon, député (RPR) et maire d'Oyonnax, pour justifier l'implication des collectivités dans le projet. « Nous ne pouvions pas attendre les décisions de Pierre ou Paul : nous avons décidé de porter le pôle pour en accélérer la réalisation. C'était une question de survie », poursuit le maire en faisant allusion aux tractations difficiles avec l'université pour monter le dossier et à la nécessité urgente de doter la filière d'un secteur recherche qui, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne, à Aix-la-Chapelle par exemple, n'existe pratiquement pas dans l'Hexagone.

Officiellement, l'institution universitaire n'est pas présente sur le pôle européen. « Elle ne peut répondre ou alors pour imposer, en le capotant à son profit, un système, classique et théorique, qui ne pouvait pas satisfaire l'originalité et la nature de la demande exprimée », regrette Raphaël Favier, sans vouloir pour autant ramener un débat (autonomie, décentralisation, capacité d'initiative, etc.) dont il sait que l'enjeu dépasse le seul cas d'Oyonnax.

« Il est dommage que la logique de l'institution universitaire ne lui permette pas de considérer un secteur qui pèse près de 200 000 salariés et ce dans une période difficile pour l'emploi », poursuit le directeur du pôle européen, en prélevant souligner l'enjeu économique et social et, par contraste, l'effervescence intellectuelle créée autour du pôle et de l'école.

### L'université ne peut être absente

« Nous avons tissé des liens étroits avec les Arts et métiers et l'université de Louvain. Des professeurs d'université (un tiers de l'effectif enseignant) et des chercheurs du CNRS sont intégrés à titre personnel. Des dirigeants de grandes entreprises se sont impliqués dans un système de formation et de recherche complètement ouvert qui associe en permanence l'alternance de la théorie et de la pratique. L'éducation nationale (à travers le lycée et le centre de formation des apprentis) participe activement de façon cohérente, à l'effort de formation global, souligne encore Raphaël Favier. Il y a une notion de dynamique, de task force à l'américaine, mobilisée autour des étudiants. Le savoir et la pédagogie ne sont pas qu'académiques : ils existent aussi dans le domaine professionnel. » Et le directeur du pôle de conclure : « L'université ne peut pas être absente de ce projet. C'est important pour l'avenir. Mais, attention, nous ne sommes pas des médians. »

Plus philosophe semble en tout cas, Jean-Paul Emin, sénateur (UDF-PR), vice-président du conseil général de l'Ain et président du district urbain d'Oyonnax : « Ceux qui marquent une certaine distance avec le pôle ne le connaissent pas. Nous les accueillons, comme nous souhaitons recevoir François Fillon. Lorsqu'ils verront ce qui se passe, ils comprendront. »

### LAURENT GUICHON

(1) 144 milliards de francs et 184 000 salariés : l'on y ajoute les entreprises dites intégrées.

(2) L'ENSP, dont le diplôme a été validé par la commission du titre en avril 1992, va former une centaine d'étudiants par promotion, sur quatre ans, à partir d'un recrutement niveau bac + 2 (DUT, certains BTS, DEUG A) et masters supérieurs spés. L'ENSP a pris le relais d'un maître de sciences et techniques (bacc + 4) mise en place dans un premier temps avec le concours de l'université Lyon-1.

**Bonne nouvelle**  
Vous pouvez essayer gratuitement  
les radiotéléphones numériques  
dans les Agences France Telecom

POUR CONNAÎTRE LES AGENCES FRANCE TELECOM  
OU VOUS POUVEZ ESSAYER LES RADIOTÉLÉPHONES  
PORTATIFS NUMÉRIQUES ITINERIS,  
APPELEZ LE N°VERT : 0514 14 30

Et si vous communiquiez  
avec les outils d'aujourd'hui ?

**France Telecom Equipements**



## EDUCATION • CAMPUS

### Collèges et universités : les zones d'ombre

L'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale publie son rapport annuel

De la mise en œuvre du plan d'urgence pour les lycées à l'organisation des transports scolaires, du bilan du « collège unique » aux problèmes rencontrés par les étudiants dans les seconds cycles universitaires, c'est un vaste tour d'horizon que propose l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) à travers son rapport 1993 publié à La Documentation française (1). Certains textes sont inédits – comme le rapport sur « les acquis des étudiants de second cycle », d'autres ont déjà fait l'objet de comptes rendus dans nos colonnes, certains, enfin, n'ont fait l'objet que d'une publication partielle.

Le bilan du collège unique, établi à partir de l'évaluation d'un échantillon de quatre-vingt-cinq collèges par les inspecteurs généraux Henri Bonnet et Jacques Vaudouin, avait ainsi donné lieu à un rapport d'étape au début de 1992 (le Monde du 2 avril 1992). L'évaluation est désormais achevée et l'IGAEN lui consacre, dans son rapport annuel, une quarantaine de pages qui seront sans doute minutieusement épiluchées par la nouvelle équipe ministérielle. François Bayrou n'a-t-il pas, en effet, à plusieurs reprises, annoncé que le collège serait le grand chantier de la prochaine année scolaire ?

Le rapport d'étape, centré sur la mise en place de la « rénovation » lancée en 1983, ne ménageait pas ses mots. « La rénovation mise en œuvre par Alain Savary n'a plus de contenu réel », observait d'entrée de jeu l'inspection générale. Et elle faisait remarquer que la recherche de solutions pour faire face à l'échec scolaire s'arrête le plus souvent au seuil de la classe et que l'évaluation des actions mises en place reste très insuffisante.

En présentant une approche plus globale du fonctionnement des collèges, le rapport final renvoie une image moins négative. « Il serait injuste d'évoquer un échec du collège ou même une situation de blocage », écrivent les inspecteurs généraux, qui refusent visiblement de noircir le tableau. Les conditions d'enseignement d'abord. Grâce à une baisse sensible des effectifs ces dernières années, les collèges ont dans l'ensemble « les moyens de remplir leur mission », affirme l'IGAEN.

La lourdeur des effectifs « ne focalise plus vraiment les critiques », les effectifs moyens oscillant entre 20 et 27 élèves par classe. Mais attention, signale néanmoins l'inspection, il s'agit là d'une situation très provisoire et il faut s'attendre à de nouvelles tensions dans les prochaines années.

#### Elèves en difficulté

Autre point positif : le climat et la discipline. « En dépit de difficultés réelles mais ponctuelles, soulignent les inspecteurs généraux, l'idée d'une dégradation générale du climat des collèges n'est qu'une extrapolation abusive. » Enfin, la baisse des taux de redoublement est particulièrement la règle, même si elle reste très variable d'un établissement à l'autre, et les taux de passage en seconde s'accroissent. Autrement dit, la marche vers l'objectif gouvernemental des « 80 % au niveau du bac » est largement entamée et assumée par les collèges.

Reste que ces derniers peinent sur l'essentiel : la prise en charge des élèves en grande difficulté, la différenciation des apprentissages – chère au nouveau ministre – ou le travail en équipe des enseignants. Les projets d'établissement, rarement opérationnels, alignent dans la plupart des cas des objectifs généraux mais trop généraux, et l'évaluation des établissements, comme celle des élèves pris individuellement, reste très traditionnelle et lacunaire.

Sur la façon dont les établissements régissent le problème de l'hétérogénéité du niveau des élèves – autre difficulté majeure des collèges – on apprend malheureusement peu de chose, si ce n'est qu'en gros, et conformément au règlement, les classes sont généralement constituées de manière aléatoire. C'est du moins ce qu'affirme le rapport, mais sans pousser plus avant l'analyse.

Enfin, l'inspection générale signale aussi certaines difficultés, comme le remplacement des enseignants absents (dans tel collège, 13 jours d'absence seulement sur 217 ont été remplacés en 1991) ou le

caractère aléatoire de la formation continue des enseignants. Deux problèmes qui sont d'ailleurs liés puisque la formation est, de loin, la première cause d'absence des enseignants de collège. Une forte majorité de ceux-ci suivent en effet au moins un stage d'une quinzaine d'heures par an. Mais ces stages sont, selon l'IGAEN, souvent déconnectés de la politique de l'établissement, fruit d'une demande individuelle exprimée « sur catalogue », rarement ou mal réinvestie par leurs bénéficiaires. « Une perte sûre pour un gain seulement escompté », résume crûment le rapport.

#### Taux d'échec à l'université

L'inspection n'est pas beaucoup plus tendre dans son rapport inédit sur les seconds cycles universitaires. Cette évaluation partielle est d'autant plus intéressante que le maquis complexe de ces formations supérieures commence tout juste à être défriché et qu'il fait l'objet d'une attention particulière du nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce dernier a, en effet, demandé à l'inspection générale – qui devrait remettre ses conclusions dans les prochains jours – d'évaluer le coût de la mise en œuvre de la rénovation pédagogique de l'ensemble des filières universitaires des premiers et seconds cycles qui doit être engagée à partir de la rentrée prochaine.

Or tout démontre que les seconds cycles constituent une zone très opaque du paysage universitaire. Comme le notent les inspecteurs, « l'opinion interne et externe aux universités est peu sensible à l'efficacité des seconds cycles ». Et cela est loin d'être un gage de « productivité satisfaisante ». En s'appuyant sur les maigres études existantes (rapports du Comité national d'évaluation sur les établissements, études de cohortes d'étudiants) et en menant une enquête auprès d'une dizaine d'universités, le rapport de l'inspection estime que « sans cas particuliers et hormis les filières de type MST ou MAGE, les résultats des seconds cycles universitaires sont souvent dans la continuité des résultats des premiers ».

Autrement dit, « sur un plan strictement quantitatif, de nombreux seconds cycles sont affectés par des taux d'échec comparables à ceux des premiers cycles », c'est-à-dire de 30 % à 50 %, voire davantage. Autant on s'est alarmé dans un cas, autant le silence est éloquent dans l'autre.

Et la situation n'est pas beaucoup plus claire si l'on s'avisait de mesurer l'efficacité des seconds cycles, non plus à partir du taux de réussite aux examens, mais des conditions d'insertion professionnelle des étudiants. Une réelle prise de conscience est en cours sur ce point, relèvent les inspecteurs, mais les études réalisées jusqu'à présent restent encore « erratiques » et sont, le plus souvent, sans conséquences sur la définition et la gestion des formations. Il est vrai, note le rapport de l'inspection, que les menées ne sont pas encore mûres. L'un des traits dominants de la culture des principaux acteurs – étudiants, enseignants ou personnels administratifs – « est le peu d'intérêt accordé par l'institution dans son ensemble au résultat de l'activité d'enseignement qu'elle développe ».

Devant ce flou général, l'inspection estime indispensable de « renforcer simultanément les dispositifs de prévision et d'évaluation existants ». Cela passe, tout d'abord, par une amélioration de la fiabilité des informations sur la situation et le devenir des étudiants de second cycle, grâce à une informatisation de la gestion pédagogique, des études plus systématiques de cohortes d'étudiants, la mise en place d'observatoires de la vie étudiante et le développement du « système d'information sur le suivi des étudiants » (SISE), en préparation depuis plus d'un an. Mais l'inspection insiste également sur la nécessité absolue de tenir compte de la grande diversité des filières de second cycle. Beau programme de recherche !

G. C. et Ch. G.

(1) Rapport 1993, inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, La Documentation française, 290 p., 115 F.

### Brassage académique contre nationalismes

L'Université d'Europe centrale, créée par le milliardaire George Soros, a du mal à s'enraciner

BUDAPEST

de notre correspondant

L'UNIVERSITÉ d'Europe centrale est âgée d'à peine deux ans, mais elle porte déjà les marques de l'histoire. Conçue dans la foulée de la chute des régimes communistes, elle a vu le jour pendant ce bref intermède de retrouvailles joyeuses entre les nouveaux dirigeants au pouvoir à Varsovie, Prague et Budapest. Mais aujourd'hui, les pays de la Mittel Europa se tournent le dos. Fraîchement libérés de la tutelle soviétique, ils se méfient de toute coopération régionale, parce comme un « ghetto pour pauvres », qui pourrait retarder leur objectif prioritaire : rejoindre la CEE.

Aujourd'hui à contre-courant, ce projet s'en trouve sûrement plus justifié encore aux yeux de son promoteur, George Soros, milliardaire américain d'origine hongroise, qui a déjà créé des fondations culturelles dans dix-huit anciens pays communistes. « Nous avons besoin d'une institution pour renforcer l'idée motrice des révolutions de 1989 », écrit-il dans sa présentation de l'Université d'Europe centrale (UEC). C'est-à-dire l'idée d'une société ouverte, pluraliste, démocratique et orientée vers le marché. L'UEC doit aider à créer une élite

intellectuelle vaccinée contre les pièges du communisme et du nationalisme. Initialement prévue à Bratislava, l'université a été installée à Prague et à Budapest, et accueille chaque année environ deux cent cinquante étudiants de troisième cycle depuis la rentrée 1991.

Il fallait trouver une langue commune à cette tentative de melting pot académique. Ce n'est, bien sûr, pas le russe, ni d'ailleurs l'allemand, mais l'anglais. Et tous les candidats doivent obligatoirement passer un certificat d'aptitude linguistique (TOEFL). La formation est gratuite pour les étudiants de l'Est, qui reçoivent une bourse de 150 dollars par mois, et payante pour ceux de l'Ouest (8 000 dollars par an), dont le nombre est limité à 25 % des effectifs. Coût annuel de l'opération pour M. Soros : 10 millions de dollars.

#### Les attaques de l'extrême droite

Outre les matières habituelles, l'UEC anime deux cycles en prise directe avec les réalités du moment : l'un sur l'environnement, et l'autre sur la transition politique, avec la participation d'acteurs-clés de la région tels que Janos Kis, fondateur du principal parti d'opposition en Hongrie, Petr Fikant, dernier premier ministre de Tchécoslovaquie, et, pour le cursus de

droit, Tibor Varady, ancien ministre de la justice du gouvernement Panik en Yougoslavie.

Autre différence avec les universités classiques : « Nous voulons avoir une approche plus interdisciplinaire et moins conservatrice », insiste le professeur Gabor Klaniczay, qui cite comme modèle le fonctionnement de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris.

Par rapport aux ambitions initiales, l'UEC penche davantage vers l'Est que vers le Centre. Quand ils le peuvent, les étudiants d'Europe centrale cherchent plutôt à aller à l'Ouest, alors que les Occidentaux se méfient encore d'une institution mal connue. Résultat : plus de 50 % des étudiants proviennent de l'ex-URSS. « C'est inévitable car ils feraient n'importe quoi pour sortir de chez eux », constate Istvan Teplai, le directeur financier de l'UEC. « Même si nous organisons un cours sur le jardinage, ils viendraient en masse ! »

Même déséquilibre, mais en sens inverse, pour les enseignants, qui viennent pour la grande majorité d'universités anglo-saxonnes. Toutefois, plusieurs professeurs français de renom ont participé cette année à des séminaires, dont l'historien Jacques Le Goff, l'urbaniste Françoise Choay, et le philosophe Jacques Derrida.

Expérience encore modeste et limitée, l'UEC est néanmoins la cible de

multiples attaques, qui illustrent un certain changement de climat en Europe centrale. L'extrême droite hongroise mène une véritable croisade contre cette institution et son fondateur George Soros. « Les enseignants de l'UEC ont une formation cosmopolite et libérale, sans racines, et ils haïssent la pensée nationale », écrit un député du parti au pouvoir à Budapest dans le journal Magyar Forum en septembre dernier.

Peu de temps après son arrivée au pouvoir (juin 1992), le premier ministre tchèque Vaclav Klaus a annulé l'accord conclu avec Vaclav Havel pour la prise en charge du loyer de l'université à Prague (1 million de dollars par an). « L'argument financier est un prétexte, commente un des responsables de l'UEC. Klaus veut couper les ponts avec l'Europe centrale, car il est convaincu de pouvoir rejoindre la CEE tout seul. Il serait sûrement plus heureux d'accueillir une université belge ou danoise ! »

George Soros a compris le message : « Je pourrais, comme je l'ai fait à Budapest, acheter un bâtiment à Prague, déclare-t-il. Mais je ne me sens pas soutenu. » C'est décidé, il quitte Prague : dans les deux années à venir, l'ensemble de l'université va donc être transféré à Budapest.

YVES-MICHEL RIOIS

**Très bonne nouvelle**

Vous pouvez acheter

un téléphone numérique européen

pour 4900 F TTC seulement

POUR CONNAÎTRE LES AGENCES FRANCE TELECOM OU SONT VENDUS LES RADIOTÉLÉPHONES PORTATIFS NUMÉRIQUES ITINÉRI, APPELEZ LE N° VERT : 05141430

**Et si vous communiquiez avec les outils d'aujourd'hui ?**

**France Telecom Equipements**

Dans la limite des stocks disponibles. Prix du modèle présenté : 5811,40 F TTC.



## CULTURE

# L'art et l'Etat

### III. - Un toit pour créer

Après avoir pesamment ignoré l'art contemporain, l'Etat et les collectivités publiques ont, depuis une décennie, rattrapé le temps perdu (le Monde du 25 mai). Les interrogations présentes portent sur la rôle des écoles de beaux-arts (le Monde du 26 mai) et sur les moyens de mettre à la disposition des artistes des ateliers qui satisfassent leurs besoins.

Lorsqu'un jeune artiste sort d'une école d'art avec son bagage théorique et ses quelques certitudes, il plonge tout droit dans la dure réalité du métier. Par exemple, où et comment trouver un atelier ? En province, la chose semble aisée, et nombre d'artistes réputés ont fait ce choix : Soulaire à Sète, Viallet à Nîmes, Rayssac dans le Périgord. Mais pour un Rastignac de l'art, il est hors de question de s'installer ailleurs que dans la capitale où sont concentrés artistes, musées, institutions, galeries, critiques.

94 % des quelque mille ateliers appartenant à l'Etat sont implantés en région parisienne. Le fossé Paris-province est profond. Le ministère de la culture a décidé de plusieurs implantations dans des capitales régionales (Strasbourg et surtout Marseille), mais l'attraction de la capitale reste très forte. Le cas de Jean-Luc Vilmoth est exemplaire : « J'avais trouvé sans problème un atelier de 300 m<sup>2</sup> au centre de Lyon pour 7 000 F par trimestre. J'y suis resté cinq ans car je m'y sentais très bien. Mais j'ai dû le quitter pour Paris. Il n'y a pas, en province, un milieu artistique qui donne envie d'y rester. » Jean-Luc Vilmoth y a perdu un change, son atelier du quatorzième arrondissement est « très moi joutu ». Mais il est à Paris.

L'arithmétique parisienne est implacable : deux mille ateliers pour seize mille artistes, c'est-à-dire quatorze mille artistes sur le pavé. Arithmétique certes un peu brutale, mais qui en dit long sur l'étendue du problème. Seize mille artistes, c'est le nombre d'inscrits à la Maison des artistes, la mutuelle de la profession. Deux mille ateliers, c'est à peu près le parc cumulé des deux propriétés publiques : la Ville de Paris et l'Etat. Le problème est d'autant plus aigu quand on sait la vogue

des formats imposants, des sculptures gigantesques ou des installations fragiles, qui exigent de vastes espaces.

La Ville de Paris tempère ces chiffres. La plupart des artistes ne demandent pas d'atelier puisqu'un bon millier seulement de dossiers s'entassent sur ses bureaux ou sur ceux du ministère de la culture, chaque artiste effectuant généralement deux demandes parallèles. Et pour Bruno Racine, l'ancien directeur des affaires culturelles de Paris, « il y a des artistes de qualité fort inégale parmi ces dossiers. Seul un quart justifient que le commandement fasse des efforts et méritent d'obtenir satisfaction dans un délai de deux ans. »

Pourtant, à écouter les peintres ou sculpteurs, la « quête d'atelier » ressemble fort à un parcours du combattant, voire à un « chemin de croix ». affirme ce plasticien dont le dossier « pourrit » depuis maintenant sept ans, sans succès. Et d'ajouter, désespéré : « Dites à un propriétaire que vous êtes artiste. Vous verrez la tête qu'il fait... » Il faut voir aussi tous ces jeunes artistes qui font le pied de grue dans les couloirs de la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture. Anne-Marie Rousseau, responsable des ateliers au ministère de la culture, reconnaît que « le problème est récurrent à Paris, car la population des artistes grandit plus vite que le nombre d'espaces de travail ».

#### La banlieue au secours des ateliers

Pour pallier ces difficultés parisiennes, la banlieue accueille aujourd'hui un grand nombre d'ateliers. La moitié du parc de l'Etat (526) y est implantée. Rien de tel, en effet, pour donner un peu d'allure à des quartiers sans âme. Des villes comme Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ou Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) en construisent même sans aucune aide du ministère de la culture. Certains sont superbes et prestigieux, comme les ateliers de Malakoff (Hauts-de-Seine), qui abritent quelques fleurons de l'art contemporain : Christian Boltanski, Annette Messager, Sophie Calle. Sculpteur de trente-trois ans, Skall a obtenu son premier atelier public à Cachan (Val-de-Marne), dix ans après sa sortie de l'école d'Etat. Le problème est d'autant plus aigu quand on sait la vogue



on travaille n'importe où. » Dans une chambre de 4 m<sup>2</sup>, ebez ses parents, puis dans les 11 m<sup>2</sup> du garage familial. A Cachan donc, Skall disposait de 40 m<sup>2</sup> d'atelier + 40 m<sup>2</sup> de logement contre un loyer de 3 000 F. « Mais ce bel espace se transformait en frigo l'hiver et en four l'été. » Skall vient de trouver un atelier-logement à Paris : c'est bien plus petit (60 m<sup>2</sup>), plus cher (3 200 F) mais l'artiste se sent moins isolé. « En trois mois passés ici, j'ai reçu plus de visites qu'en un an à Cachan. »

Tout comme Skall, Michel Paysant fait partie des quelque deux mille « privilégiés parisiens » qui occupent un atelier attribué par la Ville ou l'Etat. Comment cet artiste confirmé l'a-t-il obtenu ? « J'ai consacré quatre mois à ça. Ne rien faire, c'est jeter son dossier dans un puits sans fond. » Outre l'accumulation de dossiers, Michel Paysant — comme tous les artistes que nous avons contactés — reconnaît avoir bénéficié d'un « coup de pouce » : « J'avais une exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Ça a joué. » Pour d'autres, ce sera l'appui d'une personnalité haut placée, d'un galeriste bien en vue, d'un responsable d'institution, d'un élu. Un atelier découlerait souvent d'une commande publique. « Sans piston, vous pouvez attendre vingt

ans », affirme Jean-Luc Vilmoth. D'autres affirment qu'il vaut mieux « résister tout les ans à la Ville pour que le dossier soit au-dessus de la pile. Le problème est qu'un dossier bien fait, avec des photos de qualité, coûte environ 3 000 F. »

« Le piston, connais pas », répondent en substance le ministère de la culture, le ministère de la Région Île-de-France, le ministère de la Ville de Paris (RIVP) : « Si les artistes se plaignent de l'éloignement des portes, moi je me plains de la grandeur des œuvres. Je passe mon temps à écouter leurs plaintes. On ne peut pas être un déshérité de l'art (parce que ceux qui vendent beaucoup ne s'adressent pas à nous), ne pas être capable de payer un loyer normal et faire des toiles de six mètres sur neuf. Ces logements ne sont pas des Rolls, mais les artistes en ont pour leur argent. » Si le conseil des dix-artistes, j'avais dix avis différents, et si je les écoute, les budgets seront largement dépassés. »

Tout en considérant les artistes comme « des enfants gâtés éternellement insatisfaits », les pouvoirs publics reconnaissent que l'atelier-logement est une mauvaise formule. Car il suffit d'en visiter un bon nombre pour constater que ce sont plus des logements que des ateliers. « Transformez la partie atelier en séjour, et vous avez un appartement de rue pour un prix dérisoire », explique Michel Paysant. Ce dernier, tout comme Jean-Luc Vilmoth, utilise l'atelier comme lieu de stockage des œuvres ou comme espace de réflexion et de conception. Mais la réalisation se fait ailleurs.

Les ateliers-logements ont pourtant de beaux jours devant eux car ils bénéficient seuls de prêts locatifs aidés (PLA), ce qui autorise des loyers modérés. Mais quand l'artiste disparaît ou change d'activité, le local reste dans la famille, puisqu'il s'agit d'un bail classique. C'est ainsi que nombre d'ateliers sont occupés par des gens qui n'ont rien à y faire. Cette « évapo-

ration du parc d'ateliers », selon Anne-Marie Rousseau s'élève à 10 %. Mais comment apprécier réellement cette évaporation puisque les pouvoirs publics n'ont aucun moyen de la contrôler ?

Vuillat pourqu'il Ville comme Etat souhaitent favoriser la construction d'ateliers qui soient uniquement des lieux de travail. « C'est notre objectif », affirme Bruno Racine, qui annonce au plan spécifique pour 1994. C'est plus facile à dire qu'à faire, car ces espaces ne bénéficient pas des facilités de financement des logements sociaux. L'Etat, par exemple, un « gros projet de quarante ateliers », mais en banlieue, il faut éviter des loyers vertigineux. Il faut une forte volonté politique, « ce qui n'est pas évident dans cette époque de crise et de pression foncière », explique Anne-Marie Rousseau. C'est ainsi que la cité Mécène a vu le jour près de la place Nationale à Paris, dans le treizième arrondissement : un cube fragile de six ateliers dans un paysage de tours. Agnès Thurnauer, trente ans, diplômée de l'Ecole des arts décoratifs de Paris, occupe un espace dépourvu de 70 m<sup>2</sup> avec un sol en béton et une large verrière : « Je paie 3 500 F de loyer mensuel sans pouvoir y loger. J'ai donc un loyer supplémentaire ailleurs. »

#### Une « évaporation » incontrôlée du parc

Ces considérations ont le don d'agacer Michel Lombardini, président de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) : « Si les artistes se plaignent de l'éloignement des portes, moi je me plains de la grandeur des œuvres. Je passe mon temps à écouter leurs plaintes. On ne peut pas être un déshérité de l'art (parce que ceux qui vendent beaucoup ne s'adressent pas à nous), ne pas être capable de payer un loyer normal et faire des toiles de six mètres sur neuf. Ces logements ne sont pas des Rolls, mais les artistes en ont pour leur argent. » Si le conseil des dix-artistes, j'avais dix avis différents, et si je les écoute, les budgets seront largement dépassés. »

Tout en considérant les artistes comme « des enfants gâtés éternellement insatisfaits », les pouvoirs publics reconnaissent que l'atelier-logement est une mauvaise formule. Car il suffit d'en visiter un bon nombre pour constater que ce sont plus des logements que des ateliers. « Transformez la partie atelier en séjour, et vous avez un appartement de rue pour un prix dérisoire », explique Michel Paysant. Ce dernier, tout comme Jean-Luc Vilmoth, utilise l'atelier comme lieu de stockage des œuvres ou comme espace de réflexion et de conception. Mais la réalisation se fait ailleurs.

Les ateliers-logements ont pourtant de beaux jours devant eux car ils bénéficient seuls de prêts locatifs aidés (PLA), ce qui autorise des loyers modérés. Mais quand l'artiste disparaît ou change d'activité, le local reste dans la famille, puisqu'il s'agit d'un bail classique. C'est ainsi que nombre d'ateliers sont occupés par des gens qui n'ont rien à y faire. Cette « évapo-

ration du parc d'ateliers », selon Anne-Marie Rousseau s'élève à 10 %. Mais comment apprécier réellement cette évaporation puisque les pouvoirs publics n'ont aucun moyen de la contrôler ?

Vuillat pourqu'il Ville comme Etat souhaitent favoriser la construction d'ateliers qui soient uniquement des lieux de travail. « C'est notre objectif », affirme Bruno Racine, qui annonce au plan spécifique pour 1994. C'est plus facile à dire qu'à faire, car ces espaces ne bénéficient pas des facilités de financement des logements sociaux. L'Etat, par exemple, un « gros projet de quarante ateliers », mais en banlieue, il faut éviter des loyers vertigineux. Il faut une forte volonté politique, « ce qui n'est pas évident dans cette époque de crise et de pression foncière », explique Anne-Marie Rousseau. C'est ainsi que la cité Mécène a vu le jour près de la place Nationale à Paris, dans le treizième arrondissement : un cube fragile de six ateliers dans un paysage de tours. Agnès Thurnauer, trente ans, diplômée de l'Ecole des arts décoratifs de Paris, occupe un espace dépourvu de 70 m<sup>2</sup> avec un sol en béton et une large verrière : « Je paie 3 500 F de loyer mensuel sans pouvoir y loger. J'ai donc un loyer supplémentaire ailleurs. »

Autre solution, améliorer les ateliers-logements. Pour de nombreux artistes, il suffirait d'un peu plus de concertation avec les architectes. La quarantaine d'ateliers réalisés par Michel Kagan, rue Saint-Charles à Paris dans le quinzième, sont cités en modèle. Anne Deguelle, une artiste qui y loge, est pourtant critique : « C'est peu fonctionnel et il n'y a pas d'espace de stockage. » Michel Lombardini a donc confié au peintre Olivier Debré la conception d'ateliers dans le treizième arrondissement de Paris : « Puisque les artistes sont mécontents des architectes, demandons à un peintre, qui voudrait être architecte de surcroît, d'imaginer un bâtiment. » Mesure habile, disent certains. D'autres y voient une opération tapo-à-l'œil pour masquer le problème de fond : la mort lente des ateliers dans une ville rénovée (lire l'enquête). « Faux problème », répond M. Lombardini : « C'est insoluble car huit millions de personnes rêvent d'habiter Paris alors qu'il n'y a que de la place pour deux millions. Pour les artistes, c'est la même chose. »

MICHEL GUERRIN

► A lire : Artistes et ateliers, de Catherine Lawless, éd. Jacqueline Chambon, 1990.

Prochain article :

Acheter, exposer, propager

## Quand sombrent les Bateau-Lavoir

Investissement par nature peu rentable, l'atelier d'artiste « cadre » mal avec une ville où le mètre carré est cher. A la fin du dix-huitième siècle, de nombreux artistes ont « squatté » la grande galerie du Louvre. Au début du vingtième, deux cités d'artistes ont fleuri ici et là, bâties de brique et de bois, comme le Bateau-Lavoir à Montmartre, qui a abrité Picasso (il y peignit les Femmes d'Alger), Max Jacob, Van Dongen, Modigliani et Juan Gris. Ces cités parisiennes ont subi les assauts de la spéculation immobilière dans les années 1960-1970. Il en reste une bonne douzaine aux confins du quatorzième et du quinzième arrondissement — certaines sont classées — comme la Cité fleurie (boulevard Augui et la Rue du quatorzième) où ont travaillé Chagall, Modigliani, Soutine, Léger... Et Louis Jovet.

Dès les années 30, des ateliers publics ont été créés dans le cadre de la ceinture parisiennne, boulevard des Maréchaux. Mais une réelle politique de la ville et de l'Etat a vu le jour dans les années 60. Aujourd'hui, la construction d'ateliers est confinée dans les treizième, quatorzième, quinzième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements, là où le mètre carré reste abordable. La cité, assimilée à un « ghetto d'artistes » est moins au goût du jour, explique Michel Lombardini, qui gère, au titre de la Régie immobilière de la Ville de Paris, le plus important parc d'ateliers de la capitale. « Le charme de Paris est de faire cohabiter le prolé, le bourgeois, le boulangier et l'artiste. »

La maine construit ainsi une vingtaine d'ateliers par an, et un

rythme supérieur à celui de la démolition, assure Bruno Racine, ancien directeur des affaires culturelles de Paris. Le problème est plutôt celui du changement d'affectation des ateliers, notamment les plus anciens. De nombreux résidents des cités ne sont en effet plus des artistes, mais des professionnels libéraux, architectes, designers, tous gens capables de payer un loyer élevé et bienheureux de profiter de logements de charme.

#### Le conflit des squatters et des pouvoirs publics

La municipalité a beau se montrer rassurante, le problème de fond, de société diront certains, est bien le maintien ou pas des artistes dans la ville. Montmartre et le quatorzième arrondissement ont été jusqu'aux années 60 les deux « bastions », car insérés dans des quartiers bon marché et populaires. Aujourd'hui, chaque fois qu'un quartier parisien ancien se rénove, on peut être sûr que des lots entiers de vieux bâtiments peuvent servir d'ateliers, à peu de frais, partent en fumée. Qu'on le veuille ou non, une ville « nettoyée » s'accorde mal avec la vie d'artiste. Et « lorsque les artistes occupent et réinventent par eux-mêmes des quartiers, ils ne tardent pas à être évincés par la spéculation immobilière : ainsi, par exemple, le quartier de la Bastille », écrit justement Frençois Barré, délégué aux arts plastiques au ministère de la culture (1).

Quelques conflits chauds entre artistes squatters et pouvoirs publics viennent le rappeler. Aux Récollets, à Paris, s'étaient rassemblés au hasard des expulsions successives des artistes

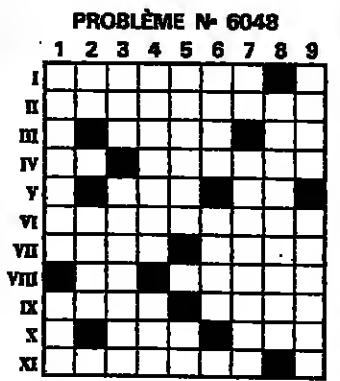
très divers, du décorateur de théâtre au peintre, de l'assemblageur au musicien. Tous se disaient stimulés par la réunion en un même lieu, fût-il vétuste et mal équipé, de disciplines différentes. On sait que le ministère de l'équipement, propriétaire du couvent, est resté insensible aux charmes de cette église de Thélème à proximité de la gare d'Est. On sait aussi que l'Etat était pénalement responsable en cas d'incendie ou de tout autre désastre entrainant mort d'homme dans ce bâtiment précaire. Le couvent, aujourd'hui vide et inaccessible, est promis à une réhabilitation qui laissera peu de place aux ateliers.

Les peintres et sculpteurs de l'ancien hôpital Beauséjour, baptisé aujourd'hui « Ephémère », sont, si l'on peut dire, des spécialistes de l'exil. Certains ont déjà occupé, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), un site industriel dénommé l'Usine Ephémère. L'Assistance publique a accepté de les héberger dans les bâtiments de l'ancien établissement hospitalier (18). Mais ils devront partir dans un an. Quant aux deux cent cinquante artistes rassemblés dans l'ancienne Campagne des entrepôts à gare frigorifique (le Frigo), à côté de la gare d'Austerlitz, ils s'attendent à devoir quitter les lieux dans les mois qui viennent à cause de l'aménagement de la ZAC Tolbiac. Pour aller où ? On parle d'un aménagement des Grands Moulins de Paris. Affaire à suivre.

M. G.

(1) Citation extraite du numéro 64 d'Info. Ministère de la culture, avril 1993. Tél. : 40-15-73-00.

## MOTS CROISÉS



#### HORIZONTALEMENT

1. Des légumes pour les Espagnols. — 2. Les dernières nouvelles. — 3. Un roi sur la scène. Adverbe. — 4. Qui est bien rentré. Grands. — 5. Un oncle pour des « hommes ». Dans une série de sept. — 6. Un dieu pour que le jeu ne se répande pas. — 7. Un dieu qui ne manquait pas de souffle. Pas fréquent. — 8. Mesure à l'étranger. Selon Apollinaire, les derniers sont pareils à des bœufs très las. — 9. Ne réside plus. Il faut monter pour l'atteindre. — 10. En fin de car-

rière. Un ancêtre. — 11. Enlève du poids.

#### VERTICALEMENT

1. Peut donner l'impression que tout est comme d'habitude. Peut faire pleurer autant que l'orgueil. — 2. Bande d'effroi. Est plus plate qu'une vieille. — 3. Utile pour celui qui veut se pousser. Comme les reins de celui qui n'a aucun mal à croquer. — 4. Qu'on ne peut donc pas faire parler comme le margous. Légumineuses. — 5. Loi universelle pour les bouddhistes. Quartier d'Évreux. — 6. Petit carnivore. Fit un choix. — 7. Abréviation pour le patron. Vu comme dans un rêve. — 8. Les gens du milieu. — 9. Pas innocents. Exprimé brièvement.

#### Solution du problème n° 6047

##### Horizontalement

1. Cactacés. — 2. Acier. — 3. Eire. Prou. — 4. Nenni. Es. — 5. Rete. — 6. Hégonie. — 7. Ura. André. — 8. Sat. Ris. — 9. Lé. Blues. — 10. Eclair. Ey. — 11. Su. Taire.

##### Verticalement

1. Cœn. Huites. — 2. Acier. Eau. — 3. Carnages. — 4. Tréma. — 5. Al. Ismaïlia. — 6. Cap. On. Uri. — 7. Etreindre. — 8. Eros. Irisee. — 9. Eu. Fées.

GUY BROUTY







# ÉCONOMIE

Les mesures en faveur de l'emploi, le lancement d'un emprunt

## Poudre aux yeux

L'histoire risque d'être ironique pour M. Balladur. De 1986 à 1988, il avait appartenu à un gouvernement dont il avait inspiré la politique libérale et qui avait supprimé l'autorisation administrative de licenciement.

Bien entendu, la conjoncture économique d'aujourd'hui est bien différente de celle d'alors et les décisions peuvent être dictées par les circonstances. Jamais le chômage n'aura été aussi grave et rarement l'attitude des entreprises n'aura été aussi contestable, qui semblent céder au vent de panique en réduisant leurs effectifs à tout-va. Il n'empêche, les faits sont là. Philippe Séguin, ministre du travail de l'époque et désormais président de l'Assemblée nationale, avait beaucoup travaillé des pieds pour appliquer ce point du programme de la droite libérale, en 1986. Secrètement, il doit s'en souvenir aujourd'hui sa revanche avec l'une de ces moues qu'il affectionne. Même généreuse, la proposition du premier ministre, qui consiste à promettre une aide financière de l'Etat pour compenser les baisses de salaires dans les entreprises qui renonceraient aux licenciements, peut vite se transformer en machine infernale. La CFDT, qui parle de «poudre aux yeux», n'a pas tort de dénoncer les effets pervers d'une telle mesure, inapplicable en l'état. De deux choses l'une, en effet. Soit les employeurs, en bons gestionnaires à l'effort de la main publique, multiplieraient les annonces de licenciements et obtiendraient en contrepartie une baisse de la masse salariale qui sera financée par le budget. Dans ce cas, les dépenses deviendraient rapidement insupportables pour le gouvernement. Soit, pour éviter ce piège, il faudra imaginer un système de contrôle, ne serait-ce que pour vérifier la réalité des difficultés invoquées par l'entreprise. Et, alors, une autorisation préalable sera nécessaire.

Quant au devoir fait aux entreprises publiques du secteur concurrentiel de «renoncer aux licenciements», il fait plus qu'écorner l'autonomie de gestion de celles-ci. Les voilà soumises, par un premier ministre libéral, à une des contraintes du passé. De celles que les socialistes imaginaient en 1981 et auxquelles ils ont dû renoncer.

ALAIN LEBEAUE

## Le premier ministre critique sévèrement les «méthodes expéditives» de licenciement

«Certaines méthodes expéditives de licenciement, telles qu'elles ont été utilisées récemment dans le secteur privé, sont inadmissibles», a déclaré Edouard Balladur, mardi 25 mai devant l'Assemblée nationale, en se référant implicitement aux affaires SKF (le Monde du 20 mai) et IVECO. Convoquer individuellement un salarié dans le cadre d'un licenciement collectif, puis lui demander de quitter l'entreprise dans l'heure, même en lui fournissant un taxi, est dépourvu «du minimum élémentaire de respect auquel a droit toute personne», a poursuivi le premier ministre qui, sur l'IFI, le soir même, reprenait encore plus sévèrement ses critiques à l'égard de certains chefs d'entreprise. Qualifiant ces pratiques d'«inhumaines», il a considéré qu'elles étaient «de nature à jeter le discrédit sur l'ensemble de leur activité», soulignant qu'il «ne suffisait pas d'appliquer la loi à la lettre».

Dans le cas de l'usine SKF de Tours, il n'est cependant pas certain que la direction ait respecté la législation, puisqu'elle aurait confondu la procédure prévue dans le cadre d'un licenciement individuel, qui suppose un entretien préalable et un préavis, avec celle qui prévaut lors de licenciements collectifs. Ayant obtenu l'accord du comité d'entreprise en février, elle aurait dû prévenir les personnes concernées par une lettre recommandée, adressée à leur domicile.

Il n'empêche, le ton du chef du gouvernement a été ferme puisqu'il enjoint aux employeurs de faire



preuve de plus de discernement et qu'il les presse de limiter le recours aux licenciements. Le propos vise particulièrement les «entreprises publiques du secteur concurrentiel», dont le «comportement en matière d'emploi doit être exemplaire». Ces sociétés, parmi lesquelles on compte les groupes nationaux, sont appelées à «être les premières à étudier des formules novatrices qui permettent d'éviter les licenciements». Plus contraignant encore, M. Balladur leur assigne une nouvelle obligation en leur demandant,

«à chaque fois que leur situation financière le permet et que le niveau de production l'autorise, de renoncer aux licenciements».

### Une incitation financière

Après le bâton, la carotte. Pour ces entreprises publiques, comme pour celles du secteur privé, le premier ministre s'engage à ce que «soit mis sur pied» un dispositif d'aide pour éviter les réductions d'effectifs. «En cas de projet de licenciement économique», a-t-il indiqué, en créant la surprise, «la renonciation aux licenciements en échange d'une baisse temporaire du salaire serait facilitée par une aide de l'Etat versée aux salariés». «Limitée dans le temps», cette disposition permettrait «de pallier pour les salariés les conséquences qu'ont sur leurs revenus les baisses d'activité de leur entreprise», grâce à une «incitation financière». Clémentine, M. Balladur s'inspire de mesures de réduction de salaires qui sont intervenues récemment dans plusieurs entreprises telles que la Société bordelaise de banque, Poinon ou Publicis, pour les plus communes.

A cette formule nouvelle, s'ajoutent d'autres facilités qui devraient également favoriser l'emploi. Outre ce qui était prévu dans le collectif budgétaire, le gouvernement va augmenter «les primes allouées aux entreprises» qui embauchent des apprentis ou des jeunes sous contrat de formation en alternance. Les aides pour le recrutement de chômeurs de longue durée seront «majorées».

Relève de 200 000, le nombre de contrats emploi-solidarité sera porté finalement à 650 000 en 1993. Enfin, mais c'est Michel Giraud, ministre du travail, qui l'a confié à la commission des affaires sociales du Sénat, le 25 mai, une hausse de l'aide de l'Etat pour favoriser le chômage partiel est prévue. Celle-ci pourrait passer de 18 francs de l'heure à 22 francs.

A. L.

## Le plan Balladur corrigé privilégie le soutien à l'activité

Présenté le mardi 25 mai à l'Assemblée nationale, le correctif apporté au plan de redressement de M. Balladur devrait favoriser l'emploi. L'emprunt de 40 milliards de francs permettra d'accorder des aides supplémentaires, de développer un programme d'investissement dans les travaux publics et servira de relais au programme de privatisations. Ces mesures ont été saluées par les professionnels, le CNPF, la CGPME et la CGC. Les autres syndicats regrettent que la préférence soit allée une fois de plus aux employeurs. Mais ces derniers ont été sévèrement tancés par le premier ministre qui reproche à certains leurs «méthodes expéditives».

Destinées à soutenir l'activité, les mesures nouvelles annoncées par M. Balladur mardi 25 mai à l'Assemblée nationale vont entraîner 26 milliards de francs de dépenses budgétaires supplémentaires qui seront inscrites dans la loi de finances rectificative soumise à l'examen des députés. Ces mesures nouvelles iront pour 10 milliards à l'emploi, pour 8 milliards aux dotations en capital aux entreprises publiques. Les 8 milliards restant iront au logement, aux travaux publics et à l'environnement : 4 milliards pour les quartiers dégradés des villes, 1 milliard pour l'amélioration des immeubles de l'administration, 3 milliards pour le bon fonctionnement des contrats de plan Etat-région.

L'importante rallonge budgétaire décidée par M. Balladur pour empêcher la récession économique de s'aggraver et en écouler la durée porte à 40 milliards de francs au total les dépenses supplémentaires inscrites dans le «collectif» par rapport à la loi de finances initiale pour 1993 telle qu'elle fut votée fin 1992 par le Parlement. Ces 40 milliards sont constitués par les 14 milliards de francs déjà annoncés par le premier ministre le 10 mai dernier lors de la présentation de son «programme de redressement économique et social» et par les 26 milliards de francs détaillés par le premier ministre, mardi 25 mai, dans son plan «pour

assainir notre économie au service de l'emploi». L'effet sur la croissance pourrait être significatif, de l'ordre de presque un demi-point de PIB (produit intérieur brut).

Le déficit budgétaire n'est pas modifié et reste au niveau annoncé il y a quinze jours, soit 316,9 milliards de francs. L'Etat va en effet lancer à partir du 20 juin un emprunt de 40 milliards de francs à un taux légèrement inférieur à 7%. Cet emprunt financera les 26 milliards de dépenses publiques supplémentaires annoncées par M. Balladur et 14 milliards de francs de dépenses que le précédent gouvernement avait inscrites au budget de 1993 et qui n'étaient pas financées (17 milliards de privatisations avaient été prévus à cette effet, dont 3 milliards seulement ont été réalisés).

Cet emprunt, dont les conditions de lancement n'ont pas été précisées, portera sur quatre ans environ. L'idée du gouvernement est de disposer rapidement de fonds qui devraient financer les privatisations, notamment pour financer les 14 milliards de dépenses gérées en 1993 sur des ventes d'actifs publics, comme l'avait prévu le gouvernement Bérégovoy. La vague de privatisations étant repoussée de juin à novembre, l'Etat ne disposera pas avant quelque six mois des fonds nécessaires. L'emprunt servira donc en quelque sorte de relais. Le déficit budgétaire de 1993 ne sera donc pas accru si deux conditions sont respectées : que les dépenses publiques supplémentaires ne dépassent pas les 40 milliards de francs prévus ; que les privatisations rapportent bien au moins 40 milliards de francs.

Dans la mesure où les souscripteurs pourront convertir leurs titres d'emprunt en titres de sociétés privatisées mais ne seront pas obligés de le faire, la transformation totale des obligations en actions ne sera peut-être pas immédiate malgré les avantages qui seront attachés à cette transformation, notamment l'inscription en exonération d'impôts sur les plus-values dans un plan d'épargne en actions (PEA) des titres d'emprunt. C'est la raison pour laquelle a été prévue une période de vie de quatre ans pour cet emprunt de courte durée.

ALAIN VERNHOLLES

### Les réactions

## Satisfaction patronale et réserves syndicales

La CGT qui a appelé, jeudi 27 mai, à une «journée d'action pour riposter au plan Balladur» a indiqué que la présentation du collectif budgétaire «n'a fait que confirmer le jugement sévère porté sur la première phase» de ce plan qui «casse l'emploi, freine la consommation et transfère les salaires sur le capital».

Force ouvrière, «tout en relevant l'effort supplémentaire réalisé par ce plan, a regretté que des engagements précis ne soient pas exigés des employeurs en termes de créations d'emploi. En incitant au partage du travail, le gouvernement risque de faire éclore de nouveaux plans sociaux en tirant les salaires à la baisse».

La CFDT constate que «le gouvernement donne un coup d'accélérateur pour stimuler l'activité et freiner la dégradation de l'emploi. Mais le gouvernement se trompe en ne misant pas sur les négociations syndicales-patronat pour imaginer des formules nouvelles pour l'emploi».

La CFE-CGC a exprimé «sa satisfaction de voir le gouvernement décidé à renforcer l'ensemble de son dispositif de relance et de soutien à l'emploi».

Le CNPF estime que «les mesures annoncées constituent un complément nécessaire et attendu. Leur efficacité dépendra toutefois des conditions d'application qui ne devront pas amoindrir leur portée. Les milieux patronaux se mobiliseront (de leur côté) pour donner le maximum d'efficacité à ces mesures».

La CGPME a «salué» ces mesures en espérant que «les initiatives irriguent en profondeur jusqu'aux plus petites entreprises du BTP».

Les fédérations nationales des travaux publics a déclaré, mardi 25 mai, que «Les dispositions complémentaires au collectif budgétaire annoncées par le premier ministre sont perçues comme un signal clair témoignant de la volonté de soutenir l'emploi dans notre secteur et de favoriser le dynamisme des régions».

Les entreprises, qui notent qu'elles bénéficieraient en outre d'un milliard de francs sur les crédits consacrés aux villes, précisent : «Si l'on prend en compte les 3,2 milliards de crédits nouveaux inscrits dès le 10 mai au collectif, l'effort total consenti pour les travaux publics s'élève aujourd'hui à plus de 9 milliards de francs. Ces mesures ouvrent les chemins du retour à la confiance, indispensable à la lutte contre le chômage et à la reprise de l'investissement».

V. D.

### L'opération d'autopublicité d'un cadre au chômage

## Une pleine page du «Monde» pour retrouver du travail

Gilles Limpalee, quarante-sept ans, chômeur depuis un an, faisait sa propre publicité, mardi, sur une pleine page du Monde (daté mercredi 26 mai). Mais, au terme de la journée, son téléphone n'avait résonné que d'appels de journalistes curieux d'obtenir des explications sur cette initiative originale. Aucun employeur éventuel ne s'était encore manifesté. Ce «professionnel de l'informaticque», comme il se désigne lui-même, a déjà tenté cette expérience d'autopublicité il y a dix ans, dans l'hebdomadaire O1 informatique. A l'époque, grâce à cette démarche, il avait trouvé un emploi à son goût. Mais aujourd'hui il sait que «plus rien ne sera comme avant».

Avec philosophie, presque froidement, Gilles Limpalee fait le constat de sa situation : «C'est la première fois de ma vie que je suis au chômage ; et pourtant, je n'ai jamais raté aucun virage». Des études supérieures de commerce et un diplôme d'ingénieur en poche, ce cadre aîné, à

vingt-cinq ans, une carrière dans l'informatique où il exerce ses talents jusqu'à l'année dernière, date de son inscription à l'APCE (Agence pour l'emploi des cadres).

Loin d'être résigné et aigri, il décide de sortir de «l'isolement des chômeurs» et investit, sans préciser combien, une partie de ses indemnités de licenciement dans ce projet d'autopublicité (1). Ce projet, réalisé en collaboration avec l'agence de communication Pepper et la filiale du Monde Le Monde Publicité, mettra un mois et demi à voir le jour. La détermination de Gilles Limpalee est manifeste : «Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de faire un coup médiatique, mais de trouver du boulot, car à quarante-sept ans je ne suis pas à jeter».

Sera-t-il entendu ?

S. L.

(1) Le Monde se doit de respecter ce souci de discrétion d'un client. L'espace acheté par M. Limpalee lui a été facturé au tarif du lignage des offres d'emploi, et non à celui de la publicité commerciale.

### Après l'avis défavorable du commissaire du gouvernement

## Le Conseil d'Etat se prononcera le 4 juin sur le transfert de l'ENA

Le Conseil d'Etat devrait se prononcer, vendredi 4 juin, sur les requêtes en annulation des décisions de transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg et de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) à Melun-Sénart (Seine-et-Marne).

«Le premier ministre était-il compétent pour décider du transfert de l'ENA et de l'UGAP en lieu et place de ces établissements publics ?» Telle est la question qui a été posée, mardi 25 mai, aux juges de la juridiction administrative, notamment par l'Association

des anciens élèves de l'ENA et le comité d'entreprise de l'UGAP. Tous deux contestaient les décisions de «délocalisation» de ces organismes prises respectivement les 7 novembre 1991 et 29 janvier 1992 par Edith Cresson, premier ministre.

d'écouter - enfin - les représentants de ces organismes et de prendre en compte les difficultés réelles de mise en œuvre de certaines «délocalisations». Sans empêcher pour autant le gouvernement de parvenir à ses fins, tant il est vrai que ce dernier n'est pas dépourvu de moyens pour convaincre les membres de ces conseils d'administration, pour la plupart nommés par lui, du bien-fondé de sa politique.

Si le Conseil d'Etat donne son feu vert, le 4 juin, à ce mode d'emploi, il ne restera donc plus à Edouard Balladur qu'à réitérer, dans les formes légales, les décisions de ses prédécesseurs. Et ce serait la sans doute la plus belle victoire d'Edith Cresson.

VALÉRIE DEVILLECHABOLLE

Constatant à l'annulation des décisions de celle-ci, les deux commissaires du gouvernement, qui ne font que dire ce qui leur semble être le droit, Remy Schwartz et Martine Denis-Linton, ont estimé qu'en l'absence de dispositions lui en donnant expressément compétence dans les statuts de ces organismes, le premier ministre ne pouvait pas, même en qualité d'autorité de tutelle, s'immiscer dans leur gestion. Qu'il s'agisse de l'ENA, établissement public à caractère administratif, ou de l'UGAP, établissement public à caractère industriel et commercial, ces deux organismes sont en effet dotés d'une «personnalité morale distincte» qui leur confère, sous la tutelle de l'Etat, une certaine autonomie de décision.

Or, en vertu de la jurisprudence, la nature des liens existant entre la tutelle gouvernementale et ces personnes morales doit «découler d'un texte exprès» et est, de surcroît, «distincte du principe hiérarchique». Si le premier ministre est investi d'un pouvoir réglementaire

## Délocaliser, malgré tout

Suite de la première page

Des choix politiques qu'Edouard Balladur a, de surcroît, confirmés le 20 avril, et qui concernent aujourd'hui le transfert de quatre-vingt-cinq organismes (dont la moitié sous statut) et 15 000 emplois. En revanche, en mettant en doute la compétence d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy à décider, comme ils l'ont fait, des «délocalisations», les commissaires du gouvernement ont en quelque sorte balisé, pour la première fois, le chemin juridique destiné à éviter au gouvernement de nouveaux recours. Dans leurs conclu-

sions, les magistrats ont ainsi verrouillé, l'une après l'autre, les différentes échappatoires utilisées jusqu'à présent par les pouvoirs publics pour contourner l'autonomie des établissements. In fine, seules deux issues juridiques seraient, selon eux, désormais ouvertes au gouvernement. Il peut, soit décider de «passer en force» en modifiant autoritairement les statuts de ces organismes afin d'élargir son pouvoir de tutelle. Soit suivre «la voie de la concertation» avec les conseils d'administration des établissements en cause. Cette solution présenterait en outre l'avantage



## ÉCONOMIE

et le projet de loi de privatisation du gouvernement

### Les dispositions retenues par le gouvernement visent à séduire à nouveau les épargnants

En annonçant, mardi 26 mai à l'Assemblée nationale, 40 milliards de francs de privatisation avant la fin de l'année, le premier ministre, Edouard Balladur, a surpris. Ce programme est sans commune mesure avec celui de 16 milliards initialement prévu dans la loi de finances rectificative. La tâche semble d'autant plus délicate que le contexte boursier reste peu favorable, en dépit des baisses de taux d'intérêt à répétition. Les dispositions nouvelles, par rapport aux textes de juillet 1986, contenues dans le projet de loi de privatisation présenté mercredi 26 mai au conseil des ministres visent donc pour l'essentiel à rendre le processus plus souple, pour convaincre les investisseurs français et étrangers.

La coïncidence de l'annonce du lancement avant la fin du mois de juin d'un grand emprunt d'Etat et du projet de loi de privatisation n'est pas une coïncidence. Les 40 milliards de francs de l'emprunt, dont la durée sera de l'ordre de quatre ans, correspondent exactement aux recettes attendues des dénationalisations d'ici à la fin de l'année. Présenté comme un relais et bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que les actions, l'emprunt Balladur fournira rapidement des ressources supplémentaires au budget de l'Etat avant la mise en route plus longue et plus

difficile des privatisations. L'ensemble du dispositif permettant la vente de groupes publics devrait être mis en place à la fin du mois de juillet. Les sept membres de la commission de privatisation seront nommés quinze jours après la promulgation de la loi, et le décret lançant la première vague de privatisations en désignant un certain nombre de sociétés sera publié dans la foulée.

#### Les conditions du marché financier

Dans ces conditions, une première opération n'est pas envisageable avant septembre. Son ampleur et le rythme des cessions suivantes dépendront étroitement des conditions du marché financier. Les pouvoirs publics sont donc contraints par la faiblesse de la Bourse à faire preuve de pragmatisme. Ainsi, la sélection des groupes «privatisables» se fera pour l'essentiel en fonction de leurs performances du moment. Car, cette fois, contrairement à 1986-1987, il faudra réellement prendre l'épargnant par la main.

Le gouvernement a cherché clairement à se donner des moyens techniques suffisants pour mettre en œuvre une sorte de programme minimum de privatisations, sans les avantages fiscaux substantiels attendus pour l'an prochain. En 1993, les investisseurs pourront toujours convertir les titres de l'emprunt «Balladur» en actions de sociétés privatisées. Il ne s'agit pas d'une nouveauté, puisque la loi de 1986 permettait de tels échanges entre emprunts d'Etat et actions de groupes publics. En outre, il n'y aura pas de coup de pouce fiscal, puisque

les titres de l'emprunt pourront, comme des actions, être placés dans un plan d'épargne en actions (PEA) et exonérés d'impôt sur les plus-values au bout de cinq ans. La véritable nouveauté tient plutôt à la possibilité, «audacieuse» dans le projet de loi, d'utiliser le paiement échelonné des actions. Là encore, cette possibilité existait déjà en 1986 et avait d'ailleurs été utilisée pour Suez. Mais les titres resteraient bloqués avant leur paiement en totalité. Ce ne sera plus le cas, ils seront cette fois cessibles avant leur paiement intégral. Une technique déjà utilisée par le gouvernement britannique pour British Telecom et qui ne sera pas employée de façon systématique. Elle le sera avant tout dans les opérations d'envoie et permettra de créer en quelque sorte un marché secondaire d'actions qui ne seront pas intégralement payées.

#### La cession rapide d'un groupe important

Cette disposition permettra d'effectuer rapidement la cession d'un groupe important, comme par exemple Elf-Aquitaine, la BNP ou l'UAP, sans être obligé de la fractionner. Les marchés n'ont jamais particulièrement apprécié les ventes par étapes. De façon symbolique et pour atteindre son objectif de 40 milliards de francs en l'espace de quelques mois, le gouvernement devra sans doute entamer son programme par une privatisation «lourde». Une nouveauté, puisque la loi de 1986 permettait de tels échanges entre emprunts d'Etat et actions de groupes publics. En outre, il n'y aura pas de coup de pouce fiscal, puisque

ser, selon le texte de juillet 1986, les investisseurs étrangers.

Un seul aujourd'hui inapplicable à l'intérieur de la Communauté européenne et irréaliste compte tenu de l'internationalisation croissante des marchés de capitaux. Les fonds d'investissement et de pension américains et japonais pourraient ainsi pallier un éventuel manque d'enthousiasme des épargnants français. Pour éviter de se faire accuser de livrer des entreprises françaises aux investisseurs étrangers peu soucieux des intérêts nationaux, notamment en termes d'emploi, les pouvoirs publics pourront toujours jouer sur les moyens d'actionnaires stables et utiliser l'arme fatale de l'action spécifique (golden share). Une golden share renforcée dans le projet de loi puisque sa durée de vie n'est plus réduite à cinq ans, mais éliminée.

Enfin, le gouvernement et les dirigeants d'entreprise pourront également jouer, comme en 1986, sur les rabais, destinés exclusivement aux salariés des groupes privatisés avec un plafond de 20 %, et sur l'attribution d'actions gratuites pour récompenser la fidélité des investisseurs actionnaires. A première vue, la panoplie de moyens techniques dont dispose le gouvernement semble suffisante pour permettre de réaliser une ou deux privatisations de moyenne importance avant la fin de l'année, même si les marchés financiers restent moroses. Au-delà, sans coup de pouce fiscal majeur ou sans reprise de la croissance, le pari sera plus difficile à tenir.

ERIC LESER

## Indispensables recettes

Suite de la première page

Un texte qui sera d'abord soumis au Sénat, l'Assemblée nationale étant accordée par la réforme de la Banque de France. Fin juin, tout devrait être voté. Fin juillet, l'ensemble du dispositif devrait être opérationnel, selon l'entourage de M. Alphandery. Si tout se passe comme prévu, en tout cas.

Le dispositif retenu, la méthode comme le choix des entreprises privatisables, incitent à le croire. Et rendent peu probable la reddition de bras de fer de la première cohabitation, qui avait vu le chef de l'Etat refuser de signer les ordonnances de privatisations et contraindre le gouvernement de Jacques Chirac à faire voter une loi. D'ordonnances, cette fois, il n'en est pas question. C'est un dispositif législatif de 1986 que le gouvernement de M. Balladur

entend reconstruire. L'article premier du projet de loi, qui donne au gouvernement l'«mandat» de privatiser, Mandat dont la loi de 1986 avait fixé l'échéance au 1<sup>er</sup> mars 1991, et que le nouveau texte institue, cette fois, sans limitation de durée. Ce mandat s'accompagne, aujourd'hui comme hier, de la liste précise des sociétés privatisables. Des sociétés anonymes (sauf établissement public n'y figure) appartenant toutes au «secteur concurrentiel», comme l'avait précisé Edouard Balladur dans sa déclaration de politique générale. «Nous avons repris, à peu de chose près, la liste des entreprises que Pierre Bérégovoy avait lui-même dressée pour son projet de cahiers de garantie des retraites», précise-t-on au cabinet du ministre de l'économie. Non, sans doute, sans quelques arrière-pensées.

Figurent ainsi aux côtés des ban-

ques (BNP, Crédit lyonnais...), des compagnies d'assurance (UAP, GAN, AGF...) et des entreprises industrielles (Elf-Aquitaine, Rhodan-Poulenc Pechiney...) que le gouvernement de Jacques Chirac s'était vu en le temps de céder au privé, de nouvelles sociétés comme Renault, groupe Air France ou la Compagnie générale maritime (CGM) qui ne mentionnaient pas la loi de 1986. Trois entreprises, en revanche, ont été délibérément «oubliées» : la Française des jeux (le Loto) dont l'Etat répute à se séparer, GIAT Industrie et la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) dont certains personnels, venus des arsenaux, ont un statut d'Etat.

#### «L'expérience passée»

«Pour éviter une liste trop longue et peu lisible, précisent les services de M. Alphandery, les filiales des groupes publics ne sont plus explicitement mentionnées. Mais elles pourront être privatisées soit avec leur maison mère, soit directement.» C'est le cas, par exemple, du groupe CIC, contrôlé par le GAN, ou de la banque Worms, filiale de l'UAP. Enfin, le dispositif «socialiste, celui-là — de «résorption du secteur public» est maintenu, élargissant encore la palette des moyens dont le gouvernement entend se doter pour conduire sa politique. La marge de manœuvre est donc large. «L'expérience passée rend les choses beaucoup plus normales, beaucoup plus évidentes pour l'opinion publique», affirme-t-on, avec assurance, à Bercy.

Plus normales, sans doute. Plus familières, surtout. Mais Edouard Balladur, dit-on, a gardé un mauvais souvenir des polémiques de 1986 quand, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, il décidait seul des fameux «nouveaux durs» — des sociétés privatisées. «Nouveaux durs» que l'opposition d'alors — et pas seulement elle — jugeait confus, trop souvent, aux amis du pouvoir. Cette fois, le texte élargit les pouvoirs attribués aux sept membres de la commission de privatisation, nommée pour cinq ans par décret.

En 1986, il leur revenait de fixer la valeur minimale de l'entreprise à céder. En 1993, il lui reviendra aussi de proposer un actionnaire stable, après appel d'offres et en liaison avec les dirigeants de l'entreprise. Proposition que le ministre de l'économie devra suivre ou, au contraire, en demandant à la commission de reprendre ses travaux de zéro. «Une procédure à double clé», estime-t-on dans l'entourage d'Edmond Alphandery, qui devrait éviter les risques de suspicion tout en laissant au gouvernement un pouvoir d'arbitrage auquel il lui

était difficile de renoncer. Même sonni — affiché — d'apaisement avec le sort réservé aux PDG des entreprises nationalisées. Le sujet inquiétait l'entourage d'Edouard Balladur, avant même son arrivée à Matignon. «Faut-il ouvrir une trentaine de polémiques, pour régler six ou sept cas litigieux», s'interrogeait, alors, un proche du futur premier ministre. La matière est sensible, les passions exacerbées. Entre les exigences d'une majorité puissante et le souci de ne pas entacher l'image d'un gouvernement moderne du gouvernement, la ligne d'équilibre est difficile à trouver. Pas question, cette fois, de procéder comme en 1986 à un renouvellement généralisé des mandats des présidents d'entreprises publiques. La confirmation ou non des hommes en place, qui tiennent leur mandat du gouvernement Bérégovoy, ne se fera qu'au cas par cas, lorsqu'un décret déclenchera la privatisation effective de l'entreprise.

#### Une méthode voyante et efficace

La méthode a le mérite d'être moins voyante... tout en étant efficace. Seuls des hommes ayant été adoubés par le pouvoir auront la chance de présider aux destinées des futures privatisations. A noter toutefois, que les présidents des filiales bancaires de groupes publics — c'est une nouveauté — échapperont au renouvellement en conseil des ministres, l'amendement Coffinier (1), qui avait introduit cette singularité, étant supprimé par le nouveau texte.

Ultime point «politiquement» délicat, l'ouverture du processus de privatisation aux investisseurs étrangers. En 1986, leur participation ne pouvait dépasser 20 %. Une disposition trop restrictive compte tenu de l'état du marché boursier, et impossible, de toute façon, à appliquer aux investisseurs communautaires. La limitation est supprimée. Mais pour éviter «de porter atteinte aux intérêts nationaux», l'Etat s'est ménagé la possibilité d'introduire des golden shares sans limitation de durée, ces actions spécifiques donnant un droit de veto renforcé.

Reste à savoir si ce savant jeu d'équilibre survivra aux débats parlementaires. Les privatisations avaient constitué le premier test de la collaboration entre le chef de l'Etat et son gouvernement en 1986. Elles pourraient, cette fois, donner un premier éclairage sur le rapport de force existant entre Matignon et sa majorité.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

(1) Michel Coffinier, député (PS) du Val-d'Oise, non élu au mois de mars.

## INDUSTRIE

### «Apaisement» sur le dossier CEA Industrie

CEA Industrie (CEA-I) n'a pas vocation à être «personnalisée à long terme» de SGS-Thomson, déclarait Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications, et du commerce extérieur... Il y a quinze jours à peine, le 11 mai, lors de sa première conférence de presse. «Les partenaires sont à chercher du côté des utilisateurs, du secteur des télécoms notamment.» La «sortie» de M. Longuet avait étonné par sa virulence. Aujourd'hui, le ton est à l'apaisement.

Au cabinet de M. Longuet, on

C. M.

## ÉTRANGER

Le président d'IG Metall accusé de délit d'initié

### La démission de Franz Steinkühler affaiblit le syndicalisme allemand

Franz Steinkühler, le patron du puissant syndicat de la métallurgie allemande IG Metall, a démissionné mardi 25 mai. On lui reprochait d'avoir gagné 64 000 marks (200 000 francs) en Bourse en ayant bénéficié d'informations privilégiées obtenues comme membre du conseil de surveillance de Daimler-Benz.

FRANCKFORT

de notre correspondant

Habillé par le couturier allemand Hugo Boss, roulant en Mercedes avec chauffeur, gagnant 950 000 francs par an et habitant les collines du Taunus, le banquier chie de Francfort, Franz Steinkühler était un syndicaliste moderne. L'important n'est pas qu'il fume de gros cigares et qu'il aime les vins fins, mais qu'il représente un contre-pouvoir professionnel, c'est-à-dire à la fois fort et réaliste. Jusqu'à la semaine dernière, Edouard Reuter, le PDG de Daimler-Benz qu'il tutoie, M. Steinkühler avait fait le respect des patrons allemands comme des membres du gouvernement. Il a été le premier syndicaliste à plaider pour le poste de ministre de l'Économie Kohl et à engager avec lui des négociations.

Dans le même temps, il était populaire au sein de son mouvement malgré des méthodes jugées souvent autoritaires. Il était membre d'IG Metall depuis plus de trente ans. Accédant à la présidence du directoire en 1986 à l'âge de quarante-neuf ans, il avait conduit les grèves victorieuses «pour les 35 heures» en 1987. Outre sa stature d'homme fort du syndicalisme allemand, M. Steinkühler était aussi un membre très influent du Parti social démocrate (SPD) et était considéré comme ministre.

Son départ va laisser un grand vide. Après la classe politique où se sont multipliés les départs de personnalités, c'est au tour du mouvement syndical d'être affaibli en moment où l'Allemagne fait face à

explique tout bonnement... qu'il n'a jamais été question de remettre en cause la tour de table de SGS-Thomson. Les journalistes ont, donc, mal entendu. Et l'état-major de CEA-I a lui aussi mal compris. A moins que le ministre n'ait voulu taper trop fort et trop vite. Et que le remplacement de CEA-I comme opérateur industriel du fabricant de puces SGS-Thomson ait été jugé, pour le moment, moins opportun qu'il n'y paraissait, le 11 mai, à M. Longuet.

une crise économique grave. IG Metall, premier syndicat de branche en Allemagne (et dans le monde) avec 3,4 millions d'adhérents, devrait choisir son remplaçant cet automne. Le candidat le mieux placé semble être l'actuel numéro deux, Klaus Zwickel, spécialiste des questions salariales.

Le directeur d'IG Metall n'a pas demandé le départ de M. Steinkühler qui l'a choisi de lui-même, «malgré le conseil et la demande de nombreux collègues», a-t-il expliqué. On lui reproche depuis une semaine d'avoir utilisé pour jouer en Bourse des informations privilégiées qu'il aurait obtenues au conseil de surveillance de Daimler-Benz (la cogestion allemande offre une moitié des sièges des conseils de surveillance aux représentants syndicaux). Il y a un mois, il avait acheté pour 1 million de marks des actions Mercedes Holding AG, une coquille financière qui allait être fusionnée avec Daimler et dont le titre allait, de ce fait, monter. Son gain dans l'opération s'est élevé à 64 000 marks. M. Steinkühler a reconnu jouer en Bourse, mais a toujours refusé d'obtenir des informations privilégiées.

#### Une loi en préparation

Le délit d'initié n'existe pas en Allemagne. Les personnes ayant connaissance à l'avance d'opérations financières se contentent de ne pas spéculer par devoir moral. Pour se mettre en conformité avec les pratiques européennes, le gouvernement prépare une loi sur les délits d'initié. Celle-ci devrait être présentée au Parlement cet été.

Les membres d'IG Metall ne reprochent d'ailleurs pas tant à Franz Steinkühler d'avoir été «initié» que d'être capable de jouer 1 million de marks en Bourse. Comment un homme devenu publiquement un «millionnaire», ainsi qu'il fut qualifié par la presse, allait-il pouvoir plaider pour des grévistes? En partant, M. Steinkühler a répondu et non sans courage.

ERIC LE BOUCHER

Comme Commerce ; Pékin rejette des conditions au renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée. — Le gouvernement chinois a catégoriquement écarté, mercredi 26 mai, toute possibilité pour l'administration américaine de lier l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée (MNF) à des conditions telles que le respect par Pékin des droits de l'homme et des changements dans ses pratiques en matière de commerce et de ventes d'armes. Estimant que le MNF, renouvelable chaque année et qui permet aux exportations chinoises de bénéficier de tarifs préférentiels, n'est pas une faveur, le ministère des affaires étrangères a ajouté que cette clause est «le fondement normal des relations commerciales». Washington a jusqu'au 3 juin pour faire connaître sa décision.

La CEE prête 665 millions de francs aux pays africains en détresse. — Les Douze ont donné, mardi 25 mai à Bruxelles, leur accord à l'octroi de 100 millions d'euros (665 millions de francs) pour des actions de réhabilitation dans des pays africains en détresse. Cette initiative spéciale pour l'Afrique, adoptée par les ministres chargés de la coopération et du développement de la CEE, a été jugée insuffisante par le commissaire européen à la coopération, Manuel Marín, qui avait proposé un milliard d'euros sur deux ans et destiné à tous les pays dans ces situations de par le monde. Les Etats membres reconnaissent avoir fait qu'un «petit effort» en faveur de l'Afrique.

Le Monde ÉDITIONS

Bronislaw Geremek	Philippe
Slobodan Milosevic	Cambridge
Ferdinand Marcos	Pologne
Hun Sen	Roumanie
Ariel Sharon	Yugoslavie
Pierre Roman	Israël

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**  
Index alphabétique et thématique



## INDUSTRIE

**PDG de Zeneca** David Barnes entend faire respecter l'indépendance de l'entité née de la scission du géant britannique

Propos recueillis par  
DOMINIQUE GALLAIS

✓ 3







## VIE DES ENTREPRISES

A l'occasion de son assemblée générale ordinaire

## L'Oréal annonce la simplification de son actionnariat

Gespar, actionnaire majoritaire de L'Oréal, a entrepris de simplifier la structure du capital du groupe, en proposant aux porteurs de certificats d'investissement (CI) et de certificats de droit de vote d'échanger leurs titres contre des actions L'Oréal. Ainsi, Gespar a proposé 4 actions L'Oréal contre 5 certificats d'investissement et 2 actions L'Oréal contre 5 certificats de droit de vote.

Le holding Gespar, qui détient 55 % des actions et des droits de vote simple de L'Oréal, s'est fixé pour objectif d'acquiescer la totalité des certificats d'investissement et des certificats de droit de vote en circulation dans le public. Si les porteurs de ces titres acceptent l'opération, le capital de L'Oréal ne sera plus composé que d'actions, rendant sa structure plus lisible pour les investisseurs internationaux. Il y a quelques années, le capital du groupe était composé de quatre types de titres : actions, obligations convertibles, CI et certificats de droit de vote.

L'existence de CI L'Oréal remonte à 1986, lorsque le groupe avait mené une augmentation de capital de 10 %, à raison d'un CI pour dix actions déjà détenues. Gespar, alors très majoritaire au capital, avait conservé des droits de vote et remis sur le marché les certificats d'investissement.

Pour les porteurs de CI, l'intérêt de l'opération est d'obtenir des titres plus liquides : le volume quotidien des transactions sur les CI, qui sont cotés sur le marché au comptant, est vingt-cinq fois inférieur à celui sur les actions, qui constituent une des valeurs phares du marché. Et ce, sans bourse délier.

## AUTOMOBILE

## JAGUAR : contre vents et marées

Apparemment indifférent à une crise qui se prolonge, Jaguar vient de présenter une nouvelle berline à 12 cylindres qui se distingue de l'ancienne version des années 70 par une augmentation de la puissance et, du même coup, du volume du moteur. Il y a dans la police de cette marque prestigieuse, aujourd'hui passée dans le giron de Ford, quelque chose d'étonnant à suivre, contre vents et marées, sa route, même si elle va à l'encontre des événements économiques de l'heure, qui inspireraient plutôt la prudence. Il est vrai que l'on a tendance à ne juger de la santé d'une telle firme qu'en fonction de son impact sur le marché qui nous est le plus familier, c'est-à-dire le marché français.

Or, de longue date, le premier client du groupe Jaguar est dans l'Amérique, avec la moitié des ventes de la marque. Suivent l'Allemagne, pour le quart des immatriculations, et le Royaume-Uni, pour l'essentiel du reste. En France, soixante voitures ont été distribuées en avril de cette année et neuf Daimler. Un recul d'une dizaine de voitures sur avril 1992. Pour la plupart, il s'agit de berlines à 6 cylindres que Jaguar France vend au-dessous de 300 000 F, ce qui place bien, pour le tarif, le véhicule dans le rang des grosses ou moyennes berlines allemandes. Les ventes françaises ne représentent en fait que le vingtième de la distribution aux États-Unis, et l'on comprend mieux dans l'affaire le souci de la firme britannique face à une concurrence germanique, voire japonaise, toujours active.

Quoi qu'il en soit, voici donc venue la nouvelle 12 cylindres, appelée Double Six si c'est une Daimler, ce qui est pour l'essentiel la même chose si l'on exclut de la description le cadastre, les phares tréangulaires sur le Daimler, les jantes et une sus-

pension légèrement différente (plus souple sur la Daimler). En fait, ce qui a évolué, c'est bien le groupe moteur et la boîte automatique qui y est accouplée, bien sûr.

Côté mécanique, le groupe, qui pèse en cylindrée de 5345 cm<sup>3</sup> à 5994 cm<sup>3</sup>, prend 318 chevaux (260 sur l'ancienne version), soit 234 kW. Le couple (effort de propulsion) atteint 47,2 mkg à 3700 tours, ce qui représente une augmentation de 23 %. On peut se demander à quoi une telle puissance peut servir sur des routes à vitesse limitée tant américaines qu'européennes. Il faut néanmoins savoir qu'une Jaguar pèse à vide environ 2 tonnes et que la souplesse d'un moteur à traverser une boîte (ici automatique à quatre rapports commandés électroniquement) passe par la puissance. Les performances sont à la hauteur des événements : 7,2 secondes pour atteindre les 100 km/h, soit 2 secondes de moins que dans l'ancienne 12 cylindres et 250 km/h en vitesse de pointe (contre 223). Des chiffres très proches de ceux que l'on peut relever sur les plus puissantes des BMW et Mercedes. Un bon point pour Jaguar : la consommation sur route passe de 15,8 litres à 15,2 litres aux 100 km. C'est bien.

Sur la route, il n'y a aucun reproche à faire à ces berlines, dont on sait qu'elles misent avant tout sur un confort intérieur fait de silence, de bois, de cuir et de détails dans le raffinement de l'équipement. Tout au plus pourrait-on regretter une certaine faiblesse du freinage, qui réclame un jarrat ferme. Mais après tout, cette caractéristique de la marque n'est pas nouvelle, et ne disait-on pas autrefois que rien n'arrêtait une Jaguar, pas même ses freins ? Nous n'irons plus jaser là. Prix : environ 500 000 F.

CLAUDE LAMOTTE

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Cinq mois après la privatisation

## La CFDT s'inquiète pour l'avenir de Thomson Electroménager

Ce fut l'une des dernières privatisations du pouvoir socialiste. Fin décembre, le groupe public Thomson SA cédait à l'italien Elettrodomestici (Elfi) et au Crédit national sa filiale spécialisée dans l'électroménager, ses huit usines et ses 7 900 salariés. Un mariage industriel, disait-on, dont le gouvernement d'alors attendait qu'il « conforte l'emploi ».

Dans un tract rendu public mardi 25 mai, pourtant, la CFDT s'alarme de la politique des frères Nocivelli, propriétaires d'Elfi. Et dénonce, tout à la fois, le « transfert du siège social » qui entraînerait la suppression de 20 % des emplois, « l'objectif de réduire de 20 à 25 % le personnel de structure ou indirect », le « blocage des investissements », les « rumeurs de fermeture de sites », la « réduction de 30 % du budget de publicité » et la « division par 5 du budget formation ».

Un long réquisitoire que Thomson Electroménager (TEM) qualifie de « rumeur infondée », et que le PDG d'Elfi France, Serge Le Camus, dément laconiquement : « Elfi a tenu tous ses engagements », assure-t-il sans plus de précision. Un long réquisitoire que les départs de deux hauts responsables de TEM et que les 95 suppressions d'emplois à Lyon (voir encadré) viendraient plutôt accréditer. L'affaire est en tout cas qualifiée de « sensible » au ministère de l'Industrie.

Propriétaires d'Elfi, les frères Nocivelli s'étaient, en effet, engagés, lors de la privatisation, à transférer d'Italie en France la fabrication de certaines lignes de produits et à faire acheter par leurs sociétés italiennes des produits faisant défaut à sa gamme (le Monde du 25 décembre). Un engagement qui représentait alors, selon le

ministère, un plan de charge de 200 emplois dans l'immédiat et de 600 postes à plus long terme.

Elfi ne tiendrait-il pas ses promesses, comme l'assure la CFDT, persuadée que le groupe italien - de taille plus modeste que sa proie - est désormais confronté à des « difficultés financières » pouvant le conduire à vendre TEM à un autre groupe d'électroménager ? « Pour réaliser un profit financier », tous les regards se tournent désormais vers le Crédit national, détenteur de la minorité de blocage (34 % du capital) et dont le président, Yves Lyon-Caen, s'est personnellement

engagé dans la négociation. Les responsables de l'établissement financier affirment, pour l'instant, une grande sérénité. « Tout ce qui avait été prévu est en cours de réalisation », assure-t-on.

On souligne que le plan social avait été décidé avant la privatisation, tout en reconnaissant que la forte dégradation des résultats de TEM en 1992 a contribué à détériorer les relations entre l'équipe dirigeante du groupe français et des actionnaires italiens soucieux de rentabilité.

P.-A. G.

La CIAPEM  
réduit ses effectifs

LYON

de notre bureau régional

Filiale de Thomson Electroménager, la CIAPEM va réduire les effectifs de son usine de Lyon-Gerland. Selon le syndicat CGT, le « plan social » envisagé par le constructeur de sèche-linge et de lave-linge, jadis conglomérat comme la vitrine sociale de la région, concerne 95 salariés. Le détail des mesures doit être rendu public, jeudi 27 mai, durant une nouvelle réunion du comité d'établissement. L'entreprise a annoncé le transfert de la construction des lave-linge à Beynost (Ain), une commune voisine de l'agglomération de Lyon, qui aurait accueilli près de deux cent cinquante postes de travail dans un nouvel atelier, mais le personnel se montre inquiet de l'avenir même du site de Gerland.

La direction de l'entreprise

G. B.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## NOMINATION

Christian Pierret nommé directeur général chez Accor. Christian Pierret, maître (PS) de Saint-Dié dans les Vosges, a été nommé directeur général du groupe Accor. Agé de quarante-sept ans, titulaire d'un DES de sciences économiques et énarque, M. Pierret a notamment été rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, avant d'être battu aux dernières élections législatives dans les Vosges. Il est également président depuis 1988 de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, qui détient plus de 7 % du capital d'Accor. Christian Pierret, membre du comité stratégique d'Accor, « est chargé de grands dossiers, sous l'autorité directe de Paul Dubrule et Gérard Pélissier », les deux coprésidents du groupe, précise Accor dans un communiqué.

## REORGANISATION

Pinaut-Printemps : nouvelle organisation du holding. - Un mois après s'être vu confier par François Pinaut la responsabilité opérationnelle du groupe Pinaut-Printemps, Pierre Bleyan, président du directoire, vient de procéder à la mise en place d'une nouvelle organisation du holding en créant trois directions, selon un communiqué publié lundi 24 mai. La direction des affaires financières et juridiques est confiée à Hervé Guillaume et celle des ressources humaines et de la communication à Michel Lemaire. Enfin, Thierry Falque-Pierrotin accède à la tête de la direction du plan et du développement.

## RÉSULTAT

SMCI : près de 1 milliard de pertes en 1992. - La SMCI, qui était l'une des principales composantes de l'ex-empire Pélage, a vu ses pertes multipliées par près de cinq pour atteindre 969 millions de francs en 1992 (contre - 204 millions en 1991). Dans un communiqué publié mardi 25 mai, la SMCI souligne que le résultat de 1992 comporte 621 millions de pertes sur opérations de construction et de provisions pour perte à l'achèvement des chantiers. Le chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 1,613 milliard en 1992, contre 3,092 milliards un an plus tôt. La situation nette est désormais négative de 792 millions. Avant de procéder à la restructuration financière qui s'impose donc, les principaux actionnaires - rassemblant plus de 95 % du capital -

envisagent de lancer une offre publique de retrait (OPR) sur la société.

## OPR

L'OPR menée par la Dresdner Bank sur la BIP est « réversible ». - Le projet d'OPR (offre publique de retrait) menée par la banque allemande Dresdner Bank sur sa filiale française Banque internationale de placement (BIP) a été déclaré réversible par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV). La Dresdner Bank, qui détient 94,29 % du capital (98,47 % des droits de vote) de la BIP, s'est engagée à se porter acquiescent du 27 mai au 23 juin inclus de toutes les actions BIP qui seraient présentées à la vente au prix unitaire de 1 100 francs. La cotation des actions BIP, suspendue depuis le 12 mai à 1 129 francs sera reprise le 27 mai sur le marché à règlement mensuel. Le Conseil a également décidé de rader du marché à règlement mensuel les 1 843 324 actions BIP à l'issue de la séance de Bourse du 23 juin 1993, dernier jour de cotation en liquidation de juin.

## BOURSE

Hermès entre en Bourse le 3 juin au prix de 300 francs. - L'action du groupe de luxe français Hermès, qui sera introduite sur le second marché de la Bourse de Paris le 3 juin, cotera 300 francs. L'un des plus grands noms du luxe français, qui a bâti toute sa renommée sur les articles de cuir et les foulards, avait annoncé au mois de mars son intention d'ouvrir son capital au public, afin d'améliorer la liquidité du titre, et de s'assurer « un accès immédiat au marché financier en cas de besoin » (le Monde du 20 mars). Selon la direction du groupe, qui a organisé, mardi 25 mai, une réunion d'analystes financiers, Hermès va procéder à une augmentation de capital de 4 %, ce qui représente 425 000 nouvelles actions. Celles-ci seront adjugées, selon la formule de l'offre publique de vente OPV, au prix de 300 francs par titre. Cette opération devrait rapporter environ 130 millions de francs à Hermès. Actuellement, le capital d'Hermès est détenu par la famille du fondateur à hauteur de 84,6 %. Les actionnaires non familiaux, parmi lesquels figurent les banques BNP, BFC et Hottinguer, détiennent les 15,4 % restants.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 mai ↑ Forte hausse

La Bourse de Paris était à nouveau bien orientée mardi 25 mai, confirmant les bonnes dispositions affichées la veille après la nouvelle baisse des taux d'intérêt en France. En hausse de 0,57 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affaiblissait en fin de journée un gain de 1,80 % à 1 894,37 points.

La Bourse attendait notamment avec impatience les modalités de l'emprunt de 40 milliards de francs que le gouvernement a décidé de lancer. Pour les opérations, seule une courbe fiscale pourrait faire sortir l'argent des elcav monétaires. L'annonce d'une nouvelle baisse de 0,20 % à 0,50 % du taux de base par les grandes banques soutient également les cours. Selon des gestionnaires, le marché est aussi bien entraîné par les annonces de raisons techniques, les positions de vente à terme étant importantes à

le fin du mois boursier de mai. A noter, par ailleurs, la suspension de cotation de l'action L'Oréal jusqu'à 11 h 30.

Le groupe de cosmétique, qui tenait son assemblée générale dans la matinée, a annoncé que Gespar, le holding de contrôle du groupe, propose d'échanger les certificats d'investissement (CI) et les certificats de droit de vote (CDV) L'Oréal contre des actions L'Oréal. Gespar est une société détenue à parité par le groupe alimentaire suisse Nestlé et la famille française Bettencourt. Gespar propose 4 actions L'Oréal contre 5 certificats d'investissement et 2 actions contre 5 certificats de droit de vote.

Par ailleurs, la Société générale a annoncé l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 3 milliards de francs.

NEW-YORK, 25 mai ↑ Bonne fin de séance

Wall Street a fini sur une petite hausse, mardi 25 mai, après avoir évolué dans une fourchette étroite, les investisseurs préférant se tenir sur la réserve dans l'attente du vote, jeudi, de la Chambre des représentants sur le plan fiscal du président Bill Clinton. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a fini à 5 518,63 en hausse de 9,25 points, soit une progression de 0,25 %. Quelque 222 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en hausse a largement surpassé celui des titres en baisse : 1 122 contre 804, alors que 587 actions sont restées inchangées. Les détenteurs de capitaux ont ignoré les indices économiques de la journée : la chute de l'indice de confiance des consommateurs américain en mai (81,5 % contre 87,8 % en avril) et l'augmentation plus modeste que prévu des ventes de logements en avril (2,7 %).

La Bourse new-yorkaise avait bénéficié dans les premières transactions d'une poursuite de la baisse des taux

VALEURS	Cours de 24 mai	Cours de 25 mai
Alcoa	87 7/8	88 1/4
AT&T	90 1/2	92
Bell	26 1/4	26 1/4
Chemical Bank	26 1/4	26 1/4
De Post de New York	32 1/2	32 1/2
General Electric	51 5/8	52 1/2
IBM	120 3/4	121 1/4
Intel	40 3/4	41 1/4
Johnson & Johnson	40 3/4	41 1/4
Merck	40 3/4	41 1/4
Microsoft	40 3/4	41 1/4
Motorola	40 3/4	41 1/4
Oracle	40 3/4	41 1/4
Rockwell International	40 3/4	41 1/4
Schlumberger	40 3/4	41 1/4
Texas Instruments	40 3/4	41 1/4
United Technologies	40 3/4	41 1/4
Verilog	40 3/4	41 1/4
Wendover	40 3/4	41 1/4
Worldwide	40 3/4	41 1/4

LONDRES, 25 mai ↑ Fermeté

Les valeurs ont légèrement progressé, mardi 25 mai, au Stock Exchange, encouragées par la hausse de Wall Street et le mouvement de baisse des taux d'intérêt en Europe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 12,1 points, soit 0,4 %, à 2 937,7 points, proche de son plus haut niveau de la journée. Les échanges ont porté sur 590,3 millions d'actions contre 509,2 millions la veille.

Le marché a bénéficié de la révélation en hausse de la croissance du produit intérieur brut britannique, qui a atteint 0,3 % au premier trimestre au feu de l'estimation provisoire de 0,2 %.

La tendance par secteurs a été indécise. Les privatisées et les entreprises ont progressé tandis que les titres de la distribution et les financières étaient faibles.

Le groupe d'édition musicale ThornEMI a gagné 26 pence à 866 après l'annonce d'une hausse de 90 % de son bénéfice annuel. Les affirmations ont été recherchées. Cadbury-Schweppes a progressé de 8 pence à 431. Unilever a avancé de 17 pence à 1 028 et Allied-Lyons a grimpé de 8 pence à 523.

VALEURS	Cours de 24 mai	Cours de 25 mai
Allied-Lyons	518	523
B.P.	3,08	3,07
BP	3,08	3,07
Cadbury	4,23	4,32
De Post	11,24	11,28
De Post	11,24	11,28
GLS	21	21,05
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13
ICI	12,10	12,13

TOKYO, 26 mai ↑ Netta progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette hausse, mardi 26 mai, et l'indice Nikkei a terminé à son plus haut du jour grâce à des achats de dernière minute liés à l'indice. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 284,23 points à 20 898,89 points, soit une progression du 1,28 %.

Des achats sélectifs se sont portés sur des valeurs proposées à un prix attractif, et dont les résultats sont satisfaisants. En revanche, les valeurs vendues liées à l'exportation ont été

bourées par les investisseurs en raison de la nouvelle hausse du yen et des résultats décevants.

VALEURS	Cours de 25 mai	Cours de 26 mai
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380
Aluminium	1 380	1 380

## CHANGES

Dollar : 5 484,4

Le dollar faisait preuve de faiblesse mercredi 26 mai à 2 484,4 francs contre 2 480 francs mardi en fin de journée et 2 503,5 francs (cours Banque de France). Selon un opérateur, les investisseurs ont du mal à faire confiance au dollar vert en raison des incertitudes sur la reprise américaine. Par ailleurs, le dollar a été soutenu par les cours historiques les plus bas du rapport au yen.

FRANCOFRONT	25 mai	26 mai
Dollar (en DM)	1,638	1,639
TOKYO	25 mai	26 mai
Dollar (en yen)	108,56	108,65

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (26 mai) : 7 778-9 %  
New-York (25 mai) : 3,19 %

## BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC 595,34 510,54  
(SBF, base 1000 : 31-12-97)  
Indice CAC 40 : 1 893,37 1 891,09

NEW-YORK (indice Dow Jones)	24 mai	25 mai
Industriel	3 507,78	3 516,63
LONDRES (indice Financial Times)	24 mai	25 mai
100 valeurs	2 625,08	2 637,70
30 valeurs	2 183,01	2 205,25
Mines d'or	208,38	195,30
Fonds d'Etat	94,80	94,84

FRANCOFRONT	24 mai	25 mai
Dax	1 602,99	1 618,18
TOKYO	25 mai	26 mai
Nikkei Dow Jones	20 831,76	20 898,89
Indice général	1 618,25	1 639,72

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
\$ E.U.	5,4820	5,4820
Yen (100)	5,0359	5,0409
DM	5,9508	5,9508
Deutschmark	5,9508	5,9508
Franc suisse	3,7600	3,7600
Libre sterling (1000)	4,9668	4,9668
Libre sterling	5,4625	5,4625
Peseta (100)	4,4818	4,4822

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E.U.	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
DM	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Deutschmark	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Franc suisse	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Libre sterling (1000)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Libre sterling	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Peseta (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
FRANC FRANÇAIS	3 1/8	3 1/8	3 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



# ÉS FINANCIERS

[illegible]

### Bonne fin de séance

[illegible]

## 24/255 10-10 1 Fermata

DATE		TIME		LOCATION		REMARKS	
1	10/10/52	10:00	10:15	1000	1000	1000	1000
2	10/10/52	10:15	10:30	1000	1000	1000	1000
3	10/10/52	10:30	10:45	1000	1000	1000	1000
4	10/10/52	10:45	11:00	1000	1000	1000	1000
5	10/10/52	11:00	11:15	1000	1000	1000	1000
6	10/10/52	11:15	11:30	1000	1000	1000	1000
7	10/10/52	11:30	11:45	1000	1000	1000	1000
8	10/10/52	11:45	12:00	1000	1000	1000	1000
9	10/10/52	12:00	12:15	1000	1000	1000	1000
10	10/10/52	12:15	12:30	1000	1000	1000	1000
11	10/10/52	12:30	12:45	1000	1000	1000	1000
12	10/10/52	12:45	13:00	1000	1000	1000	1000
13	10/10/52	13:00	13:15	1000	1000	1000	1000
14	10/10/52	13:15	13:30	1000	1000	1000	1000
15	10/10/52	13:30	13:45	1000	1000	1000	1000
16	10/10/52	13:45	14:00	1000	1000	1000	1000
17	10/10/52	14:00	14:15	1000	1000	1000	1000
18	10/10/52	14:15	14:30	1000	1000	1000	1000
19	10/10/52	14:30	14:45	1000	1000	1000	1000
20	10/10/52	14:45	15:00	1000	1000	1000	1000
21	10/10/52	15:00	15:15	1000	1000	1000	1000
22	10/10/52	15:15	15:30	1000	1000	1000	1000
23	10/10/52	15:30	15:45	1000	1000	1000	1000
24	10/10/52	15:45	16:00	1000	1000	1000	1000
25	10/10/52	16:00	16:15	1000	1000	1000	1000
26	10/10/52	16:15	16:30	1000	1000	1000	1000
27	10/10/52	16:30	16:45	1000	1000	1000	1000
28	10/10/52	16:45	17:00	1000	1000	1000	1000
29	10/10/52	17:00	17:15	1000	1000	1000	1000
30	10/10/52	17:15	17:30	1000	1000	1000	1000
31	10/10/52	17:30	17:45	1000	1000	1000	1000
32	10/10/52	17:45	18:00	1000	1000	1000	1000
33	10/10/52	18:00	18:15	1000	1000	1000	1000
34	10/10/52	18:15	18:30	1000	1000	1000	1000
35	10/10/52	18:30	18:45	1000	1000	1000	1000
36	10/10/52	18:45	19:00	1000	1000	1000	1000
37	10/10/52	19:00	19:15	1000	1000	1000	1000
38	10/10/52	19:15	19:30	1000	1000	1000	1000
39	10/10/52	19:30	19:45	1000	1000	1000	1000
40	10/10/52	19:45	20:00	1000	1000	1000	1000
41	10/10/52	20:00	20:15	1000	1000	1000	1000
42	10/10/52	20:15	20:30	1000	1000	1000	1000
43	10/10/52	20:30	20:45	1000	1000	1000	1000
44	10/10/52	20:45	21:00	1000	1000	1000	1000
45	10/10/52	21:00					

[illegible]

**ANGES**

**BOURSES**

[illegible]

**ME INTERBANCAIRE DES DEVICES**

SECRET DES EUROMONNAIES

CONFIDENTIAL

## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 26 MAI

**Cours relevés à 11 h 15**

VALUES					Réglement mensuel					VALUES				
Year	Month	Day	Hour	Min	Year	Month	Day	Hour	Min	Year	Month	Day	Hour	Min
1970	JAN 31	1970	1970	1970	1970	JAN 31	1970	1970	1970	1970	JAN 31	1970	1970	1970
1971	FEB 28	1971	1971	1971	1971	FEB 28	1971	1971	1971	1971	FEB 28	1971	1971	1971
1972	MAR 31	1972	1972	1972	1972	MAR 31	1972	1972	1972	1972	MAR 31	1972	1972	1972
1973	APR 30	1973	1973	1973	1973	APR 30	1973	1973	1973	1973	APR 30	1973	1973	1973
1974	MAY 31	1974	1974	1974	1974	MAY 31	1974	1974	1974	1974	MAY 31	1974	1974	1974
1975	JUN 30	1975	1975	1975	1975	JUN 30	1975	1975	1975	1975	JUN 30	1975	1975	1975
1976	JUL 31	1976	1976	1976	1976	JUL 31	1976	1976	1976	1976	JUL 31	1976	1976	1976
1977	AUG 31	1977	1977	1977	1977	AUG 31	1977	1977	1977	1977	AUG 31	1977	1977	1977
1978	SEP 30	1978	1978	1978	1978	SEP 30	1978	1978	1978	1978	SEP 30	1978	1978	1978
1979	OCT 31	1979	1979	1979	1979	OCT 31	1979	1979	1979	1979	OCT 31	1979	1979	1979
1980	NOV 30	1980	1980	1980	1980	NOV 30	1980	1980	1980	1980	NOV 30	1980	1980	1980
1981	DEC 31	1981	1981	1981	1981	DEC 31	1981	1981	1981	1981	DEC 31	1981	1981	1981
1982	JAN 31	1982	1982	1982	1982	JAN 31	1982	1982	1982	1982	JAN 31	1982	1982	1982
1983	FEB 28	1983	1983	1983	1983	FEB 28	1983	1983	1983	1983	FEB 28	1983	1983	1983
1984	MAR 31	1984	1984	1984	1984	MAR 31	1984	1984	1984	1984	MAR 31	1984	1984	1984
1985	APR 30	1985	1985	1985	1985	APR 30	1985	1985	1985	1985	APR 30	1985	1985	1985
1986	MAY 31	1986	1986	1986	1986	MAY 31	1986	1986	1986	1986	MAY 31	1986	1986	1986
1987	JUN 30	1987	1987	1987	1987	JUN 30	1987	1987	1987	1987	JUN 30	1987	1987	1987
1988	JUL 31	1988	1988	1988	1988	JUL 31	1988	1988	1988	1988	JUL 31	1988	1988	1988
1989	AUG 31	1989	1989	1989	1989	AUG 31	1989	1989	1989	1989	AUG 31	1989	1989	1989
1990	SEP 30	1990	1990	1990	1990	SEP 30	1990	1990	1990	1990	SEP 30	1990	1990	1990
1991	OCT 31	1991	1991	1991	1991	OCT 31	1991	1991	1991	1991	OCT 31	1991	1991	1991
1992	NOV 30	1992	1992	1992	1992	NOV 30	1992	1992	1992	1992	NOV 30	1992	1992	1992
1993	DEC 31	1993	1993	1993	1993	DEC 31	1993	1993	1993	1993	DEC 31	1993	1993	1993
1994	JAN 31	1994	1994	1994	1994	JAN 31	1994	1994	1994	1994	JAN 31	1994	1994	1994
1995	FEB 28	1995	1995	1995	1995	FEB 28	1995	1995	1995	1995	FEB 28	1995	1995	1995
1996	MAR 31	1996	1996	1996	1996	MAR 31	1996	1996	1996	1996	MAR 31	1996	1996	1996
1997	APR 30	1997	1997	1997	1997	APR 30	1997	1997	1997	1997	APR 30	1997	1997	19

**Comptant** (sélection) :

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission/Finis Inc.	Rechart	VALEURS	Emission/Finis Inc.	Rechart	VALEURS	Emission/Finis Inc.	Rechart
Acadian	231 08	224 50	Francis Casselec	270 76	270 22	Parsons Capitalization	1738 03	1710 37
Acadian Petroleum C & D	1'328 88	3338 00	Francis Oilfields	476 80	470 37	Parsons Capitalization	134 43	129 85
Acadia	7594 26	7302 17	Francis	409 00	462 57	Parsons Petroleum	822 58	801 19
Acropolis	873 38	883 78	Francis Paper	115 35	111 93	Parsons Petroleum	248 22	243 64
Acropolis Invest	710884 00	770564	Francis-Regina	1129 26	1129 46	Parsons	592 64	592 64
Acropolis Coast Term	7625 26	7625 26	Francis-Regina	30 38	30 38	Parsons	1267 49	1267 49
Acropolis Petroleum	32363 14	32363 14	Francis-Opti	47 43	46 73	Parsons	135 05	138 58
Auroch	1337 37	1337 37	Francis	247 17	243 54	Parsons	8005 05	8005 05
Auroch Fuel	469 59	448 88	Francis Petroleum C.	153 04	158 52	Parsons	7246 13	7246 13
Auroch Petroleum	1880 81	1516 32	Francis Petroleum C.	30 38	30 38	Parsons	1067 72	1067 72
Auroch Albers	1602 84	1652 39	GAM (Rechart)	601 01	565 65	Parsons Oil	1267 12	1267 12
Auroch Capital	196 58	189 80	Ganfield	18893 03	18600 08	Par/Accumulations	32328 21	32328 21
Auroch Term	8780 71	8780 71	San Amador	187 23	180 05	Par/Accumulations	1082 73	1082 73
Auroch Coast Term	1020 19	1020 19	San Amador	1350 39	1342 65	Par/Accumulations	142 39	138 74
Auroch Coast Term	812 50	794 38	San Amador	15359 10	15359 10	Par/Accumulations	161 74	161 74
Auroch Europe	138 48	136 42	Indra	1051 28	1030 57	Par/Accumulations	3618 90	3618 90
Auroch Investments	123 90	120 28	Indra	1024 25	1024 25	Par/Accumulations	1175 57	1175 57
Auroch Inc.	123 90	123 90	Interoil	163 21	163 11	Par/Accumulations	1206 37	1206 37
Auroch Coast Term	54	54	Interoil	1108 17	1078 57	Par/Accumulations	761 29	761 29
Auroch Coast Term	147 35	145 05	Interoil	15090 49	15746 57	Par/Accumulations	12325 48	12325 48
Auroch Coast Term	112 45	116 50	Interoil	518 58	505 05	Par/Accumulations	737 75	737 75
Auroch Coast Term	150 59	150 59	Interoil	176 79	171 61	Par/Accumulations	18478 49	18478 49
Auroch Coast Term	126 23	126 23	Interoil	2475 32	2463 52	Par/Accumulations	1906 09	1906 09
Auroch Coast Term	101 91	100 20	Interoil	1162 78	1162 78	Par/Accumulations	1313 07	1313 07
Auroch Coast Term	1087 51	1085 90	Interoil	3353 29	3369 69	Par/Accumulations	1257 59	1257 59
Auroch Coast Term	1071 41	1079 81	Interoil	1128 80	1105 73	Par/Accumulations	738 59	737 59
Auroch Coast Term	8663 42	8688 33	Interoil	2253 50	2251 18	Par/Accumulations	2023 98	2023 98
Auroch Coast Term	126 23	126 23	Interoil	2570 18	2570 18	Par/Accumulations	704 59	704 59
Auroch Coast Term	1593 13	1580 52	Interoil	585 65	547 17	Par/Accumulations	1238 29	1238 29
Auroch Coast Term	1467 85	1451 38	Interoil	740 08	718 57	Par/Accumulations	446 13	438 54
Auroch Coast Term	3895 03	3895 34	Interoil	168 22	175 82	Par/Accumulations	1482 73	1482 73
Auroch Coast Term	460 48	460 48	Interoil	1028 13	1028 13	Par/Accumulations	413 84	413 84
Auroch Coast Term	1427 14	1389 18	Interoil	75120 29	75120 29	Par/Accumulations	712 43	694 34
Auroch Coast Term	734 20	734 20	Interoil	38792 45	38792 45	Par/Accumulations	232 92	232 92

## Second marché

[illegible]

97 28	84 68	Maximum depth
75414 43	75414 43	Natic Coast Tern
216 96	211 15	Natic Coast Tern

[illegible]

### Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS		COURS DES BILLETS	
	public	25/5	adulte	enfant
Essai Unis (100 dm)	5 521	6 505	52	57
Essai Unis (100 dm)	5 521	6 505	52	57
Alphamag (100 dm)	336 550	336 550	348	348
Alphamag (100 dm)	15 390	15 399	189	189
Phys-Ses (100 m)	300 850	300 850	268	268
Infale (1000 dm)	707 201	707 201	808	808
Infale (1000 dm)	57 540	86 040	84	82
Infale (100 dm)	8 230	9 230	78	86
Infale (100 dm)	3 445	3 445	87	87
Gala-Stranger (11...)	3 445	2 457	2 6	31
Gala-Stranger (11...)	3 445	3 445	380	380
Gala-Stranger (11...)	70 230	70 230	70	70
Subtle (100 dm)	79 760	79 770	75	84
Subtle (100 dm)	47 851	47 874	48 5	49 5
Subtle (100 dm)	16 16	16 16	16	16
Autroline (100 dm)	3 585	3 585	31	39
Porticent (100 dm)	4 356	4 356	41	48
Canada (100 dm)	4 356	4 356	41	48
Canada (100 dm)	4 356	4 356	41	48

[illegible]

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/5
100 fr. (100 en ber).....	57700	58300
100 fr. (100 en lingot).....	57800	58500
100 p. (100).....	390	382
100 p. (100).....	388	
100 p. (100).....	390	385
100 p. (100).....	368	380
100 p. (100).....	492	491
100 p. (100).....	2330	2310
100 p. (100).....	1352 50	1420
100 p. (100).....	650	
100 p. (100).....	22890	2480
100 p. (100).....	410	395

### 3.1. Polymer synthesis

**LA BOURSE SUR MINUTE**  
**36-15**  
**TAPEZ LE MONDE**

---

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

**Mars 1962 : le concours international de France MATIE**

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 105 296				Volume : 27 423			
COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	Juin 93	Juillet
Dernier ----	117,12	116,86	116,30	Dernier ----	1 887	1 870,50	1 867
Précédent	117,14	116,88	116,16	Précédent	1 866	1 850	1 818,

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu



## COMMUNICATION

Un colloque sur l'accès au savoir

## Le Sénat souhaite l'émergence d'une industrie de programmes pour la télévision éducative

Le Sénat a clairement exposé les grandes lignes de sa réflexion sur la télévision éducative en France lors d'un colloque organisé, mardi 25 mai, au palais du Luxembourg. La mission sénatoriale d'information sur ce sujet (le Monde du 27 avril) cherche à privilégier le contenu et les programmes par rapport aux modes de transmission.

« Le débat sur la télévision éducative en France ne se résume pas à la manière d'occuper le réseau de l'Aréa », a déclaré le sénateur, mardi 25 mai, aux sénateurs impliqués dans une réflexion sur la télévision éducative, le ministre de la communication, Alain Carignon, a été juste. Les participants au colloque sur l'accès au savoir par la télévision, organisé par la mission sénatoriale d'information, ont d'ailleurs soigneusement évité d'aborder l'important dossier du créneau horaire laissé libre par la chaîne franco-allemande Arte. Ils se sont attachés à définir la palette de programmes susceptible d'être proposée aux différents publics et ont buté inévitablement sur la question cruciale des financements.

Le mutisme des parlementaires sur la manière d'occuper le réseau demeure en partie vacant depuis la disparition de La Cinq, n'est pas étonnant. Déjà, lors de la constitution de la mission d'information sur la télévision éducative, le 22 avril, son président, Pierre Laffitte, sénateur des Alpes-Maritimes, membre du groupe du Rassemblement démocratique et européen, avait annoncé qu'il se réjouissait que le projet Eureka n'ait pas obtenu l'aval du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

La « grande alliance » de la TVHD américaine

## Thomson se félicite d'un accord qui permettra « des stratégies mondiales »

« Nous sommes ravis », le PDG de Thomson Consumer Electronics, Alain Prestat, ne cache pas sa satisfaction de l'accord intervenu entre les industriels de la télévision haute définition aux États-Unis, pour former une « grande alliance » à laquelle participent Philips et son groupe (le Monde du 26 mai). Pour lui, cette « paix des braves » va accélérer la « révolution culturelle » qui consiste à passer de l'analogique au numérique, seule façon de remettre le pied à l'étrier de l'industrie électronique européenne et « sauver la maison à terme ».

M. Prestat souligne que la future norme de TVHD américaine s'appuiera sur la norme de compression MPEG II que soutient TCE (le Monde du 19 mai), note que son groupe concrétise ainsi ses efforts antérieurs sur les techniques numériques, et que beaucoup de développements seront communs avec l'Europe. Même si pour des raisons techniques les normes re-

diociviel (CSA) pour occuper la partie diurne du réseau de la Sept. « Le dossier défendu par le responsable de ce projet, Jean-Louis Missika, portait d'une réflexion sur les seuls secteurs de diffusion », avait-il alors déclaré. Le point de mire était dès lors déterminé : la mission sénatoriale, elle, s'attachait à répondre aux besoins en matière de télévision éducative.

Tel était l'objectif du colloque organisé au palais du Luxembourg. Il marquait une étape pour la mission : cette dernière arrive à mi-parcours de son mandat. Elle doit remettre un rapport au président du Sénat, René Monory, à la fin du mois de juin. Les grandes lignes en sont désormais presque connues : toute ambition en matière de télévision éducative ne pourra être atteinte pour les membres de la mission que si une véritable industrie des programmes voit le jour. Seul un pôle conséquent pourra s'imposer sur le marché national puis mondial. Pour assurer la diffusion de ces programmes, un certain nombre de voix se sont élevées pour que les chaînes publiques et privées, diffusées par satellite ou par câble, se voient imposer une contrainte en ce domaine.

## Des groupes sociaux prioritaires

Une telle approche rejoint celle développée récemment par le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, ce dernier avait, en effet, déclaré que « s'il n'était pas certain que l'école, qui revient à bloquer un canal pour un programme, pour un public, pendant un temps donné, réponde à l'exigence de diversité », l'estimation « indispensable de créer une production audiovisuelle en France ».

Reste à savoir à qui ces pro-

grammes sont destinés. Les sénateurs ont admis ce qu'un certain nombre de chercheurs émettent depuis fort longtemps, à savoir qu'il n'existe pas un public de programmes éducatifs mais des cibles : l'école, l'université et la formation professionnelle sont, par exemple, trois secteurs demandeurs. Il en va de même pour les citoyens, les jeunes en difficulté et ceux que Viviane Glickman, maître de conférences à l'Institut national de recherches pédagogiques (INRP), appelle les « adultes faiblement scolarisés » : « En France, 40 % des adultes sont faiblement scolarisés (niveau inférieur ou égal au certificat d'études). Parmi eux, on compte 20 % d'adultes ayant des difficultés de lecture ou d'écriture. En outre, 100 000 jeunes sortent chaque année sans qualification du système éducatif, explique-t-elle. Ces catégories de population ont des pratiques culturelles extrêmement limitées. En revanche, les loisirs domestiques, et en particulier la durée d'écoute de télévision, augmentent au fur et à mesure que baisse le niveau d'études. On peut estimer comme prioritaire pour des actions de télévision éducative ces groupes sociaux, qui constituent une forte proportion des chômeurs et des exclus, et pour qui le petit écran représente certes d'abord un outil de distraction mais aussi la seule porte ouverte sur le monde ».

La question du financement ne pouvait être, elle non plus, éludée. Pour Dominique Aidun, directrice générale de France 3, les pouvoirs publics doivent être les principaux bailleurs de fonds car « il s'agit d'un sujet d'intérêt général ». En revanche, le désir de certains de voir les entreprises participer à la mise en place de cette industrie de programmes s'est heurté aux moyens limités du monde économique. Le produit de la taxe d'apprentissage et celui de la formation professionnelle des salariés sont déjà employés. « Les entreprises pourraient toutefois être sollicitées pour une information sur les métiers et les formations », a reconnu le directeur de l'Association des chambres de commerce et d'industrie, Yves Robin. Les collectivités locales fournissent peut-être les moyens de cette ambition. De nombreuses expériences montrent qu'elles répondent par l'affirmative aux actions de proximité qui leur sont soumises.

MICHÈLE AULAGNON

## PARIS EN VISITES

JEUDI 27 MAI

« L'église Saint-Sulpice, bel exemple de l'architecture religieuse au dix-huitième siècle entre baroque et classicisme », 16 heures, porte principale de l'église (Monuments historiques).

« Les salons du palais Soubise et le Musée de l'Histoire de France » (ouvert à tous), 16 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régulation du passé).

« Du cloître des Bénédictins aux Blancs Méreaux », 14 h 30, 24, rue des Archives (Paris pittoresque et insolite).

« Actualité du compagnonnage dans la Maison des Compagnons du devoir du tour de France », 15 heures, 1, place Saint-Gervais (Paris et son histoire).

« La Sorbonne, ensemble de l'histoire de l'université et du Quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Compassion d'été et d'ailleurs).

« Ensembles, mystères et artisanat au faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine, terre-plein central du métro (Sauvegarde du Paris pittoresque).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (P.-Y. Joulet).

« Les salons de l'Hôtel de Ville » (carte d'identité exigée), 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Sortie Lobsau (E. Roman).

« L'art et l'argent au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale bd Ménilmontant (V. de Langlade).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (S. Rojot-Ker).

« L'hôtel de Salis », 15 heures, sortie métro Soléil (E. Joulet).

« Le jardin des Plantes, sa vocation d'origine, ses trésors culturels », 14 h 30, métro Jussieu, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, entrée du Jardin (Paris Capitale historique).

## Le Monde

<p>Édité par la SARL Le Monde</p> <p>Comité de direction :</p> <p>Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication</p> <p>Bruno Frappart, directeur de la rédaction</p> <p>Jacques Guiz, directeur de la gestion</p> <p>Manuel Lubart, secrétaire général</p>	<p>Rédacteurs en chef :</p> <p>Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)</p> <p>Yves Agnès, Thomas Ferençzi, Philippe Herrmann, Jacques-François Simon</p> <p>Daniel Vernet (directeur des relations internationales)</p>
<p>Anciens directeurs :</p> <p>Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982)</p> <p>André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)</p>	<p>RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :</p> <p>15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : 40-65-25-99</p>
<p>ADMINISTRATION :</p> <p>1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : 40-65-30-10</p>	

## CARNET DU Monde

## Naissances

Meg, Didier, Paul MONTARRAS-SEAUVER sont heureux d'annoncer la naissance de

Alan François,

le 12 mai 1993.

## Mariages

Philbert de PARSEVAL et Geneviève, née Delaist,

Jean CLEMENCEAU et Françoise, née Girou,

ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Nathalie et David,

qui a été célébré dans l'intimité, à Paris, le lundi 24 mai 1993.

118, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

29, rue Rossini, 33600 Pessac.

## Décès

M. François Fontenay, son fils, Nathalie et Frédéric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. LIZIA CODREANO,

survenu le 19 mai 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Louviers.

Les obsèques civiles ont eu lieu le mardi 25 mai.

12, rue Orsola-Cruz, 75016 Paris.

Le directeur et le personnel du Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), ministère de l'Éducation nationale, Le président et les membres du conseil d'orientation et de perfectionnement du CLEMI, ont la tristesse de faire part du brusque décès de leur ancien président.

11983-1990.

Henri DIEUZEIDE, inspecteur général de l'éducation nationale.

CLEMI, 391, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

L'association ATENA, a la tristesse de faire part du décès de

Henri DIEUZEIDE, président d'honneur, président d'honneur.

ATENA, BP 1107, 34007 Montpellier Cedex 1.

(Le Monde du 26 mai)

M. Walid El AKI, M. et M<sup>me</sup> Ziad El AKI, M<sup>me</sup> Nada El AKI, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Laurence EL AKI,

leur mère et parente, survenue le 22 mai 1993, dans sa soixante-seizième année, à Port-Marly (Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Alexandre-Neviski, 12, rue Daru, Paris-8<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise.

On se réunira à l'égise.

5, route de Saint-Germain, 78430 Louveciennes.

Rambouillet.

M. et M<sup>me</sup> Lucien Foucher, ses enfants, Patrick, Eric et Frédéric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FOUCHER, chevalier de la Légion d'honneur, de la santé publique, chevalier du Mérite agricole, médaille de vermeil de la Ville de Paris,

survenu le 22 mai 1993, à Rambouillet (Yvelines), à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue du Général-Leclerc, résidence Bellevue, 78230 Le Pecq.

— Sa famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. l'abbé Albert GAU, député honoraire, médaille de la Résistance, médaille du Juste (Israël), à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La messe de sépulture a été célébrée en la cathédrale de Carcassonne, et l'inhumation a eu lieu à Conques-sur-Orbiel (Aude), son village natal.

(Le Monde du 22 mai)

— Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Hélène CROMAIRE-MADELIN, survenue le 12 mai 1993.

— A la suite du décès de

Jean-Louis LESCÈNE, envoyé spécial permanent à Rome, La direction de l'information, Les journalistes et les collaborateurs de France 2, vous prient de vous associer par la présente au par la pensée à la cérémonie qui aura lieu le jeudi 27 mai 1993, à 10 heures, au temple du P'tit, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche sur la sclérose en plaques (ARSEP), 4, rue Chénou, Paris-19<sup>e</sup>.

France 2, 22, avenue Montaigne, 75008 Paris.

(Le Monde du 25 mai)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du Journal, 15, rue Falguière, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 40-65-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 60 F

Communications diverses : 105 F

Très brèves : 60 F

Les lignes en capitale grasse sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

— Le président du conseil régional Rhône-Alpes, Les vice-présidents, Les membres de la commission permanente, Et les conseillers régionaux, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue

Alain MAYOUD, vice-président.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie de funérailles qui aura lieu le jeudi 27 mai 1993, à 14 h 30, à Saint-Romain-de-Popey (Rhône).

— Le président et les membres du groupe parlementaire Union pour la démocratie française et du centre de l'Assemblée nationale, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue

Alain MAYOUD, député du Rhône.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie de funérailles qui aura lieu le jeudi 27 mai 1993, à 14 h 30, à Saint-Romain-de-Popey (Rhône).

— Les conseillers régionaux du groupe URA-UDF, ont l'immense tristesse de faire part du décès de leur président,

Alain MAYOUD, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, député du Rhône, maire de Saint-Romain-de-Popey.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie de funérailles qui aura lieu le jeudi 27 mai 1993, à 14 h 30, à Saint-Romain-de-Popey (Rhône).

— Les membres du personnel du conseil régional Rhône-Alpes, ont la tristesse de faire part du décès de leur vice-président,

Alain MAYOUD,

qui leur a toujours manifesté une grande attention dans sa volonté de faire vivre la région Rhône-Alpes.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie de funérailles qui aura lieu le jeudi 27 mai 1993, à 14 h 30, à Saint-Romain-de-Popey (Rhône).

(Le Monde du 25 mai)

— M<sup>me</sup> O'Connors, M. et M<sup>me</sup> Patrick O'Connors, M. et M<sup>me</sup> Xavier de Montedon, Ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand O'CONNORSE.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 28 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

Hôtel L'Ermitage, 03200 Vichy, Ambassade de France au Danemark, 120, rue Solty, 95006 Lyon.

— Toute la famille, Et les amis de

M. Jean URIOT, professeur, ont la douleur d'annoncer son décès, le 28 avril 1993, à Nîmes.

L'inhumation a eu lieu à Coussey (Voges).

Il dirigea le Club événement nîmois du Gard durant quatorze ans. Conférencier, il participait aux Bibliophiles nîmois. Il se plaisait beaucoup aux réunions des Alsaciens-Lorrains.

Anniversaires

— Le 26 mai 1982, onze ans déjà, Charles PAPIERNIK nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

De la part de sa femme et de ses fils.

— Il y a dix ans,

Lily STERGARD quittait les siens.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Conférences

— La sagesse de la Kabbale, un enseignement accessible à tous. Séminaire exceptionnel : « Le visage et les mains ». Dimanche 30 mai 1993, à 18 heures, Centre de la Kabbale, 20, passage Turquetil, Paris-11<sup>e</sup>, Métro Nation. Renseignements : au 43-56-01-38.

THÈSES

Tarif Étudiants 60 F la ligne H.T.







## La grève à la SNCF

## Le trafic ferroviaire sera très perturbé le 27 mai

Le mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par les syndicats CFT, CFTD et FOAAC (conducteurs autotransportés) pour protester contre le nouveau plan d'économies décidées par la direction devrait fortement perturber le trafic ferroviaire du mercredi 26 mai à 20 heures au vendredi 28 mai à 8 heures.

Selon la direction, un train sur quatre circulera en Ile-de-France et aucune interconnexion ne sera possible avec le réseau RATP sur les lignes A, B et D du RER. Sur le réseau régional tout comme pour les rapides et express, un train sur quatre est prévu. La moitié au moins des TGV devrait être assurée sur les réseaux Sud-Est et Atlantique, mais un service normal est attendu sur le réseau Nord-Europe.

Bernard Bosson, ministre des Equipements, des transports et du tourisme, a déclaré au micro d'Europe 1 que les augmentations de salaires des cheminots avaient dépassé, l'année dernière, de moitié celles enregistrées dans la fonction publique. « Il faut dire à l'ensemble des agents de la SNCF que lorsqu'on voit la situation du pays, il y a des grèves qui se comprennent plus ou moins », a conclu le ministre.

► Pour toute information, composer sur Minitel : 3615 SNCF.

## A nos lecteurs

Lundi 31 mai étant un jour férié, la parution de notre supplément « Radio-Télévision » sera avancée d'un jour, pour que nos abonnés de province puissent prendre connaissance à temps des programmes de la semaine du 31 mai au 8 juin. Le supplément sera distribué vendredi avec la quotidienneté samedi 29 mai.

## DÉBATS

Procédure pénale : « Pour un compromis », par Georges Fichoux. Revue, par Frédéric Gausson : « 25 ans : mai 68 et le printemps de Prague »... 2

## ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie. 3  
Le gouvernement polonais fait face à une motion de censure. 4  
Guatemala : le « coup d'Etat civil » du président Serrano. 5  
Egypte : des soldats ont tiré par mégarde sur un car de touristes. 6  
Afrique du Sud : l'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain met en péril le processus de négociation... 8

## POLITIQUE

Le débat sur le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale : les députés de la majorité accueillent avec satisfaction le lancement de l'emprunt Balfour... 9

## SOCIÉTÉ

Le Conseil d'Etat critique plusieurs aspects du projet de loi de M. Pasqua sur l'immigration... 9  
L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris... 10  
Nouvelle arrestation judiciaire en Grande-Bretagne... 10

## ÉDUCATION • CAMPUS

Le bon profil des enseignants : l'esprit d'entreprise dans les universités... 11 à 13

## CULTURE

L'art et l'Etat (II)... 14  
Musiques : Harry Connick Jr. à l'Olympia... 15

## SPORTS

Tennis, les Internationaux de...

## Des Européens de l'Est s'adressent à des hôpitaux suisses

## Offres d'organes

Plusieurs hôpitaux suisses ont reçu depuis une dizaine de jours des offres d'organes émanant de sociétés de l'Europe de l'Est qui proposent de les mettre en rapport avec des donneurs prêts à céder volontairement un rein, un poulmon ou encore une partie de leur foie. Selon la presse helvétique, la clinique du Ganoller, près de Nyon, dans le canton de Vaud, a reçu, voilà une dizaine de jours, un fax de la société polonaise BT Corp et MRWW Ltd, dont le siège se trouve à Swidnica, proposant de la mettre en contact avec des donneurs « dans le cadre de la législation polonaise ».

L'avant-projet de contrat parvenu à la clinique stipule que le donneur, « en pleine possession de ses facultés mentales, cède librement au receveur l'organe concerné. Le prix convenu est versé comptant au donneur le jour même de l'opération. Le donneur se déclare conscient des risques et le receveur prend en charge les soins post-opératoires ».

Le directeur de la clinique, Jean-Claude Selamin, qui juge

cette proposition « scandaleuse et amoral », a révéilé avoir eu un contact téléphonique avec l'un des dirigeants de cette société. Ce dernier lui a expliqué que les candidats étaient recrutés par voie d'annonces, puis envoyés ensuite à l'étranger par groupes de trois à cinq afin que l'hôpital soit en mesure de choisir le meilleur donneur.

De telles opérations auraient été réalisées en Allemagne jusqu'à ce que les autorités interdisent ce genre de pratique, a expliqué cet interlocuteur au directeur de l'hôpital suisse. Des receveurs auraient déboursés 50 000 DM (168 000 francs) pour recevoir un rein dans de telles conditions.

Selon la presse helvétique, des groupes de donneurs polonais se sont également adressés directement à des receveurs potentiels : l'Association des dialysés des Grisons aurait reçu une lettre d'un groupe de cinq Polonais prêts à offrir un rein. Ces donneurs indiquent leurs noms, leur groupe sanguin ainsi qu'une adresse pour prendre contact avec eux. — (AFP)

## EN BREF

► GABON : enverine du deuxième sommet entre Africains et Noirs américains. — Le président Omar Bongo a accueilli six chefs d'Etat africains à Libreville, mardi 25 mai, à la veille de l'ouverture du deuxième sommet organisé entre dirigeants du continent et représentants afro-américains, à l'initiative du pasteur américain Leon Howard Sullivan. Une vingtaine de chefs d'Etat africains ou leurs représentants, et quelque mille délégués noirs-américains, doivent participer à ce sommet, qui sera largement axé sur l'économie. Le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, George Moose, était également attendu à Libreville. Omar Bongo a reçu mardi Louis Farrakhan, diri-

geant des Black Muslims, groupe de religieux intégristes basé à Chicago. — (AFP)

► GUATEMALA : polémique autour du dernier roman policier de Gérard de Villiers. — Une polémique a éclaté au palais des Nations à Genève à propos du dernier livre de l'auteur de romans d'espionnage français de la série SAS, Gérard de Villiers, intitulé *Tuez Rigoberta Menchu*. Le Centre des droits de l'homme de l'ONU s'est saisi de cette affaire qui, selon lui, porte atteinte à la réputation de Rigoberta Menchu, militante guatémaltèque des droits de l'homme, Prix Nobel de la paix 1992 et ambassadrice spéciale du secrétaire général des Nations unies pour l'Année internationale des peuples autochtones. L'ouvrage de fiction de Gérard de Villiers raconte un complot pour tuer Rigoberta Menchu, qui est finalement déjoué. Les kiosques ouverts dans l'enceinte de l'ONU à Genève ont retiré le livre de la vente. — (AFP)

► RWANDA : M. Boutros-Ghali favorable au déploiement d'observateurs de l'ONU sur la frontière orientale. — Le secrétaire général de l'ONU a recommandé au Conseil de sécurité la création d'une mission d'observation des Nations unies à la frontière entre l'Ouganda et le Rwanda (MONUOR) pour une période initiale de six mois, selon un document publié mardi 25 mai à New York. — (AFP)

## COMMUNICATION

La mission d'information du Sénat sur la télévision éducative... 22

## ARTS • SPECTACLES

► Toscanini, le bâtisseur révoilé  
► Les projets d'aménagement de Berlin  
► Théâtre : panier sur les auteurs vivants  
► Danse : l'indécision à Paris... 25 à 34

## Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 18  
Automobile... 20  
Marchés financiers... 20-21  
Météorologie... 23  
Carnet... 22  
Mots croisés... 14  
Radio-Télévision... 23  
La télématique du Monde : 3615 LE MONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folios 25 à 34

Le numéro du « Monde » daté 26 mai 1993 a été tiré à 483 249 exemplaires.

## Cinquième baisse depuis le 13 avril

## Le taux de base bancaire est ramené à 8,80 %

A la suite de la nouvelle baisse, lundi 24 mai — la septième en l'espace d'un mois et demi — des taux directeurs de la Banque de France, la plupart des grands établissements de crédit français ont annoncé, mardi, une nouvelle réduction de leur taux de base bancaire (TBB), ramené de 9 % à 8,80 %.

La dernière baisse du TBB des grandes banques françaises, d'un quart de point à 9 %, remonte au 12 mai. Au total, depuis le 13 avril, date à laquelle la Banque de France a entamé le mouvement de baisse de ses taux directeurs — qui a ramené le taux de ses appels d'offres de 9,10 % à 7,50 %, — les banques françaises ont réduit à cinq reprises leur TBB.

Il est revenu de 10 % à 8,80 %. Quelque 300 milliards de francs de crédits sont référencés sur le taux de base, dont la nouvelle détente allège principalement les charges des petites et moyennes entreprises.

## Victime de myopie et handicaps divers

## Le télescope Hubble ne redeviendrait opérationnel qu'après plusieurs missions de réparation

Plusieurs vols de navettes seront probablement nécessaires pour réparer le télescope spatial Hubble, a estimé, mardi 25 mai, un comité d'experts réuni à l'initiative de la NASA.

La première mission, programmée pour décembre prochain, avec la navette Endeavour, donnera lieu à cinq sorties dans l'espace au cours desquelles les astronautes-mécaniciens remplaceront ou installeront sept équipements.

Ils doivent notamment placer de nouveaux verres (de la taille d'un annuaire téléphonique) sur le miroir principal du télescope pour corriger sa « myopie » due à un défaut de fabrication, et réparer des panneaux solaires. Claude Nicollier, l'astronaute suisse de l'Agence spatiale européenne, sera chargé de manœuvrer le bras manipulateur de la navette au cours de ce vol spectaculaire.

Ces premières réparations devraient « rendre au vaisseau sa pleine capacité scientifique ». Néanmoins, estiment les experts de la NASA, « une deuxième mission peut être nécessaire pour compenser une défaillance plus importante que prévu ». — (AFP)

## Le plan de réorganisation des armées

## M. Longuet demande à M. Léotard de maintenir l'activité de la base de Toul

Le ministre de l'Industrie, du commerce extérieur, des postes et télécommunications, Gérard Longuet, qui est aussi le président du conseil régional de Lorraine, est intervenu auprès de François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, pour lui demander que soient étudiées toutes les mesures pouvant permettre un maintien de l'activité sur la base aérienne de Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle), menacée de fermeture par le plan de réorganisation des armées qui est présenté jeudi 27 mai au Parlement (le Monde du 21 mai).

« Sans préjuger de la décision finale quant à l'avenir de cette base, explique M. Longuet, il convient de rechercher avec les services du ministère de la défense les compensations nécessaires aux suppressions d'emplois qui, si elles se réalisent, seraient très préjudiciables à la vie économique et à l'activité commer-

ciale. » Le ministre, qui appartient au Parti républicain comme M. Léotard, demande la création d'une « cellule régionale » réunissant les partenaires concernés.

D'une superficie de 650 hectares, sur le plateau lorrain, la base de Toul-Rosières abrite notamment la 11<sup>e</sup> escadre de chasse équipée d'une soixantaine d'avions de combat Jaguar et relevant de la force aérienne tactique (FATAC). Elle accueille près de deux mille personnes. Cette escadre est intervenue au Tchad et dans la guerre du Golfe. Sur la base de Toul-Rosières ont été déployés, un temps, une quinzaine de Jaguar après un largage d'une bombe nucléaire tactique AN-52 jusqu'à ce que de telles armes soient retirées en 1991, retirées du service sur décision de François Mitterrand, alors qu'elles étaient prévues d'y demeurer jusqu'en 1997.

## Le Monde des

## DEBATS

Le Monde

## ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 08 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_

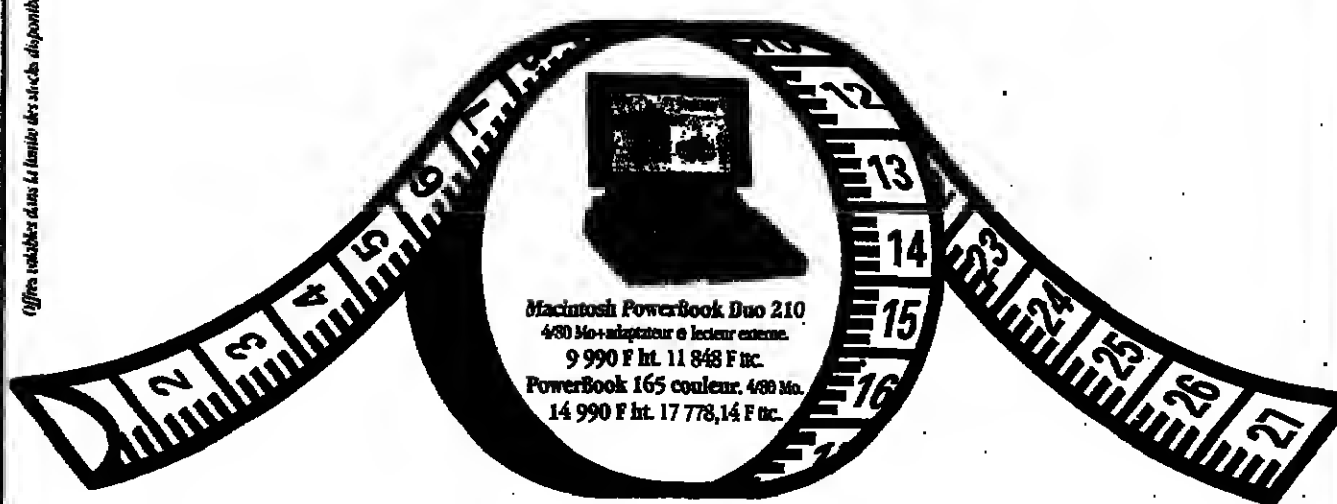
Expire à fin : \_\_\_\_\_

☐ Carte Amex n° \_\_\_\_\_

Expire à fin : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires :

Le Monde des débats. Service abonnements.  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex  
sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO  
pour l'étranger, nous consulter au 49-60-32-90,  
pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68

Quinzaine du prêt-à-porter chez IC :  
Apple à des prix sur mesure.

Qui vous offre les derniers modèles de la collection PowerBook à des prix sur mesure ? IC. Et pourquoi les promotions défilent chez IC ? Parce qu'avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est le premier



distributeur Apple en Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (art graphique, gestion, maintenance). Vous devriez déjà être chez IC.

IC TOULOUSE 65 25 62 32 - IC NANTES 40 47 08 62 - IC LYON 36 78 62 38 38  
- IC AIX EN PROVENCE 42 58 28 08 - IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

## « Le Monde des livres » :

## Norbert Elias, Françoise Dolto

Georges Balandier analyse dans sa chronique le livre posthume de Norbert Elias, publié sous le titre *Engagement et distanciation* : il y voit le testament intellectuel du sociologue, mort en 1990. C'est aussi un itinéraire intellectuel que raconte Jean-François de Sauterac dans son essai sur Françoise Dolto ; Bruno Freppet, à la fin, et le psychanalyste André Green évalue la place de celle que Lacan appelait « le petit dragon ».



# ARTS • SPECTACLES

## Le bâtisseur révolté

De ses débuts inopinés en 1886 à son retrait de la scène en 1954, Arturo Toscanini a passé son temps à lutter. Contre la médiocrité et les mauvaises traditions qui ternissaient la vie musicale. Contre Mussolini, le fascisme et les imbéciles. Il n'abdiqua jamais. Trente-cinq ans après sa mort, RCA publie l'intégralité des enregistrements réalisés pour la firme américaine par le chef italien. Quatre-vingt-deux disques à écouter pour apprendre.



Arturo Toscanini (au centre) au Festival de Bayreuth en 1932 avec Wieland Wagner (à droite).

Haydn, Mozart, Beethoven, Wagner, Schumann, Tchaïkovski, pour Weber, Smetana, Berlioz (aussi peu apprécié en Italie qu'il l'était en France), pour Chabrier, Debussy, Grieg ou Mendelssohn, son attirance pour la musique instrumentale alors peu prise en compte de pair avec sa volonté inébranlable d'en donner des lectures impeccables. Toscanini n'hésitait pas à répéter onze heures d'affilée, allant jusqu'à s'asseoir près d'un corniste pour lui faire apprendre sa partie.

L'une des plus grandes révolutions qu'il imposa fut de plonger les salles dans l'obscurité pendant les représentations d'opéra et d'interdire aux femmes de porter des chapeaux. Les représentations se donnaient jusque-là devant un parterre illuminé, peuplé de spectateurs qui se baladaient, mangeaient, tapaient le carton et n'hésitaient pas à se lever, dans le food des loges, à des activités plus intimes.

En 1898, malgré des opposants qui faisaient mine de lui reprocher son intransigeance et son idéalisme, Toscanini est nommé chef d'orchestre de la Scala de Milan. A trente et un ans, il a dirigé cinquante-huit opéras et s'est constitué un répertoire de cent cinquante œuvres symphoniques. Il va chambouler le vénérable établissement dans le seul but de lui rendre son lustre. Une cabale et des difficultés de tous ordres lui font jeter l'éponge après cinq ans. Il est rappelé en 1906. Des 1908, il quitte à nouveau la Scala, puis il est nommé au Metropolitan de New-York. Il y reste jusqu'en 1915. Les créations mondiales (*la Fille du Far-West*, de Puccini, *Madame Sans-Gêne*, de Leoncavallo) s'ajoutent aux créations américaines (*Ariane et Barbe-Bleue*, de Paul Dukas, *Boris Godounov*, de Moussorgski, *l'Amour des trois rois*, d'Ildebrando Pizzetti).

Une fois encore, il se fâche et démissionne. Revenu en Europe, il dirige pour les soldats du front. Malgré de fortes oppositions, il décide de maintenir les œuvres des compositeurs allemands au programme de ses concerts. A la même époque, Debussy écrit une série de sonates françaises contre « les Boches » — il est vrai que le compositeur français n'aimait pas ou plus les « métèques » qui fréquentaient les grands boulevards.

En 1920, il enregistre son premier disque avec l'Orchestre de la Scala dont il vient d'être nommé directeur musical pour la troisième fois. Il le restera neuf ans. En 1926, il dirige la création mondiale de *Turandot*, de Puccini. Fidèle à ses principes de rigueur, il arrête la représentation à l'endroit même où Puccini avait posé sa plume, fâché par un cancer de la gorge (Alfano avait achevé l'œuvre). Ces années furent assombries par le coup d'Etat des fascistes et la prise de pouvoir de Mussolini. Fervent républicain, Toscanini haïssait tout ce que le Duce représentait : « Si je devais tuer un homme, je tuerais Mussolini », devait-il déclarer à un ami dès cette époque.

ALAIN LOMPECH  
Lire la suite page 26

## TOSCANINI

L'intégrale des enregistrements

*Schumann*, devait écrire plus tard ce grand séducteur, sans convaincre qui que ce soit... Si ombrageux déjà, le jeune homme fut calme et déterminé, bien que son expérience en tant que chef fût à cette époque très limitée. Les journaux brésiliens le louèrent sans réserve. L'un d'eux, particulièrement bien informé, souligna qu'il connaissait « *soixante opéras par cœur* ». C'était vrai, et passablement étonnant, de la part d'un si jeune homme. Du coup, l'imprésario Claudio Rossi, qui avait monté cette tournée, lui confia sur-le-champ le soin de diriger les vingt-six représentations... des douze opéras qui restaient à donner pendant la tournée. En plus d'*Aïda*, Toscanini dirigea *la Traviata*, *Rigoletto* et *le Trouvère*, de Verdi, *Marion Delorme*, de la Gioconda, d'Amilcare Ponchielli, *la Favorita*, de Donizetti, *Hamlet*, d'Ambroise Thomas, *les Huguenots*, de Meyerbeer, *Faust*, de Gounod, *Salvador Rosa*, du Brésilien Carlos Gomes, et *Lauriana*, de Machado. Par cœur, cela va sans dire!

S'il est vrai que les plus belles carrières commencent souvent sur un coup de dé, celle de Toscanini fut exemplaire. Son exploit brésilien, qui assurerait de nos jours, une renommée planétaire, ne « gonfla » pas la tête du Parmesan. De retour en Italie, il donna à sa mère l'argent qui lui restait de ses cachets et se met en quête d'un poste de violoncelliste du rang. « *Etats-je censé aller raconter à tout le monde que j'étais chef d'orchestre? J'avais dix-neuf ans et ne les paraissais pas... De toute façon, à qui l'aurais-je raconté?* »

Le destin veillait. Nikolai Figner, premier ténor de la troupe de Rossi, russe et ami de Tchaïkovski, s'indigne de ce que Toscanini ne se soit pas présenté à Milan pour s'engager comme chef d'orchestre. Figner le présente alors à l'un des plus grands éditeurs de musique d'Italie, convoque Toscanini dans le hall d'un hôtel, lui fait déchiffrer au piano *Edmea*, un opéra de Catalani. Caché, le jeune compositeur, âgé de vingt-deux ans, est stupéfait par les dons de Toscanini et insiste pour qu'il assure la création de sa nouvelle œuvre.

Elle eut lieu le 4 novembre 1886, et remporta un grand succès. « *On aurait juré que Toscanini ne pre-*

*nait pas possession du pupitre pour la première fois, mais qu'il faisait cela depuis vingt ans. C'est un phénomène; sa carrière est faite!* » Catalani ne s'était pas trompé, mais il n'avait aucun mérite. Le talent de Toscanini, ses exigences terribles envers les musiciens et les chanteurs desquels il ne tolérât que fort peu d'écarts, le soin maniaque dont il faisait preuve lors de la préparation des concerts étaient fort peu habituels à l'époque.

L'une des qualités essentielles qui plaça, dès cette époque, Toscanini en dehors du champ occupé par les autres, tenait non seulement dans sa capacité de connaître chaque note imprimée des partitions qu'il dirigeait, mais surtout dans sa faculté d'entendre chacune des erreurs de lecture ou de faillances de l'orchestre, des choristes et des chanteurs. De sorte que Toscanini décapait la qualité de base des interprètes qu'il avait sous son autorité. La qualité des orchestres lyriques était alors effrayante, le plus souvent effroyable en Italie : ils étaient formés chaque saison et composés de musiciens que l'on hélait quasiment au coin de la rue.

Non sans mal, Toscanini mit un terme à ces pratiques, prenant un soin tout particulier au recrutement des musiciens d'orchestre, n'hésitant ni à renvoyer ceux qui ne lui paraissaient pas à la hauteur ou à supplier ceux qu'il appréciait de rester lorsqu'ils voulaient partir. Toscanini mettait un point d'honneur à respecter le texte imprimé (même s'il lui est arrivé de modifier les orchestrations originales), rejetait les cadences improvisées par les chanteurs et interdisait les bis au cours des représentations. Cette intransigeance ne fut acceptée facilement ni par les interprètes ni par le public auquel Toscanini se colletait plus d'une fois de son pupitre. Peu à peu cependant, son oom s'imposa dans toute l'Italie, malgré quelques rares réticences qui finirent par tomber.

Parallèlement à son attachement au répertoire lyrique, le maestro (sa modestie professionnelle oubliée, il tenait à ce qu'on l'appellât ainsi) dirigeait le répertoire symphonique. Dans ce domaine également, Toscanini devait bouleverser les habitudes. Son goût pour Bach,

Le 25 mars 1954, Arturo Toscanini démissionne du poste de directeur musical de l'Orchestre de la NBC. Dix-sept ans plus tôt, David Sarnoff, président de la Radio Corporation of America (RCA), avait créé cette formation pour le chef d'orchestre. Leur ambition était d'en faire l'une des meilleures du monde et d'en radiodiffuser les concerts à travers les Etats-Unis. Agé de quatre-vingt-sept ans, Toscanini venait d'avoir un trou de mémoire pendant l'exécution de la « *Bacchanale du Venusberg* » de *Tannhäuser* de Wagner : « *Le triste moment est venu où je dois abandonner ma baguette à contrecœur, et dire adieu à mon orchestre* », écrit-il à son patron. Toute la carrière de Toscanini avait été placée sous le signe de l'intransigeance. Ce qui n'aurait été qu'un mauvais soir pour tant de ses confrères fut pour lui le signe du départ. Toscanini ne se destinait pas à devenir chef d'orchestre, il commençait par étudier le violoncelle et la composition. Mais, par deux fois, le destin changea le cours de sa vie.

Ses débuts à Rio sont légendaires, mais les légendes ont ceci de merveilleux qu'elles sont écrites pour être racontées mille fois. Violoncelliste du rang et répétiteur d'une troupe italienne en tournée au Brésil, Toscanini remplace, au pied levé, Leopoldo Miguez, un chef d'orchestre brésilien aussi arrogant qu'incompétent lors d'une représentation d'*Aïda* de Verdi, le 30 juin 1886. Quand Toscanini monte sur le podium, le chahut est à son comble dans le Théâtre impérial Dom-Pedro, de Rio-de-Janeiro. Le public vient de « sortir » l'Italien Carlo Superti, qui n'était guère plus compétent que le Brésilien qu'il devait remplacer. Les Cariocas attendent depuis une heure et quart que la représentation commence pour de bon et semblent bien décidés à venger l'honneur de leur compatriote. Le désastre annoncé se mue en un triomphe rendu plus éclatant encore par le fait que Toscanini n'avait que dix-neuf ans et dirigeait par cœur, insuffisant une vie extraordinaire à une troupe composée d'excellents chanteurs — à l'époque, les chefs dirigeaient le plus souvent en suivant (!) une réduction piano/chant et les orchestres se bornaient à tisser un fond sonore plutôt trépidant aux exploits des chanteurs.

L'après-midi de cette soirée mémorable, Toscanini l'avait passée enfermé dans sa chambre d'hôtel avec une jeune choriste. « *A lui faire travailler des lieder de*

### CONSTRUIRE BERLIN

PAGE 27

Berlin, réunifié et capitale de l'Allemagne nouvelle, affiche ses ambitions : être le premier centre économique et culturel du pays. Cette ambition se manifeste par la multiplicité des décisions que les élus de la ville ont prises, prennent ou prendront et qui concernent le logement, la circulation, les transports, et la rénovation ou la construction de bâtiments nouveaux. Les architectes et urbanistes français participent à la réflexion et signent de nombreux projets. (Lire page 27 le reportage de Frédéric Edelmann).

### JOUER LES VIVANTS

PAGE 28

La France, à en croire un vieux truisme, est « toujours » souffrante d'un mal mystérieux appelé « crise des auteurs ». Pourtant, plus de mille pièces contemporaines circulent aujourd'hui entre différents comités de lecture. Une enquête, publiée dans le dernier numéro de la revue *Théâtre/Public*, est consacrée au regard des professionnels sur les auteurs contemporains vivants, ou récemment disparus. Où il apparaît que Samuel Beckett reste le plus populaire et que les jeunes auteurs devront être patients... (Lire page 28 l'article d'Olivier Schmitt).

DU 3 AU 14 JUIN 93

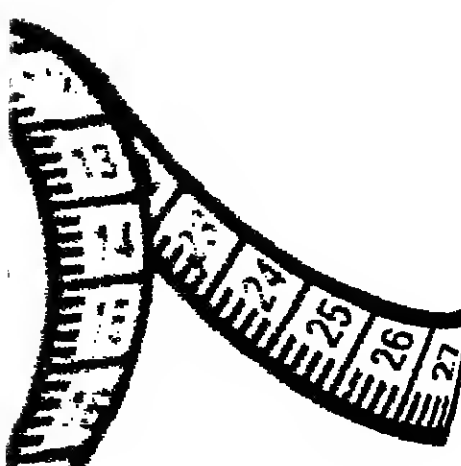
DIRECTION ARTISTIQUE  
MAURICE VENTH • MICHEL DUBOIS

LYON  
BIENNALE  
THEATRE  
JEUNES PUBLICS

RENSEIGNEMENTS RESERVATIONS  
TJA 78 64 14 24

Le Monde des  
**DEBATS**  
Le Monde  
**ONNEZ-VOUS**  
AN 11 NUMÉROS 270 F

rier chez IC:  
mesure.





## MUSIQUE

ENTRETIEN AVEC LE CHEF DAVID ROBERTSON

## LE MYSTÈRE DU GESTE

— Comment Toscanini dirige-t-il ?  
— Ce qui frappe le plus lorsqu'on le voit à l'œuvre, c'est l'instantanéité des réactions qu'il obtient des musiciens du NBC. Toscanini dirige sur le temps. Ses indications sont donc en phase avec le geste instrumental des musiciens, avec ce qu'ils sont en train de jouer. C'est la raison pour laquelle il obtient une telle netteté d'articulation. Cette façon de faire a été conservée aux États-Unis. En Europe, les chefs dirigent en avance sur le temps. Ce différentiel dans les réactions est l'une des raisons qui font que les orchestres européens ont tant de problèmes avec le swing ou les rythmes emphatiques, mais cette façon de faire a des avantages en termes de phrasés, d'écoute collective. Mais, même si nous voyons Toscanini diriger, nous n'assistons pas à un concert. L'atmosphère n'y est pas. Il est difficile de juger son travail en s'extrayant d'un contexte vivant. D'une façon générale, il faut se méfier des documents filmés, surtout de ceux qui ont été réalisés récemment, car il est toujours possible d'y décaler les images et la musique grâce au mixage.

— De quoi est fait le métier de chef d'orchestre ?  
— Le chef d'orchestre doit communiquer aux musiciens les éléments qui leur permettent de traduire son idée musicale sur un instrument de musique. C'est simple et en même temps très complexe. La vraie question à résoudre est l'adaptation du geste aux instruments. Prenons trois cas différents : percussions éclatantes, tenues de cuivres, attaque piano des cordes. Ce sera au chef de les différencier par le geste, de donner les indications en fonction de son propre style. Toscanini comprend bien la respiration, le jeu vertical des cordes, et la précision de ses gestes est évidente. Pour chacun des trois cas, il trouve une façon de faire.

— Mais les gestes des grands chefs ne sont jamais identiques pour les mêmes cas de figure. Bernstein aussi était étonnant de ce point de vue. Ses mains traduisaient de façon différente des passages apparemment identiques, et qui ne l'étaient pas en réalité puisqu'ils intervenaient pas au même moment du déroulement de l'œuvre. Ces gestes ne passent pas par la partie du cerveau qui commande la parole. Malgré un âge très avancé, Toscanini garde le plein contrôle de ses gestes. Les réactions du cerveau sont très rapides, 1/10 000<sup>e</sup> de seconde à peu près. C'est ce qui fait qu'il contrôle aussi remarquablement l'articulation rythmique.

— On a souvent opposé Toscanini et Furtwängler.  
— Leur approche était très différente. Furtwängler atteignait à la spiritualité par la pensée philosophique, en communion de pensée avec ses musiciens. Toscanini par une sensation tactile. Chez Toscanini, on ressent toute la complexité de l'expression de chaque homme : la musique d'un grand compositeur est un langage privé. Toscanini le traduit dans un autre langage que l'on comprend et qui montre les interactions de sa propre

Le successeur de Pierre Boulez à la direction de l'Ensemble InterContemporain est américain d'ascendance suédoise. Né, il y a trente-quatre ans, à Los Angeles, en Californie, David Robertson a longtemps hésité entre la danse, le théâtre, le cor, l'alto et le violon. Il a choisi la musique lorsqu'il a compris qu'à travers le métier d'acteur il cherchait avant tout à satisfaire son ego. Son talent de chef et ses rapports excellents avec les orchestres lui conduisent aujourd'hui à la tête des formations les plus prestigieuses. Pour nous, il a visionné un concert filmé montrant Toscanini aux prises avec l'Orchestre de la NBC et Wagner.

culture. La grande différence entre ces deux chefs se situe d'abord au niveau de la langue qu'ils parlaient. Furtwängler parlait l'allemand, un langage fixé autour de Goethe et de Schiller. L'italien parlé par Toscanini, celui de Dante, était fixé depuis plus longtemps, inscrit dans une histoire beaucoup plus ancienne. Le rythme, la valeur des pronoms, la construction des phrases, rendent ces langages si différents que cela influe sur la perception même de la musique qu'avaient ces deux chefs.

— Un jeune chef d'orchestre peut-il prendre exemple sur Toscanini ?

— Le plus grand danger serait de s'en tenir à la surface des choses. Toscanini savait précisément pourquoi il faisait ceci ou cela, ressentait ce qu'il faisait de façon profonde. Il ne faut pas l'imiter, le résultat serait aussi vain que de vouloir imiter Furtwängler. Un jeune chef ne



David Robertson, un jeune chef, observe son aîné.

doit diriger une œuvre que s'il l'a digérée. A ce moment, et à ce moment-là seulement, il n'éprouvera jamais de difficultés pour obtenir ce qu'il veut d'un orchestre. Ce qu'il demande paraîtra alors évident, aussi évident aux musiciens que ce que Toscanini leur demandait. C'est comme faire l'amour, c'est tout de même mieux lorsque l'on aime passionnément que lorsqu'on s'en tient à la technique. C'est cet oubli de la lettre de la partition qui fait la grandeur de l'interprétation.

— Aujourd'hui l'écoute a changé, le public est plus passif que du temps où il savait qu'un événement ne pouvait pas se reproduire. L'enregistrement a changé tout cela. La musique n'est pas un compte bancaire qui fructifie si l'on fait les bonnes opérations. Faire de la musique, l'écouter, met en jeu des phénomènes très complexes qui passent à la vitesse de l'éclair. Le fait de pouvoir revenir en arrière, de réécouter une interprétation, a changé dramatiquement notre perception de la musique. Lorsque l'on regarde Toscanini, ces gestes passent si rapidement, sont constitués de si petites choses qu'on les voit sans réellement comprendre. Il n'y a pas de concepts suffisamment subtils pour expliquer cela.

— On apprend davantage d'un chef en le voyant en répétition. J'ai assisté à de nombreuses répétitions de Riccardo Muti, Georg Solti, Klaus Tennstedt, Zubin Mehta, Pierre Boulez et Bernard Haitink. J'ai travaillé avec Rafael Kubelick et Kyril Kondrachine, qui m'ont beaucoup apporté, mais, si je le pouvais, je retirerais leurs noms de mon curriculum, car j'ai autant appris des répétitions des autres qu'il n'en ont été mes professeurs au sens strict du terme. Je me souviens d'une répétition d'Haitink, avec l'Orchestre philharmonique de Londres, qui devait jouer le ballet intégral de *Daphnis et Chloé*, de Ravel. Haitink dirigeait le début du ballet, c'était très

anglais, propre, bien joué, mais il manquait l'essentiel. Arrive le premier fortissimo. Impeccable, mais sans force intérieure. Haitink arrête l'orchestre. A ce moment-là un chef a plusieurs façons de réagir : sentimentale, en expliquant combien ce passage est chargé de mystère, puis d'émotion ; autoritaire, en se fiant. Haitink n'a rien dit ou presque, il a simplement repris du début, en changeant imperceptiblement sa gestique. Lorsque le fortissimo est arrivé, j'aurais arraché le velours de mon fauteuil tant la tension qu'il obtenait transfigurait le jeu toujours impeccable des musiciens. Les seuls mots que j'aie jamais dits à Haitink furent pour aller le saluer très timidement à l'issue de la répétition. Il m'a pourtant beaucoup appris.

— En fait, la direction d'orchestre ne peut pas s'enseigner, mais elle peut s'apprendre. Toscanini, qui vivait à une époque où l'on n'enseignait pas cette discipline dans les conservatoires, illustre bien cette vérité.

Propos recueillis par ALAIN LOMPECH

★ RCA a publié huit cassettes vidéo reprenant des concerts donnés pour la télévision des États-Unis par Toscanini et l'Orchestre de la NBC : *Neuvième Symphonie de Beethoven* (disponible en disque laser) ; *Première Symphonie de Brahms* et *Opéra de Wagner* (disponible en disque laser) ; *Cinquième Symphonie de Beethoven* et les *Pins de Rome de Respighi* ; le *Double Concerto* de Brahms et les *Liedesliederwälder* de Brahms ; la *Quatrième Symphonie* de Mozart et les *Variations symphoniques* de Dvořák ; des extraits de *Titan et Isolde*, de *Lohengrin* et de *la Tétralogie* de Wagner. Et une cassette intitulée *The Maestro documentaire*, 200 F environ la cassette.



Toscanini à vingt-neuf ans.

Suite de la page 25

Un incident survenu quelques semaines seulement après l'accession au pouvoir de Mussolini éclaira une nouvelle fois le courage et la grandeur de Toscanini. Pendant une représentation de *Falstaff*, de Verdi, des fascistes exigent que Toscanini, l'orchestre et les chanteurs échantent l'hymne du parti. Toscanini se tourne alors vers le public et hurle : « Ils ne chanteront pas cette pantalonnade. Les artistes de la Scala ne sont pas des chanteurs de vaudeville ! » Aux chanteurs, il lance : « Ouste, à vos loges ! » Et tous s'exécutent. Toscanini ne fut certes pas contraint par les chemises noires à avaler un verre d'huile de ricin, mais ses rapports avec les fascistes devinrent de plus en plus tendus. En 1929, Toscanini emmène l'Orchestre de la Scala en tournée en Allemagne et en Autriche. Karajan, Klemperer, Walter, Busch, Erich Kleiber assistent à ses concerts, dont ils ne devaient jamais oublier la perfection technique et musicale. Wilhelm Furtwängler y assistait aussi.

Prévenu de l'attitude de Toscanini, les responsables du Philharmonique de New-York l'approchent pour qu'il accepte le poste de directeur musical. Avant d'être nommé, il vient diriger dès 1926 de façon régulière. Son salaire s'élève à 20 000 dollars pour onze concerts ; ses impôts sont payés par l'orchestre et il reçoit en outre un dédommagement de 1 500 dollars pour ses frais de voyages (1). Wilhelm Furtwängler, qui dirige le même orchestre à la même époque, prend d'autant plus mal cette venue que son aïeul commence à pâlir. Le grand chef allemand est tellement persuadé de la supériorité des interprètes allemands dans le répertoire ger-

## TOSCANINI BÂTISSEUR RÉVOLTÉ

manique qu'il traite Toscanini avec un profond mépris. En 1929, Toscanini fait ses débuts à Bayreuth, premier chef italien invité dans le saint des saints wagnériens, et rompt avec l'Italie, où il ne reviendra qu'en 1945. En 1930, il dirige la Philharmonique de New-York à Zurich, Milan, Turin, Rome, Florence, Paris, Munich, Vienne, Budapest, Prague, Leipzig, Berlin, Bruxelles et Londres. A Paris, Ravel se désolidarise de Toscanini. Il a dirigé « deux fois trop vite » son *Boléro*. Ce qui n'empêche pas la presse de saluer l'orchestre et le chef par une volée d'hyperboles. Jamais, semble-t-il, les Parisiens, comme du reste les Européens, n'avaient entendu de concerts d'orchestres si parfaits techniquement, si indiscutables musicalement. Walter, Klemperer et Kleiber sont encore là, épatés par ce « fanatique du travail bien fait ».

Toscanini a été en effet l'un des chefs les plus accomplis de l'époque. Son confrère Pierre Monteux affirmait : « C'est le plus grand ! » En 1930, Toscanini a soixante-trois ans. Il a passé l'essentiel de son temps à lutter contre les jalousies et l'incompréhension dont son travail est victime. Il reste seize ans à la tête de l'orchestre new-yorkais. Il le quitte pour diriger le fameux Orchestre de la NBC, fondé spécialement pour lui par David Sarnoff. Entre-temps, Toscanini se produit au Festival de Salzbourg, qu'il quittera juste après l'Anschluss, brouillé avec Furtwängler, personnage peu sympathique à son égard. Il avait dirigé, au tournant de 1937-1938, les premiers concerts de l'orchestre fondé par le violoniste Bronislaw Huberman en Palestine. L'un d'eux fut retransmis en direct à la radio. La circulation s'arrêta presque dans tout le pays. Un lopin de terre fut baptisé à son nom.

Un dernier concert au Festival de Lucerne en août 1939, et Toscanini s'embarque pour les États-Unis, où il retrouve son orchestre. On a beaucoup d'oublié sur l'Orchestre de la NBC, prétendu notamment qu'il était

une formation de second plan. La réalité est tout autre. Cette formation, dont les membres avaient été recrutés un par un, était constituée de musiciens de premier plan. C'est en tout cas ce que nous enseigne l'intégrale des enregistrements réalisés par Toscanini pour RCA. Quatre-vingt-deux disques compacts, dont soixante-seize avec le NBC. Le contraire serait étonnant quand on consulte la liste des musiciens : William Primrose à l'alto, Mischa Mischakoff au premier violon.

Ces disques ont été réalisés à partir de bandes de concerts radiodiffusés et de bandes enregistrées en studio. Ils n'ont jamais été disponibles de façon régulière ni convenablement restaurés en France, de là sans doute leur réputation incertaine, à la différence de ceux des grands chefs allemands, qui ont été maintes fois réédités par EMI. Pour cette nouvelle réédition intégrale, RCA s'est attaquée de front au problème technique, reprenant les documents originaux (78-tours ou bande magnétique) pour les retravailler afin que le son soit débarrassé du bruit de fond qui le parasitait. Le résultat est exceptionnel. Pour la première fois, les interprétations de Toscanini sonnent avec plénitude et transparence.

Doit-on pour autant affirmer que Toscanini survit entier dans ces témoignages ? Le fait qu'il ait inauguré sérieusement sa carrière discographique si tard peut en faire douter. Les témoignages et quelques documents de concerts des années d'avant-guerre (publiés par EMI et Testament) montrent le chef sous un jour différent. Sa souplesse agogique y est plus grande. Néanmoins, quels que soient l'époque et les orchestres avec lesquels elles ont été captées, les interprétations de Toscanini sont toutes marquées par une ferveur, une concentration et une précision rythmique stupéfiantes. De son vivant, ses rares opposants lui reprochaient de diriger de façon « italienne » en privilégiant trop la mélodie au détriment de la polyphonie et de l'articulation des masses. Si l'un veut. Mais l'on pourrait rétorquer que Toscanini privilégiait la ligne qui unifie les épisodes, ce ciment qui lie les blocs les uns aux autres. Dire aussi qu'il soumettait par sa seule volonté — et malgré des difficultés de batte évidentes dans certaines œuvres complexes (*Daphnis et Chloé* par exemple) — le matériau orchestral de façon à le modeler selon une vision abstraite née d'une étude toujours plus approfondie.

Jusqu'à la fin, les lectures de Toscanini ont conservé cette intemporalité stylistique (paradoxalement jaillie d'une approche rendue très instinctive par la présence du public et par la précarité du concert). On y sent la nervosité d'un homme qui ne s'estimait que rarement satisfait de son propre travail. On a aussi très souvent reproché à Toscanini de diriger trop rapidement, de manquer de cette profondeur dans le répertoire allemand que l'on trouvait chez Furtwängler. Toscanini a pu effectivement prendre, certains soirs, des tempos

trop vifs (le fameux *Boléro* de Ravel !). Mais la ferveur, la présence dramatique, une rythmique impétueuse, un sens du détail toujours intégré dans la grande arche architecturale, ajoutés à une sonorité d'orchestre lumineuse donnent à entendre tant d'événements sonores que le temps passe effectivement très vite. C'est toute la différence entre le tempo objectif et sa perception subjective.

Les interprétations d'Arturo Toscanini n'ont pas pris une ride musicalement, et sa soumission à un idéal artistique, toujours repoussé de plus en plus loin, reste un modèle pour les chefs d'aujourd'hui. Son autorité inflexible ne serait sans doute plus supportée par les orchestres. Encore qu'il est bien difficile de prévoir la réaction des musiciens devant un homme qui s'insultait lui-même au moins autant qu'il malmenait les autres et ne poursuivait qu'un seul but vers lequel tout artiste est tendu : « S'oublier pour que l'œuvre se ressouvienne », pour reprendre le mot du pianiste Yves Nat. Toscanini a en quelques émules. Herbert von Karajan, Fritz Reiner, George Szell et Karel Ancerl (ce dernier beaucoup plus courtois) sont les plus connus. Il est un autre chef, plus inattendu celui-là, qui semble avoir repris à son compte certains des bons côtés de l'italien. William Christie n'est-il, toute proportion gardée, un tyran qui ne lâche ses musiciens, ses chanteurs et ses chœurs que lorsqu'il a réussi à obtenir tout ce qu'il désirait d'eux, au prix de prises de bec terribles ? Toscanini pouvait quitter une représentation lorsqu'un chanteur ne lui donnait pas satisfaction. Lorsque l'un des siens chantait trop faux en public, Christie se bouchait le nez en dirigeant. Toscanini s'empoignait avec le public lorsqu'il était trop bruyant. Christie est capable d'arrêter l'orchestre parce que le public toussait trop, de se retourner vers lui, de le faire tousser un bon coup sous sa batte, de reprendre le cours de la représentation dans un silence palpable.

ALAIN LOMPECH

(1) Ces chiffres et l'essentiel des informations historiques de cet article sont tirés de *Toscanini*, par Harvey Sachs, publié par les éditions Van de Velde. Une biographie exemplaire par sa rigueur et la pertinence de ses analyses.

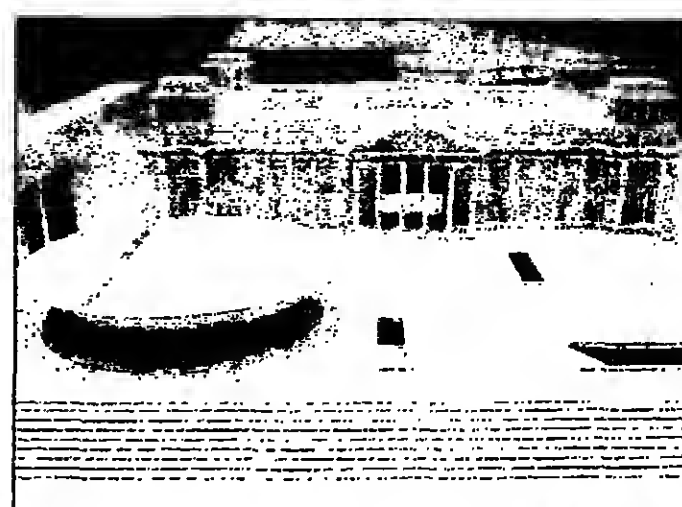
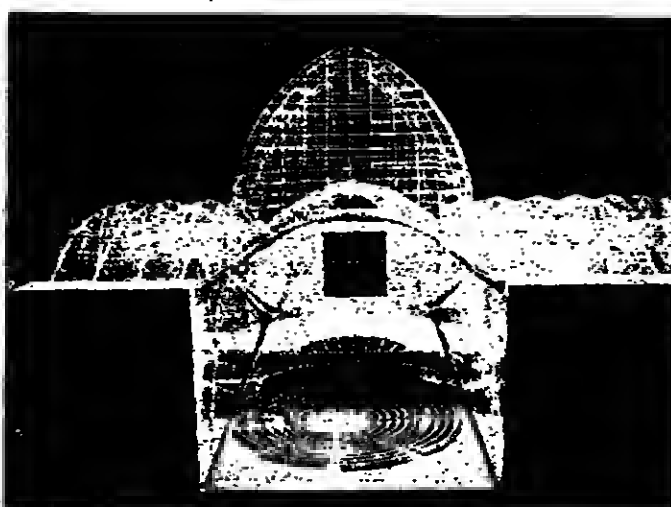
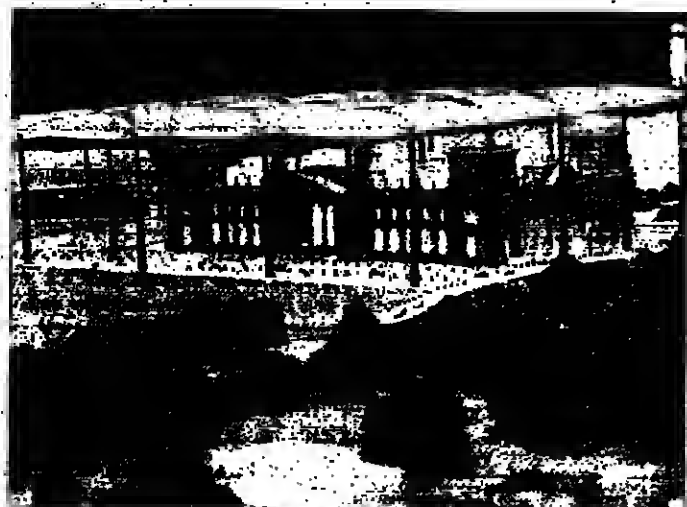
★ Discographie. — L'intégrale en quatre-vingt-deux disques compacts des enregistrements RCA de Toscanini est disponible dans un petit meuble en bois noir fermé par une porte vitrée : GD 60 250, 6 800 F environ. On en disques séparés : 85 F environ. A qui ne pourrait ou ne voudrait pas les acquérir tous, conseillons l'intégrale des symphonies de Beethoven, comme antidote à celle de Mengelberg ou de Furtwängler, l'intégrale des symphonies de Brahms, la *Symphonie pathétique* de Tchaïkovski, les trois récitals Wagner et *Otello* de Verdi. A celui qui ne voudrait ou ne pourrait acquiescer qu'un seul disque, recommandons la *Mer*, de Debussy, celle-là même qui provoqua l'enthousiasme d'Ingebrecht.

BER  
RÉCON  
AVEC



## ARCHITECTURE

### LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT DE LA CAPITALE ALLEMANDE



Les trois projets de reconstruction du Reichstag : de gauche à droite, Norman Foster, Santiago Calatrava, Pi De Bruijn.

PHOTOS ZBILBERT LINK

«**D**IE WELT», le 14 mai dernier. En « une » du quotidien national, qui passe pour l'un des plus sérieux d'Allemagne, une photo grisâtre, manifestement un document d'archive où l'on reconnaît un palais, et l'annonce dans les colonnes du journal d'un débat vraisemblablement essentiel : faut-il ou non reconstruire l'ancien palais de la cour de Prusse ? Un détail à son importance : c'est en 1950 seulement que le vénérable édifice de l'île de la Spree, qui appartenait alors à l'ancienne RDA, a été détruit. C'est là le cœur de Berlin, connu aussi pour être l'île des musées, avec le fameux Pergamon Museum, le plus spectaculaire musée d'architecture du monde, où furent reconstitués quelques édifices majeurs de la civilisation hellénique et des royaumes d'Asie. Si l'on trouve aussi ce chef-d'œuvre de Karl-Friedrich Schinkel qu'est l'Altes Museum. Outre les musées dont la restauration a été reprise, il reste sur l'île la cathédrale de la ville, laquelle, pour avoir échappé à la destruction, n'en continue pas moins de souffrir d'un certain embouteillage constructif. Et puis, autour du no man's land de la Marx-und-Engelsplatz, le palais de la République, celui-là même qui, depuis le début des années 70, remplace le palais princier, et, au-delà, l'ex-ministère des affaires étrangères de la RDA, à l'emplacement d'une autre œuvre de Schinkel, le Schlossbrücke, dont l'éventuelle reconstruction serait sans doute plus riche de sens pour l'histoire universelle des arts et pour la paix civile.

Le débat lancé par *Die Welt* reprend en fait celui, plus informel, qui est au moins plus vépal, ouvert le même jour par l'une des institutions berlinoises les plus passionnantes pour un esprit français habitué aux décisions étatiques sans appel, au choix d'élus décidés, ou éventuellement à la pratique de concours réglés par quelques initiés. Le Stadtforum (le forum de la ville) est le lieu de tous les débats qui engagent l'avenir de Berlin, le lieu de la démocratie urbaine. Ce n'est certes pas un capharnaüm, tout de même nous sommes en Allemagne, mais c'est ici que viennent parler, expliquer, échanger devant un public libre d'intervenir les architectes, les urbanistes, les élus... Le Sénat de Berlin s'est lui-même imposé cette encoûte démocratique lorsqu'il s'est agi de reprendre langue entre ceux de l'ancien Est et de l'ancien Ouest, et les débats sont ordinairement dominés par les fortes et brillantes personnalités de sénateurs comme Volker Hassamer et Wolfgang Nagel.

Ici, donc, on s'interroge aujourd'hui le plus sérieusement du monde sur une question qui, dans sa version parisienne, heureuse et pittoresque, serait quelque chose comme la destruction du Palais des congrès et la reconstruction des Tuileries. La question est acceptable et acceptée à Berlin parce qu'elle relève de la gestion collective d'un double drame, qui fait des habitants les héritiers d'une culpabilité amplement soulignée par l'effet des bombardements et du drame ubuesque de la période socialiste, marquée, elle, par des choix urbains et architecturaux aux conséquences tout aussi désastreuses. Ainsi, il faut à la fois penser au patrimoine en termes inhabituels, et redonner forme « humaine » à l'Alexanderplatz, immense espace vide où se dresse la tour de la télévision, devenue bon gré mal gré le monument omniprésent de la ville avec ses 365 mètres de haut, et qu'on s'active à boiser, à gazommer, à fleurir, en espérant faire venir et tenir quelques commerces économiquement viables.

Depuis quelques jours, dans l'ex-Palais des affaires étrangères, qui servait aussi de bureau au président Honecker et dont les salles immenses, labyrinthiques, peuvent au moins faire office de lieu d'exposition, est présenté un autre aspect de cette douloureuse question, à travers les projets de deux concours d'importance éminemment symbolique : l'aménagement du coude de la Spree (Spreebogen) en centre politique de Berlin, nouvelle capitale de l'Allemagne, et la reconstruction du Reichstag, ruine vénérable et « politiquement correcte », puisque ce sont les nazis, on s'en souvient, qui, en 1933, ont mis le feu à ce temple de la démocratie allemande, vouant dès lors le pays à l'enfer.

Pas facile de gérer le mur qui subsiste ainsi là même où il a été effacé, parce qu'il oppose et réunit deux passés. Justement, en ces mêmes jours de mai, vient d'être inauguré, sans que cela fasse beaucoup de bruit, un autre édifice dont le moins qu'on puisse dire est qu'il aura frôlé toutes les frontières de l'histoire berlinoise : la Chambre des représentants du Brandebourg, immense bâtiment qui fut naguère le Parlement prussien et dont la façade suit la Prinz-Albertstrasse de sinistre mémoire, puisqu'elle conduisit au siège de la Gestapo et de toutes les directions

## BERLIN RÉCONCILIÉE AVEC BERLIN

Berlin réunifiée, capitale de la nouvelle Allemagne, doit faire face à de très nombreux problèmes liés au logement, à la circulation, à la privatisation, à la reconstruction. Décidée à être non seulement la capitale politique du pays mais aussi un centre économique de premier plan, un phare de la vie culturelle et bientôt, pour les Jeux de l'an 2000, une cité olympique, Berlin s'est lancée dans de nombreuses consultations et l'organisation de concours architecturaux.

BERLIN  
de notre envoyé spécial

de la terreur nazie. Dans la même rue passait, voici trois ans encore, le mur de Berlin, laissant à l'Est, l'ancienne Chambre vouée à l'Académie des sciences et, à l'Ouest, la Martin Gropius Bau, devenue depuis l'équivalent de notre Grand Palais.

Voilà pour le chic, pour le monumental. Mais Berlin capitale est confrontée aussi à des problèmes singulièrement plus prosaïques depuis l'effondrement du mur. Il s'agit de construire un réseau routier cohérent entre les deux parties de la ville. Partout également, il faut reprendre les lignes du métro aérien, dont l'ossature était ici abandonnée, là à bout de force. Il faut à grande échelle repenser les gares, à la dimension de la nouvelle Allemagne. Si Berlin veut être capitale, il lui faudrait en outre, disent les experts, rénover ou construire quelque cent mille logements d'ici deux à trois ans et quatre cent mille d'ici à l'an 2000. Cela ne cadre guère avec la situation économique ni de l'Est ni de Berlin, où les prix de la construction restent supérieurs de 50 % à ce qu'ils sont à Hambourg. Tout cela pose déjà d'assez sérieux problèmes pour les logements non aidés. En ce qui concerne le logement

social, le Sénat de Berlin se trouve véritablement confronté à la quadrature du cercle : on estime à 700 000 deuthmarks (2,3 millions de francs) le coût de chaque logement entre sa construction, sa gestion et son entretien.

Dans la nouvelle métropole, la question des privatisations ne pose plus de trop considérables problèmes : 80 % des propriétés ont retrouvé un « maître » identifiable grâce au travail de la Treuhänder, l'organisme chargé de privatiser l'ex-RDA. Mais il est vrai que les 20 % restants correspondent aussi aux situations les plus inextricables, en particulier à ces structures industrielles dépassées qui ont récemment donné lieu à d'importants mouvements de grève. Non seulement la question urbaine est difficile, mais elle se heurte en outre à un obstacle sociologique ou, plus exactement, psychologique d'envergure. Lorsque le mur est tombé, le discours dominant était somme toute assez simple et volontariste : il s'agissait de remettre sur un pied d'égalité une zone désertifiée - la RDA - et une zone favorisée - la RFA - Berlin n'ayant que le lieu d'expression majeure de l'union.

Face à ces enjeux et à ces difficultés, les responsables berlinois ont adopté une double stratégie. La première est d'aller chercher, partout où cela se peut, les conseils, les modèles, les exemples de solutions concrètes. Tous les urbanistes et architectes de l'ex-RFA ont bien sûr été conviés au festin spirituel que représente le futur de la ville. Mais les étrangers aussi, notamment les Français, se trouvent volontiers associés aux desseins berlinois.

La deuxième stratégie aura consisté à donner à Berlin quatre objectifs structurants, susceptibles de donner l'impulsion indispensable au redéveloppement de la ville. Le premier de ces objectifs est acquis sur le fond sinon dans la forme : Berlin redevient capitale de l'Allemagne. Le deuxième est de l'ordre de l'espoir et s'inspire du modèle de Barcelone. La capitale a déposé sa candidature pour les Jeux olympiques de l'an 2000, espérant trouver là les ressources du processus de modernisation que le seul rôle de capitale ne lui permet pas d'espérer. Troisième objectif, moins explicite ou tout au moins laissé au libre arbitre des barons de la finance allemande : refaire de la capitale un centre économique majeur. Enfin, quatrième point, donner à la notion de « capitale culturelle » que Berlin, bon an mal an, avait su conserver au cours des dernières décennies une nouvelle dimension.

Autant d'objectifs et autant de concours, souvent internationaux, et qui se seront souvent inspirés, pour le meilleur et pour le pire, de la pratique française et de nos grands travaux. La chronologie n'a pas vraiment respecté la hiérarchie de ces objectifs. C'est ainsi que les Français Valode et Pistre viennent de remporter le concours pour les studios Babelsberg. L'économie, elle, aura pris la tête du mouvement à l'occasion du concours pour la Potsdamerplatz et la Leipzigerplatz, gigantesques friches qui formeront jadis le centre vital de la cité, et où les plus grandes firmes allemandes ont été conviées à reprendre racine. Se seront exprimés là tous les rêves et les cauchemars qu'architectes et urbanistes sont capables d'engendrer lorsqu'on leur laisse la bride sur le coup. Le conflit majeur aura bien

évidemment porté sur la présence ou l'absence de tours, sur l'éventuelle « manhattanisation » de Berlin, ou au contraire sur le respect d'un « format berlinois » nettement plus bas de plafond et que, pour simplifier, on associera ici au gabarit haussmannien. Daimler-Benz, Sooy, Bilk-Wertheim, ne voyaient pas loger les plus glorieux de leurs clochers dans des réveille-matin. Himmler et Sattler devaient remporter le concours avec un projet sage doublant le gabarit berlinois en hauteur comme en densité. Contre-projet des investisseurs : un dessin de l'Anglais Richard Rogers, qui conduira finalement la ville à mettre un peu de vin dans son eau et à accepter que, sur ce point névralgique où devaient se croiser à terme notamment cinq lignes de métro, les investisseurs puissent faire acte d'ivoire d'écroisme.

Chaque firme ayant à son tour organisé son concours, Daimler-Benz a finalement donné à Renzo Piano l'occasion de résoudre enfin le seul problème qui méritait de l'être, à savoir la jonction du nouveau quartier avec le Kulturforum, peuplé par les objets superbes et solitaires de l'architecte Hans Charun, la Philharmonie et la Bibliothèque nationale et, au-delà, la fameuse galerie de Mies Van der Rohe. Les organisateurs de la compétition, ou plutôt des compétitions, visant à redonner à la ville les structures d'une capitale, seront retombés sur les mêmes problèmes, tourmentés par les mêmes incertitudes de programme et de forme.

Pourquoi fallait-il séparer la reconstruction du Reichstag et le plan d'urbanisme du Spreebogen, où doivent trouver place les autres institutions, la Chancellerie et les bureaux des futurs gouvernements ? Comme pour la Potsdamerplatz, il aura fallu opter pour un projet intelligent, équilibré, qui échelonne le bâtiment le long d'un axe coupant la boucle de la Spree. Ce choix pourrait se révéler bien contraignant, qu'il s'agisse de forme architecturale ou urbaine. Qu'un tel projet désespère les amateurs de tours et de chaos ne nous attriste pas, mais il est en revanche surprenant qu'ait été exclus du terrain les mètres carrés qu'on demandait aux concurrents de l'autre concours de placer dans le volume de l'ancien Reichstag. Ici, trois projets ont émergé. Celui de l'Anglais Norman Foster, qui vous place le respectable édifice sous une pergola aéroportuaire, genre Carré d'art puissance 10, celui du Suisse Santiago Calatrava, le plus inspiré peut-être, mais le plus proche aussi de cette architecture grandiloquente que l'Allemagne s'effraie de voir renaitre depuis les derniers projets Albert Speer, celui enfin du Hollandais Pi De Bruijn, qui résout son problème à la manière de Niemeyer en plaçant sa salle des congrès dans une sorte de vaste soucoupe indifférente au vieux Reichstag.

A parcourir les centaines de projets exposés dans l'ex-ministère des affaires étrangères, on perçoit bien que seul un projet hors concours aurait pu se tirer d'un programme impossible, et nous ne sommes pas fichés d'estimer que, parmi ces derniers, le projet du Français Jean Nouvel était de loin le plus cohérent, le plus respectueux, le plus chargé de signification, peut-être aussi le seul qui garde une logique avec le projet élu pour le quartier de Spreebogen. Nouvel et son associé Cattani ont toutefois un bel os à ronger avec l'immeuble des Galeries Lafayette sur la Friedrichstrasse. Comme Claude Parent, Jean-Paul Vignier ou Claude Vasconi, qui sont parmi les autres Français à avoir été accueillis par Berlin. Et puis voici la série des concours grâce auxquels Berlin souhaiterait gagner la candidature des Jeux de l'an 2000 et faire oublier ceux, peu glorieux, de 1936. Les jeux ne sont pas faits. La municipalité déploie cependant une spectaculaire énergie. Il lui faut convaincre les responsables des JO que les installations seront en mesure de répondre aux exigences du comité, mais aussi que le choix de Berlin est la condition presque sine qua non de la renaissance de la ville. Comme pour Barcelone, le serpent se mord donc un peu la queue. Mais les sites et les projets ont été choisis, qui vont de la réutilisation de l'ancien et superbe stade de 1936 au projet totalement écologique de Dominique Perrault, qui, sous une forêt bien peignée de pommiers, installe piscine et vélodrome. Autant on peut rester sceptique sur les choix de Berlin pour ses fonctions de capitale et de centre économique, autant l'espoir olympique paraît avoir suscité des projets de grande créativité et de véritable envergure. Sans doute parce que, pour la première fois, la ville a pris conscience de son échelle véritable et de son étendue au lieu de rester les yeux rivés sur la déchirure mal cicatrisée de son mur.

FREDÉRIC EDELMANN



Le Reichstag avant reconstruction.











# THEATRE

## Spectacles nouveaux

### Eva Peron

de Copi, mise en scène de Laurent Pelly, avec Charlotte Clémence, Rémi Giller, Yveline Harnon, Claude Lévy et Monique Méliand. Evita, son cancer, son infirmité et son général de mari. L'humour sauvage de Copi.

Théâtre national de Chailly, 1, place du Trocadéro, 16°. A partir du 27 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F.

### Festival étudiant

Les 27 et 28 mai, des troupes étudiantes s'approprient les jeux de la scène. Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. Le 27 mai, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19.

### La Peau des autres

de Jordan Peele, mise en scène de Jacques Sallier, avec Roger Mirmont, Nicolas Vuille, Nadia Bernheim, Marie-France Santon, Jean-Luc Parrez, Olivia Brunaux, Christine Guerdon, Jacques Sallier, Alain Dumes, Isabelle Andrieu, Christophe de Marauil, Eric Varden et Laurent Colliard.

Pratiquer le théâtre est un formidable moyen de connaissance. Les acteurs le savent. Et puis il y a celui qui s'identifie à son personnage au point de le faire revivre au présent et d'entraîner à sa suite son entourage.

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, 15°. A partir du 1 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-10-90. 90 F et 120 F.

### Sentimental Bourreau

avec Matthieu Baur, Julien Bureau, Sylvain Carigny, Judith Depaulis, Liane Garcia La Milla, Laurence Harterstein, Judith Henry, Joachim Lartzer, Manu Marthon et Martin Seta.

Sentimental Bourreau est un groupe jeune - autour de vingt-cinq ans - qui fait du théâtre et du rock, ne doute de rien, et apporte une formidable bouffée de vie. A son répertoire, il a trois spectacles. Le 1er juin, il donne *Strip et boniment*, avec un concert. Le 2, les *Caribinières* et la *Grande Charge hystérique*. Le 3, les *Caribinières* avec un concert. Le 4, *Strip et boniment* et la *Grande Charge hystérique*. Le 5, l'intégrale. Et ainsi de suite jusqu'au 26 juin.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, 4, cité Véron, 18°. Le 1er juin, 20 h 30 (et les 4, 5, 6, 11, 12, 16, 19, 23, 26 et 28). Tél. : 42-55-74-40. De 50 F à 90 F.

## Paris

### Les Aventures du baron Faeneste

d'après Agrippa d'Aubigné, mise en scène de Jean-Paul Audrain, avec Jean-Paul Audrain et Jean-Marie Avocat.

Portrait haut en couleurs d'un pirate piécesque.

Théâtre, 12, rue Séd-Carnot, 92000 Nanterre. Du jeudi au samedi à 20 h 30.

**PREMIERES - 50% JUSQU'AU 28 MAI**  
**PALAIS ROYAL**  
NADA THEATRE  
pour 50 représentations exceptionnelles  
**UBU**  
d'après Alfred JARRY  
BIBETTE MANSON  
GILBERT PELLAGRINI  
On pense à l'esthétique "petite théâtre" des années 50, au burlesque, au temps de la Compagnie Grand-Passant. Une image à la Daumier d'un couple uni pour le meilleur et pour le pire. C. Godard Le Monde  
Celle adaptation est d'une liberté farouche et subtile. Ici, le théâtre a du poids, du relief, du cœur. B. Manson et G. Pellagrini ont beaucoup de talent... une turpitude russe.  
LOCATION 42 97 59 81

Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-46-48-47. 60 F et 100 F.

### Le Banc

d'Hervé Labau, mise en scène de Tom Depé, avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Labau.

Les amoureux du banc public emportent tous les coeurs.

Lucarne Forum, Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6°. Du mardi au dimanche à 20 heures. Tél. : 46-44-67-34. De 58 F à 140 F.

### Il ne faut jurer de rien

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Roland Blanche, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmosnino, Pierre Forget, Madeline Marlen, Nicolas Pignon, Francis Bonnet, Jean-Charles Bonal, Olivier Perrin, Jacques Fazzetta et Antoine Tamest.

Dernières représentations de la dernière pièce de Musset, qui, en alternance avec *On ne badine pas avec l'amour*, termine le cycle sur « l'enfant du siècle ».

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo Picasso, 92000 Nanterre. Le 26 mai, 21 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à 120 F.

### Le Marin

de Fernando Pessoa, mise en scène de Jean-Yves Lazenec, avec Catherine Ardil, Bernard Baillet et Marion Weidmann.

Rêves et fantasmes d'un grand poète portugais.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (passage à gauche), 19°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-30. 70 F et 110 F.

### Mein Kampf

(farce) de George Tabori, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Maria Casarip, Jean-Paul Dermont, Roger Jendry, Emmanuel Lepoutre, Dominique Pinon, Michel Rohin, Stéphane Aladren, Pierre Casadei, Antoine Fontaine, Christian Fournier, Carlos Kuster, Francis Mège, Bertrand Noll et Didier Roset.

C'est l'histoire d'un juif qui écrit un livre. Il trouve un titre : *Mein Kampf*. Justement. Hier, passé par là. Mais tout ce qu'il trouve dans le livre, c'est : « Et les survivants vécurent éternellement heureux ».

Théâtre national de la Colline, 15, rue Motté-Brun, 20°, métro Gambetta. Grande salle, du mardi au samedi à 20 h 30. Orchestre à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Pl. 90 F, 110 F, 140 F.

### Mortadela

d'Alfred Assol, mise en scène de l'auteur, avec Haydée Alta, Didier Guédy, Marilu Marini, Adriana Paganolas, Pilar Robledo, Alma Rosa, Judith, Stéphanie Lapeyre, Jean Siro, Frédéric et André.

Buenos-Aires son toujours Paris et vice-versa. On ne se lasse pas des souvenirs d'Arias.

Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14°. Du mardi au vendredi à 21 heures, le 26 mai à 16 heures. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

### Partage de midi

de Paul Claudel, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Hélène Lussier, Christian Claret, Philippe Girard et Xavier Helly.

Première version de l'une des pièces les plus cyniques de Claudel.

Studio-Théâtre, 19, av. de l'Insurrection, 84000 Vitry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-81-76-50. De 120 F à 70 F.

### Personne n'est parfait

de José Coen, mise en scène de l'auteur, avec Thierry Devaux, Nathalie Kent, Ariane Delat, Bénédicte Barthier et José Coen.

L'émouvante ironie, la sensibilité pudique du travesti de cabaret touchent et séduisent, puisque le spectacle est prolongé.

Gaiety Montparnasse, 15, rue du Maine, 14°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-58-51. Durée : 1 h 15. De 70 F à 100 F.

### Le Phénix

du Nouveau Monde, mise en scène de Jean-Paul Audrain, avec Jean-Paul Audrain et Jean-Marie Avocat.

Portrait haut en couleurs d'un pirate piécesque.

Théâtre, 12, rue Séd-Carnot, 92000 Nanterre. Du jeudi au samedi à 20 h 30.

### Le Prix Martin

d'Émile Augier, mise en scène de Christian Schiavoni, avec Éric Bergonnes, Armand Décarnat, Didier Gales, Jean-Michel Guérin, Hélène



« Mein Kampf (farce) », mise en scène de Jorge Lavelli, au Théâtre de la Colline.

mise en scène de Jiri Menzel, avec Simon Eine, Alain Pralon, Nicolas Siberg, Dominique Constant, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyska et Céline Samie.

Quand l'homme tchèque rencontre les délices burlesques d'un grand vaudeville, prince de l'absurde.

Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, 1°. Les 28 et 31 mai, 20 h 30 ; le 30, 14 heures (et les 28, 30, 31 mai, le 3, 5, 11 et 13 juin). Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

### Les Rinstres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Savary, avec Catherine Ardil, Bernard Baillet, Michel Berth, Nelly Claret, Daniel Lalou, Dominique Lavanant, Jean-Pierre Lussier, Jean-Pierre Moutin, Eric Ruf, Frédéric Timont, Eric Langeras et Olivier Roustan.

Leçon d'astuce et de courage donnée par Dominique Lavanant pour renvoyer les mufles à leurs chères études.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-78-04-04. Durée : 3 heures. De 200 F à 80 F.

### Le Silence ; Elle est là

de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lussier, avec Françoise Seigner, Béatrice Dautin, Gérard Groussin, Martine Chevalier, Sylvia Bergé, Jean-Baptiste Maistre, Olivier Dautrey, François Bonnel, Christine Ferson, Roland Bertin et Jean Dautrey.

Dans leur nouvelle salle habitée de gloires souriantes, les comédiens français se jouent avec délices des mots retenus de Nathalie Sarraute.

Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-22-77-22. De 55 F à 130 F.

### Le Travail du plâtre

de Jean-Michel Rabreau, avec Axel Boguszewski, Laurence Dejardin, Jack Dubou, Georges Edmont, Kato Franca, Patrick Larché, Christophe Malraux, Marc Mergat, Sylvia Retauna et Anne Rogier.

Des hommes et des femmes paillardant dans les anges, se croisant, s'éloignant, se plâtrant.

Sarcelle, 76, rue de la Roquette, 11°. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

## Régions

### L'Intervention

de Victor Hugo, mise en scène d'Hélène Vincent et Yves Fassin, avec Anne Dapkin, Marion Grimaud, Yves Fassin et Alain

Une histoire d'amour qui a de la peine à vivre. Un mélodrame sur fond de misère.

Nouveau Théâtre, 12, place Imbach, 43000 Angers. Les 28, 29 et 30 mai et le 1er juin, 20 h 30 ; le 27 mai, 19 h 30 (et les 28, 29, 30 mai, le 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 juin). Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.

### La Noce chez les petits-bourgeois

de Bertolt Brecht, mise en scène de Christian Schiavoni, avec Éric Bergonnes, Armand Décarnat, Didier Gales, Jean-Michel Guérin, Hélène

Hellin, Cécile Filler, Chloé Réjon, Gisèle Tardieu et Jean-Philippe Vidal.

Les horreurs de la petite bourgeoisie, saisie au moment crucial de son existence sociale : le mariage.

Comédie de la Raine, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Le 1er juin, 20 h 30 (et les 2, 3, 4, 5 et 6). Tél. : 28-40-45-45. 70 F et 110 F.

### Opéra équestre

de Bertolucci, mise en scène de l'auteur. Ayant terminé son film, l'auteur présente au Festival de Cannes, Bertolucci revient sur la piste avec ses hommes barbus, ses musiciens géorgiens, et ses chevaux.

Sous chapiteau, Zone verte des Appoies, 31000 Toulouse. Le 1er juin, 21 h 30 (et les 2, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 juin). Tél. : 61-25-86-87. De 180 F à 120 F.

### Le Roi Lear

de William Shakespeare, mise en scène de Chantal Moril, avec Denis Bernat-Rolande, Valère Bernard, Monique Brun, Véronique Daburon, Roland de Pau, Marthe Deschamps, Bernard Guilgen, Marcel Houda, Dominique Laiton, Jean Martinez, Christian Mazzocchi, Gérard Moril, Frédéric Poiré, René Roussel et Clémence Truchet.

Lear, comme le cabotin suprême. C'est ainsi que le voit Chantal Moril.

Théâtre, 4, rue Hector-Berlioz, 39000 Groseigne. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Du samedi au dimanche à 15 h 30. Tél. : 78-54-03-08. De 100 F à 70 F.

### Roulette d'escrocs

d'Harold Pinter, mise en scène d'Alain Beresac, avec Patrick Pivert, Jean-Marie Billa et Grigori Masanov.

Le petit monde pathétiquement drôle des escrocs et de la petite semaine.

Studio-Théâtre, place Foch, 62400 Sébaste. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Du dimanche au samedi à 15 h 30. Tél. : 21-45-96-96. 60 F et 85 F.

### Ubu roi

d'Alfred Jarry, mise en scène d'Hervé Labau, avec Jean-Pierre Miché, Igor Tyska et Céline Samie.

Les horreurs de la petite bourgeoisie, saisie au moment crucial de son existence sociale : le mariage.

Comédie de la Raine, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Le 1er juin, 20 h 30 (et les 2, 3, 4, 5 et 6). Tél. : 28-40-45-45. 70 F et 110 F.

Sous chapiteau, Zone verte des Appoies, 31000 Toulouse. Le 1er juin, 21 h 30 (et les 2, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 juin). Tél. : 61-25-86-87. De 180 F à 120 F.

Le Roi Lear, 3, rue Hector-Berlioz, 39000 Groseigne. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Du samedi au dimanche à 15 h 30. Tél. : 78-54-03-08. De 100 F à 70 F.

Studio-Théâtre, place Foch, 62400 Sébaste. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Du dimanche au samedi à 15 h 30. Tél. : 21-45-96-96. 60 F et 85 F.

Ubu roi, d'Alfred Jarry, mise en scène d'Hervé Labau, avec Jean-Pierre Miché, Igor Tyska et Céline Samie.

Les horreurs de la petite bourgeoisie, saisie au moment crucial de son existence sociale : le mariage.

Comédie de la Raine, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Le 1er juin, 20 h 30 (et les 2, 3, 4, 5 et 6). Tél. : 28-40-45-45. 70 F et 110 F.

Sous chapiteau, Zone verte des Appoies, 31000 Toulouse. Le 1er juin, 21 h 30 (et les 2, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 juin). Tél. : 61-25-86-87. De 180 F à 120 F.

Le Roi Lear, 3, rue Hector-Berlioz, 39000 Groseigne. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Du samedi au dimanche à 15 h 30. Tél. : 78-54-03-08. De 100 F à 70 F.

Studio-Théâtre, place Foch, 62400 Sébaste. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Du dimanche au samedi à 15 h 30. Tél. : 21-45-96-96. 60 F et 85 F.

Ubu roi, d'Alfred Jarry, mise en scène d'Hervé Labau, avec Jean-Pierre Miché, Igor Tyska et Céline Samie.

Les horreurs de la petite bourgeoisie, saisie au moment crucial de son existence sociale : le mariage.

Comédie de la Raine, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Le 1er juin, 20 h 30 (et les 2, 3, 4, 5 et 6). Tél. : 28-40-45-45. 70 F et 110 F.

# DANSE

## Ballet de l'Opéra

Excellentes idées : donner en alternance la *Gitelle* originale de 1841 (du moins ce qui nous en est parvenu à travers les remaniements successifs) (1) et l'époustouflante « lecture » qu'en a faite Mats Ek : *Gitelle en folie* de village, entoulée par l'amour dans un style psychotique (2).

Ordon de Paris-Opéra. (1) Les 2, 4, 7, 9, 11, 14 et 15 juin. (2) Les 1, 3, 5, 8, 10, 12, 15 et 17 juin. 18 h 30. Tél. : 47-42-53-71. (1) de 30 F à 360 F. (2) de 30 F à 295 F.

## Danse contemporaine allemande

*Hopfer (I)*, *Histoires, formes, couples (2)*. Deux chorégraphes de Birgit Scherzer, avec le Ballet du Staatstheater de Stuttgart, sur la musique de Mozart, mène des tableaux-souffles de l'enfant prodige et des scènes grotesques engendrées par le regard critique porté sur sa légende.

*Hommes, Femmes...*, par le jeune chorégraphe, mais tentative de se mettre à l'unisson de la nouvelle objectivité picturale, le style dominant dans les années 20 en Allemagne. Lignes pures, rythmes nets, aucune concession à l'impressionnisme ni à la subjectivité. Chaque scène de ces *Musiques de chambre* est destinée à un effectif instrumental particulier - exécution de corde raide pour un orchestre, s'il en est. Janowski aime tester les qualités de son Philharmonique de la capitale, mais aucune concession à l'impressionnisme ni à la subjectivité. Chaque scène de ces *Musiques de chambre* est destinée à un effectif instrumental particulier - exécution de corde raide pour un orchestre, s'il en est. Janowski aime tester les qualités de son Philharmonique de la capitale, mais aucune concession à l'impressionnisme ni à la subjectivité.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

## Aperçus

Sonntag, 20 heures. Danseurs : Dominique Michel-Ducasse, Emmanuel Zoff (soprano), Valérie Joly (mezzo-soprano), Frédéric Wolff-Michaux (contralto), Elena Andreyev (violoncelle), Georges Aperçus (mise en scène).

Le nouvel Aperçu est arrivé au Théâtre des Amateurs, lieu de résidence de l'ATM, l'atelier créé il y a bien longtemps par le compositeur à Bagnoles, cellule de recherche et d'animation à la croisée du théâtre et de la musique. Oui, Aperçu a changé : il a opéré une mutation. Son écriture est plus exotique sur le musical, moins sur l'action scénique.

Six jeunes femmes - chanteur vocal - s'appliquent dans cette dernière livraison à retrouver en chantant l'origine de l'humanité dans une perspective darwinienne. Le texte est du philosophe François Regnaud. Aperçu prépare un opéra sur *Tristes tropiques* de Lévi-Strauss, mis en livret par Catherine Clément. Alors, Sector est peut-être un jalon.

Nanterre, Théâtre des Amateurs, 28 h 30 (jusqu'au 29). Tél. : 46-14-70-00. 120 F.

## Jeu 27

*Aperçus* Encore une heure de courte Claude Rolando, Yves Marc, Lucien Théry (chorégraphie), Chloé Réjon (mise en scène).

Sur des bribes d'œuvres anciennes d'Aperçus, les évolutions à la fois éloquentes et abstraites, périlleuses et comme désincarnées, d'un trio d'hommes se spéculent. Ils disent les évolutions, les angoisses, les lachets de notre petite humanité.

Théâtre de Liège, 20 h 30 (et les 28 et 29). Tél. : 46-58-58-53. Location FRAC, Virgin, CROUS, 120 F.

## Musique

**Mercredi 26 mai**  
**Tchaïkovski**  
*Symphonie n° 1 « Réves d'hiver »*  
Concerto pour violon et orchestre  
Maksim Vengerov (violin),  
Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg  
Yuri Tsimanov (direction).

Maksim Vengerov, chouchou de la critique internationale pour ses prestations acrobatiques, avait enfilé à la fois le Théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre de Saint-Petersbourg (ex-Leningrad) à la puissance virile et au style filonnais, revient le lendemain pour des variations sur un thème rococo et l'orchestre pour une *Cinquième symphonie* de Tchaïkovski qui valent pour le moins qu'on aille y jeter une oreille. Tout comme la *Quatrième symphonie* du 27.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 46-52-50-50. De 50 F à 480 F. Le 27 mai à 20 h 30 : *Symphonie n° 4* et des extraits de *« Cènes-rococo »* de Tchaïkovski ; le 28 mai à 20 h 30 : *« Variations sur un thème rococo »* et *Symphonie n° 5* de Tchaïkovski avec Natalia Gutman (violoncelle).

## Haydn

*Symphonies n° 82 et 83*  
**Hindemith**  
*Kammermusik n° 2 et 3*  
Catherine Cornet (piano),  
Jean-Baptiste Brunier (alto),  
Drechsler : philharmoniques de Radio-France,  
Mark Janowski (direction).

Après l'Ensemble 13 de Baden Baden, le Concertgebouw d'Amsterdam, dirigé par Riccardo Chailly, a enregistré (Decca) l'ensemble des sept *Kammermusik* d'Hindemith, ni musique fonctionnelle, comme on l'a dit, ni néo-classique, mais tentative de se mettre à l'unisson de la nouvelle objectivité picturale, le style dominant dans les années 20 en Allemagne. Lignes pures, rythmes nets, aucune concession à l'impressionnisme ni à la subjectivité. Chaque scène de ces *Musiques de chambre* est destinée à un effectif instrumental particulier - exécution de corde raide pour un orchestre, s'il en est. Janowski aime tester les qualités de son Philharmonique de la capitale, mais aucune concession à l'impressionnisme ni à la subjectivité.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

## Marseille

**Compagnie La Licence/Georges Appaix**  
*« F »*  
A l'invitation de Marseille Objectif Danse, l'Opéra d'Homme revue et corrigée par le factieux Georges Appaix, avec beaucoup d'humour et de légèreté.

Théâtre Taurin, 27 mai, 21 heures. Tél. : 91-90-74-51. 110 F.

## Is (près de Caen)

**Compagnie La Ventura**  
*Salle de bal de mer*  
Une création d'Aana Ventura, long-temps danseuse chez Septor avant de créer sa propre compagnie. En deux versions : l'un pour le « jeune public » et l'autre pour « tous publics ».

Théâtre d'Is, le 1er juin à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 31-85-25-93.

## La sélection « Théâtre »

a été établie par :  
Colette Godard

## La sélection « Danse »







## ARTS

## Nouvelle exposition

## Malcolm Morley

La découverte de l'expressionnisme abstrait lui a fait quitter l'Angleterre pour les États-Unis, où il renia son premier amour pour embrasser la cause de l'hyperréalisme (« surréalisme » d'après lui). Il a depuis tiré un trait, sans retour, sur cette période pour retrouver un monde personnel, fait de souvenirs d'enfance, où les jouets se mêlent à la couleur.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 1<sup>er</sup> juin au 15 septembre.

## Paris

## Jean-Michel Alberola

Les dessins et les gravures réalisés sur le thème de la crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion sont au Centre Pompidou. Les cinq tableaux inspirés par Nietzsche, qui n'avait pas de mots assez durs pour fustiger ce qu'il pensait être une « révolte d'esclave », sont de l'autre côté de la rue, chez Daniel Templon : épiques.

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beauvau, Paris 3. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 mai.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 29 juin.

## Aménophis III

Aménophis III, roi du Nouvel Empire égyptien, est au Centre Pompidou. Une exposition pharaonique soutient par sa catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'immortalité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 45 F, lun. 31 F.

## « Copier/créer » de Turner à Picasso

Délicat, persuadé que le génie consistait à redire ce qu'il avait pas dit, copiant les maîtres : il a écrit pas le seul - le Louvre alors appartenait mais au touriste qu'aux artistes. « Copier/créer » montre tout ce qu'ils ont pu en dire, mais aussi tout ce qu'ils ont pu, par leur support.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée

**AQUITAINE PARIS**

DU 6 AU 29 MAI 93  
TEL. (1) 45 89 38 69

THÉÂTRE  
Le Diable par la queue, Grand Opéra de Chin, Antiquité - M. de la S. B. B. B.

DANSE  
Paris les Ombres, Les Trois, Fanny Comp. SCHWELBASSE

MUSIQUE  
CART BLANCHE à BIRAT AQUARI

AQUITAINE  
Avec le soutien de l'ADARL

par la Pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 30 mai de 10 heures à 21 h 45. Cor. jeudi 3 juin : « L'académisme au dix-neuvième siècle », par Carl Goldstein. Jusqu'au 26 juillet. 30 F.

## Du duc d'Anjou à Philippe V

Le 4 décembre 1700, Louis XIV et sa cour se déplacent à Soaux pour faire leurs adieux au petit-fils du roi, qui allait devenir souverain d'Espagne sous le nom de Philippe V. Tentant de transplanter sinon les fastes, du moins le confort de Versailles à Madrid, il fit aller des artistes, et non des moindres, au-delà des Pyrénées, et vouloir restaurer l'art espagnol, alors austère. A Soaux aujourd'hui, une belle exposition sur un sujet complexe, avec des prêts exceptionnels du Musée du Prado.

Orangerie du château, Soaux, 92330. Tél. : 46-61-06-71. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 juin. 15 F.

## Otto Freundlich et ses amis

Il y a maintenant un demi-siècle que Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps nazis. Le musée de Pontotise rend un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres collectées dans le monde entier, complétées par celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky.

Musée Taver-Delacour, 4, rue Lemaître, Pontotise, 95300. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

## Icônes grecques, melkites, russes

Le père et le fils ont collectionné les icônes : ils les exposent aujourd'hui, pour montrer de leur pays, le Liban, une image différente. Un important ensemble, échelonné du quatorzième au dix-neuvième siècle, de 129 icônes grecques, melkites, russes et roumaines, qui offre une vision panoramique sur un art méconnu, où se mêlent l'Orient et l'Occident. France-Culture y consacre une série d'émissions jusqu'au 28 mai, à 8 h 30, dans « Les Chemins de la connaissance ».

Musée Carnegiet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 juillet. 30 F.

## Le Siècle de Titien

Ces cinquante tableaux, par ceux qui, de Bellin à Tintoret, ont passé par Giorgione, Véronèse et bien sûr Titien, surmontent l'histoire de la peinture dans le sens de la couleur.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin. 45 F, lun. 31 F.

## Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité colorée d'une peinture colorée, sans cesse passant par la couleur. Une douzaine d'années mises à nu en 130 tableaux et quelques sculptures : luxe, calme et volupté, malgré une bousculade en passe de devenir légendaire.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

## Picasso : Toros y Toreros

Réunion des œuvres majeures du minotaurisme de Picasso, érudition consacrée à la tauromachie. Des dessins d'enfant aux derniers *Matadors* des années 70, une exposition millement réservée aux seuls « aficionados ».

Musée Picasso, Hôtel Solé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adult. sur rés.) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F, 24 F dim.

## Jean Pongny

Rétrospective exemplaire en 170 œuvres judicieusement choisies et intelligemment présentées de l'un des pionniers de l'avant-garde russe, qui fut aussi une des grandes figures des scènes artistiques berlinoises et parisiennes de l'entre-deux-guerres. Un modèle d'exposition, qui rappelle heureusement que l'histoire de l'art, c'est aussi de l'histoire, et qui réconcilie les plaisirs de l'œil et ceux de l'esprit.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 40-71-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 22 août. 35 F.

## Sebastião Salgado

Tirages-beaux d'un photographe brésilien, intitulé « La main de l'homme ». Depuis la création du thé au Rwanda jusqu'aux canaux de Panama du Bangladesh, Sebastião Salgado a fixé sur pellicule, en une trentaine de reportages, des activités manuelles qu'il juge menacées : lyrique et émouvant. Également au même endroit, Jean-Claude Coussé - prix Niépce 1993 - et une exposition de la jeune photographe péruvienne Milagro de la Torre.



Paolo Canevari : « Camera d'aria » (chambre à air), bronze, 1993. Exposé à la galerie Barbero et C<sup>e</sup>.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 28 juin. 25 F (entrée du musée).

## Emmanuel Sougez

Le titre de l'exposition, « L'émancipation grise », va comme un gant à Emmanuel Sougez, adepte de la photo pure dans les années 20 et 30, mais aussi inspirateur, animateur, théoricien, conseiller, écrivain. Il n'avait pas besoin de ça, individuellement exposé, ses nus et ses natures mortes suffisent à lui donner sa juste place dans l'histoire de la photographie.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 28 juin.

## Splendeurs de Russie

Ils sont venus de la place Rouge jusqu'au Champ-Élysées : les trisuns du Musée historique national russe évoquent les fastes de la Russie de Kiev, les débordements de la Horde d'or et la grandeur impériale. Magnifique occasion de réviser le passé de la Sainte Russie à travers ses objets les plus précieux.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 18 juillet. 40 F.

38<sup>e</sup> Salon de Montrouge

Les Nipols sont aux portes de Paris, à Montrouge précisément. De Marcel Alico à André Verdet le bien nommé, en passant par Arman, Ben, Klein, Malraux et tant d'autres, c'est « une certaine idée de la Méditerranée » qui est exposée. Mais « oublions pas les impératifs, pour qui le Salon est fait : un résumé de la saison artistique ».

Centre culturel et artistique, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél. : 46-58-52-62. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 juin.

38<sup>e</sup> SALON DE MONTRouGE - 5 MAI - 6 JUIN 1993

## ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, dessin, travaux d'atelier, photo, etc.

• UNE CERTAINE IDÉE DE LA MÉDITERRANÉE •

NICE

2, av. Emile Boutroux (face Mairie) 32, rue Gabriel Péri

1019 h L.L.J. - Tél. 47 35 40 03 - M<sup>o</sup> Porte d'Orléans - Bus 68-126-128

## Galleries

## Paolo Canevari

Les sculptures de Paolo Canevari sont trompeuses : elles ont la vigueur de l'acier des entrées et la solidité du bronze que tempèrent des formes organiques : mais approchez-vous : elles sont d'une surprise d'acier. Touchées : elles obéissent sous le doigt. Canevari est un poète qui a su élever le caoutchouc des chambres à air au rang des beaux-arts.

Galerie Barbero et C<sup>e</sup>, 74, rue Quincampoix, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-57-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juin.

## Jeanne Coppel

Belle rétrospective d'une pionnière de l'abstraction, plus connue pour ses collages que pour ses peintures. L'exposition montre pourtant ce que Jeanne Coppel pouvait faire dans le domaine de l'huile et de l'aquarelle et renouvelle la perception de cette très grande artiste.

La Galerie 9, rue Quincampoix, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-85-85. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juillet.

## Arshile Gorky

Un événement : quarante dessins réalisés par Arshile Gorky entre 1931 et 1947, qui montrent l'élaboration d'une œuvre puissante, interrompue par le suicide de l'artiste en 1948. Magnifique témoignage de l'apport des surréalistes à la peinture américaine de l'école de New-York, et remarquable illustration d'une tendance qui a dominé l'art d'après-guerre.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 42-66-37-85. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 24 juillet.

## Hommage à Asger Jorn

Après avoir organisé sa rétrospective de

groupe Cobra, la galerie Ariel rend hommage à Asger Jorn qui en fut une des figures les plus marquantes. Turbulentes et trépidantes peintures d'un Danois extraordinaire, adepte de « vandalisme contrôlé ».

Galerie Ariel, 140, bd Haussmann, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-82-13-09. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 25 juin.

## L'Odyssée de Fassianos

Trente toiles récentes où Fassianos l'athénien raconte l'Odyssée, son odyssée, avec un sens de l'humour que les habitués commentateurs du vieux Homère n'avaient peut-être pas prévu.

Galerie Beauvau, 23, rue du Renard, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-80. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 juin.

## Joan Miró

Trente dessins, gouaches et aquarelles exécutés entre 1934 et 1947 pour présenter l'univers fantastique de Miró. Des œuvres inédites en France qui restituent le monde tendre, violent, drôle et tragique du peintre catalan.

Galerie Lafont, 13, rue de Valenciennes, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-53-13-15. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 10 juillet.

## Piero Pizzi Cinnella

Deux galeries présentent les œuvres de Pizzi Cinnella, un travail merveilleux de silence en ces temps bavards, où seule joue la sensualité de la peinture, qui traduit une chaleur bien particulière, celle restituée par les murs de pierre après que le soleil s'est couché, là-bas, dans les rues de Rome.

Galerie Di Mac, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 juillet.

Galerie Vidal - Saint-Phallé, 10, rue du Tréport, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-76-09-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juin.

## Gérard Thalmann

La peste soit de ces gens doués d'une trop grande culture, mêlée d'aoe trop vive sensibilité : parti depuis des années à la poursuite de Malcolm Morley, Gérard Thalmann croise au long de sa route d'étranges bestioles perdues dans un univers tantôt suave, tantôt violemment poignant, mais toujours situées dans un espace pictural qui n'appartient qu'à lui.

Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 48-04-84-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

## Cy Twombly

Importante rétrospective de dessins, sculptures, et des tableaux peints de la fin des années 50 aux années 70 par Cy Twombly, le Virginien exilé volontaire à Rome. On espère revoir à cette occasion les « Grandes Ecritures » qui fascinent Roland Barthes.

Galerie Karsten Gröve, 5, rue Debelloye, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 septembre.

## Geer Van Velde

Grâce à Claire Stollé, sa connaît mieux son frère Bram. Geer pratique une peinture plus froide, plus lente et rigoureuse, proche de cubisme plus que de Matisse, mais tout aussi riche et avancée.

Galerie Louis Carré & cie, 10, av. de Messine, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 10 juillet.

## Régions

## Amiens

## Gérard Titus-Carmel

Les dessins somptueux et les gravures des années 50, Titus-Carmel s'y est adonné si longtemps. Mais la peinture, toute la peinture depuis qu'il a repris ses pinceaux en 1984. Presque une décennie de travail d'un très grand artiste d'aujourd'hui.

Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Pointin, 80000. Tél. : 22-91-88-00. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Également à la chapelle des Vaincus, au centre culturel municipal et à la bibliothèque. Jusqu'au 5 juin.

## Biarritz

## Gérard Schneider

Rétrospective itinérante d'un artiste dont l'extrême maîtrise technique n'obtient pas, loin s'en faut, la vivacité d'expression : Schneider fit, avec Hartung et Soulages, aux côtés de l'association, les beaux jours de Paris des années 50. Il fut un des rares peintres européens d'abord à concevoir la destruction d'un espace pour le reconstruire.

Palais des Fêtes, 10, rue de la République, 64200. Tél. : 58-22-19-19. Tous les jours de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 mai.

## Nice

## Eugène Leroy

Aux âges bien nés, la valeur atteint parfois le nombre des années : à part les néo-expressionnistes allemands, Baschitz en tête, qui collectionnent ses œuvres depuis les années 70, rares sont ceux qui avaient il y a dix ans entendu prononcer le nom d'Eugène Leroy, plus rares encore ceux qui connaissent sa peinture. Aujourd'hui, on a vu cet excellent peintre né en 1910, et le musée de Nice montre une rétrospective (depuis 1945) d'un des derniers hommes tranquilles.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-51-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin.

## Rouen

## Florence Chevallier

Cette photographe avait frappé fort, en 1990, avec ses premiers images couleurs autoportraits baroques et sacrés qui balançaient de visions de la mort. Elle met aujourd'hui en scène les stéréotypes du bonheur, à la limite du cliché.

FRAC de Haute-Normandie, nouvelle galerie de l'École régionale, Espace Saint-Martin, 186, rue Maréchal, 76000. Tél. : 36-71-39-49. Tous les jours sauf dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 mai.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet, « Architecture » : Frédéric Edelmann, « Photo » : Michel Guerin.

**Tempe**

Nouvel album  
CD A 6192 - Cassette A 51012

**Puzzle**  
SILVIA MALAGUGINI

Nouveau spectacle  
1 - 2 - 3 juin 93  
à 20h30

Auditorium St Germain  
4 rue Fédéric Paris VEM. Odéon  
Réservations : 46.13.37.03  
FNAC - VIRGIN



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Mozart

*Concertos pour piano*  
Lies della Casa, Christa Ludwig, Anton  
Darmstadt, Etti Kuntz, Paul Schoenberger, Emory  
Lacan, Chœurs et Orchestre philharmonique de Vienne, Karl Böhm  
(direction).

Où l'on apprend qu'en 1955, un chef qui n'était pas encore au faite de sa réputation, mais que l'on avait entouré de la plus miraculeuse distribution, était capable de couper de grands pans dans un opéra de Mozart. Il paraît que Böhm a toujours pratiqué ainsi, dans les enregistrements successifs, qu'il a réalisés de cet opéra. C'est une sorte de prototype : jamais airs, ensembles, récitatifs, ne furent chantés plus en rythme, plus justes, plus clairs, plus purs ; jamais orchestre ne les accompagna avec tant d'élégance (parfois frisée), autant de présence. Jamais Mozart ne sonna, pourtant, aussi hautain, aussi glacé. Pas l'ombre d'une émotion théâtrale, d'un accès de passion. Rien que la perfection.

1 coffret de 2 CD Decca 417 185-2.

#### Chostakovitch

*Suites pour piano*  
Suisse suisse, sous la direction de Michel Ange.  
Quatre états de conscience :  
Dietrich Fischer-Bleske, Orchestre  
Radio-symphonique de Berlin, Vladimir  
Ashkenazy (direction et piano).

Peut-être l'un des enregistrements les plus importants pour la connaissance de Chostakovitch : il réunit les deux derniers recueils vocaux laissés par le compositeur soviétique et met en scène sa double personnalité. Les *Sonnets de Michel-Ange*, pour basse et grand orchestre, sont une réflexion en trois temps - et tellement de raffinement orchestraux ! - sur l'amour, l'exil et l'immortalité. L'étape charnelle laisse place à la révolte (« *Courroux* ») pour atteindre la sublimation de toutes les ambitions et de toutes les peines, caquées en ce monde. Une merveille. Les *Pianissimos* obtenus par Ashkenazy du tutti d'orchestre sont historiques. Le même Ashkenazy donne la réplique à Fischer-Bleske dans le volume *Leviathan*, en l'appuyant à toute force sur un mauvais piano. Il n'est pas sûr que le caractère satirique de ces « stances », volontairement grossières, inspirées d'un personnage grotesque de Dostoevski, y gagne en pittoresque. On est dans le territoire de l'autodérision, registre propre aux artistes russes de cette époque difficile (années 1970). Mais ce registre, pour nos oreilles, résonne de façon bien énigmatique.

1 CD Decca 433 319-2.

#### Gilbert Amy

*Une saison en enfer*  
Fusako Kondo (soprano), Carlos Roque-Alcam (piano), Jean-Pierre Drouot (percussion).

L'incendiaire initiatique d'un poète dévoré par la goulue, l'un des grands textes de la littérature de tous les siècles, mis en voix et en sons - synthétiques, acoustiques - par un compositeur envouté de toujours par Rimbaud. Les mots brûlants de la *Saison* y sont, pour l'essentiel. On les entend tantôt à nu, tantôt dédoublés, diffractés, érotisés par une voix d'homme, de femme et d'enfant. Les incises électroacoustiques proposent des images, des ambiances. Les solos de piano, de percussion ont la fébrilité panique, les réverbérations blanches qu'impose l'infamale *Saison*.

1 CD INA 2004.

#### Heinz Holliger

*Scardanelli-Zyklus*

LES rééditions de disques consacrées à l'accordéon n'ont jamais été aussi nombreuses que ces dernières années. Comme si les efforts entrepris par de jeunes musiciens issus du jazz ou de la musique folk pour sortir l'accordéon de l'ombre avaient permis de déterrer des trésors enfouis dans les archives. Parmi les dernières livraisons, l'ami lecteur de la démarche serait documentaire trouvera de quoi nourrir sa curiosité.

L'an passé, il aura pu acquiescer Emilio Vacher, tout à la gloire de l'Auvergnat dansant, précurseur du musette, qui avait si bien su écouter les Italiens des faubourgs parisiens (1 CD Silex Y225101 distribué par Aurodis). Le même label, Silex, dont les deux fondateurs, Philippe Krum et André Nicot, sont des passionnés d'accordéon et de musiques traditionnelles, vient d'éditer un très bel album consacré à Tony Murena, l'un des plus brillants accordéonistes du style *swing* des années 40 : *Valse et swing*, avec Didi Dupont, Suzanne Ferret, Django Reinhardt (1 CD Silex Y225103, distribué par Aurodis).

Pour comprendre un tant soit peu le cheminement du genre, on peut se référer à la *Légende du musette, 1927-1947*, une compilation bien ordonnée et rigoureuse de quatre-vingt-dix titres, allant des Frères Peguri à Tony Murena, justement sélectionnés par Jo Mignam (1 coffret de 2 CD EPA 952732 distribué par Aurodis). La Discothèque des Halles, où sont regroupées de très nombreuses archives musicales ayant trait à Paris et à sa périphérie, vient de mettre en vente le deuxième volume de sa série *Accordéon Musette/Swing/Paris* (vol. 1 : 1913-1941 ; vol. 2 : Paris 1925-1945). Malgré une présentation parfois un peu anarchique des virtuoses de l'accordéon *swing*, ces deux doubles CD ont l'énorme avantage de donner l'ambiance du temps, des bords de l'eau, des guinguettes, des bals et du Front populaire, grâce aux chanteurs, au son qui gronde,

## L'accordéon et ses légendes



Marc Perrone.

et à un désordre bon enfant. La *guinguette a fermé ses volets* interprétée par Dania (tome 1) ; *Mon amant de la Saint-Jean*, par Lucienne Delyle (tome 2), valent à eux seuls la détour (2 coffrets de 2 CD Discothèque des Halles DHO02 et FA005, distribués par Night and Day).

Pour connaisseurs et passionnés exclusivement, sont disponibles des enregistrements à la technique approximative mais qui permettent de comparer les styles de jeu d'accordéonistes plus proches de la ritournelle populaire que du *swing* ou de la *java* canaille. Dans la série *Les Inoubliables de l'accordéon*, couverture kitsch, sonorités françaises, le disque (1 CD Music Memoria 31063, distribué par Virgin) consacré à Marceau, né à Liévin en 1902, offre une vingtaine d'inédits, de la *Valse savoyarde* à l'*Amour viennois*. Mais il y a aussi l'Auvergnat Jean Vaisseau, l'auteur de *Sombreros et mantilles* (1 CD 31062), et Maurice Alexander, qui a composé *Tel qu'il est...* (1 CD 31061).

Enfin, pour revenir à plus de modernité et sortir des rééditions, Marc Perrone, qui joue merveilleusement bien de son accordéon diatonique, vient d'échouer un drôle de disque, *Cinéma mémoire*, une histoire concentrée des chansons et des thèmes de cinéma, jouée avec la nostalgie, le sens du drame et de la gaîté qui marquent l'instrument favori des marins (1 CD Le Chant du monde, LDX 274 966, distribué par Harmonia Mundi).

VÉRONIQUE MORTAIGNE

\* Pour tout savoir sur l'accordéon, son histoire, ses tendances vivantes, il faudra se référer à l'excellente *Histoire de l'accordéon*, de Francis Billard et Didier Roussin. Ed. Cécile/TNA, 488 pages, 220 francs.

### Régions

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### Alsace

Georges Litus-Carmel

Le 27 mai, à 19 heures, au théâtre de la Ville, à Paris, la représentation de *Le 1914* de Georges Litus-Carmel.

#### de Bobby Bradford (clarinette),

John Hicks (piano) et Fred Hopkins (basse) dont les patronymes

parlent à la génération « loft » ; et

enfin de Victor Lewis (drums) dont la rigueur pourrait sembler

ici quelque peu décalée. Cette

dédicace tient ses promesses, sans

l'agressivité d'oat on veut la charger,

simplement comme un effort

de mémoire. Elle est l'œuvre de

l'exercice pompier à quoi Spike

Lee a condamné Terence Blanchard

(Malcolm X, The Original Picture Score, Columbia 472 806,

la musique du film). Mais après

tout, ces débats ou manœuvres

plus bécotés de parodie byzantine.

Il y a, en un sens, un académisme

qui se fait, se sent, se joue, se

pompier, une jeune chercheuse qui

révèle aujourd'hui (*Psychologie sociale d'une profession*, thèse de

doctorat à paraître, paraît-il), Béatrice

Madriot, écrivain à longneur

de pages « Me Cormix » pour Malcolm

X. Thèses, fantaisies. David Murray, à suivre.

1 CD Baron 472 885-2, distribué par Sony.

F. M.

### Jazz

#### Ahmad Jamal Trio

*Chicago revisited*

En jazz comme en toutes choses, il y a trois genres de pianistes : ceux qui jouent du piano, ceux qui jouent de l'instrument ou ceux qui jouent de la musique. Ahmad Jamal appartient à la quatrième.

Parmi les amateurs de jazz, il y a trois catégories : ceux qui n'aiment pas Ahmad Jamal, ceux qui aiment les pianistes du quatrième type dont fait partie Ahmad Jamal, ceux qui préfèrent Ahmad Jamal à tous les autres (Miles Davis en tête). Au nombre de ceux qui préfèrent Ahmad Jamal à tout autre pianiste, on peut distinguer trois groupes : ceux qui n'aiment pas sa tendance « grand public » revisitée basse électrique, ceux qui aiment tout ce que fait et ce que fera Ahmad Jamal, ceux qui ont un goût particulier pour son trio chicagais avec Israel Crosby et Vernell Fournier (« But out for me », jusqu'à la fermeture de l'Alhambra, son propre club, le départ de l'aimée, celui des accompagnateurs et la chute dans le silence).

Parmi ces derniers, il y aurait encore de subtiles séparations à établir, mais brisons-là. Ahmad Jamal revisite Chicago avec un trio (Yoron Israel et John Heard) dans le style du trio aimé. Pour les amateurs du quatrième type, donc pour tous, Ahmad Jamal est né à Pittsburgh en juillet 1930.

1 CD Telarc CD 83327, distribué par Média 7.

#### David Murray

*M. X. (Dedicated to the Memory of Malcolm X)*

L'ensemble est constitué de David Murray, dont la constance dans l'idée du free jazz, lui qui arrive juste après, ne laisse pas d'étonner, tant elle doit peu à l'air du temps et beaucoup à des formes de fidélité érotisées (celle d'un certain auditoire ne comptant pas pour rien) ; de Ravi Coltrane au ténor - son prénom et son nom d'ont écho qu'en Europe et au Japon ;

### Rock

#### World Party

*Bang!*

Venu trop tard dans un monde trop vieux, Karl Wallinger aurait

merité de se froter aux plus grands, Paul McCartney, Ray

Davies ou Pete Townshend. Il s'est

fit d'écouter le merveilleux *Is It*

*Like Today* pour se rendre compte

de la richesse de son écriture. Bien sûr, l'auteur, compositeur, chanteur et guitariste de World Party

ne restera pas comme l'un des grands paroliers du rock, mais la

finesse de cette mélodie, la dynamique complet-« pont », tous ces

petits tours de force qui font une grande chanson pop sont disposés

avec une assurance, une aisance confondantes. Hélas ! à l'encontre

de son prédécesseur. *Goodbye Jumbo, Bang!* quitte par moments

ces hauteurs stratosphériques pour sombrer dans la facilité. La facilité

de Wallinger pourrait servir de talent à bien de ses confrères, mais

après tout, le cochon de payant peut bien se permettre aussi quelques exigences morales. A l'arrivée, on se retrouve avec une bonne

moitié de chansons irréprochables qui arracheraient des larmes au

plus endurci des skinheads et quelques titres qui se donnent des airs

de rock dur pour mieux cacher leur statut de chanson pas finie

(*Give It All Away*, par exemple). On notera, avec un peu de regret, la quasi-absence de citations des

grands classiques des années 60, ce que Bob Geldof, dont Karl Wallinger a produit le dernier album, appelle « l'échantillonnage organique ».

On en trouvera toutefois un bel exemple dans *Sun* dont quelques mesures sont empruntées à un grand quatuor londonien.

1 CD Enigma/EMI 3 21981 2.

#### Terence Trent d'Arby

*Symphony & Dana*

*Exploring the Tension Inside the Sweetness*

Avouons-le, il aurait été plus charitable de présenter cet album sans ce sous-titre prétentieux et

dépourvu de sens. Mais on y retrouve si bien le talon d'Achille

de Terence Trent d'Arby, ce sérieux pontifical teinté de mégalomanie naïve qui l'a mené à la

catastrophe lors de la sortie de *Neither Fish Nor Flesh*, son précédent

album ! Non que le disque fût très mauvais, au contraire. Mais

les talents réels de TTDA disparaissaient sous l'accumulation

d'une logorrhée insupportable et d'effets sonores douteux. Gargon

intelligent ; le chanteur a tiré les leçons de cette expérience. Dans

l'ensemble, *Symphony or Dana* renoue avec le rythme d'« blues

somme toute classique que fit de Terence Trent d'Arby une star, des

sorties de son premier disque. On trouvera tout au long (plus

d'une heure) de ce nouvel album beaucoup de raisons de se réjouir,

entre autres une utilisation très habile des trucs de la *dance music*

moderne mis au service d'une écriture classique de mélodies simples et fortes. Et une fois de plus, notre

qualité de francophones nous permettra d'écapper aux variations

du parler Terence Trent d'Arby pour ce retenir que la beauté de cette voix, unique

aujourd'hui.

1 CD Columbia 473661 2.

#### Porno for Pyros

*Porno for Pyros*

Perry Farrell fut, un temps, le chanteur et l'inspirateur de Jane's

Addiction, groupe californien à part. Son anticonformisme, son

appétit de publicité ont fait de Farrell une espèce de porte-parole

de la génération qui fêtera aussi bien les Red Hot Chili Peppers et

leur fusion rock-rap que le mouvement grunge du Nord-Ouest.

Après avoir dissous Jane's Addiction, le chanteur a formé Porno for

Pyros, groupe qui a fait ses débuts lors de la tournée Lollapalooza de l'été 1992. Lollapalooza, qui réunit

des groupes de rock et de rap et des curiosités comme le cirque

sado-masochiste de Jim Rose, est devenu à la fois le symbole des

aspirations contestataires de la jeunesse américaine et l'une des opérations les plus rentables de l'industrie des concerts de rock, plutôt

mal en point ces derniers mois. On pouvait donc s'interroger sur le

statut exact de Perry Farrell, prophète ou businessman avisé. Le

premier album de Porno for Pyros ferait presque pencher pour la

seconde solution tant il semble éviter consciencieusement les

coups de ciseaux et les imprudences musicales qui caractérisaient la

musique de Jane's Addiction. Les textes alignent le b. a. ba du

*politically correct* et le groupe, cohérent, parfois assez excitant, semble

attendre que son chef ait une idée de chanson, ce qui n'arrive

quasiment jamais tout au long de

l'album. Au mieux un coup pour rien, au pire, le début d'un déclin

prospère.

1 CD Warner Bros/WEA 9362-45228-2.

T. S.

## Musiques du monde

#### Tupi Nagô

*Do Brasil*

*Do Brasil* est un disque brésilien

fabriqué à Paris par une bande de

jeunes musiciens à l'écologie révi-

gorante. Ces Indiens (Tupi), adeptes de la « samba-réggae » en

vogue chez les Afro-Bréiliens (Nagô), inventent des rythmes et

des mélanges dansants comme jamais. Dans la droite ligne de

Margareth Menezes, des percussionnistes d'Olorum ou d'Arakutu,

tous nés de Salvador-de-Bahia, les

Tupi Nagô brodent une musique plus mélangée, qui a visiblement

traversé l'océan et puisé ses forces dans un Paris multiracial.

Même si on y parle des Carnavals de Rio, du Nordeste, des vieux

quartiers de Bahia, même si on y joue du *saxo*, de la guitare, du

*berimbau*, des cloches et des tambourins, on y entend un air de

kora africain (Djéli Moussa Diawara), de violon algérien (Djamel

Ben Yelles), qui se glissent élégamment dans ce disque amical en

diabolo. Regina Celia, au chant, manque parfois d'un peu de brillant, mais pas d'énergie. En dix

titres, dont une samba traditionnelle, c'est-à-dire torride (*Raiz*), un

*Chant des combattants* en français (extraits de la pièce de Gabriel Cousin, *Le Cycle du crabe*),

une jôje pagaille organisée autour de la fête (*A Bagana*), *Do Brasil* laisse

présager au mieux de l'été qui vient.

1 CD Columbia 473661 2.

#### Porno for Pyros



## DANSE

L'INDONÉSIE

## TRAVERSÉE D'UN MONDE ENTRE DEUX TEMPS

Après l'Inde, la Corée, le Japon, le Théâtre du Rond-Point accueille l'Indonésie. Ballets de cour, et aussi danseurs et musiciens venus du pays des Dayaks : la forêt. Découvrir l'Indonésie, c'est se noyer doucement dans un rêve surréaliste. Les temps s'étirent, se brouillent, se superposent. Voyage dans un espace entre deux univers qui parfois se rejoignent.

BORNÉO

de notre envoyée spéciale

**P**REMIÈRE étape : Solo. On s'y perd dans les entrailles d'un labyrinthe sombre, étouffant, de plus en plus étroit, dans l'odeur acide des pièces de batik pliées, exposées dans des stands gardés par des femmes qui économisent leur respiration. Les voix se font sourdes, les sons s'atténuent. Un être rabougri, qui fut elle aussi une femme, tend son bras fléchi. Un sourire sans espoir ni amertume ride son visage décoloré. Elle mentie avec dignité.

A Solo, un sultan, tel un simple marquis de Cuevas, entretient une compagnie chorégraphique. Dans le palais désert – on nous dit qu'il s'agit du kraton de Surakarta –, l'orchestre joue pour personne sous un vaste préau dont le toit repose sur des colonnes aux couleurs écaillées. Des housses recouvrent une estrade. Sept danseuses somptueusement vêtues glissent, sautent, ondulent, vacillent légèrement, frappent de leurs pieds nus le sol de marbre. Les poignets s'enroulent, les têtes se penchent. Corps à demi fléchis, d'un geste prestre intérieurement répété, elles font voler la traîne qui entrave une jambe, l'écharpe qui s'enroule sur le bras opposé. Elles oscillent lentement, avec une grâce aquatique, Ophétiens brunes aux lèvres très rouges, ballottées par un courant paresseux.

Mais leurs déplacements ne sont pas hasardeux. Ils tracent des figures, des signes qui se répondent, accompagnés par les chauves-souris voletant autour des lustres composés de fausses bongies. Les danseuses sautent, remplacent par deux guerriers torse nu, cachés sous des masques rouges. L'un deux porte un nez clownesque, ils se disputent une jeune femme aux épaules découvertes. Cette fois, le ballet est narratif : il raconte les amours d'un sultan, qui a séduit une belle étrangère et fondé sa dynastie.

Seconde étape : Balikpapan, Bornéo. Le pétrole. Des derricks au bord de la mer. Un puits, la cheminée dont la flamme rabat une fumée opaque par-dessus un hôtel décoré années 50, et qui s'appelle Blue Sky, chanson célèbre, suscitée pour quelques Occidentaux au regard vague, par une jeune femme en tailleur et lunettes, éclairée en rouge et accompagnée au Yamaha. Dehors, dans la rue défoncée, un garçon maigre agite les bras et parle aux étoiles. De sous la terre, du fond des ruisseaux asséchés recouverts de planches, proviennent des

## LA SEMAINE PROCHAINE

La 45<sup>e</sup> Biennale de Venise

La nouvelle édition de la Biennale internationale de Venise est baptisée cette année « Les points cardinaux de l'art ». Elle réunira, du 13 juin au 10 octobre, plus de cinquante et un pays qui présenteront leur sélection d'un ou plusieurs artistes et une quinzaine d'expositions thématiques. Côté français, le choix s'est porté sur une exposition personnelle du plasticien Jean-Pierre Reynaud. Côté américain, les commissaires ont choisi de présenter une rétrospective des œuvres de l'artiste, née en France, Louise Bourgeois. « Le Monde Arts-Spectacles » publiera à cette occasion un ensemble de portraits et de reportages consacrés aux principales figures de l'édition 1993 et une enquête sur les perspectives d'une institution quasi centenaire que les bouleversements politiques italiens ne pouvaient épargner.



Bornéo : masque dayak Mudan arboré pour la fête du riz.

sons acres qui rappellent les flûtes amazoniennes : le chant des grenouilles en mal d'amour.

A 40 kilomètres, au bout d'une route cahoteuse, il y a un village. Les habitants s'appellent à l'avant-dernier soir d'une cérémonie de purification, d'une durée totale de deux semaines, destinée à faire disparaître la fièvre qui cloue une bonne moitié de la population au lit. La cérémonie a lieu dans la maison commune en bois que possède chaque village. Le sol est couvert de toile cirée à carreaux, comme les nappes de cuisine d'avant guerre. Le village tout entier se rassemble, les enfants jouent bruyamment. En Indonésie, à tous les carrefours, des sculptures, des affiches, représentent une main avec deux doigts levés. Recommandation aux couples de se limiter à deux enfants, ce qui, semble-t-il, n'est pas scrupuleusement respecté.

Au centre de la pièce, entièrement décorée de branches séchées et de paille, se tient la « déesse », figurée par de longs rubans de plusieurs couleurs, suspendus à un mât. Dans la fumée des herbes qui brûlent pour éloigner les insectes, on croirait l'autre baroque du monde au visage de cuir dans le film de Tobe Hooper, *Massacre à la tronçonneuse*. Les musiciens répètent inlassablement la même phrase. Les femmes vêtues de sarongs et de gilets brodés forment une ronde, tournent lentement, palmadient, balançant les bras, frappant le sol de la plante des pieds bien à plat. Un chien roux et libidineux vient flairer, on le traîne sur le dos par les quatre pattes pour le faire partir, sans que la cérémonie s'interrompe pour autant. Il revient.

D'autres musiciens sont arrivés. Les hommes du village se déshabillent avec le plus grand naturel, enfilent sur leurs caleçons bleus de larges jupes de couleurs vives, se coiffent de plumes bariolées, et chantent, assis, entourant la « déesse ». Un shaman conduit la cérémonie. Ils se lèvent, toujours chantant, tournent sur eux-mêmes. Une femme silencieuse les aide à passer un long collier sur une épaule, redresse une coiffure, dénoue des franges de paille. Le tournoiement devient danse, de plus en plus sauvage et puissante. Les hommes divaguent, ramenés dans leur espace par le shaman. Les musiciens chantent sur leur propre rythme, décalé.

Les enfants, comme les adultes, n'ont pas cessé de bavarder. Ni par provocation ni par indifférence, plutôt par familiarité avec ce cérémonial qu'ils ont totalement intégré. La superposition de rites, de théâtralité, de banalisation, de traditions anciennes infiniment riches, d'espoirs d'aujourd'hui infiniment pauvres, se retrouve partout. Ainsi dans le poster publicitaire sur lequel on voit un jeune Asiatique à la mèche soigneusement rebelle, les yeux cachés par des lunettes noires, s'appuyer avec une nonchalance séductrice sur la portière d'une jeep : le rêve américain et celui de la réussite. Il se retrouve, ce mélange insolite,

dans l'élégance des mouvements, et la façon dont les femmes accroupies aux visages croulés accomplissent quelque tâche ancestrale, une cigarette américaine au coin des lèvres.

Mais les vrais inconnus, pour qui nous avons entrepris le voyage, habitent sur les rives du Maakan, fleuve immensément large, opaque, strié d'arbres tombés des péniches plates sur lesquelles ils sont transportés pour fournir toute l'Asie, et qui perdent leurs feuilles au long du courant. C'est en bateau que l'on va rejoindre les Dayaks, entre des agglomérats de maisons grises en bois, et le vert intense des arbres serrés. Aux stations d'essence – baraques sur pilotis – dans une ambiance à la Mac Orlan, des jeunes filles en jeans vendent de l'eau minérale et des biscuits, des cigarettes ; le tout vient des États-Unis.

Dans tous les villages, on aborde à un ponton où sont installées les toilettes publiques, cabanes rudimentaires, graffitiées « rock, big boys », etc. Puis brusquement, on est très loin. On dérape dans une boue tiède, et là commence un autre monde, celui de la forêt. Les Dayaks, « ceux qui viennent de l'autre côté du fleuve », y sont arrivés il y a très longtemps, fuyant une maladie, ils ne savent plus laquelle. Ils ont abattu des arbres et, dans les clairières, ont bâti des maisons sur pilotis dont le confort demeure rudimentaire. Les pilotis des bâtiments municipaux sont faits de grands visages aux traits rudes sculptés dans le bois. Sur les murs, des photos montrent des hommes dont les lobes d'oreilles, tirés par des anneaux fort lourds, descendent jusqu'au-delà des épaules. Impressionnant ! Dans la quincaillerie de la culture Mickey qui sévit partout, le village possède une habitante, gardienne de la tradition. Non seulement chacune de ses oreilles brinquebale le long de son cou, étirée par une dizaine d'anneaux, mais elle porte un bébé sur son dos dans un berceau ambulatoire richement brodé de perles, et le soir, elle danse. Soudain, son corps massif devient fluide, ondulant. Son sourire de « trésor national vivant » fait place à de la douceur grave. Elle est belle.

Le chef du village avoue soixante-huit ans, mais pas la moindre ride ne fripe sa peau halée. Dans la maison commune où les jeunes filles répètent au son d'une radio-cassette, il indique un mouvement, jambes à demi-pliées, emmêlées avec un art et une souplesse incroyables. Plus tard, il sera là, méditatif, devant l'homme-oiseau couronné de plumes, qui penche son torse nu, enroule une jambe sur l'autre et, tout en force de concentration, se déplace par reptations minimes des pieds, par sauts légers. Les bras de l'homme-oiseau maintiennent un équilibre improbable. A la fois échassier et félín, il tourne vers l'assistance des regards loin-

## A PARIS

tains, qui s'étonnent quand ils se posent sur un visage. A travers ses lèvres serrées jaillit des profondeurs de son corps un cri grincant qui se prolonge. Un second homme-oiseau est venu le rejoindre. Les deux s'observent, décrivent des cercles, les cris redoublent, les mouvements se compliquent, tracent une géométrie sophistiquée, tout en courbes. Les corps se balancent, dévient en oblique. Les visages se lèvent, les yeux semblent prendre la lumière. Ils ne sont plus tout à fait humains, ils ne sont pas non plus animaux, c'est autre chose, comme une transmutation. Et puis s'en vont les deux créatures, remplacées par une jeune garçon et une fillelette qui recréent leurs gestes.

Le chef du village prétend ne pas connaître le sens des rituels, car il est chrétien, converti par des missionnaires américains protestants. Dans le crépuscule brutal, dans la touffeur d'avant la pluie, il chantonne *White Christmas*.

Au second village, le spectacle proposé est un carnaval bon enfant, qui célèbre le riz. Toute la journée, les hommes ont découpé en franges de larges feuilles de bananiers vert foncé. Ils s'en font des costumes qui les couvrent entièrement, c'est à peine si on aperçoit leurs pieds et leurs mains. Visages et cous disparaissent sous des masques violemment colorés, bêtes fantasmagiques aux mufles menaçants garnis de crocs. Les yeux sont aveugles : ronds blancs entourés d'un trait noir, inquiétants cercles de miroir qui renvoient du vide.

La danse est scandée par deux immenses tambours accrochés au mur, sur lesquels, alternativement, tapent deux hommes. C'est un joyeux mimac, un désordre mesuré. Les mufles animaux claquent, les superpositions de franges vertes valent, de nouveaux personnages interviennent, en tuniques bricolées, en masques clownesques – ils représentent les fermiers, – et puis arrivent des enfants qui chahutent et sautent partout, heureux comme tous les enfants du monde quand ils sont déguisés.

Bizarrement, ce n'est pas si loin du carnaval de Bâle, à l'exception des têtes d'animaux dont l'aspect, dit-on, n'a pas varié ici depuis des siècles. Elles sont fabriquées par un employé municipal, artiste salarié du village. Sa maison est grande et vide de meubles, sinon des buffets vides où sont alignés des bols chinois, quelques souvenirs de famille – ici on ne connaît pas les chaises, à peine les lits. Au mur sont suspendus des masques effrayants, et d'autres, plus près des traits humains, qui se portent au-dessous, directement sur la peau, et arborent un sourire secret. Plus tout un lot de pin-up souriantes, aguicheuses, la cuisse accueillante, blondes. Exotisme porno-soft.

Les officiants de la fête du riz doivent venir à Paris (lire l'encadré ci-dessous) avec des feuilles de bananier en réserve. Toute une aventure : les Dayaks doivent déjà faire deux jours de bateau pour accoster une ville digne de ce nom. Certains sont allés aux États-Unis, les autres ne sont jamais sortis de leur continent. De l'Europe, leur guide et interprète ne connaît que l'Exposition de Séville, où il a organisé la présentation d'objets artisanaux au pavillon indonésien.

Autant le déplacement des troupes de ballets de cour ne pose d'autre problème que ceux de toute tournée lointaine, autant est risqué le pari sur ces gens dont les motivations ne sont pas celles du spectacle, dont les codes de représentation n'ont rien à voir avec les nôtres. Tout dépend de la manière dont ils vont vivre et assumer l'inconnu de notre monde, de notre ville, de notre théâtre. On bien ils se diluent dans une curiosité tous azimuts, ou bien l'excitation de la nouveauté leur fournit une énergie inventive éblouissante. C'est quitte ou double.

COLETTE GODARD

## Agenda

## GRANDE SALLE

Les Batavia de Sumatra, cérémonie de la mort parfaite, par l'Ensemble du village de Simoio, et la Musique Tembang Sunda par l'Ensemble L.S. Melati de Bandung les 4 et 5 juin à 20 h 30, le 6 à 15 h.

Célibes, musique et danse des anciens sultans de Gowa, les 6 et 9 juin à 20 h 30.

Bali, danses dansées gambuh et calanang par l'Ensemble du village de Batuan, direction Ketut Kantor, les 12, 15 et 16 juin à 20 h 30. Le 13 à 17 h.

Java, Solo, danses de cour du palais de Surakarta, les 17, 18 et 19 juin à 20 h 30. Le 20 à 17 h. Les Dayaks de Bornéo, rites et danses, les 22, 23 et 24 juin à 20 h 30.

\* Places de 60 à 140 F. Chaque billet plein tarif donne droit à une réduction sur le spectacle suivant. Tél. : 44-95-98-00.

## PETITE SALLE

Hommages à Jean Duvigneaud, le 1<sup>er</sup> juin à 18 h 30, et l'art d'écrire, table ronde animée par Marcel d'Ans et Olivier Corpet, suivie à 18 h 30 d'un débat – « Le théâtre, quel avenir ? » – animé par Robert Abirached et François Grind. Le 2 juin, à 10 h 30, « Que devient la sociologie ? » table ronde animée par Pierre Fougeyrolles, Pierre Ansart et Eugène Enriquet.

Le capital des vingt et

Une vague insaisissable

largement ouverte

L'avortement

Marselle

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la

C'est la fin de la